

Rechtskultur ist eine Zeitschrift mit europäischem Charakter.
Rechtskultur is a journal with a definite European character.
Rechtskultur est une revue à caractère européen.

Rechtskultur ist strikt themenbezogen.
Rechtskultur is strictly by theme.

Rechtskultur est une revue thématisée de manière stricte.

Rechtskultur ist transdisziplinär ausgerichtet.
Rechtskultur is a transdisciplinary endeavour.
Rechtskultur est une revue axée sur une approche interdisciplinaire.

ISBN: 978-3-86646-434-6



9 783866 464346

Rechtskultur 5

Zeitschrift für Europäische Rechtsgeschichte
European Journal of Legal History
Journal européen d'histoire du droit

Kolonialrechtsgeschichte
History of colonial law
Histoire du droit colonial

Éric de Marie	
Pour une histoire du temps long de l'histoire du droit colonial français	1
Peeter Järvelaid	
Die baltischen Provinzen im russischen Imperium und ein kolonialgeschichtliches Modell	7
Jakob Zollmann	
Bausteine einer kolonialen Geschichte des deutschen Privatrechts. Das Reichsgericht und die „Schutzgebiete“, 1888 – 1920	14
Benoit Henriet/Bérengère Piret/Nathalie Tousignant	
“Travail et Progrès”: Labour legislation in Belgian Congo	36
Andreas Zellhuber	
Kolonialismus als rassistische Utopie – deutsche Besatzungsherrschaft in der Sowjetunion während des Zweiten Weltkriegs	47
Khadija Ennaciri	
Les réformes territoriales entre forces centripètes et dynamiques centrifuges dans le Maghreb contemporain	54
Christian Wevelsiep	
Zwischen Herrschaft und Emanzipation. Versuch einer geschichtsphilosophischen Auseinandersetzung mit kolonialer Gewalt	61
Elena Tcaregorodskaia	
Debatte/debat/debate: Das Erbe der deutschen historischen Rechtsschule in Russland: Der geistige Wert des Rechts	69

Kolonialrechtsgeschichte / History of colonial law / Histoire du droit colonial

Rechtskultur 5

Herausgeber: Ignacio Czeguhn - Lukas Gschwend - Dirk Heirbaut - Martin Löhnig - Antonio Sánchez Aranda

Edition Rechtskultur

Pour une histoire du temps long de l'histoire du droit colonial français

Éric de Marie (Montpellier)

L'histoire du droit colonial français n'échappe pas aux difficultés de l'art d'écrire l'histoire¹, c'est-à-dire, entre autres, à la pratique de «l'anachronisme contrôlé²». Matière émergente, l'histoire du droit colonial ne fait pas l'objet d'une réflexion historiographique critique; ce type d'exercice sensible ayant été fort longtemps peu pratiqué par les historiens du droit en général³.

Largement en chantier l'histoire du droit colonial ainsi que l'histoire coloniale ou des colonies hésite entre les approches: micro ou macro histoire, sectionnement géographique conditionné par l'immensité des espaces et par l'efflorescence des spécificités de «droits de l'endroit» exacerbées par l'éloignement, mise en panne d'une impossible histoire globale. Ce droit de «là bas» serait ainsi en même temps un droit du «tout près» tordant dans le vif de la réalité coloniale les tentatives de transposition imaginées par un centre, d'ailleurs éclaté, et volontiers désinvolte. On se contenterait alors d'une histoire comparée juxtaposant et conjuguant tant l'exercice est difficile, les trajectoires des colonisateurs européens ou autres⁴ dans un temps somme toute court, puisqu'il serait limité à la «colonisation moderne» d'un bref 19^{ème} siècle à un 20^{ème} siècle ne survivant guère à la seconde guerre mondiale.

On sait les circonspections, plus que les illusions, qu'ont fait naître les considérations concernant l'absence d'une quelconque politique coloniale. L'absence de stratégie, les impératifs de la gestion au jour le jour des événements, qui ne manquent guère, justifieraient les impératifs coloniaux: l'exploitation économique, la priorité accordée au maintien de l'ordre, l'exportation des valeurs, l'acculturation propitiatoire des masses vouées au marché par le biais de la diffusion de la propriété privée, etc.

On s'interroge peu sur les retenues qui expliquent le plus souvent une tendance historiographique: celle qui consiste à séparer les études de l'histoire du «premier empire colonial» du 16^{ème} au 18^{ème} siècle, cette qualification suscitant elle-même nombre de réserves, de celles consacrées au «second empire colonial» des 19^{ème} et 20^{ème}

siècles, soit: le véritable empire, non sanctionné par les textes, du moins en droit français.

La répartition traditionnelle des périodes entre historiens «des lettres» explique peut être cette séparation; les modernistes ne côtoyant que peu les spécialistes de l'histoire contemporaine, sans parler de ceux du «temps présent». Des chapelles ou des sectionnements s'en mêlent parfois y compris lorsqu'il s'agit de s'appropriier une sorte de territoire (l'«Atlantique» par exemple), une idée de territoire («l'Inde», «l'Afrique»)⁵, une approche culturelle («l'américanisme») sans parler des conflits opposant les partisans ou non d'un économisme aux conclusions discutées⁶ sous fond de combats ou de prétentions idéologiques.

On n'entrera pas ici dans cet emballement tout en remarquant toutefois qu'un des avantages de l'histoire du droit est de ne se consacrer qu'à un objet certes diffus et difficile à définir mais tout à fait déterminant: le droit. Cette monomanie qui n'exclut aucunement le recours aux sciences sociales, c'est tout le contraire, permet tout de même d'envisager l'histoire du droit par delà les conventions traditionnelles sur les périodes. Le récit passe certes par des étapes convenues qui ne s'affranchissent guère de la périodicité ordinaire (antique, médiévale, moderne, révolutionnaire, contemporaine, temps présent). Toutefois au besoin d'un regard porté sur une institution, une norme, une technique elle permet d'envisager un temps long dont les manuels d'histoire du droit le plus souvent se font l'illustration ainsi que nombre d'ouvrages savants.

Sans vouloir insister sur les oppositions existantes entre tenants de l'évolutionnisme classique et partisans des ruptures plus que des charnières, et sans vouloir gommer les limites d'une approche indifférenciée on s'attachera néanmoins à relever à propos de l'histoire du droit colonial l'existence de continuités et à déplorer qu'elles ne soient pas assez étudiées.

Tout dépend peut être des axes prioritaires de recherche et de la segmentation principale du droit colonial ou, tant la dénomination de ce droit est floue, du droit aux colonies. Doit-on s'en tenir aux préoccupations du colonisateur? Un tel point de vue est certes discriminant puisqu'on sera toujours confronté à la narration d'une présence: celle du droit aux colonies qui implique l'extranéité au moins culturelle des créateurs de ce droit ainsi que l'expression juridique de leur volonté de domination. Mais comment faire autrement? Tant la confrontation des droits est se-

¹ Cf. sur ce point les réflexions de Paul Veyne en 1971 dans un ouvrage dont le titre sera qualifié en 2014 par son auteur de «dogmatique et trompeur». Comment on écrit l'histoire. Essai d'épistémologie, Paris, Le Seuil, 1971. Et dans l'éternité je ne m'ennuierai pas. Souvenirs. Albin Michel, Le livre de poche, 2014, p. 197.

² Selon l'expression de Patrick Boucheron. Cf. sa leçon inaugurale au Collège de France, Ce que peut l'histoire, Paris, Fayard, 2016 et son entretien avec Serge Gruzinski à Blois sur Les empires: vecteurs de la mondialisation (You Tube, 18 octobre 2015).

³ Cf. Pierre Bonin, «L'historiographie de l'histoire du droit, tendance récente et prochains territoires», L'histoire du droit en France. Nouvelles tendances, nouveaux territoires, dir. Jacques Krynen, Bernard d'Alteroche, Paris, Classiques Garnier, 2014, pp. 533-558.

⁴ Bernard Durand, Introduction historique au droit colonial, Un ordre «au gré des vents», Paris, Economica, 2015.

⁵ Cf. Ann Laura Stoler, Frederick Cooper, Repenser le colonialisme, Payot, 2013, p.14. (sur l'édition originale de 1997).

⁶ Cf. les controverses depuis 1984 à propos des travaux de Jacques Marseille sur la «rentabilité» des colonies. Jacques Marseille, Empire colonial et capitalisme français. Histoire d'un divorce, Paris, Albin Michel, 1984. Et récemment les travaux contestant le point de vue de Jacques Marseille d'Elise Huillery-Spire. Cf. sa thèse, Histoire coloniale, Développements et Inégalités dans l'ancienne Afrique occidentale française, EHSS, 2008.

conculaire, quand l'existence des droits autochtones sans être niée, sous le second empire, est contournée, biaisée, retraduite. Tant aussi l'absence de césure, fondamentale en métropole à propos de l'égalité des sujets de droit depuis la Révolution française, demeure jusqu'au bout prégnante aux colonies.

On ne peut ici s'empêcher de constater la résilience d'un droit des inégalités, que nous qualifions d'«asymétrique» et de «positif». Tout naturellement un droit qui en métropole du 16^{ème} siècle à l'été 1789 ne remet pas en cause les inégalités juridiques, se transpose sous une autre forme tout aussi discriminante aux colonies. Ce droit, en tant que tel se diffuse pendant le second empire sous couvert au mieux de la préservation de la pluralité juridique.

Point de suppression révolutionnaire des privilèges, voire du servage et de l'économie corporative aux colonies; mais une continuité de discriminations juridiques certes différentes des démarcations traditionnelles mais ô combien prégnantes. Terres d'expérimentation, qui d'emblée sont débarrassées de l'ordonnement tripartite originel (noblesse, clergé, «tiers état») les colonies s'accrochent «à la mode de chez elles» des points forts d'un droit de «distinctions» pour s'exprimer comme un juriste du 17^{ème} siècle et, de fait, à un enchaînement de distorsions juridiques. Préparés, et c'est essentiel, par une accoutumance métropolitaine à une tradition de diversités normatives de tels territoires empreignent leur sol d'une encre juridique teintée d'inégalités d'évidence.

Point de révolution des droits de l'homme aux colonies. Au contraire celle-ci, pour l'essentiel, est réservée dans l'espace colonial, et au mieux, à une population d'origine européenne ou nationale corrélée aux sujets indigènes par l'intérêt économique. Les prétentions d'un humanisme tardif qui ne peut que s'avérer hypocrite ne cesseront de se confondre avec des rapports de force dûment sanctionnés.

Alors, quelles priorités? Là encore il faut trancher. Deux questions principales semblent selon nous s'imposer: celle qui concerne la main d'œuvre et celle qui concerne la détention du foncier. Autrement dit et selon l'approche des colons celle qui concerne le droit du travail et celle qui concerne le droit de propriété. Bien évidemment une autre question, accessoire, se pose: celle de l'appareillage juridique de ces deux approches.

Le juriste qui en métropole fait prévaloir la notion d'appareillage, c'est-à-dire les normes, le discours qui les sous-tend, les institutions, dont par exemple l'organisation et la pratique judiciaire, est par conséquent renvoyé aux colonies à une perspective renversée. L'aventure coloniale n'a de sens qu'au regard de considérations relatives à la puissance et à la gloire du colonisateur qui, en situation constante de concurrence, se lance dans une opération de prédation. Une fois celle-ci réalisée, par ce qu'il assimile à une sorte de conquête, vient le temps de l'exploitation. Comment ne pas la réaliser, dans ces mondes constamment à dominante agricole (donc en l'absence de césure ou rupture quelconque de nature économique) sans créer un droit du travail condition de l'exploitation cette fois par le droit foncier?

Nous nous proposons ainsi d'examiner les points d'accroche des deux empires sur les trois points que nous venons de citer (droit du travail, droit foncier, droit de l'«appareillage juridique» de la colonisation) et de plaider pour une étude plus approfondie du temps long de l'histoire du droit colonial.

I. Pour une histoire du temps long de l'histoire du droit colonial du travail

«Y avait-il un droit du travail avant le droit du travail?». C'est ainsi qu'en 2003 Jacques Bouveresse, l'auteur d'un des premiers manuels d'histoire du droit du travail⁷, s'exprimait de manière à la fois iconoclaste et pertinente. Il est vrai que l'histoire du droit du travail dans les colonies françaises, actuellement en cours grâce à une initiative remarquable⁸, dépend des travaux déjà entrepris pour la métropole. C'est en même temps essentiel puisque pour écrire l'histoire d'un droit aux colonies il faut partir d'un support de connaissances quitte à l'affiner ensuite au regard de la réalité coloniale mais aussi un peu dommage tant, nous l'avons dit, aux colonies la perspective est renversée. En effet alors que l'étude de ce que nous avons qualifié d'«appareillage» est prioritaire pour toute étude historique du droit en France, ce qui rend discutable la désignation que nous avons utilisée, celle de l'histoire du droit du travail aux colonies aurait dû être une priorité. Encore eût-il fallu que l'histoire du travail en métropole parvint à tenir compte du fameux «droit du travail avant le droit du travail», ce qu'elle n'a pas fait, et règle se faisant des difficultés sémantiques (1.) et des difficultés relatives à la définition du droit du travail lui-même (2.).

1. Surmonter les difficultés sémantiques.

Surmonter les difficultés sémantiques n'est jamais chose facile. Tout chercheur en histoire coloniale ne manque pas de se heurter aux conventions de vocabulaire, à leur détournement, à leur adaptation approximative. En matière juridique, où les mots tentent d'appréhender une réalité qui s'avère souvent déroutante les difficultés s'accroissent. Cette évidence n'est pas la source d'un renoncement qui aurait, entre autres, pour conséquence d'évacuer sans doute l'activité même de la recherche. On en viendrait à regretter les délices des controverses, des querelles, voire des chapelles qui animent toute matière académique, ainsi que toute prétention, par nature vaine, à faire un point «définitif» sur une interrogation scientifique.

Reste que l'histoire du droit du travail aux colonies est d'abord une histoire du droit du travail en condition coloniale: c'est-à-dire et surtout une histoire du droit du travail forcé⁹.

⁷ Gérard Aubin, Jacques Bouveresse, Introduction historique au droit du travail, Paris, PUF, 1995. Jacques Bouveresse est l'auteur d'un ouvrage important sur les «délégations financières en Algérie». Cf. aussi son article, «La solitude du colon» in, Faire l'histoire du droit colonial, 50 ans après l'indépendance de l'Algérie, collection «Terres et gens d'islam», dir. Jean-Philippe Bras, Kharthala, 2015.

⁸ Celle de Jean-Pierre Le Crom. Cette histoire selon la volonté du directeur de ce travail collectif remonte à 1848.

⁹ Cf. Le travail contraint en Asie et en Europe, XVII^e-XX^e siècles, dir. Alessandro Stanziani, Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'homme, 2010, et notamment Simon Deakin, «La contrainte au travail: une comparaison des systèmes de common law et de droit

On sait que l'histoire du droit du travail en métropole, dont l'histoire du droit du travail aux colonies est à sa mesure tributaire, est présentée de manière tardive. On évoque plutôt une histoire du «droit social», conjuguant l'histoire du droit de la protection sociale et l'histoire du droit du travail, privilégiant ainsi une approche qui peu ou prou fait remonter au mieux la dite histoire à la monarchie de juillet et au pire au 20^{ème} siècle. Que le travail fasse l'objet de droits ou finisse par faire naître un droit par la spécificité de son objet semble difficile à concevoir alors que la doctrine a longtemps préféré considérer «la législation industrielle», voire «le droit ouvrier».

L'affaire est entendue: la police du travail, notamment sous l'Ancien régime, ne relève pas du droit du travail. L'organisation, la réglementation des métiers-jurés appartiennent à l'histoire des faits économiques plutôt qu'à l'histoire du droit. L'existence des ateliers de charité, celle des hôpitaux généraux par exemple ne sont pas susceptibles d'être des proto-précédents de l'histoire du droit de la protection sociale: cette dénomination étant antinomique. Voici un droit sans origines, irrémédiablement inconciliable avec les réalités exotiques.

La continuité de la nature agricole des colonies que ce soit au 17^{ème} ou au 20^{ème} siècle, à quelques exceptions près, mines et sans confusion possible (notamment avec l'habitation-plantation du premier empire), aurait contribué à cette occultation. Dans ces conditions alors que «le droit du travail» est «considéré comme l'ensemble des règles relatives au travail subordonné¹⁰» le travailleur aux colonies n'aurait pas eu droit au droit avant le 19^{ème} siècle.

Le travail, mais lequel? Le travailleur, mais lequel? S'agit-il de l'ouvrier? Sans industries et par conséquent sans «législation industrielle», sans ouvriers, et donc sans «droit ouvrier» les colonies ne pouvaient être pénétrées par la nature d'un droit créateur d'une très progressive bienfaisance.

Reste qu'aux colonies les travailleurs forcés abondent ou que les travailleurs voués «au travail subordonné» prolifèrent. S'agit-il de l'engagé, s'agit-il de l'esclave?

A moins que des circonvolutions sémantiques, dans un bel exercice de style colonial, écartent les dits travailleurs du droit, aussi bien que les acteurs dominants dans les colonies ont entendu le faire sans toutefois y parvenir complètement, nous pensons que l'histoire du droit colonial du droit du travail peut inclure l'histoire du droit de l'engagisme et l'histoire du droit de l'esclavage.

Des efforts sont certes conduits aujourd'hui pour inclure dans l'histoire du droit du travail aux colonies un phénomène majeur et complexe, l'engagisme des 19^{ème} et 20^{ème} siècle. Mais pourquoi ne pas le relier à l'évidence du premier engagisme, celui des 16^{ème}, 17^{ème} siècles? N'y a-t-il pas alors des contrats, des contentieux liés à des

difficultés d'exécution aussi bien que sous le second empire colonial? N'y rencontre-t-on pas une organisation de plus en plus dominée par la réglementation administrative?

Que le premier engagisme ait échoué, à propos des colonies françaises, qu'il ait réussi «ailleurs», notamment avec ces sortes «d'esclaves chrétiens», des irlandais débarqués dans la baie de Cheasepeake¹¹, sont des réalités historiques. Ne méritent-elles pas d'être reliées au phénomène de la faim de main d'œuvre que tous les colonisateurs du 16^{ème} au 20^{ème} siècle soulignent? L'expansion continue et moderne d'un droit forçant l'existence d'une valeur à mondialiser, la valeur «travail» ne doit-elle pas être mise en exergue? En quoi l'étiquette, voire le label «droit», ne s'appliquent-ils pas à cette réalité du forçage chère à Pierre Legendre?

Dans le même sens le droit de l'esclavage relève de l'histoire du droit du travail aux colonies. Les esclaves ne sont-ils pas des travailleurs forcés à vie aussi bien que les engagés sont des travailleurs forcés à temps? On objectera qu'à la différence des esclaves les engagés parce qu'ils s'engagent sont des travailleurs libres: c'est ce que faisait d'ailleurs le colonisateur français au cours du second empire colonial malgré les condamnations internationales de cette pratique.

Puis à propos des esclaves on réfutera la qualification de travailleur, dès lors qu'il est difficile d'effacer l'épithète «forcé» sans qu'on comprenne pourquoi. On remarquera ensuite qu'il s'agit d'abord de «police» des esclaves et non pas de droit. Mais comment ne pas considérer cette volumineuse réglementation, les infinis nuances des contentieux, la brutalité croissante d'un «droit servile¹²» «racialisé» comme un droit du travail arc-bouté sur une discrimination qui n'a pour vocation que de faire travailler «les nègres», en forçant à tous prix les dispositions métropolitaines, elles aussi de «police»? Comment ne pas considérer l'empreinte d'un tel droit sur le droit du travail aux colonies après les abolitions jusqu'au 20^{ème} siècle?

Sans doute de tels impedimenta reposent sur une définition improbablement verrouillée.

2. Surmonter les définitions

Faire l'impasse sur le premier empire colonial lorsqu'il s'agit de traiter du droit du travail aux colonies revient à évaluer a priori le droit du travail comme un droit nécessairement protecteur.

Les conséquences d'une telle évaluation renvoient à une querelle qui n'est pas prête de s'éteindre: celle du droit naturel et du droit positif. Sans entrer dans les distinctions accoutumées entre les différentes facettes de ces deux positions nous y voyons plutôt, il ne s'agit que d'une opini-

civil, XVIII^{ème}siècle- XX^{ème}siècle». Cf. aussi Alessandro Stanziani, *Bondage Labor and Rights in Eurasia from the Sixteenth to the Early Twentieth Centuries*, New York, Oxford, Berghahn Books, 2014.

¹⁰ Norbert Olszak, *Histoire du droit du travail*, Paris, Economica, 2011, p.1.

¹¹ Cf. Elodie Peyrol-Kleiber, *Les premiers Irlandais du Nouveau Monde. Une migration atlantique, 1618-1705*, PUR, Collection Des Amériques, 2016.

¹² Cf. sur ce point les travaux de Jean-François Niort qui, malgré leur rigueur exemplaire n'ont pas manqué de faire l'objet non d'une controverse historiographique, du moins par les historiens du droit, mais qui ont fait l'objet de contestations diverses.

on, une des conséquences des avancées constantes aujourd'hui du droit naturel aux dépens du droit positif.

L'étiquette «slave law», utilisée par les auteurs anglo-saxons ne semble pas poser de difficultés particulières aux auteurs comme aux lecteurs. En revanche on ne cesse d'être étonné par les réticences des auteurs français à ne pas mettre en avant l'expression de «droit de l'esclavage», comme si la nature même du droit ne pouvait tolérer une telle qualification. Pas de droit de l'esclavage, l'esclave étant lui-même considéré comme un non sujet de droit, d'où entre autres les querelles relatives à son état, ou non, de meuble, et par conséquent pas d'histoire du droit de l'esclavage.

La production de règlements, de «lois», c'est-à-dire d'édits, de déclarations pendant le premier empire colonial français, leur interprétation par l'administration, par les juges, par les maîtres titulaires de cette «justice domestique» qui n'a pas été étudiée ne seraient pas du droit dès lors qu'elles conditionneraient un accablement et non une protection. Une fois encore le rapport entre police et droit serait utilisé pour confiner, pourquoi pas, cette histoire du droit du travail aux recoins d'une histoire du droit administratif quelque peu divagante.

Il en irait de même de l'engagisme alors que tout prouve le contraire. L'économie coloniale réglementée, autant que faire se peut, et indépendante d'un quelconque libéralisme, du moins dans le périmètre français, fait naître un droit dirigé et dirigiste qui ne cesse de peser sur toute la force de travail. Par la prolifération des normes et par l'exercice de contradiction des normes, ou de mise en péril de celles-ci (le dépérissement des textes méritant à lui seul une étude) des matériaux émergent. Ils sont propices à l'élaboration d'une histoire du droit colonial du travail forcé, sauf à considérer, comme le fit le colonisateur français au cours du second empire colonial, que par exemple l'engagisme relève du «travail libre», malgré toutes les condamnations internationales de cette dénomination.

Cet éloignement d'ordre intellectuel et ce rétrécissement des perspectives est aussi sensible dans cette sorte d'alter ego de l'histoire du droit colonial du droit du travail qu'est l'histoire du droit colonial du droit foncier.

II. Pour une histoire du temps long de l'histoire du droit colonial foncier

«Le foncier» renvoie à deux points qui se conjuguent: celui de la détermination du domaine colonial et celui du régime de la propriété. Pour autant, concevoir ici une histoire qui prendrait pour appui les mutations des principes de domanialité afin de diffuser plus aisément le droit de propriété paraît relever de la gageure.

Le premier obstacle réside dans l'insuffisance de la définition du droit de propriété avant qu'il soit fixé en métropole par le Code Civil en 1804, ce qui remet en cause la question de l'existence de continuités entre premier et second empire. On peut certes se réfugier dans une spécialité peu développée en France, à quelques exceptions près: l'histoire du droit des biens. Toutefois on butera sur la définition des biens, qui incluent les esclaves, et on

discutera sur leur nature mobilière ou immobilière, comme on le fit d'ailleurs sous le premier empire, avant d'évacuer la question après les abolitions, hormis à propos de considérations indemnitaires.

Admettons.

Reste qu'une fois passée au filtre des étiquettes la question du continuum du droit foncier se pose et par là celle du droit du domaine (A) et celle de la preuve de la propriété (B) quelque soit sa signification.

1. Un continuum sur le droit du domaine?

Toutes les règles d'origine métropolitaine concernant le domaine sont repensées aux colonies. Alors qu'en métropole l'allodialité ne cesse de progresser depuis le 16ème siècle, malgré la résistance de la doctrine et les efforts de la couronne, alors que le conflit entre «propriété» exclusive et «propriété» collective, qu'on assimile à la montée de l'individualisme au dépens des «communs», le domaine aux colonies est placé par la Couronne, puis par l'Etat dans une toute autre perspective.

La conjugaison de ces différences profondes, par rapport à la métropole, n'est pas ou peu signalée. La Couronne aux 17/ 18ème siècle s'empare de la totalité des terres pour instaurer un système concessionnaire d'abord délégué à des compagnies et très vite accaparé par l'administration directe. Cette gigantesque opération qui évince la féodalité traditionnelle pour la remplacer soit par un système seigneurial, très allégé (Canada, quelques bribes à la Guadeloupe), soit par un régime d'administration coloniale sans système seigneurial n'est possible que par l'expansion phénoménale de ce qu'on appellera au 19ème siècle le domaine privé de l'Etat. Or cette expansion est de même nature aux 19ème et 20ème siècle. Pour les mêmes fins: la mise en valeur, l'exploitation.

S'il est vrai que la question de la diffusion de la propriété privée, du modèle «propriétaire», ne semble pas entrer en ligne de compte au cours du premier empire, faute d'éclaircissements sur la définition du droit de propriété, et s'il est vrai au contraire, comme cela a déjà été démontré¹³ que cette diffusion joue un rôle très important pendant le second empire il n'en reste pas moins que le socle de ces pratiques reste le même: l'extension immédiate du domaine public de l'Etat suivi du développement phénoménal du domaine privé de l'Etat propice à la concession et au développement sous le second empire de la propriété privée.

Dans le même sens on ne relie guère les pratiques concessionnaires des deux empires: que les concessions soient grandes ou petites. Les échecs des grandes concessions tant pendant le premier empire que pendant le second empire, le succès, souvent relatif, des petites concessions lors des deux empires méritent d'être analysés même si

¹³ Cf. Bernard Durand, «Le juge colonial et l'introduction du droit de propriété. Ou comment accompagner le législateur», *Le juge et l'Outre-Mer, Les roches bleues de l'Empire colonial*, dir. Bernard Durand, Martine Fabre, Lille, 2004, pp. 291-325. Cf. Carine Jallamion, «Le droit de la République au service de la colonisation» in *La République et son droit*, dir. Anne Stora Llamare, Jean-Louis Halpérin, Frédéric Audren, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2011, pp. 445-459.

nous convenons à l'évidence des différences existantes entre les pratiques. On pourrait même rentrer dans le détail du trafic des concessions, multiplier les analogies sur la cupidité qui prédomine ou règne dans ce droit du foncier qui est d'emblée et durablement un droit de la prédation et de la confiscation, qu'il soit ou non justifié par un droit fort malléable de l'occupation.

Là encore on remarquera que se pose encore la question de l'antinomie entre la notion de droit et sa portée, qui ne cesse d'être asymétrique aux colonies, que cela soit pour le pire, le plus souvent, et parfois, si rarement, pour le meilleur.

2. La continuité des incertitudes sur la preuve de la propriété

On se contentera d'une remarque sur ce point qui demeure actuel dans nombre d'anciennes colonies. La recherche de l'existence du titre de propriété, la création d'institutions susceptibles de permettre à la fois de connaître l'existence du ou des propriétaires successifs sur le même bien et de vérifier la nature et l'objet des mutations concernant le bien est une préoccupation constante du colonisateur. Il semble malgré tout que d'emblée, soit dès le premier empire colonial français, le pli soit pris: le colonisateur malgré ses efforts ne parvient pas à créer un régime de propriété privée fiable, faute de disposer des instruments adéquats destinés à prouver le titre de possession ou de «propriété» des terres dont il s'est emparé. Une telle attitude ne fait pas obstacle à la politique coloniale de prédation mais s'avère fort gênante lorsque le colonisateur entend forcer la diffusion du modèle libéral de la propriété. Nous sommes ici confrontés à une empreinte continue. Les débuts de la colonisation, qui, du moins pour la France, s'effectuent dans un contexte juridique flou, fixent les comportements. L'absence de cadastre uniforme en métropole jusqu'au 19^{ème} siècle, l'absence consécutive de fiscalité foncière unifiée, bloquent durablement une évolution que des systèmes venus d'ailleurs, par exemple le «système Torrens» importé au 19^{ème} siècle via l'Australie de la pratique coloniale anglaise, ne permettent pas de favoriser.

L'incertitude juridique est alors dominante et devient la règle malgré les efforts conjugués du législateur, tant pendant l'Ancien régime colonial que pendant la période coloniale «républicaine», et ce malgré les avancées de la jurisprudence au cours du second empire colonial. Pas de conservation des hypothèques, celles-ci ne s'implantent que tardivement, pas de droit des sûretés effectif; un régime relatif aux successions vacantes, marqué d'emblée par l'aléa, voire par la corruption; une découverte toujours tardive de la réalité des territoires, et de leurs occupants réels. Tout se ligue contre une administration sûre de la preuve de la propriété. C'est un point majeur qui contrecarre les points de vue sur le développement d'un capitalisme qui serait corrélatif de l'aventure coloniale.

Dans le même sens tout ce qui est preuve aux colonies pose des difficultés. On doit à cet égard, reconsidérer sous l'angle de l'histoire monétaire toutes les questions relatives aux titres de créance, aux questions lancinantes

des dettes et de leur régime de liquidation. Celles-ci ne cessent tant au cours du premier empire qu'au cours du second empire de poser des difficultés aux acteurs de la colonisation, qu'ils soient négociants (premier empire) ou banquiers (second empire). Faim de main d'œuvre, faim de monnaie sont des constantes dans une économie coloniale propice à la spéculation qui est d'autant plus aisée que les instruments juridiques dits aujourd'hui de régulation sont faibles, voire absents.

La pratique est alors surdéterminée dans l'acte de l'échange. Les études, rares, conduites sur les agissements des notaires méritent de rapprocher les usages de ces praticiens ambigus (au sens où ils devraient fiabiliser pour le compte de la Couronne et de l'État les actes qu'ils doivent «authentifier» tant au cours du premier empire colonial qu'au cours du second empire). A qui se fier «aux colonies»? Sur quoi se fier?

De telles interrogations se posent également à propos de ce que nous avons qualifié d'«appareillage juridique».

III. Pour une histoire du temps long de l'histoire du droit colonial des sources et des institutions.

Les rapprochements entre les droits des deux empires sont ici les plus faciles à réaliser tant sont abondantes les études réalisées, bien qu'elles soient affectées par la scissiparité que nous critiquons. Cependant, hormis quelques dénominations d'institutions (le «Gouverneur Général par exemple) il semble que le legs institutionnel du premier empire colonial au second empire colonial soit mince. Néanmoins des problématiques générales demeurent: celle de l'impuissance à gouverner de loin, celle des conséquences de l'imbrication des groupes de pression coloniaux dans l'appareil institutionnel métropolitain, celle de l'absence d'enracinement institutionnel, conjuguée à celle de la mobilité des personnels d'origine métropolitaine (et de ses résultantes).

On distinguera cependant au point de vue thématique la question des sources (1.) de celle des institutions (2.).

1. Des sources du droit aux caractéristiques communes

Bien évidemment nous n'entendons pas ici confondre l'appareil normatif de l'Ancien régime avec celui des régimes qui lui ont succédé. Cependant aux colonies par delà les différentes modalités de fabrication du droit l'on constate de manière générale une origine directive sans contre pouvoir d'importance. Le pouvoir réglementaire, tout empreint de la notion originelle de police, prédominante au cours du premier empire colonial est ici surdéterminé comme le souligne sous le second empire colonial le pouvoir du président de la république, à quelques exceptions territoriales près, alors que le régime métropolitain est parlementaire.

Plusieurs constats peuvent être faits qui sont communs aux deux empires.

Tout d'abord on est frappé par la surabondance normative. Aussi bien sous le premier empire que sous le second empire les colonies ne souffrent pas, c'est le moins que l'on puisse dire, d'une pénurie de normes. Au contraire la

constante d'un «prurit» normatif est de règle dans des contextes de déploiement constant des acteurs de la fabrication du droit. Chaque «autorité», centrale ou locale y va de sa réglementation, ne doutant que fort peu de sa légitimité à «faire droit» en créant la règle de droit. D'où la constante de la concurrence entre émetteurs du droit (le centre, les «locaux»), les contradictions consécutives à cette concurrence; d'où aussi les applications au gré certes des usages mais aussi au gré des caractéristiques infiniment diverses des auteurs «du droit».

On ne doit pas isoler par exemple l'attitude d'un gouverneur d'Indochine, Paul Doumer qui crée en une année pour le seul territoire du Tonkin 2500 arrêtés et celle d'un intendant en Nouvelle France qui, libéré de la pression d'un gouverneur multiplie les actes et règlements. De surcroît le fait qu'aux colonies le moindre administrateur se croit investi d'un pouvoir réglementaire, un commissaire de quartier par exemple pendant le premier empire, un administrateur de cercle pendant le second empire, est une constante des pouvoirs normatifs expansifs qui assure le triomphe de l'administration, dont certes les moyens matériels sont faibles mais qui semble compenser cette indigence par le «miracle» de l'émission de la règle de droit. «Miracle» dont le constat de l'ignorance du droit, fait autant pendant le premier empire que pendant le second empire ne décourage en rien les faiseurs de droit, de quelque importance qu'ils soient. C'est une bureaucratie singulière, avec ou sans bureaux, imprégnée par le contexte de l'urgence, du terrain, de l'immédiat.

Dans le même sens l'on est frappé par le phénomène du décalage entre la règle et son application. Certes c'est le cœur du métier de l'historien du droit de le constater. Mais ici «aux colonies», quelle amplitude! D'évidence quand il s'agit des transpositions ou des extrapolations, par exemple sur la législation de l'empoisonnement pendant le premier empire (plus de 70 ans d'écart entre un édit «métropolitain» et l'enregistrement de cet édit à Saint Domingue) ou sur les lois sur les syndicats et sur les accidents du travail pendant le second empire, on est frappé dès le premier empire par l'écart entre l'adoption des dispositions adoptées pour les colonies par la métropole et leur application. Le constat des blocages, des obstacles dressés par les intérêts locaux est permanent. Le phénomène de «créolisation» des textes, c'est-à-dire de la transformation, de fait, des textes ou de leur «adaptation» par interprétation est une pratique enracinée dans le premier empire qui ne manque pas de se propager au cours du second empire.

Le phénomène du «rattrapage» des usages, des règles locales par le «centre» est aussi une pratique inaugurée au cours du premier empire. Il en va de même de la circulation des normes, de leur réemploi et de leur déformation, ou non, selon les territoires.

Généralement face à la diversité des situations coloniales on conclut en une absence de politique coloniale, un constat d'ailleurs fait par les acteurs de la colonisation pendant le second empire. Toutefois on ferait bien de discuter les appréciations de ces acteurs, rivés eux aussi à

leur actualité. En prenant du recul par rapport aux sources il serait alors possible de considérer que l'enchevêtrement des règles est une typicité, un mode de gouvernement par la désinvolture qui marque l'histoire et le présent des anciennes colonies. Celles-ci sont empiétrées par une pratique du maintien de l'ordre propice au désordre juridique. Elles semblent régies par un droit créateur d'incertitude juridique où la création irraisonnée d'un droit faible facilite la création au moment de la décolonisation d'Etats faibles¹⁴ ne tirant leur légitimité que par la puissance de leur brutalité.

2. La faiblesse des institutions

Institutions? Rouages? Les chercheurs n'ont pas encore livré leurs appréciations. Pour autant les distinctions entre les appareils institutionnels du premier et du second empire sont trompeuses. La vêtue institutionnelle aussi diverse qu'elle puisse paraître ne masque que des formes à la vocation identique: la domination par la discrimination. C'est le cœur de l'hypocrisie républicaine que d'avoir prétendu substituer des valeurs dits de progrès ou d'«humanisme» aux principes nés sous le premier empire. Les circonvolutions autour du régime de la pseudo citoyenneté qui font naître des institutions diverses sans impact réel sur les populations dominées ne cessent d'être éclairantes. Changement de territoires, changement d'époque ne font que vérifier une formule de pouvoir qui s'apparente à l'aphorisme célèbre de Lampédusa. Tout change pour que rien ne change. La réflexion ne peut être dès lors que fonctionnelle.

On se contentera là encore d'une remarque. L'ensemble des appareils institutionnels quelque soit leur origine et leur diversité (par exemple la diarchie gouverneur-intendant au cours du premier empire, l'épisode consulaire du gouvernement à trois, le gouvernement d'un seul, et encore..., pendant le second empire) souligne un point commun: le phénomène de décentrage des institutions. Criant au cours du premier empire qui n'a pas de ministère affecté et dépend de la Marine, quelque soit l'importance des affaires coloniales ce phénomène est patent encore au cours du second empire.

Pourquoi attend-on 1894 pour créer un ministère des colonies? Pourquoi celui-ci doit-il composer avec les attributions d'autres ministères et se voit-il exclu du gouvernement de territoires entiers (l'Algérie, des protectorats, etc...). Parce que d'emblée la notion de centre constitutive de la métropole, au moins au sens de Tocqueville qui avait su relier l'Ancien régime et la Révolution, est remise en cause par la réalité coloniale. D'où le constat de l'Hôtel de la Marine à la rue Oudinot de la multiplication des centres et d'une hétérodoxie latente.

Sur le fond l'affaire est difficile. Dans un récent ouvrage un auteur entend traiter des justices aux colonies du 16^{ème} siècle au 20^{ème} siècle¹⁵. L'intention est juste et le tra-

¹⁴ Cf. la problématique soulevée par André Corten: L'État faible: Haïti et République dominicaine, Montréal, Mémoire d'encrier, 3^{ème} éd. 2011. Il s'agit d'un syndrome.

¹⁵ Bernard Durand, Les justices en monde colonial, XVI^{ème}-XX^{ème} siècles, Montpellier, Faculté de droit et de science politique de Montpellier, 2016, 767 p. Sur la base de sources imprimées l'auteur pour la période XVI^{ème}- XVIII^{ème} siècle envisage peu les institutions judici-

vail remarquable. Reste qu'à lire cette réflexion pionnière on remarque qu'il reste beaucoup à faire notamment à propos de la justice «française».

Toute une histoire est à revisiter, institution par institution afin de relier des approches qui chacune ont leur spécificité. Institutions fiscales, institutions militaires, administrations locales, méritent des regards corrélant les périodes. Placages, modélisations, approximations abondent dans des territoires où comme à l'origine on profite de l'«ailleurs» colonial pour expérimenter des institutions qui in fine connaîtront un lointain prolongement (cf. par exemple les cas des tribunaux terriers imaginés pour Saint Domingue et l'île de France et encore à l'œuvre à Madagascar).

aires du premier empire colonial français. En revanche les développements consacrés aux justices de l'empire espagnol et anglais, notamment, sont précieux.

Tout ceci laisse encore fort à faire au chercheur. Puisqu'il s'agit de déplacer le regard et de dépasser les frontières¹⁶ il convient aussi de surmonter les époques. A notre sens, l'entreprise coloniale, pour reprendre un mot fort discuté de Clemenceau à propos de la Révolution Française, fut «un bloc». Il revient aux chercheurs soit de condamner cette approche, soit de la confirmer.

Sens ou non de l'histoire? Sens ou non de l'histoire du droit colonial? La condamnation univoque de tout colonialisme passe aussi par une relecture globale des liens juridiques de domination et de discriminations.

¹⁶ Eric de Mari, Florence Renucci, « Dépasser les frontières, déplacer le regard. Les enjeux de l'histoire du droit et des institutions coloniales dans les facultés de droit », *L'histoire du droit en France...*, dir. Jacques Krynen, Bernard d'Alteroche, op. cit. , pp. 495-520.

Die baltischen Provinzen im russischen Imperium und ein kolonialgeschichtliches Modell

Peeter Järvelaid (Tallinn)

Der Aufsatz weist darauf hin, dass es für Rechtshistoriker, die sich mit der Rechtsgeschichte des Kolonialismus beschäftigen, nötig wäre, die bisherige Behandlung des Kolonialismus zu hinterfragen. Unter den Allgemeinhistorikern ist im 21. Jahrhundert ein neues Interesse an der Erforschung des Kolonialismus entstanden. Die Untersuchung der Rechtsgeschichte des Russischen Imperiums stellt ein gutes Versuchsmodell dar, welches helfen könnte, die Geschichte des Kolonialismus in Europa und Asien besser zu verstehen. Der Status der Ostseeprovinzen des Russischen Imperiums (Estland, Livland und Kurland) im Russischen Reich bietet ein gutes Beispiel. Dies umso mehr, weil das 1795 an das Russische Imperium angeschlossene Herzogtum Kurland ein besonderes Beispiel darstellt. Denn dieses kleine Herzogtum am östlichen Ufer der Ostsee verfügte selbst über Kolonialerfahrungen und besaß im 17. Jahrhundert Kolonien in Übersee.¹

¹ Übersetzung aus dem Estnischen von Marju und Olaf Mertelsmann. Bei der Transliteration des Russischen wurden die Regeln des Dudens befolgt. Ortsnamen werden gewöhnlich in ihrer deutschen Form angegeben mit der lokalen Bezeichnung in Klammern bei der ersten Nennung.

Durch den Polnisch-Schwedischen Krieg 1600–1629 um die Vorherrschaft im Baltikum war Kurland im Ergebnis weniger betroffen. 1629 eroberte Schweden Livland, Kurland blieb jedoch ein selbständiges Herzogtum unter polnischer Oberhoheit. Auch der südöstlichste Teil Livlands um Dünaburg (lettisch: Daugavpils) blieb polnisch.

Unter Herzog Jakob Kettler erreichte Kurland seine höchste wirtschaftliche Blüte. Der weltgewandte Herzog war ein Anhänger merkantiler Ideen und suchte Handelsbeziehungen nicht nur zu den direkten Nachbarn, sondern auch nach England, Frankreich, Portugal und anderen. Schiffbau und Metallverarbeitung wurden gefördert. Die kurländischen Hafenstädte Windau (Ventspils) und Libau (Liepāja) wurden zu Heimathäfen einer der größten europäischen Handelsflotten ausgebaut. Mehrfach versuchte Kettler, Kolonien in Tobago und der Region Gambia aufzubauen. Dies führte zu Konflikten mit anderen Kolonialmächten und den Einheimischen, die das kleine Kurland nur mit Schwierigkeiten bewältigte.

I. Einleitung

Um die Geschichte der drei im Verbund des Russischen Reichs vom 18. bis zum 20. Jahrhundert existierenden Ostseeprovinzen Estland, Livland und Kurland² zu be-

Das Ende des kurländischen Kolonialismus kam mit dem Zweiten Schwedisch-Polnischen Krieg: 1655 fiel die schwedische Armee in das reiche Kurland ein, 1658 geriet der Herzog in schwedische Gefangenschaft. Die Kolonien fielen an die Niederlande und England, die Handelsflotte wurde weitgehend vernichtet. Nach dem Friedensschluss konnte Tobago zwar zurückgewonnen werden, aber die Wirtschaftskraft Kurlands war zerstört.

² Kurland (lettisch: Kurzeme) ist neben Semgallen (Zemgale), Zentral-Livland (Vidzeme) und Lettgallen (Latgale) eine der vier historischen Landschaften Lettlands. Der erste russische Vorstoß wurde 1502 durch Landmeister Wolter von Plettenberg abgewehrt. Ein zweiter Vorstoß 1558 durch Iwan den Schrecklichen eröffnete den Livländischen Krieg (1558–1582). 1561 unterstellten sich, vertreten durch ihre Ritterschaften, Kurland und Livland polnischer Oberhoheit, um sich gegen die russische Bedrohung abzusichern. Polen geriet dadurch in Konflikt mit Russland und Schweden und wurde ebenfalls in den Krieg hineingezogen.

Unter dem Einfluss des Krieges konnte Gotthard Kettler, der letzte Landmeister von Livland, ein eigenes weltliches Herzogtum unter polnisch-litauischer Oberhoheit in Kurland und Semgallen gründen, allerdings ohne die Gebiete des Bistums Kurland, die an den polnisch-litauischen Teil Livlands fielen. Nach seinem Tod teilten sich seine Söhne Wilhelm Kettler und Friedrich Kettler 1596 das Herzogtum in das westliche Kurland und das östliche Semgallen. Wilhelm überwarf sich mit dem Landadel, der durch die polnischen Oberherren unterstützt wurde und musste schließlich das Land verlassen. Friedrich konnte 1616 daher beide Landesteile unter sich vereinen. Durch den Polnisch-Schwedischen Krieg 1600–1629 um die Vorherrschaft im Baltikum war Kurland im Ergebnis weniger betroffen. 1629 eroberte Schweden Livland, Kurland blieb jedoch ein selbständiges Herzogtum unter polnischer Oberhoheit. Auch der südöstlichste Teil Livlands um Dünaburg blieb polnisch als Teil der Woiwodschaft Livland.

1795 kam Kurland im Zug der Dritten Polnischen Teilung zum Russischen Reich. Der Form nach wurde vom kurländischen Landtag beschlossen, das Land dem russischen Zepeter zu unterwerfen. Dieser Beschluss wurde Herzog Peter mitgeteilt und von diesem per Abtretungsurkunde bestätigt. 1795 stand das Baltikum somit insgesamt unter russischer Herrschaft. Das Gouvernement Kurland wurde neben den damals bereits bestehenden Gouverne-

trachten, lohnt es sich am Anfang an die politische Diskussion am Ende der achtziger Jahre des 20. Jahrhunderts in Estland zu erinnern, als in der Öffentlichkeit bereits sehr offen die Möglichkeiten erörtert wurden, wie die damaligen baltischen Unionsrepubliken aus dem Bestand der zerfallenen Sowjetunion austreten könnten. Das Ende der achtziger Jahre war vom Standpunkt der politischen Diskussion eine interessante Zeit, denn noch bestand bei keiner der damals bestehenden politischen Bewegungen (außer den Kommunisten) der Anspruch auf ein Wahrheitsmonopol und es wurde wirklich auch offen und breit auf der Ebene der Bevölkerung diskutiert.

In dieser Diskussion fehlte es nicht an humoristischen Momenten, als beispielsweise vorgeschlagen wurde, um aus der schwierigen Situation herauszukommen, dass die baltischen Provinzen (Republiken) der UdSSR für „fünf Minuten dem Schwedischen Königreich den Krieg erklären könnten“. Dies erinnerte an den Russisch-Schwedischen Krieg 1700–1709, als dessen Ergebnis die schwedische Großmacht auf ihre Ostseeprovinzen zugunsten des Russischen Reichs verzichten musste. Nach der Kriegserklärung möge man sich sofort „ergeben“, um damit die Lösung unseres weiteren Schicksals in die Hände Schwedens zu legen. Ein weiteres Gedankenspiel bestand darin, als Grund des Ausscheidens der Estnischen, Lettischen und Litauischen SSR aus der Sowjetunion die Dekolonialisierungsklauseln anzuwenden, welche die Welt ja im Falle Afrikas akzeptiert hatte. Ich erinnere mich tatsächlich an eine derartige Diskussion und die Gegenargumente, denn Spezialisten für Völkerrecht wiesen darauf hin, dass wenn die baltischen Staaten für die UdSSR „Überseeterritorien“ gewesen wären, dann könne man an solche Klauseln sogar denken. Da aber die Grenzen der baltischen Staaten seit 1710 an die Ränder der inneren Gouvernements des Russischen Reichs stießen, dann wäre es nicht vernünftig, dieses Argument zu nutzen. So blieb dies auch, denn am Ende des 20. Jahrhundert bestanden unter den Bedingungen des Kalten Krieges immer noch bestimmte, akzeptierte internationale Anforderungen an die politische Korrektheit und so glaubte man es auch im damaligen Estland. Für die Analyse unserer Geschichte sei es nicht nötig, sich an die Tatsache zu erinnern, dass das hier Erfolgte auf der Ebene von Staat und Verwaltungssystem über eine sehr große Ähnlichkeit mit einem typischen Modell eines Kolonialimperiums und mit der Festlegung der Beziehung zwischen verschiedenen Bestandteilen des Kolonialmodells verfügte. Im 21. Jahrhundert scheint sich die Lage wenigstens in der estnischen Geschichtswissenschaft endlich geändert zu haben, denn die in Estland tätige jüngere Generation von Historikern hat den Begriff der Kolonialge-

schichte in ihren Arbeiten bereits genutzt.³ Bis jetzt ist dies noch nicht in rechtsgeschichtlichen Untersuchungen erfolgt, aber es scheint nur noch eine Frage der Zeit zu sein, wann diese neue Denkweise auch in die Behandlung der Rechtsgeschichte einkehrt.

II. Die historische Struktur des Russischen Imperiums und ein besonderes Modell des Kolonialismus

Wenn wir versuchen, uns die Struktur des Russischen Reichs einfach und schematisch vorzustellen, dann lässt sich sagen, dass wenigstens seit der Zeit, wenn wir über das sogenannte erste Moskauer Imperium in der Geschichte Russlands sowie die ihm folgenden sogenannten St. Petersburger Epoche sprechen, dann war das Modell des Russischen Imperiums schematisch gesehen wie ein gekochtes Ei. In der Mitte (am Ort des Eigelbs) befanden sich die inneren Gebiete des Reichs, die inneren Gouvernements, und an der Stelle des Eiweiß lagen die äußeren Gebiete des Imperiums (russisch: okrajna). Für das Russische Reich stellte eine derartige innere imperiale Struktur sowohl seine Stärke als auch zur selben Zeit eine gewisse Schwäche dar. Es ist bedeutsam, dass in historischen Untersuchungen, welche die Ostseeprovinzen des Russischen Reichs erforschen, aber auch die Geschichte Finnlands und Polens, häufig diesem Umstand keine Bedeutung geschenkt wird und irgendwie versucht wird, die Politik (auch die Rechtspolitik) des Russischen Imperiums an den Ufern der Ostsee als etwas sehr Besonderes anzusehen. Doch dies war sie im Zusammenhang der allgemeinen Entwicklung des Russischen Reichs ganz bestimmt nicht.

III. Die Einverleibung der baltischen Provinzen in das Russische Reich vom Standpunkt der Kolonialgeschichte

Im neuesten akademischen Überblick der Geschichte Estlands schreibt Prof. Tõnu Tannberg, dass das Russische Imperium zweifelsohne ein Kolonialstaat war.⁴ Er behauptet, das Besondere an der Kolonialpolitik des Russischen Reichs (das heißt auch bezüglich der Ostseeprovinzen) bestünde darin, dass sie niemals homogen oder einheitlich war. Die Umsetzung der Kolonialpolitik in einer konkreten Region (den Ostseeprovinzen) hing sehr stark von verschiedenen militärisch-strategischen, innen- und außenpolitischen Faktoren ab.⁵ Vom Standpunkt des Imperiums als Ganzem war aber dessen allgemeine koloniale Einstellung wichtig, die sich in einer beständigen Ausweitung des Territoriums und in einer

ments Estland (dem heutigen Nordteil der Republik Estland) und Livland das dritte der russischen Ostseegouvernements, die vom deutsch-baltischen Adel jeweils autonom verwaltet wurden. Die durch Peter den Großen nach dem Erwerb des nördlichen Baltikums im Frieden von Nystad 1721 den baltischen Städten und Ritterschaften zugesicherten Privilegien kamen zunächst auch in Kurland zur Anwendung und ermöglichten eine autonome Selbstverwaltung. So konnte z. B. durch Beschluss der baltischen Ritterschaften 1816–1819 die Leibeigenschaft in Kurland, Estland und Livland aufgehoben werden, obwohl sie in Russland noch ungefähr weitere 40 Jahre Bestand hatte.

³ Epp Annus, Piret Peiker, Liina Lukas. Colonial Regimes in the Baltic States, in: *Interlitteraria* 18:2, 2013, S. 545–554; Ulrike Plath. Esten und Deutsche in den baltischen Provinzen Russlands. Fremdekonstruktionen, Lebenswelten, Kolonialphantasien 1750–1850. Veröffentlichungen des Nordost-Instituts 11. Wiesbaden: Harrasowitz, 2011; Linda Kaljundi. Balti ajalugu, kolonialism ja kultuurimälu. Friedrich Ludwig von Maydelli ajaloorpildid. – *Eesti Kunstmuuseumi Toimetised*. 5(10) 2015. Tallinn, 2015, S. 213–232.

⁴ Tõnu Tannberg. Venemaa militaarpoliitika ja Baltikum, in: *Eesti ajalugu*. Tartu: Ilmamaa, 2003, Bd. 4: Põhjasõjast pärisorjuse kaotamiseni, S. 125.

⁵ Tõnu Tannberg. Venemaa militaarpoliitika ja Baltikum, in: *Eesti ajalugu*. Tartu: Ilmamaa, 2003, Bd. 4: Põhjasõjast pärisorjuse kaotamiseni, S. 125.

Unifizierung sämtlicher neuer Gebiete ausdrückte⁶ und in der Gleichschaltung ihrer nationalen Besonderheit und der politischen Autonomie als möglicher Quellen des Widerstands. Während die russische Expansion in den hinteren Kaukasus und nach Zentralasien sich auf ein missionarisches europäisches Zentrum stützte und der Überzeugung, dass es sich hier in Asien um bisher unbesiedeltes Land handelte, wo man sich die Verletzung internationalen Rechts „zur Umsetzung höherer Ziele“ erlauben konnte. In diesen nichtchristlichen Gebieten war es bei der militärischen Zivilisierung auch nicht nötig, christliche Normen zu befolgen.⁷

Das Bewusstsein des heutigen Menschen unterteilt die Welt in Europa und Asien, was in diesem Weltbild geradezu Gegensätze sind. Doch es ist auch möglich Eurasien als ein Ganzes zu betrachten und in diesem Fall läge die Türkei nicht mehr in einer „Leere“ zwischen Ost und West. Denn die Türkei befände sich dann im Rahmen der Konzeption von Eurasien auf Wunsch des Betrachters sogar im Herzland dieses Kontinents oder auch im Zentrum des Systems, was in diesem Fall jene Gegensätze von Ost und West vereinte. Im Falle der Nutzung dieses eurasischen Bildes wäre dann nämlich der Westen bloß ein Randgebiet dieser Ökumene. Unter den Autoren der Geschichte des Russischen Imperiums ist wenigstens in der russischen Historiografie die eurasische Konzeption auffallend populär.⁸ Das Russische und das Osmanische Imperium haben sich gewünscht, einen würdigen Platz in diesem eurasischen Modell einzunehmen. So entstand unmittelbar nach dem Fall von Byzanz ein Konflikt zwischen den Osmanen und den Großfürsten von Moskau, denn die Herrscher von Moskau begannen, sich als römische Kaiser anzusehen und dadurch als Erben von Byzanz. Diese Erscheinung ist auch in der Gegenwart keineswegs verschwunden, denn der Traum, sich Russland als eschatologisches letztes christliches Imperium vorzustellen, ist auch im 21. Jahrhundert nicht entfallen. Aber selbstverständlich war ein solches Verständnis doch verhältnismäßig vorherrschend im Weltbild der Mächtigen des Russischen Reichs in der uns interessierenden Epoche. Als Besonderheit des Russischen Reichs als Kolonialimperium gilt, dass es über die Möglichkeit der Ausdehnung durch ein Verschieben seiner Grenzen verfügte. Die Verschiebung der Grenzen war für Jahrhunderte nicht die Hauptrichtung der Entwicklung des Westens, sondern die überseeische Expansion, doch es bestand ein stetes Interesse daran, seine Interessenssphäre im Ostseegebiet zu verstärken, was dann zur sogenannten westli-

chen Richtung der Expansion des Russischen Reichs gehörte.⁹

1. Zentrum und Peripherie im Modell des Kolonialismus des Russischen Imperiums

Im 18. Jahrhundert erfolgte die Verlegung der Hauptstadt des Russischen Reichs von Moskau nach St. Petersburg, also vom relativen Zentrum des Imperiums hin zur westlichen Peripherie. Dies fiel zusammen mit einer Epoche, als die koloniale Ausdehnung des Imperiums gerade in jener Region erfolgte – 1710 wurden die schwedischen Provinzen Estland und Livland angegliedert, 1721 das vormals ebenfalls schwedische Ingermanland, 1795 das Herzogtum Kurland und nach dem 1809 beendeten Schwedisch-Russischen Krieg auch Finnland. Dies erzeugte in den neuen Ostseeprovinzen des Russischen Reichs seinerseits einen visuellen Effekt, bei dem die Positionierung in der Nähe der neuen Hauptstadt die Bestimmung von Zentrum und Peripherie verschwimmen ließ. Es ist es wert zu erwähnen, dass St. Petersburg durch seine Nähe besser erreichbar war als bis zum Jahr 1710 Stockholm. Das galt selbst im 18.–19. Jahrhundert für den Postkutschentransport und erst recht seit dem Ende des 19. Jahrhunderts für die Eisenbahn. Auch gab es in Stockholm niemals eine solche, aus den Ostseeprovinzen stammende Anzahl von Undeutschen, also Esten und Letten, wie im 19. und besonders in den ersten zwei Jahrzehnten des 20. Jahrhunderts in der Hauptstadt des Russischen Reichs und seiner Umgebung lebten. Doch ebenso bestanden alle jene Charakteristiken, welche für die Beziehungen zwischen dem Zentrum eines Kolonialreichs und seiner Peripherie zu eigen waren.

Russlands Kolonialpolitik bezüglich der Ostseegouvernements könnte nach den Jahren 1710/1721 als eine Reihe von reichsbildenden Eroberungskriegen betrachtet werden. Weil dies nicht der erste Versuch in der Geschichte war, können wir nun davon sprechen, dass schließlich für einen längeren Zeitraum die Ziele erreicht worden sind. Als Ergebnis war es möglich, die Gebiete am Ostufer der Ostsee in seine Gewalt und Nutzung zu bringen und später durch den Anschluss der finnischen Gebiete im Jahr 1809 auch einen Teil des Nordufers. Doch die Situation wurde etwas eigentümlich durch die Tatsache, dass in denselben Zeitraum die große Verwaltungsreform des Russischen Reichs fiel, die das bisherige Machtzentrum von Moskau mit dem Bau der neuen Hauptstadt St. Petersburg an die Ostsee, an das Ufer des Finnischen Meerbusens verlegte. Dies machte das Bild

⁶ Wenn es gewöhnlich eine Banalität ist, dass die Europäer schlecht darin waren, eine längere Perspektive zu erkennen, was angeblich eine Eigenschaft in der Tradition Chinas sei, dann kann im Falle der Kolonialpolitik des Russischen Reichs und zwar vor allem im Vergleich mit der Geschwindigkeit der kolonialen Reformen des sowjetischen (bolschewistischen) Imperiums davon gesprochen werden, dass die in den Zeiten des Russischen Imperiums durchgeführten Reformen verhältnismäßig langsam durchgeführt wurden und dass es möglich ist, in ihnen eine bestimmte Vernunft zu erkennen.

⁷ Tõnu Tannberg. Venemaa militaarpoliitika ja Baltikum, in: Eesti ajalugu. Tartu: Ilmamaa, 2003, Bd. 4: Põhjasõjast pärisõrjuse kaotamiseni, S. 126.

⁸ Georgij Vernadskij, Nikolaj Trubeckoj, Petr Savickij und Lev Gumilev.

⁹ Der osmanische Einfluss war besonders bemerkbar bei der Herausbildung des Adels und der militärischen Stärke des Russischen Imperiums. Wenn der Beginn des Livländischen Kriegs behandelt wird, lohnt es sich daran zu erinnern, dass der Oberbefehlshaber der russischen Streitkräfte bei der Eroberung der Ostseegebiete der Khan von Kassimov, Schah-Ali, war. In dieser Zeit identifizierte sich Moskau auch kulturell eher mit der Goldenen Horde und war in gewisser Hinsicht auch ein Bestandteil der sich bis zum Mittelmeer erstreckenden Zivilisation der Türken. Der amerikanische Historiker Richard Pipes hat bezüglich der Herausbildung der Struktur des Russischen Imperiums das mongolisch-tatarische Erbe betont. Aus diesem Erbe stammen starke Einflüsse auf die militärische Ordnung, das Steuersystem (die Steuerpolitik), die Postverbindungen und die diplomatischen Gepflogenheiten Moskaus.

etwas verschwommener, das ansonsten bezüglich der in den Ostseeprovinzen durchgeführten Kolonialpolitik etwas besser zu verfolgen wäre, wenn zum Zeitpunkt des Anschlusses der Ostseegouvernements die Hauptstadt des Imperiums doch Moskau geblieben wäre und nicht in dieselbe Region wie die neuen Provinzen verlegt worden wäre. Zwischenzeitlich entstand unter den Machthabern, die das imperiale Bild verinnerlicht hatten, der Wunschtraum, dass der Ostseebezirk und besonders die dort gelegenen Städte und Häfen, die über Erfahrungen als internationale Handelsstädte verfügten, als Vorstädte der neuen Hauptstadt des Reichs betrachtet werden können.

2. Die relative Autonomie der Provinzen des Russischen Reichs und der Kolonialismus

Wenn man die Geschichte der Ostseeprovinzen des Russischen Reichs als Modell nimmt, dann können wir verallgemeinernd sagen, dass das koloniale Modell des Russischen Imperiums vor allem wegen seiner Armut unverändert blieb, bis aus dem Kaiserreich nach Februar- und Oktoberrevolution dann ein bolschewistisches Imperium wurde.¹⁰

Als ein Beispiel kann der Wunsch Zar Peters I. angeführt werden, das Selbstverwaltungssystem des Imperiums (das Verwaltungs- und Rechtssystem der Städte) zu etwas Ähnlichem zu gestalten, wie das auf Grundlage des Lübischen Rechts basierende System in den Ostseeprovinzen. Doch der Zar konnte diesen Traum nicht realisieren, denn Peter I. verfügte über einen zweiten Traum, aus dem Russischen Reich eine militärische Großmacht zu machen. Auf den letzteren Wunsch konzentrierte Peter I. vor allem die in seinem Imperium versammelten materiellen Mittel. Als dem Zaren erklärt wurde, wie groß tatsächlich die Verwaltungskosten der Städte Riga und Reval (estnisch: Tallinn) bereits vor dem Jahr 1710 waren, wurde ihm die Tatsache deutlich, wie gering der Beitrag der Herrscher für den Unterhalt der Verwaltung der anderen Städte des Reichs war (mit Ausnahme natürlich von der Hauptstadt St. Petersburg und von der alten Hauptstadt Moskau). Die reale Ursache dafür, dass das Interesse von Peter I. daran verschwand, das Stadtrecht Rigas und Revals und die weitere Stadtordnung für die anderen Städte des Imperiums zu kopieren, lag nicht in den ideologischen Gründen, sondern vor allem im Mangel an materiellen Ressourcen.¹¹

¹⁰ Auf einem interessanten Standpunkt beharrte der Vertreter Russlands in den USA 1917 bezüglich der möglichen Anerkennung einer Staatlichkeit von Estland, Lettland und Litauen, dessen Ansichten eine deutlich kolonialistische Haltung beibehielten. Auf diese Haltung verweist Eero Medijainen, Geschichtspräsident an der Universität Tartu, siehe: Eero Medijainen. Saadiku saatus. Välisministeerium ja saatkonnad 1918–1940. Tallinn: Eesti Entsüklopeediakirjastus, 1997, S. 248–249. Russlands Vertreter in den USA war Georgij Bachmetev (1847–1928), der letzte zarische russische Botschafter. Er war von 1911 bis 1917 im Amt.

¹¹ Natürlich stellte das Verständnis des Begriffs Freiheit eine ideologische und kulturelle Wasserscheide dar, aber der Freiheitsbegriff war dennoch nie im Russischen Reich der Grund dafür, dass westeuropäische Vorbilder im Zeitalter einer sogenannten Verbeugung vor dem Westen nicht kopiert worden wären. Gleichzeitig wurde bei dem Gebrauch der kopierten Modelle die Möglichkeit der Nutzung von mehr Freiheiten weggelassen, wenn dies irgendwie im Widerspruch zur allgemeinen Ideologie des Russischen Imperiums stand.

3. Besteuerung und Kolonialpolitik

Beim Anschluss der Ostseegebiete in den Bestand des Russischen Imperiums bemerkte man von Seiten der Machthaber, dass die Steuerdisziplin hier bemerkenswert war. Dies erzeugte bei der russischen Regierung einen Optimismus, dass es möglich war, den zukünftigen Steuerfluss aus den Ostseegouvernements auf bessere Art zu planen. Da die Zentren der Ostseeprovinzen so nah bei der imperialen Hauptstadt St. Petersburg gelegen waren, so trafen die Steuereinnahmen aus den Ostseegouvernements angesichts der üblichen Geschwindigkeit der Bewegung von staatlichem Geld im Reich tatsächlich schnell bei den Machthabern in St. Petersburg ein, um die Bedürfnisse des Staats zu befriedigen. Die in den Ostseeprovinzen eingezogenen Steuern waren besonders wichtig angesichts der geringen Größe von deren Territorium und der Höhe der entrichteten Steuern. Ein entgegengesetztes Beispiel war die Eintreibung von Steuern in den Weiten Sibiriens, wo selbst für die Einziehung einer Steuersumme in Höhe der baltischen Gouvernements sehr große Ausgaben für die Steuerverwaltung anfielen.¹²

4. Kirche. An der Grenze zwischen der lutherischen und der orthodoxen Welt. Die Rolle der orthodoxen Kirche

Die Konzentration des Russischen Reichs auf militärische Interessen führte zu einer Situation, in der die Regierung erst in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts daran zu denken begann, die Rolle der dominierenden orthodoxen Kirche in den Ostseeprovinzen zu vergrößern. Dies ermöglichte es, der lutherischen Kirche in den Gouvernements Estland und Livland die führende Rolle ihrer Kirche zu erhalten.¹³ Die russische Regierung vermochte es selbst nicht, bis zur Mitte des 19. Jahrhunderts endgültig zu entscheiden, ob das Halten der Einwohner der Ostseeprovinzen im Status von sogenannten Andersgläubigen (russisch: inovercy) einer Änderung bedurfte oder nicht. Die in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts begonnene Änderung der Politik, welche versuchte, in die Erweiterung der orthodoxen Kirche in den Ostseegouvernements zu investieren, vermochte nicht mehr diese Rolle zu erfüllen, die in einem größeren Umfang hätte beeinflussen können, wenn die russische Regierung damit sofort nach den Jahren 1710/1795 begonnen hätte.

5. Die Wehrpflicht und die Unterhaltung des Militärs als ein Bestandteil der Kolonialpolitik

Für das Russische Reich war die Nutzung der Ostseegebiete als Kolonien eine Form der Stützpunktvernetzung, als die eroberten Territorien eine bestimmte militärische Aufgabe erhielten. Erstens wurden aus den Häfen der Ostseegouvernements Stützpunkte der russischen Ostseeflotte (Kriegshäfen).

¹² Mehrere wichtige Institutionen des Zarenreichs waren verbunden mit dem Eintreffen von Steuern aus den Ostseeprovinzen (so waren beispielsweise die Hafengebühren von Pernau (estnisch: Pärnu) für die Finanzierung der St. Petersburger Akademie der Wissenschaften vorgesehen usw.).

¹³ Andres Andresen. Die lutherische Kirche in der ständischen Gesellschaft: Randbemerkungen am Beispiel des Baltischen Landesstaates, in: Steinbrücke 1. Estnische Historische Zeitschrift, 1998, S. 101–111.

Mit Sicherheit können wir gerade am Beispiel des Militärs von den Ostseeprovinzen als Herrschaftskolonien des Russischen Imperiums sprechen. Für das Russische Reich war der Besitz der Ostseeregion mit seinen militärischen Objekten (besonders den Kriegshäfen) ein wichtiger Prestigegewinn, weiterhin eine strategische Absicherung imperialer Politik sowie auch die Möglichkeit, mit der Versorgung des Militärs als Auferlegung indirekter Kosten zur wirtschaftlichen Ausbeutung der Ostseeprovinzen beizutragen.¹⁴ Die moderne Geschichtswissenschaft hat begonnen, dies als ökologischen Fußabdruck des Militärs zu bezeichnen, welchen man zu den Kosten der Unterhaltung des Militärs hinzurechnen muss. Da dies in traditionellen historischen Untersuchungen nicht getan wird, haben sowohl die Regierung des Russischen Imperiums als auch die Historiker bis jetzt die Anwesenheit des Militärs wirtschaftlich einzig als eine Möglichkeit für die Einheimischen betrachtet, auf Kosten von Armee und Flotte zu verdienen.

Die Einstellung der russischen Regierung ist verständlich, denn für sie war es dringend nötig, die Präsenz des russischen Militärs (den Teil der Flotte) in den Basen an der Ostsee als eine besondere Großzügigkeit des Zaren bezüglich der neuen Gebiete des Imperiums zu zeigen. Nach einer heutigen Betrachtungsweise sollten wir sowohl in Bezug auf die Kriegshäfen als auch auf die Wehrbezirke (Divisionen) der Armee auf dem Territorium der Ostseeprovinzen von Stützpunktkolonien sprechen, einem in der Kolonialgeschichte verwendeten Begriff. Kriegshäfen, Festungen, Garnisonen usw. waren sicherlich direkte militärische Stützpunkte, deren Vorhandensein für das militärische System des Russischen Reichs in der Ostseeregion wichtig war. Für das Russische Imperium war gerade der Besitz von Militärstützpunkten bei der Erringung von mehr internationalem Prestige ein bedeutender Faktor.

Obwohl gewöhnlich, wenn von der Geschichte der baltischen Provinzen in den Jahren von 1710 bis 1917 geredet wird, die Betonung eher darauf gelegt wird, dass als ein Bestandteil des Russischen Imperiums keine Sorgen bei der Durchführung einer Bestrafungspolitik bestanden, denn die in den Ostseegouvernements Verurteilten konnten stets in die sibirischen Gebiete zur Ableistung ihrer Strafe verschickt werden, die im Zuge der Kolonialpolitik des Russischen Reichs an das Imperium angeschlossen worden waren. Doch tatsächlich war dieser Status einer Strafkolonie auch nicht für die Ostseeprovinzen fremd. An dieser Stelle mag die Entwicklung des schon früh als Kriegshafen und Militärgarnison geplan-

ten Baltischport (estnisch: Paldiski, russisch: Port Baltijsk) als Beispiel dienen, denn es wurde verhältnismäßig schnell von der Regierung beschlossen, Baltischport unter der Verwendung von Zwangsarbeitern auszubauen, und dorthin wurden sicherlich Zwangsarbeiter aus anderen Gebieten des Reichs verbracht, die Opfer der Kolonisation des Russischen Imperiums geworden waren. Damit können wir beispielsweise das Gouvernement Estland nicht als das Australien des Russischen Reichs bezeichnen, aber sicherlich blieben für die russische Regierung nicht alle Möglichkeiten einer kolonialen Eroberung ungenutzt.

Bereits im 18. Jahrhundert begann die Stationierung eines umfangreichen russischen Militärkontingents in den Ostseeprovinzen, dies war tatsächlich angesichts der Ausmaße dieser Gouvernements und der Größe ihrer Bevölkerung sehr groß, im Jahr 1711 betrug die Garnisonen von Riga, Pernau (estnisch: Pärnu) und Reval 10.000 Soldaten, dies bedeutete ein Sechstel sämtlicher Garnisonsstreitkräfte des Russischen Reichs.¹⁵ Von der regulären Armee des Zarenreichs waren 1801 in den Ostseegouvernements 20.092 Infanteristen oder 9,2 % (bei 217.536 Männern in der Infanterie des Heeres) stationiert, von der 33.506 Mann starken Kavallerie befanden sich 4.555 Männer (13,6 %) im Baltikum sowie 1.940 Mann der 17.673 Mann starken Artillerie (11 %). Weiterhin lastete auf den baltischen Provinzen die Verpflichtung zum Unterhalt der Ostseeflotte, denn diese teilte sich in zwei Geschwader auf (Reval und Kronstadt bei St. Petersburg) und im Revaler Geschwader allein dienten etwa 10.000 Mann. Nach Auffassung von Tõnu Tannberg kann die Anzahl der Militärs, die in den baltischen Provinzen stationiert waren, auf 45.000 bis 55.000 Mann geschätzt werden, was in Friedenszeiten 5–15 % der in diesen Gouvernements lebenden Zivilbevölkerung ausmachte, und im Kriegszustand wurde dieser Militäranteil auf bis zu 30 % der Einwohnerschaft erhöht.¹⁶ Es besteht kein Zweifel daran, dass eine derartige Politik des Russischen Reichs in seinen Ostseeprovinzen mit Sicherheit als kolonialistisch bezeichnet werden kann,¹⁷ denn im Kriegsfall war nahezu jeder dritte Einwohner ein Soldat der russischen Streitkräfte, diese Militärs wurden zum größten Teil mit Mitteln der baltischen Gouvernements unterhalten. Ein erschwerender Umstand für die Männer aus den Ostseeprovinzen bestand darin, dass im Militär des Reichs der Grundsatz galt, dass die Männer

¹⁴ Wenn Wirtschaftshistoriker die Entwürfe und Bauprojekte der Errichtung von Kriegshäfen analysieren und die damit verbundenen Investitionen der Regierung des Russischen Reichs, dann waren diese sicherlich für diejenigen Unternehmen, welche die staatlichen Aufträge erfüllten, gewinnbringend, einerlei ob es sich um Firmen aus der Reichshauptstadt oder den inneren Gouvernements oder dann den baltischen Provinzen handelte. Eine andere Angelegenheit sind aber die Nebenkosten und die Schäden, die von der ortsansässigen Bevölkerung zu tragen waren. Heutzutage wird dies als ökologischer Fußabdruck bezeichnet, welchen die Einrichtung von militärischen Objekten mit sich bringt. Diese Kosten vermochte das Russische Imperium bei der Durchführung seiner Kolonialpolitik in Ruhe bei seinen Ausgaben vernachlässigen.

¹⁵ Tõnu Tannberg. Venemaa militaarpoliitika ja Baltikum, in: Eesti ajalugu. Tartu: Ilmamaa, 2003, Bd. 4: Põhjasõjast pärisorjuse kaotamiseni, S. 126.

¹⁶ Tõnu Tannberg. Venemaa militaarpoliitika ja Baltikum. – Eesti ajalugu. Tartu: Ilmamaa, 2003, Bd. 4: Põhjasõjast pärisorjuse kaotamiseni, S. 126.

¹⁷ So mussten beispielsweise Bauern die Soldaten auf ihren Höfen unterbringen, wobei beständig Konflikte zwischen Soldaten und ortsansässigen Einwohnern entstanden, denn oft verhielten sich die untergebrachten Militärs als Sieger eines Kriegs und betrachteten den Besitz der Bauern als Kriegsbeute. Besonders litten im 18. Jahrhundert Bauernhöfe, die sich entlang der Postwege befanden, denn auf der Chaussee des Postwegs bewegten sich beständig militärische Einheiten, die von den in der Nähe gelegenen Bauernwirtschaften Unterbringung und Unterhalt forderten. Dabei waren sie häufig gewaltbereit und weigerten sich, für die Dienste zu bezahlen, oder zahlten unter dem Marktpreis.

aus verschiedenen Gebieten ihren Wehrdienst nicht in ihrer Heimatregion leisten durften.¹⁸

Weiterhin mussten die Ostseeprovinzen Kontingente an Feldkräften aufnehmen, die im Vergleich zu einer verhältnismäßig stabilen Garnison, die ebenfalls im Laufe der Zeit ihre Truppenstärke einzig steigerte, von Zeit zu Zeit ihren Standort änderte, so kann sich sagen lassen, dass sich die Feldkräfte außer auf den Inseln gleichmäßig über das Land verteilt befanden. Eine ziemlich gute Übersicht über die Last des Unterhalts des Militärs verschafft eine Analyse der Situation des 18. Jahrhunderts, denn als im Verlauf der Reform von 1763 die regulären Streitkräfte des Russischen Reichs in Divisionen zusammengefasst wurden, dann können wir im Sinne einer historischen Analogie von den späteren Wehrbezirken sprechen.¹⁹ Wenn sich auf dem gesamten Gebiet des Russischen Reichs 8–12 Divisionen befanden, dann bestanden wohl ebenso viele Wehrbezirke.²⁰ Im Jahr 1799 waren auf dem Gebiet der Ostseeprovinzen zwei von zehn Divisionen des Russischen Imperiums stationiert. Hier handelte es sich deutlich um eine sehr große Last, die den Ostseegouvernements von der Regierung des Reichs auferlegt wurde und als Argument diente beispielsweise, dies könne auch zu denselben Kosten in den inneren Provinzen Russlands gesichert werden.²¹

Ein eigenes Thema war die Anwerbung von Soldaten (Rekruten) und Offizieren aus den Ostseegouvernements. Diese Aushebungspolitik von Soldaten und Offizieren für die russische Armee war eine typische Kolonialpolitik. Es bestand für die russische Regierung die Notwendigkeit zum Durchsetzen der Kolonialpolitik geschlossene Verträge (die baltischen Kapitulationen) fortwährend zu verletzen. Eine Möglichkeit waren auch positive Anreize, um durch sie zur Schaffung einer neuen Situation ausreichend die früheren Übereinkünfte verletzende Präzedenzfälle zu erhalten. Zum Schaffen von Präzedenzfällen wurden Beispiele aus der Geschichte bemüht, beispielsweise wurde daran erinnert, dass das Anwerben von Offizieren in den Dienst des Moskauer Großfürsten in Livland bereits im 16. Jahrhundert während des Livländischen Krieges begonnen wurde. Nach 1710/1721 wurde aktiv angefangen, deutschbaltische Offiziere, unter denen sich auch Esten befanden, für den Wehrdienst in der russischen Armee anzuwerben.²² Ein wichtiger Stimulus für das Anheuern von deutschbalti-

schen Offizieren für die russischen Streitkräfte wurde der Sold, denn als Ausnahmefall begann man, ihnen den doppelten Sold zu zahlen, was anfangs nur beim Bezahlen von Ausländern eingesetzt worden war. Alle diese Hilfsmittel waren für die russische Regierung notwendig, um sich vom Versprechen des Zaren Peter I. zu lösen, dass die Einwohner der Ostseegouvernements nicht als Rekruten für die russische Armee eingezogen werden. Peter I. hatte von der russischen Armee geglaubt, dass er sie einzig mit Untertanen aus den inneren Gouvernements Russlands ergänzen könnte, aber der Verlauf der Geschichte zeigte, dass dies unter den gegebenen Umständen nicht realistisch war. Die Rekrutenaushebung wurde tatsächlich schon am Anfang des 19. Jahrhundert auf die Männer in den baltischen Provinzen ausgeweitet, als der durch die Napoleonischen Kriege hervorgerufene Ausnahmezustand ausgenutzt wurde.²³

6. Russisch–Unrussisch, Deutsch und Undeutsch nach der Schlacht von Poltava in den Ostseeprovinzen

Beim Aufbau eines Kolonialimperiums ist die Beziehung zwischen den Beamten des Mutterlandes (auch der Kolonisten) und der ansässigen Einwohnerschaft der Kolonie ein wichtiges Element. Im Falle eines idealen Kolonialmodells hätte die Regierung in ihre Randgebiete (Kolonien) eine zahlreiche russische Einwohnerschaft bringen sollen. Die beim Übergang der Ostseegebiete in den Bestand des Russischen Imperiums mit den Ritterschaften geschlossenen Kapitulationen (1710–1721)²⁴ verschafften der russischen Reichsregierung anfangs die Möglichkeit, weniger Energie zu verbrauchen. Die bis jetzt die Macht innehabende deutschbaltische Elite war damit einverstanden, im Namen des Erhalts ihrer Macht der russischen Regierung zu dienen und im Kolonialmodell jene Rolle zu spielen, die gewöhnlich von Beamten, die aus dem Mutterland in die Kolonie geschickt werden, erfüllt worden wäre. Deshalb musste die Regierung des verwaltungsmäßig verhältnismäßig schwachen Russischen Reichs für die Administration der baltischen Provinzen weniger Beamte einsetzen, als es in der normalen Situation zur Verwaltung von Kolonien nötig gewesen wäre. Zum Verständnis des kolonialen Status der Ostseegouvernements ist es nützlich einen analogen Begriff zu dem in der deutschsprachigen Historiografie zur Geschichte des Baltikums gebräuchlichen Terminus Deutsch–Undeutsch zu verwenden, nämlich Russisch–Unrussisch. Das Modell, wie in den Ostseeprovinzen die sprachliche und kulturelle Aufteilung der Einwohnerschaft bis zum Jahr 1710 funktionierte, finden wir bei Prof. Paul Johansen.²⁵ Paul Johansen (1901–1965)²⁶ hat am Beispiel des mittelalterlichen und frühneuzeitlichen Reval (Revel)

¹⁸ Diese Idee wurde von der Sowjetunion übernommen.

¹⁹ Im Bereich der Ostseeregion bestand auch zur Zeit der Sowjetunion bis 1991 der Baltische Wehrbezirk, der an den Leningrader (St. Petersburger) Wehrbezirk grenzte, in dessen Bestand fielen an estnischen Siedlungen Narva und seine Umgebung sowie die grenznahen Gebiete von Südost- und Südwestland.

²⁰ Im Jahr 1796 wurden anstelle von russischen Divisionen (Wehrbezirken) Inspektionen eingerichtet. Die Ostseeprovinzen fielen in den Bestand der Livländischen Inspektion, wobei Narva zur St. Petersburger Inspektion gehörte.

²¹ Tõnu Tannberg. *Venemaa militaarpoliitika ja Baltikum*. – Eesti ajalugu. Tartu: Ilmamaa, 2003, Bd. 4: Põhjasõjast pärisorjuse kaotamiseni, S. 126.

²² Für die russische Armee wurden viele aus den Ostseeprovinzen stammende Offiziere nach der Schlacht von Poltava angeworben, besonders leicht war dies unter jenen Militärs aus der baltischen Region, die in Sibirien im Gebiet Tobolsk als ehemalige Offiziere der schwedischen Armee in Kriegsgefangenschaft waren.

²³ Siehe Tõnu Tannberg. *Warten auf Napoleon. Die Landmiliz der Jahre 1806–1807 in den baltischen Gouvernements des Zarenreichs*. Tartu: historische Studien 4. Hamburg: Verlag Dr. Kovač, 2015. Selbst wenn sie nicht kämpften, waren die Verluste der Landmiliz durch die schlechten Lebensumstände sehr hoch.

²⁴ Siehe Karsten Brüggemann, Mati Laur und Pärtel Piirimäe (Hg.): *Die Baltischen Kapitulationen von 1710. Kontext - Wirkungen - Interpretationen. Quellen und Studien zur baltischen Geschichte* 23. Köln-Weimar-Wien: Böhlau 2014.

²⁵ Paul Johansen; Heinz von zur Mühlen. *Deutsch und Undeutsch im mittelalterlichen und frühneuzeitlichen Reval*. Köln - Wien, 1973.

²⁶ Paul Johansen (* 10. Dezemberjul./ 23. Dezember 1901greg. in Re-

sehr fein und bildreich ein Kulturmodell erläutert – Deutsch–Undeutsch. Wir können sagen, dass formal wenigstens bis zum Jahr 1710 (tatsächlich dauerte dies allerdings länger an) ein Träger russischer Sprache und russischer Kultur, wenn er nicht im Dienst des Zaren in den Ostseeprovinzen war, sich im Status eines Undeutschen befand. Seit dem Jahr 1710 war die Regierung des Reichs tatsächlich auch nicht sehr daran interessiert, dieses seit langer Zeit im Rande der Ostsee existierende Kulturmodell von Deutsch und Undeutsch zu zerstören. Die russische Regierung begann stattdessen, dieses System im Verlauf der Zeit im Interesse ihrer Macht für die im Dienste des Imperiums stehenden Menschen zu ergänzen, welche unter den Begriff der Reichsrussen zusammengefasst werden. Eine Analogie wäre im späteren Russischen Reich das Machen eines Unterschieds zwischen Deutschbalten und aus dem Deutschen Kaiserreich eingetroffenen Deutschen – den Reichsdeutschen.

IV. Die Unvollständigkeit des Modells des Russischen Imperiums und das Modell des Kolonialrechts

Wenn man die Geschichte des Russischen Reichs untersucht, sollte der Forscher bestimmt im Hinterkopf haben, dass sie im 19. Jahrhundert in mehreren Wellen erfolgte. Wenn die Erweiterung des Imperiums oder dessen gewünschte Festigung auf irgendeine Weise nicht geglückt war, kam man von Seiten der russischen Regierung wieder auf das Thema der Erweiterung des Imperiums zurück. Für Historiker ist die Analyse des gegebenen Themas schwieriger bezüglich der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts, denn in dieser Zeit erfolgte in Russland eine aktive Modernisierung des imperialen Modells. Bis zum Ausbruch des Ersten Weltkriegs wurde leider nicht das Ende der Reformen erreicht, was die Entwicklung des imperialen Kolonialmodells unterbrach.²⁷ Die Modernisierung des Russischen Imperiums wurde in den Randgebieten des Reichs völlig mit dem Wunsch einer größeren Integration umgesetzt. Ein politisches Ziel der Regierung des Russischen Reichs bestand seit der Mitte des 19. Jahrhunderts in dem Wunsch, die bis dahin in den Ostseeprovinzen erhalten gebliebenen Besonderheiten derart zu minimieren, dass in Zukunft das Russische Imperium als eine Großmacht mit einer einheitlichen imperialen Struktur betrachtet werden kann. Die Entwicklungen des Russischen Reichs im 19. Jahrhundert können besser verstanden werden, wenn wir die nach dem Jahr 1889 begonnenen sogenannten unvollendeten Reformen²⁸ auf einen längeren Zeitraum zu projizieren

vermögen (also Einflusstrends der früheren Reformen beachtend) und diese nicht mit den Jahren 1913–1914 zu beenden. Das Modell der rechtlichen Entwicklung des Russischen Reichs in seiner letzten Periode (1889–1917) kann auch durch die Entwicklung der juristischen Systeme der später selbständigen baltischen Staaten (Estland, Lettland und Litauen) verfolgt werden. Der Werdegang der Republiken Estland, Lettland und Litauen nach dem Ersten Weltkrieg als selbständige Nationalstaaten ist nutzbar als ein eigenständiges Nachfolgemodell, um jene Reformen zu verstehen, aus deren Grundlage die zukünftigen nationalstaatlichen Entwicklungen in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts in der Ostseeregion herauswuchsen.²⁹

V. Schlussbemerkungen

In den Jahren 1710–1917 (in Kurland seit 1795) wandte das Russische Reich in den Ostseeprovinzen ein imperiales koloniales Modell an. Bisher wurde in der Rechtsgeschichte die Besonderheit der Autonomie der baltischen Gouvernements überbewertet. Wenn wir das Modell des Russischen Imperiums als ein rechtliches Modell der russischen Kolonialmacht betrachten, dann ist zu sehen, dass die Besonderheit nur in der Durchführung der Methoden der Kolonialpolitik bestand und zwischenzeitlich auch in terminologischen Nuancen, aber nicht im Inhalt dieser Aktivitäten. Interessant ist es, dass wenn wir die Herausbildung des gegebenen Kolonialmodells 1710–1917 untersuchen, dann finden wir später etwas in Beziehung zum rechtlichen Modell der sowjetischen Politik, was in den gewaltsam inkorporierten baltischen Unionsrepubliken 1940–1991 angewandt wurde. Es bestehen viele Ähnlichkeiten im Vergleich zum früheren Modell. Die Sowjetunion wandte bezüglich der Unionsrepubliken ihrer Peripherie größtenteils gerade das gleiche Kolonialmodell an, welches auch das Russische Reich in seinen Randgebieten einsetzte. Die ideologische Färbung dieses Kolonialmodells vermochte es nicht, sein tieferes, inneres Wesen zu verbergen, dies blieb leider dasselbe.

val; † 14. April 1965 in Hamburg) war ein deutsch-estnischer Historiker und Archivar.

²⁷ Doch bereits mit der Gründung der UdSSR im Jahr 1922 stellte sich wohl terminologisch verborgen diese Entwicklung des früheren imperialen Modells wieder her. Dafür wurde die Methode der Diktatur verwendet, welche eine Stärkung der Macht der Bolschewiki ermöglichte, und schließlich das Machtmonopol in den früheren Gebieten des Russischen Imperiums.

²⁸ Der Analyse der „unvollendeten Reformen“ des Russischen Reichs könnte theoretisch geholfen und sie würde interessanter werden beispielsweise durch die im Buch des Soziologen aus den USA Ian Bremmer „The J-Curve. A New Way to Understand Why Nations Rise and Fall.“ New York-London-Toronto-Sydney: Simon & Schuster, 2006, vertretenen Standpunkte, in dem mit Hilfe des Begriffs

J-Curve die Schwierigkeiten der Durchführung großer Reformen gelungen visualisiert sind. Dort wo auch das staatliche (gesellschaftliche) System versucht, sich zu demokratisieren, muss notwendigerweise auch das Element des Chaos in der Gesellschaft wachsen. Deshalb müssen es schon rein objektiv Gesellschaften, die größtenteils auf Ordnung und mit größerem Druck zur Gewährleistung dieser Ordnung aufgebaut sind, vermögen, sich derart eine staatliche Kultur anzueignen, um der im Verlauf der Reformen in der Gesellschaft entstehenden Unordnung zu widerstehen, welche die Regierung noch ergänzend unter Druck setzt. Völker oder Staaten mit einer niedrigeren staatlichen Kultur vermögen es nicht, „die Spannungen des Chaos der Reformen zu ertragen“, und die Machthaber stoppen bereits vor dem Erreichen des kritischen Punktes der Reformen die Entwicklungen. Dabei versuchen sie ihrer Auffassung nach selbst nach besten Erwägungen, ein mögliches Machtvakuum in der Gesellschaft oder sogar einen Kollaps der Macht fernzuhalten.

²⁹ Tatsächlich sind die Entwicklungen in Finnland und in Polen ein guter Vergleich. Siehe: Kari Tarkiainen, Ülle Tarkiainen. Meretagu-maa. Roots ei aeg Eestis 1561–1710. Tallinn: Varrak, 2014.

Bausteine einer kolonialen Geschichte des deutschen Privatrechts. Das Reichsgericht und die „Schutzgebiete“, 1888 – 1920

Jakob Zollmann (Berlin)

I. Die deutschen Kolonien und ihr Recht – Forschungsfragen und politische Kontroversen

Seit geraumer Zeit schon befindet sich die „Geschichtswissenschaft [in Deutschland] auf dem Weg in die deutschen Kolonien“¹ und die Rechtsgeschichte war hier – wenn auch vielleicht kein Trendsetter – so doch ein steter Begleiter.² Insbesondere verfassungshistorische Fragen zum deutschen Kolonialreich, etwa zu den Kompetenzen von Reichstag, Verwaltung und Kaiser, zum Staatsangehörigkeitsrecht, oder zum staats- und völkerrechtlichen Verhältnis zwischen „Schutzgebieten“ und „Bundesgebiet“, wurden in den vergangenen Jahren ausführlich bearbeitet.³ Dazu kommt die Behandlung strafrechtshistorischer Materien, wobei insbesondere Formen (staatlich) legitimierter Gewalt wie die Prügelstrafe die Aufmerksamkeit auf sich gezogen haben.⁴

Mit Blick auf diese Untersuchungen zur deutschen Kolo-

nialgeschichte ist eine gewisse ‚wissenschaftskulturelle‘, disziplinäre Differenz, die sich schon sprachlich, aber vor allem analytisch niederschlägt, zwischen Rechts- und ‚Allgemein-‘ Historikern nicht zu leugnen. Wenn etwa Marc Grohmann ohne allzu viel Ironie erklärt, dass sein Untersuchungsgegenstand, „das Kolonialstaatsrecht“, „interessant ... [würde] durch seinen Exotismus, die Fremdartigkeit“,⁵ dann entgegnet ihm Sebastian Conrad, heute Professor für Globalgeschichte, dass er damit „immer noch die Stereotypen des 19. Jahrhunderts mobilisier[e]“. Mit Blick auf Methodik und Fragestellung (deren „Abwesenheit“ er konzidiert) spricht Conrad gar von einem „Festival rechtspositivistischer Immanenz“,⁶ was sicher nicht als Kompliment gemeint ist. Ins gleiche Horn stößt Conrads Schülerin Ulrike Schaper, nach der es ein „Großteil der Forschung zum deutschen Kolonialrecht ... bislang [‚versäumt‘ habe], fachübergreifende Impulse aufzugreifen.“⁷ Ähnlich wünscht sich ein Rezensent von Ralf Schlottaus *Deutscher Kolonialrechtspflege* (2007), „dass sich Kolonialhistoriker trotz der teils unkritischen Herangehensweise von Rechtshistorikern mit deren Untersuchungen intensiver beschäftigen und im Gegenzug die Rechtsgeschichte einige Impulse der *postcolonial studies* zu integrieren versucht, statt historisches Recht bloß zu rekonstruieren.“⁸ Am Rande nur sei darauf hingewiesen, dass umgekehrt auch aus der Rechtswissenschaft stammende Rechtshistoriker (zumindest in der Vergangenheit) nicht mit ihrer Haltung eines „juridische[n] Imperialismus“ hinter dem Berg hielten, der mit „autoritärem Schwulst“ die „Allgemein-“ Historiker auf der „untersten Hierarchieebene“ einer rechtshistorischen Erkenntnispyramide einordnete.⁹

Der „Weg in die deutschen Kolonien“, den die historische Forschung eingeschlagen hat, führt inzwischen auch hin zu aktuellen politischen Fragen; Fragen, die virulent und kontrovers bleiben, drehen sie sich doch um die Aner-

¹ Ulrike Lindner: „Plätze an der Sonne? Die Geschichtsschreibung auf dem Weg in die deutschen Kolonien“ in: *Archiv für Sozialgeschichte* 48 (2008): 487-510.

² Frühe Arbeiten zu diesem Themenfeld: Udo Wolter/Paul Kaller: *Deutsches Kolonialrecht – ein wenig erforschtes Rechtsgebiet*, dargestellt anhand des Arbeitsrechts der Eingeborenen, in: *ZNR* 17 (1995): 201-244; Dieter Giesen: *Kolonialpolitik zwischen Irritation und Illusion. Prolegomena zu einer Rechts- und Sozialgeschichte deutscher Kolonialbestrebungen im Pazifik am Beispiel Samoas 1857–1889*, in: *Festschrift zum 125jährigen Bestehen der Juristischen Gesellschaft zu Berlin*, Berlin 1984: 177-226; vgl. auch Walther Hubatsch (Hg.): *Grundriß zur deutschen Verwaltungsgeschichte, 1815–1945*, Bd. 22. Bundes- und Reichsbehörden, Marburg 1983.

³ Ignacio Czeguhn: *Das Verordnungsrecht in den deutschen Kolonien*, in: *Der Staat* 47 (2008): 606–633; Dominik Nagl: *Grenzfälle. Staatsangehörigkeit, Rassismus und nationale Identität unter deutscher Kolonialherrschaft*, Frankfurt a.M. 2007; Norbert Wagner: *Die deutschen Schutzgebiete. Erwerb, Organisation, und Verlust aus juristischer Sicht*, Baden-Baden 2002; Hans-Jörg Fischer: *Die deutschen Kolonien. Die koloniale Rechtsordnung und ihre Entwicklung nach dem ersten Weltkrieg*, Berlin 2001; Marc Grohmann: *Exotische Verfassung. Die Kompetenzen des Reichstags für die deutschen Kolonien in Gesetzgebung und Staatsrechtswissenschaft des Kaiserreichs (1884–1914)*, Tübingen 2001; Rüdiger Voigt/Peter Sack (Hg.): *Kolonialisierung des Rechts. Zur kolonialen Rechts- und Verwaltungsordnung*, Baden-Baden 2001; Klaus Richter: *Deutsches Kolonialrecht in Ostafrika 1885–1890*, Frankfurt a.M. 2001; Hansjörg M. Huber: *Koloniale Selbstverwaltung in Deutsch-Südwestafrika*, Frankfurt a.M. 2000; Jörg Schildknecht: *Bismarck, Südwestafrika und die Kongokonferenz. Die völkerrechtlichen Grundlagen der effektiven Okkupation und ihre Nebenpflichten am Beispiel des Erwerbs der ersten deutschen Kolonie*, Hamburg 2000; generell: Mieke van der Linden: *The Acquisition of Africa (1870-1914). The Nature of International Law*, Leiden 2017.

⁴ Ralf Schlottau: *Deutsche Kolonialrechtspflege. Strafrecht und Strafmacht in den deutschen Schutzgebieten 1884 bis 1914*, Frankfurt a.M. 2007; Martin Schröder: *Prügelstrafe und Züchtigungsrecht in den deutschen Schutzgebieten Schwarzafrikas*, Münster 1997; Thomas Kopp: *Nichtdeutsche Angeklagte im deutschen Strafverfahren. Ihr Schutz im Normal-, Kolonial- und Militärzustand seit der Reichsgründung 1871*, Baden-Baden 1997; Trutz von Trotha: „One for Kaiser“. Beobachtungen zur politischen Soziologie der Prügelstrafe am Beispiel des ‚Schutzgebietes Togo‘, in: Peter Heine/Ulrich van der Heyden (Hg.): *Studien zur Geschichten des*

deutschen Kolonialismus in Afrika. Festschrift zum 60. Geburtstag von Peter Sebal, Pfaffenweiler 1995: 521-551.

⁵ Grohmann, *Exotische Verfassung*: 3.

⁶ Sebastian Conrad: *Regimes der Segregation. Kolonialismus, Recht und Globalisierung*, in: *Rechtsgeschichte* 4 (2004): 187-204 (187; 192).

⁷ Ulrike Schaper: *Koloniale Verhandlungen. Gerichtsbarkeit, Verwaltung und Herrschaft in Kamerun, 1884–1916*, Frankfurt a.M. 2012: 22; 24.

⁸ <http://www.freiburg-postkolonial.de/Seiten/Rez-2012-Schlottau-Kolonialrecht.htm> [Zugriff 12.12.2016]. Ähnlich in der Diktion: Jakob Zollmann: *Review of „André Tiebel, Die Entstehung der Schutztruppengesetze für die deutschen Schutzgebiete Deutsch-Ostafrika, Deutsch-Südwestafrika und Kamerun (1884–1898)“*, Frankfurt a.M. 2008“, in: *Journal of Namibian Studies* 7 (2010): 135 – 142.

⁹ So Inge Kroppenber und Nikolaus Linder: »Textwort und Träger«. Eine Replik auf Peter Oestmann, in: *Rechtsgeschichte* 23 (2015): 260-262 (261) über Franz Wieacker: *Methode der Rechtsgeschichte*, in: HRG Bd. 3, Berlin 1984, Sp. 518-526.

kennung und Repräsentation vergangenen (und, wie manche anfügen würden, fortdauernden) Unrechts. Die schon nach der Unabhängigkeit Namibias (1990) wiederholt aufgekommene Forderung einzelner Hererogruppen nach deutschen Reparationszahlungen für die deutschen Verbrechen während des Krieges in Deutsch-Südwestafrika 1904, hat durch das Eingeständnis des Bundestagspräsidenten Norbert Lammert im Juni 2015, dass es sich bei diesen Verbrechen um einen Völkermord gehandelt habe, eine neue Relevanz erhalten. Gegenwärtig laufen über diese Fragen namibisch-deutsche Regierungskonsultationen. Hererogruppen in Namibia wie auch in Deutschland beklagen allerdings, dass sie, die „eigentlichen“ Opfernvertreter, in diese Verhandlungen nicht aktiv eingebunden seien.

Und im gleichen politischen Kontext sehen sich deutsche Forschungseinrichtungen und Museen vor die Herausforderung gestellt, wie mit ihrem „kolonialen Erbe“ und vor allem den Restitutionsansprüchen aus den ehemaligen deutschen Kolonien (oder anderen Staaten Afrikas) umzugehen ist.¹⁰ So hat etwa die Berliner Charité 2011 und 2014 namibische Gebeine aus ihrem Medizinhistorischen Museum nach Namibia zurückgegeben. Der Charité-Direktor Karl Max Einhäupl entschuldigte sich bei der Übergabe persönlich dafür, „dass hier im Namen der Wissenschaft die Gebote der Menschenwürde verletzt wurden.“¹¹ Institutionen mit Wurzeln im kaiserlichen Deutschland sind demnach gehalten, auch ihre koloniale Vergangenheit „aufzuarbeiten“ – so es eine solche gibt.¹²

Die Verstrickungen „des Rechts“ europäischer Provenienz in die koloniale Vergangenheit, in Herrschaftsaufrichtung und kolonialen Alltag sind derart offensichtlich, dass lediglich der Grad der Relevanz „des Rechts“ für das Funktionieren des Kolonialstaats erörterungswürdig scheint.¹³ So betonen neuere Arbeiten – gegen das Bild einer alles beherrschenden Kolonialstaatsmaschine gerichtet – auch den „prekären Charakter der

Kolonialherrschaft durch Despotismus, Intermediarität ... [und] Widerständigkeit“.¹⁴

Den kolonialen Institutionen des deutschen Kaiserreichs stand bis 1906 das Auswärtige Amt mittels seiner „Kolonialabteilung“ vor, danach bis zu seiner Auflösung 1919 das Reichskolonialamt. Hier wurde auch „das Recht“ wie es in den deutschen Kolonien angewendet werden sollte, entworfen und – wenn es nicht gerade um eines der eher wenigen Kolonialgesetze ging (diese bedurften der Abstimmung im Reichstag) – auch gesetzt, als Verfügung oder Verordnung. Nun ist es durchaus üblich geworden, auch in wissenschaftlichen Veröffentlichungen, über einen Zusammenhang zwischen Kolonialismus und Nationalsozialismus nachzudenken (wenn auch gelegentlich mit zweifelhaften Zielsetzungen, denen antisemitische Aufwallungen nicht fremd sind).¹⁵ Und so scheint es nur eine Frage der Zeit zu sein, – nachdem schon vor einigen Jahren in einer halb-amtlichen Untersuchung die Rolle des Auswärtigen Amtes im Nationalsozialismus eingehender beleuchtet worden ist¹⁶ – bis Forderungen nach einer ähnlichen Untersuchungskommission zu den Reichsbehörden und ihrem Mitwirken am deutschen Kolonialismus aufkommen. Bisher sind die Forschungen zur kolonialen Vergangenheit des Auswärtigen Amtes ein Desiderat.¹⁷ Die Akten des Reichsjustizamts mit kolonialem Inhalt sind bisher von der Forschung fast überhaupt nicht beachtet worden.¹⁸

Das Reichsgericht als Institution mag zwar kolonialer Umtriebe unverdächtig scheinen. Doch gab es immerhin eine ganze Reihe von Entscheidungen, denen Sachver-

¹⁰ Vgl. dazu schon die ‚frühen‘ Arbeiten von Cornelia Esser: Das Berliner Völkerkunde-Museum in der Kolonialära. Anmerkungen zum Verhältnis von Ethnologie und Kolonialismus in Deutschland, in: Hans J. Reichardt (Hg.): Berlin in Geschichte und Gegenwart. Jahrbuch des Landesarchivs Berlin, Berlin 1986; Manfred Gothsch: Die deutsche Völkerkunde und ihr Verhältnis zum Kolonialismus. Ein Beitrag zur kolonialideologischen und kolonialpraktischen Bedeutung der deutschen Völkerkunde in der Zeit von 1870 bis 1975, Baden-Baden 1983; jetzt Andrew Zimmerman: Anthropology and antihumanism in Imperial Germany, Chicago 2001.

¹¹ Holger Stoecker/Thomas Schnalke/Andreas Winkelmann (Hg.): Sammeln, Erforschen, Zurückgeben? Menschliche Gebeine aus der Kolonialzeit in akademischen und musealen Sammlungen, Berlin 2013; Tagesspiegel, Berlin, „Koloniales Erbe in Namibia. Charité gibt Herero-Gebeine zurück“, 5.3.2015 <http://www.tagesspiegel.de/wissen/koloniales-erbe-in-namibia-charite-gibt-herero-gebeine-zurueck/9575300.html> [13.12.2016].

¹² Anne-Kathrin Horstmann: Wissensproduktion und koloniale Herrschaftslegitimation an den Kölner Hochschulen. Ein Beitrag zur »Dezentralisierung« der deutschen Kolonialwissenschaften, Frankfurt a.M. 2015; Markus Seemann: Kolonialismus in der Heimat. Kolonialbewegung, Kolonialpolitik und Kolonialkultur in Bayern 1882–1943, Berlin 2011.

¹³ Lauren Benton: Law and Colonial Cultures: Legal Regimes in World History, 1400–1900, Cambridge 2002.

¹⁴ So schon Trutz von Trotha: Was war Kolonialismus? Einige zusammenfassende Befunde zur Soziologie und Geschichte des Kolonialismus und der Kolonialherrschaft, in: Saeculum 55 (2004): 49-95 (61); vgl. ders.: Koloniale Herrschaft. Zur soziologischen Theorie der Staatsentstehung am Beispiel des „Schutzgebietes Togo“. Tübingen 1994.

¹⁵ Vgl. dazu Jakob Zollmann: From Windhuk to Auschwitz – old wine in new bottles? Review article“ in: Journal of Namibian Studies 14 (2013): 77-121; Birthe Kundrus: Kontinuitäten, Parallelen, Rezeptionen. Überlegungen zur ‚Kolonialisierung‘ des Nationalsozialismus, in: WerkstattGeschichte 43 (2006): 45-62.

¹⁶ Eckart Conze/Norbert Frei/Peter Hayes/Moshe Zimmermann unter Mitarbeit von Annette Weinke und Andrea Wiegeshoff: Das Amt und die Vergangenheit. Deutsche Diplomaten im Dritten Reich und in der Bundesrepublik, München 2010; ähnlich auch die Untersuchung von Manfred Görtemaker/Christoph Safferling (Hg.): Die Rosenberg. Das Bundesministerium der Justiz und die NS-Vergangenheit – eine Bestandsaufnahme, Göttingen 2013; Görtemaker, Manfred/Safferling, Christoph: Die Akte Rosenberg. Das Bundesministerium der Justiz und die NS-Zeit, München 2016.

¹⁷ Die meisten neueren Monographien erläutern knapp den Aufbau und die kolonialen Verwaltungshierarchien von der Kolonialabteilung des AA bis herab zu den Distriktsämtern in den Kolonien; vgl. etwa Schaper: Koloniale Verhandlungen. 57; ausführlicher Birthe Kundrus: Das Reichskolonialamt zwischen nationalem Geltungsbewusstsein und Weltbürgertum. Die Staatssekretäre Friedrich von Lindequist und Wilhelm Solf, in: Ulrich van der Heyden/Joachim Zeller (Hg.): „...Macht und Anteil an der Weltherrschaft“. Berlin und der deutsche Kolonialismus, Münster 2005: 14-21.

¹⁸ Der Aktenbestand des Bundesarchivs R 3001 (Reichsjustizamt) wird für die deutsche Kolonialgeschichte genutzt in: Jakob Zollmann: German Colonial Law and Comparative Law, 1884–1919, in: Thomas Duve (Hg.) Entanglements in Legal History: Conceptual Approaches (Global Perspectives on Legal History 1), Frankfurt/M. 2014: 253-294; ders.: Koloniale Herrschaft und ihre Grenzen. Die Kolonialpolizei in Deutsch Südwestafrika 1894 – 1915, Göttingen 2010.

halte zu Grunde lagen, die in den deutschen Kolonien zumindest ihren Ausgang genommen hatten. Auch fand das deutsche Kolonialrecht, Recht also, das sich auf die deutschen Kolonien bezog (etwa das Schutztruppengesetz oder einzelne Kolonialverordnungen), durch das Reichsgericht wiederholt Anwendung. Schon Karl Friedrich Kaul wies in seiner marxistisch motivierten *Geschichte des Reichsgerichts* (1971) darauf hin, dass „die Rechtsprechung des Reichsgerichts in der Kaiserzeit die koloniale Ausbeutung nicht weniger als die der arbeitenden Bevölkerung im Deutschen Reich“ sicherte.¹⁹ Doch ist dieser Aspekt reichsgerichtlichen Urteilens bisher noch nicht näher rechts- oder geschichtswissenschaftlich untersucht worden, und er fügt sich so ein in die bestehenden „Schwierigkeiten einer Geschichte des Reichsgerichts“.²⁰

II. Das Reichsgericht – Organisation und historische Bewertung

Das 1879 gegründete Reichsgericht war als Reichsorgan das einzige Gericht des Zentralstaats und den Gerichten der deutschen Einzelstaaten übergeordnet. Es war, wie sein erster Präsident Eduard von Simson erklärte, „ein Zeugnis der selbständigen unbedingten Justizhoheit des Reiches“. Seine Zuständigkeit als oberste Revisions- und Beschwerdeinstanz sollte sich auf alle Rechtsgebiete erstrecken: namentlich das Zivil- und Strafrecht; erst- und letztinstanzlich auf Fälle des Hoch- und Landesverrats. Hinzu trat die Zuständigkeit für öffentlich-rechtliche Streitigkeiten, fehlte doch im Deutschen Kaiserreich ein „Reichsverwaltungsgericht“.²¹

Dass Bundesrat und Reichstag 1877 nicht Berlin, sondern Leipzig – bisher schon Sitz des Reichsoberhandelsgerichts – zum Sitz des Reichsgerichts bestimmten, galt als ein Entgegenkommen gegenüber den Einzelstaaten und deren Sorge vor einem kaiserlichen (=preußischen) Zentralismus. Mit dieser Wahl war symbolisch wie geographisch eine deutliche Trennung zwischen oberster Exekutive und Judikative gelungen. Befürchtungen einer allzu direkten Einflussnahme ersterer auf letztere, wie sie im preußischen Obertribunal in Berlin geradezu institutionalisiert schien, war entgegengesprochen. Auch soll sich Reichskanzler Bismarck nicht sonderlich für die Reichsgerichtsbarkeit interessiert haben. Dagegen war die Wahl der Messestadt Leipzig auch eine Verbeugung vor der Bedeutung der dortigen Juristenfakultät, damals wohl

„die Nr. 1“ unter Deutschlands juristischen Ausbildungsstätten.²²

Der Reichskanzler bestimmte die Zahl der am Reichsgericht zu bildenden Senate (§132 GVG). In der Zeit des Kaiserreichs wurden beim Reichsgericht zunächst 5 Zivilsenate und 3 Strafsenate gebildet, die mit 8 Präsidenten und 60 Räten besetzt waren und in der Besetzung mit 7 Mitgliedern entschieden (§ 140 GVG). Auf Grund der steigenden Zahl der Fälle wurden bis 1918 7 Zivil- und 5 Strafsenate eingerichtet.²³ Bei Betrachtung der hier zu erörternden „Kolonial“-Entscheidungen in Zivilsachen fällt auf, dass ein Großteil dieser Urteile solche des III. Zivilsenats waren; darauf ist zurückzukommen.

Die Bewertung der Spruchfähigkeit der Richter am Reichsgericht kann bestenfalls als kontrovers bezeichnet werden.²⁴ Schon in den 1880er Jahren ließ sich ein „zunehmend etatistischere[s] Selbstverständnis der Richter“ erkennen. Der „steigende Etatismus der Richterschaft ließ auch die geographische Lesart der Gewaltenteilung mehr und mehr entfallen, zumal die Reichsverwaltung [in Berlin] das Gericht [in Leipzig] inzwischen als weitgehend ‚reichsunmittelbar‘ wahrnahm.“²⁵ Der Rechtshistoriker Thomas Henne hat, wie auch Kai Müller in seiner Dissertation zuvor, zu Recht darauf aufmerksam gemacht, dass gleichwohl der gegenwärtige Forschungsstand generalisierende Urteile über das Reichsgericht in seiner Gesamtheit oder auch nur einzelne Epochen nicht erlaubt. Daher scheinen „kräftige Worte wie ‚Glanzzeit des Reichsgerichts‘“ über die hier zu behandelnde Epoche des Kaiserreichs fehl am Platz.²⁶

Auf der anderen Seite hat es nicht an herber Kritik an einer, so heißt es, durch und durch auf die Herrschaftssicherung der monarchischen Ordnung ausgerichteten Spruchpraxis des Reichsgerichts gemangelt. Und diese Kritik schloss auch stets die an Selbstbeweihräucherung grenzenden historisierenden Auslassungen amtierender und ehemaliger Reichsgerichtsräte ein, die sich insbesondere nach 1945 von den Verstrickungen in die nationalsozialistische Gewaltherrschaft selbst freisprachen und die „Kontinuität“ der Rechtsprechung auf höchstem Niveau seit dem Kaiserreich betonten. Eine „schwer erträgliche Apologetik“ nannte etwa der Historiker Hans-

¹⁹ Friedrich Karl Kaul: *Geschichte des Reichsgerichts*, Band IV, 1933–1945, Bd. IV, Berlin 1971: 9.

²⁰ Thomas Henne: *Schwierigkeiten einer Geschichte des Reichsgerichts*. Anmerkungen zu Ingo Müller, *Kein Grund zur Nostalgie*. Das Reichsgericht, in: *Betrifft JUSTIZ* 66 (2001): 73–75; vgl. zur Geschichte: Bernd-Rüdiger Kern/Adrian Schmidt-Recla (Hg.): *125 Jahre Reichsgericht*, Berlin 2006; Kai Müller: *Der Hüter des Rechts*. Die Stellung des Reichsgerichts im Deutschen Kaiserreich 1879–1918, Baden-Baden 1997; Gerhard Pauli: *Die Rechtsprechung des Reichsgerichts in Strafsachen zwischen 1933 und 1945 und ihre Folgewirkung in der Rechtsprechung des Bundesgerichtshofs*, Berlin 1992; Adolf Lobe: *50 Jahre Reichsgericht*, Berlin/Leipzig 1929.

²¹ Zur Zuständigkeit des RG und bestehenden Einschränkungen (v.a. im Kgr. Bayern) Kai Müller: *Der Hüter des Rechts*: 51–59 (58), dort, S.15 das Simson-Zitat.

²² Thomas Henne, *Schwierigkeiten*: 74; Thomas Henne: *Das Reichsgericht – seine Geschichte und seine Bibliothek*, in: *Mitteilungen der Arbeitsgemeinschaft für juristisches Bibliotheks- und Dokumentationswesen*, 2007: 1–15; Thomas Henne: *Das Reichsgericht in der „Mitte“ des „Rechtsraums“ Deutschland*, in: Monika Gibas/Rüdiger Haufe (Hg.), *„Mythen der Mitte“*. Regionen als nationale Wertezentren – Konstruktionsprozesse und Sinnstiftungskonzepte im 19. und 20. Jahrhundert, Weimar 2005: 155–164; Müller, *Der Hüter*: 31–45.

²³ Gerd Pfeiffer: *Reichsgericht und Rechtsprechung*, in: *Deutsche Richterzeitung* 57 (11/1979): 325–332 (326).

²⁴ In diesem Sinne Bernd-Rüdiger Kern und Adrian Schmidt-Recla: *Vorwort*, in: Bernd-Rüdiger Kern/Adrian Schmidt-Recla (Hg.): *125 Jahre Reichsgericht*, Berlin 2006: 5–7 „Das Reichsgericht polarisiert.“ (5).

²⁵ Henne, *Das Reichsgericht in der „Mitte“*: 161.

²⁶ Henne, *Das Reichsgericht – seine Geschichte*: 4 zitiert den Präsidenten des Bundesarbeitsgerichts Otto Rudolf Kissel: *Bedeutung und Leistungen des Reichsgerichts*, in: *Stadtgeschichtliches Museum Leipzig* (Hg.): *Das Reichsgericht*, Leipzig 1995: 21; Müller, *Der Hüter*: 145.

Ulrich Wehler die Erläuterungen über das Rechtswesen im Nationalsozialismus durch den ehemaligen Reichsgerichtsrat Herrman Weinkauff, der 1950 zum ersten Präsidenten des Bundesgerichtshofs ernannt worden war.²⁷ Die Kontinuität der Reichsgerichtsjudikatur stellte auch – freilich unter umgekehrten, marxistischen Vorzeichen – der Rechtsanwalt Friedrich Karl Kaul heraus: „Keine der im Zusammenhang mit der Reichsgründung als Korrelat geschaffenen Institutionen hat sich in Gefüge, Charakter und Zielsetzung über die Spanne ihres Bestehens, das heißt über Monarchie, Weimarer Republik und faschistische Diktatur so unverändert erhalten wie das Reichsgericht.“²⁸

Gerd Pfeiffer, der erste Sozialdemokrat an der Spitze des Bundesgerichtshofs, räumte 1979, anlässlich des 100. Gründungstags des Reichsgerichts, ein, die Geschichte des Reichsgerichts sei „ein Teil deutscher Geschichte, eingewoben in politische Kämpfe und gesellschaftliche Umbrüche, ein getreuer Spiegel des Aufstiegs und Niedergangs des Deutschen Reichs.“²⁹ Doch legt er nahe, dass das Gericht in seinen ersten Jahrzehnten in einer zu bejahenden Art und Weise seine Arbeit und die in es gesetzten Erwartungen erfüllt habe: „Nichts wäre ... verfehler, als dem Reichsgericht einen engverstandenen Positivismus bei der Auslegung der Gerichte vorzuwerfen. Nach anfänglichem Zögern hat es alle Möglichkeiten der juristischen Methodik von der ausdehnenden Auslegung über die Lückenauffüllung bis hin zur Gesetzeskorrektur mit Hilfe der wertausfüllungsbedürftigen Generalklauseln des Gesetzes beschränkt.“³⁰ Zum gleichen Anlass veröffentlichte dagegen *Der Spiegel* einen kritischer Artikel des Justizjournalisten Rolf Lamprecht: „Sogar in seiner Glanzzeit, vor der Jahrhundertwende, war das Obergericht nicht nur jenes gerühmte Gremium, dem Rechtseinheit und Rechtsfortbildung oblag. Es war stets auch Vollstrecker von Herrschaftsinteressen, ja Herrschaftsinstrument. In der amtlichen Sammlung finden sich neben Entscheidungen, die noch heute dem Glasperlenspiel des Revisionsrechtes alle Ehre machen, gemeine Unterdrückungsurteile.“³¹

Ähnlich wie bei den oben zitierten rundweg enthusiastischen Urteilen, so scheint – angesichts der derzeitigen Forschungslage – auch die gelegentlich geäußerte harsche Kritik an der Judikatur des Reichsgerichts nur unter

Vorbehalt möglich. Wenn etwa Ingo Müller betont, das Reichsgericht habe von „Beginn an ... stets eindeutig Partei für das herrschende System ergriffen“,³² so ist dies für Thomas Henne „nicht nur evident zu sehr einer banalisierenden Bipolarität verhaftet, sondern vor allem zur Zeit nicht belegbar“. Es sei schlicht „zu verkürzt, im wesentlichen von einer Teilgruppe der strafrechtlichen Urteile auf das Ganze zu schließen.“³³

Wenn also wiederholt die ausstehenden Forschungen anhand einzelner Reichsgerichtsurteile bemängelt wurden, so kann der hier vorliegende Artikel zumindest einen Beitrag leisten zu einer künftigen Gesamtgeschichte des Reichsgerichts.

III. Recht und Gerichtsbarkeit in den Deutschen Kolonien

Mag das Reichsgericht, seine Zuständigkeit und Judikatur, dem Leserkreis dieser Zeitschrift auch hinlänglich vertraut sein, so ist die Gerichtsorganisation in den deutschen Kolonien nicht ohne weiteres als bekannt vorauszusetzen. Eine etwas ausführlichere Darstellung im Rahmen des deutschen Kolonialrechts empfiehlt sich daher.

1. Das deutsche Kolonialrecht. Ein Überblick

Die juristische Ausgestaltung deutscher Kolonialbestrebungen war – eher zum Unwillen des Reichskanzlers Bismarck – erforderlich geworden, seit das Deutsche Reich 1884 formal seine „Schutzherrschaft“ über verschiedene Küstengebiete in Afrika und der Südsee erklärt hatte. Mit dem „Schutzgebietsgesetz“ (SGG) von 1886 wurde auch sprachlich die Fiktion aufrechterhalten, dass das Deutsche Reich keine Kolonien – das war dem bekennenden Kolonialskeptiker Bismarck wichtig – errichtet habe. Vielmehr zeigte sich durch diese Eingliederung der „Schutzgebiete“ in das staatsrechtliche Gefüge des Deutschen Reiches eine bemerkenswerte Unterordnung des im Entstehen begriffenen deutschen Kolonialrechts unter das Konsularrecht³⁴:

Gemäß § 1 SGG („Die Schutzgewalt in den deutschen Schutzgebieten übt der Kaiser im Namen des Reichs aus.“) wurde dem Kaiser – als Bevollmächtigtem des Deutschen Reiches, das die Souveränität über die Schutzgebiete ausübte – eine Ermächtigung zum Erlass „gesetzesgleicher Rechtsverordnungen“ zuerkannt.³⁵ Dies galt als „ordentlicher Weg“ der Schutzgebietsgesetzgebung. Die koloniale Rechtssetzung des Deutschen Reiches ba-

²⁷ Hans-Ulrich Wehler: Deutsche Gesellschaftsgeschichte. Bd. IV. Vom Beginn des Ersten Weltkriegs bis zur Gründung der beiden deutschen Staaten 1914–1949, München 2003: 1134.

²⁸ Kaul, Geschichte des Reichsgerichts: 8; abwägend zur Frage der „Kontinuität“ Müller, Der Hüter: 137–139; Pauli: Die Rechtsprechung: 3–6; 13–27; Thomas Henne: 125 Jahre Reichsgericht – Festkolloquium am 1./2.10. 2004, in: ZRG 122 (2005): 1101–1104; Markus Klemmer: Gesetzesbindung und Richterfreiheit. Die Entscheidungen des Reichsgerichts in Zivilsachen während der Weimarer Republik und im späten Kaiserreich, Baden-Baden 1996: 42–46.

²⁹ Pfeiffer, Reichsgericht und Rechtsprechung: 325.

³⁰ Pfeiffer, Reichsgericht und Rechtsprechung: 327.

³¹ „Ein bißchen Bibel und viel Unrecht“, in: Der Spiegel Nr. 40/1979, S. 81; <http://magazin.spiegel.de/EpubDelivery/spiegel/pdf/39868797>; die Frankfurter Allgemeine Zeitung (17.9.1979) wies dies als „[V]orschreiben“, wie es der BGH „mit seiner Tradition zu halten habe“, brüsk zurück (zit. in: DRiZ 1979: 349, „Tradition und Reichsgericht“).

³² Ingo Müller: Kein Grund zur Nostalgie. Das Reichsgericht, in: Be-trifft JUSTIZ, 65 (2001): 12–17 (14).

³³ Henne, Schwierigkeiten: 73; vgl. zur „Richterrolle“ Klemmer, Gesetzesbindung: 31–35.

³⁴ Vgl. Zollmann, German Colonial Law: 259–262.

³⁵ Klaus Stern: Staatsrecht, Bd. V. Deutsche Verfassungsgeschichte, München 2000: 433; vgl. Kurt v. Stengel: Die staats- und völkerrechtliche Stellung der Deutschen „Kolonien“ und ihre zukünftige Verfassung, Berlin 1886 (Beiträge zur Förderung der Bestrebungen des Deutschen Kolonialvereins, Heft 5); Entwicklung und Ziele des Kolonialrechts. Vortrag gehalten 1907 von Dr. H. Naendrup, Professor in Münster, Münster 1907: 26f.; R. v. Bitter (Hg.) Art.: Kolonien, in: Handwörterbuch der Preußischen Verwaltung, Bd. 1, Leipzig² 1911: 1041; Fritz Schack: Das deutsche Kolonialrecht in seiner Entwicklung bis zum Weltkriege. Die allgemeinen Lehren. Eine berichtende Darstellung der Theorie und Praxis nebst kritischen Bemerkungen, Hamburg 1923.

sierte überwiegend auf VO-Recht und nicht auf Parlamentsrecht.³⁶

§ 2 SGG aber schränkte die kaiserliche Befugnis auf den Gebieten des bürgerlichen, Straf- und Gerichtsverfahrensrechts ein, in dem er diese Materien dem 1879 erlassenen Gesetz über die Konsulargerichtsbarkeit (KGG) überließ. Durch das SGG erhielten die bürgerlich-rechtlichen Bestimmungen des preußischen Allgemeinen Landrechts (ALR), auf die § 3 KGG verweist, Geltung in Afrika und der Südsee. In diesen Rechtsmaterien blieb daher die Gesetzgebung „den gesetzgebenden Organen des Reiches vorbehalten“.³⁷

Die §§ 3 und 4 SGG regelten Sachverhalte, die durch kaiserliche Verordnung abweichend von den Bestimmungen des KGG geregelt werden konnten: etwa die Zuständigkeit der Gerichte für Personen, die nicht dem KGG unterlagen; oder das Recht des Reichskanzlers, an die Gerichtsbeamten die Befugnis zu übertragen, polizeiliche Vorschriften zu erlassen und deren Nichtbefolgung bestrafen zu können.³⁸ 1886 ging die Reichsleitung davon aus, dass eine spezifisch kolonialrechtliche Dogmatik nicht erforderlich sei, da sowohl die Verwaltung als auch die Befugnis zur Verordnungsetzung an private Handelsgesellschaften delegiert werden sollten. Bismarck wollte den Begriff „Kolonie“ vermeiden. „Schutzgebiete“ waren weder Ausland noch Inland. Der analogen – mit dem SGG gesetzlich gewordenen – Anwendung des KGG stand der personale Charakter des Konsularrechts nicht entgegen: Die einheimische Bevölkerung sollte in den „Schutzgebieten“ nach ihrem Recht leben können. So war es in den mit den „Häuptlingen“ abgeschlossenen „Schutzverträgen“ vereinbart.³⁹ Diese Zweiteilung des

Kolonialrechts in „Europäerrecht“ und „Eingeborenenrecht“ wurde grundlegend für die koloniale Herrschaftsordnung. Einzig für Europäer galten jene Bestimmungen des SGG, die auf das KGG verwiesen. Die deutsche Kolonialherrschaft hatte vorerst auch juristisch eher personalen als territorialen Charakter.⁴⁰

Zwar folgten in den Jahren 1887, 1888 und 1900 Novelierungen des SGG (RGBl. 1900, 813), die häufig eine Verfahrensabweichung gegenüber dem KGG zum Gegenstand hatten und die Kompetenz des Kaisers und des Reichskanzlers (§15) ausweiteten, ihre Verordnungskompetenzen an Gouverneure oder sonstige Beamte delegieren zu können. Doch die Grundlagen des Kolonialrechts bestanden unverändert. Insbesondere blieben die „Diktatur des Kaisers“⁴¹ und der „Notbehelf“ des KGG unberührt. Auch entbehrte die Rechtslage der afrikanischen Bevölkerung weiterhin einer gesetzlichen Grundlage.⁴²

Das SGG ermöglichte es, die Kolonien fast vollständig auf dem Verordnungswege zu regieren. Der Reichstag blieb weitgehend außen vor; sah sich aber durch das Budgetrecht, das 1892 durch das „Gesetz über die Einnahmen und Ausgaben der Schutzgebiete“ gestärkt wurde, in die Lage versetzt, die Vorgänge in den Kolonien zu kommentieren. Die Abweichung vom metropolitanen Gesetzesvollzug ermöglichte, den monarchischen Vorstellungen entsprechend, eine verrechtlichte Ausnahme-situation gegenüber den parlamentarischen Hegungen staatlicher Gewalt in der Metropole. Die „im Flusse“ befindlichen „besonderen wirtschaftlichen und rechtlichen Verhältnisse der Kolonien“ dienten der Reichsleitung zur Rechtfertigung für die Abweichung von heimischen Rechtsgrundsätzen.⁴³ Zwar war das SGG das „Grundgesetz“ der Kolonien, das als solches die „Kompetenz-Kompetenz des Staates, die genaue Bestimmung und Begrenzung der Rechte der Repräsentanten der Staatsgewalt gegenüber den Staatsunterthanen“ regelte.⁴⁴ Doch mit

³⁶ Paul Laband: Staatsrecht des deutschen Reiches, Bd. 2, Tübingen (11. Aufl.) 1911: 289; vgl. R. Fischer: Das Recht des deutschen Kaisers. Preisgekrönte Studie zum deutschen Verfassungsrechte, Berlin 1895: 187; Max Joel: Das Gesetz betreffend die Rechtsverhältnisse der deutschen Schutzgebiete vom 17. April 1886, in: Annalen des deutschen Reiches, München 1887: 191–228; Czeguhn, Das Verordnungsrecht: 607–612; Richter, Deutsches Kolonialrecht: 95; Robert von Friedeburg: Konservatismus und Reichskolonialrecht. Konservatives Weltbild und kolonialer Gedanke in England und Deutschland vom späten 19. Jahrhundert bis zum Ersten Weltkrieg, in: Historische Zeitschrift 263 (1996): 354–393.

³⁷ Georg Meyer: Lehrbuch des Deutschen Staatsrechts, Leipzig (3. Auflage) 1891: 405. Im KGG waren keine verwaltungsrechtlichen Belange zu klären, vgl. Radlauer, Ernst Radauer: Finanzielle Selbstverwaltung und Kommunalverwaltung der Schutzgebiete auf rechtsvergleichende Grundlage dargestellt, diss.iur. Würzburg, Breslau 1910: 9; Kurt v. Stengel: Die rechtliche Stellung der deutschen Schutzgebiete, in: ZKolR 1887: 227; Ders. Die Rechtsverhältnisse der deutschen Schutzgebiete, Tübingen 1901: 179, Fn.2.

³⁸ Otto Köbner: Deutsches Kolonialrecht, Leipzig 1904 [Sonderdruck der Enzyklopädie der Rechtswissenschaft, hg.v. v.Holtzendorf-Kohler]: 1088; vgl. Kurt v. Stengel: Das deutsche Kolonialstaatsrecht, in: Annalen des deutschen Reiches 1887: 309; Peter Sack: Grundzüge der Rechts- und Verwaltungsordnung im deutschen Kolonialreich, in: Voigt, R./Sack, P. (Hg.): Kolonialisierung des Rechts. Zur kolonialen Rechts- und Verwaltungsordnung, Baden-Baden 2001: 41–68 (48f.); Nagl, Grenzfälle: 41f.

³⁹ Martti Koskenniemi: The Gentle Civilizer of Nations. The Rise and Fall of International law 1870–1960. Cambridge 2001: 137; H. Jäkel: Die Landgesellschaften in den deutschen Schutzgebieten. Denkschrift zur kolonialen Landfrage, Jena 1909: 31; F. Sabersky: Der koloniale Inlands- und Auslandsbegriff, Berlin 1907; A. Fleischmann: Das staatsrechtliche Verhältnis der deutschen Schutzgebiete zum Reiche, in: Unsere Zeit. Deutsche Revue der Gegenwart 1891/8: 170–184 (174).

⁴⁰ Vgl. Grohmann, Exotisches Verfassungsrecht: 150; Fritz Seelbach: Grundzüge der Rechtspflege in den deutschen Kolonien, Bonn 1904: 8; Otto Köbner: Die Organisation der Rechtspflege in den deutschen Kolonien, Berlin 1903: 37; Die Organisation der Rechtspflege in den deutschen Kolonien, Berlin 1903.

⁴¹ Harald Sippel: Typische Ausprägungen des deutschen kolonialen Rechts- und Verwaltungssystems in Afrika, in: Voigt, R./Sack, P. (Hg.): Kolonialisierung des Rechts. Zur kolonialen Rechts- und Verwaltungsordnung, Baden-Baden 2001: 351–372 (355f); vgl. Kurt v. Stengel: Das neue Schutzgebietgesetz, in: ZKolR 1900: 282; H. Kuhn: Die deutschen Schutzgebiete. Erwerb, Verwaltung und Gerichtsbarkeit, Berlin 1913: 24; K. Münstermann: Die Rechtsstellung des Kaisers in den deutschen Schutzgebieten, diss.iur. Jena, Halle 1911.

⁴² MdR Schrader (Freisinn) SBRT 10. L.P. 1.Sess 1898/1900, Bd. 7, 209. Sitzg. v. 12.6. 1900, S. 6006; zum SGG: vgl. Deutschen Koloniallexikon (1920), Bd. III, S. 317; Grohmann, Exotische Verfassung: 65–70; 186–198; Sack, Grundzüge: 51f. erkennt im SGG 1900 eine „neue Selbstsicherheit“; BAB R 3001/5251, Entwurf für Erklärung in der Sitzung der Budget-Kommission vom 14.11.11; Denkschrift über die Errichtung eines Reichs-Kolonialamts, in Drucksachen des Reichstages, 11. Legisl. Per, II. Sess. 1905/06, Bd. 3. Nr. 138.

⁴³ BAB R 3001/5251, Bl.142a–c, RJA an RKA, 8.12.11; zum RT: Christoph Schönberger: Die überholte Parlamentarisierung. Einflussgewinn und fehlende Herrschaftsfähigkeit des Reichstags im sich demokratisierenden Kaiserreich, in: Historische Zeitschrift 271 (2001): 623–666.

⁴⁴ G.v. Streit: Die Widersetzung gegen die Staatsgewalt (§ 113 RStGB), Berlin 1892: 7; zum Begriff der „Kompetenz-Kompetenz“

dieser Begrenzung war es in vielen Rechtsgebieten nicht weit her.

2. Koloniale Gerichtsorganisation, Rechtsprechung und das Reichsgericht

Aus dem oben Gesagten folgt, dass zwei Prinzipien der Rechtsprechung in den deutschen Kolonien zu Grunde lagen: zum Ersten die Trennung zwischen Reichsdeutschen (sowie diesen rechtlich gleichgestellten Bevölkerungsteilen) und „Eingeborenen“, „Farbigen“ oder was dergleichen an (Rechts-)Begriffen vorhanden war, durch das Kolonialrecht.⁴⁵ Hierin lag von Beginn an ein schon damals nicht unterschätztes Konfliktpotential.⁴⁶ Für Europäer galten die eingeführten deutschen Gesetze sowie die speziellen Verordnungen für die Kolonie(n), über deren Anwendung deutsche Gerichte in den Kolonien zu urteilen hatten. Die Rechtsprechung der einheimischen Bevölkerung sollte „im Allgemeinen“ im Rahmen ihrer „bestehenden Sitten und Gewohnheiten“ fortbestehen, so sagten es etwa die deutschen „Schutzverträge“ an der Küste Kameruns den Duala zu.⁴⁷

Das zweite Prinzip bildete die Kontinuität des Rechts für die weiße Bevölkerung: Der deutsche Kolonialgesetzgeber ging von dem Gesichtspunkt aus, „daß der Kolonist in seine neue Heimat sein gewohntes bürgerliches [aber auch das anderer Rechtsgebiete] Recht mitnehmen und unter ihm leben soll.“ Daraus folgte, dass in den Kolonien auf dem Gebiet des Privatrechts „die dem bürgerlichen Recht angehörenden Vorschriften der Reichsgesetze und daneben die innerhalb Preußens im bisherigen Geltungsbereiche des preußischen Allgemeinen Landrechts in Kraft stehenden allgemeinen Gesetze“ zur Anwendung kamen (so §19 Nr. 1 Konsulargerichtsbarkeitsgesetz iVm §3 Schutzgebietsgesetz [1900]). „Das deutsch-preußische bürgerliche Recht ist damit in vollem Umfange eingeführt.“⁴⁸

Nicht nur die Gerichtsorganisation, sondern auch die materielle Ausgestaltung der Rechtsprechung sollte so weit wie möglich dem deutschen Vorbild entsprechen; beruhten sie doch beide auf unmittelbar reichsgesetzli-

chen Vorschriften.⁴⁹ Eine nähere Untersuchung der kolonialen Rechtsprechung für Europäer, die überprüfen müsste, in welchem Maße dieses Ziel erreicht wurde, steht zwar noch aus. Denn Urteile der Kolonialgerichte gelangten, auch wenn es immer wieder Anregungen in diese Richtung gab, kaum zur Veröffentlichung.⁵⁰ Gleichwohl, erste Ergebnisse legen nahe, dass wesentliche Abweichungen von der deutschen Rechtspraxis in Kauf genommen werden musste – nicht zuletzt, weil es an einer kolonialen Verwaltungsgerichtsbarkeit fehlte.⁵¹

Während also im Staats- und Verwaltungsrecht „im engeren Sinne“ das Reich und die Schutzgebiete sich als „getrennte Rechtsgebiete“⁵² darstellten und für die Schutzgebiete daher von einer „Exotik des Kolonialstaatsrechts“⁵³ gesprochen werden kann – etwa aufgrund der weitreichenden Verordnungsgewalt von Kaiser und Reichskanzler –, muss für die koloniale Gerichtsorganisation und das Prozessrecht das Gegenteil konstatiert werden: Ob Gerichtsverfassung oder Zivilprozeßrecht u.a. – in Bezug auf diese Rechtsgebiete galten die deutschen Kolonien weitgehend als Inland. Die ökonomischen Motive dieser Grundsätze sollten nicht außer Betracht bleiben. „Die absolute Sicherstellung einer guten Justiz nach allen Seiten ist eine der Grundbedingungen für das Hineinströmen des Kapitals [in die Kolonien]“, so der in Kiautschou tätige Admiralitätsrat Otto Köbner.⁵⁴ Ähnlich ließen sich auch mehrere Inhaber deutscher Firmen, die an Afrikas Westküste Niederlassungen besaßen, vernehmen, die den Reichskanzler zur aktiven Kolonialpolitik drängten. Sie hatten im September 1884 in einer Unterredung mit Bismarck die Ausübung deutscher Jurisdiktion für die deutsche Einflussphäre in Südwestafrika und Kamerun durch einen Gouverneur gefordert. Insbesondere das Allgemeine Deutsche Handelsgesetzbuch und das Strafrecht sollten so bald als möglich Geltung erhalten; als Appellationsinstanz könne, so ihr Wunsch, das Hanseatische Oberlandesgericht in Hamburg dienen.⁵⁵ Diese Bitte belegt, dass aus der Sicht der Rechtsanwender mit einer „guten Justiz“ vorrangig die gewohnten Normen – das deutsche Recht – gemeint waren.

Zu Beginn der formalen deutschen Kolonialherrschaft ab 1884/5 war tatsächlich in bürgerlichen Rechtsstreitig-

Georg Meyer: Lehrbuch des deutschen Staatsrechts, Leipzig² 1885: 15.

⁴⁵ Vgl. Schaper, Koloniale Verhandlungen: 68-86.

⁴⁶ Theodor Leutwein: Elf Jahre Gouverneur in Deutsch-Südwestafrika, Berlin² 1907: 243: „Das Gebiet, auf dem Zusammenstöße zwischen der weißen und der farbigen Rasse am ehesten zu erwarten waren, war naturgemäß dasjenige der Rechtspflege.“ Vgl. zur „dualen Rechtsordnung“ Harald Sippel: Die Klassifizierung „des Afrikaners“ und „des Europäers“ im Rahmen der dualen Kolonialrechtsordnung am Beispiel von Deutsch-Südwestafrika, in: Andreas Eckert/ J. Müller (Hg.): Transformationen der europäischen Expansion vom 16. bis zum 20. Jahrhundert, Loccum 1997: 154 – 170.

⁴⁷ Zit. in Schaper, Koloniale Verhandlungen: 86; Czeguhn, Das Verordnungsrecht: 618f.

⁴⁸ Herrmann Edler von Hoffmann: Deutsches Kolonialrecht, Leipzig 1907: 106/7; vgl. Georg Meyer: Die staatsrechtliche Stellung der deutschen Schutzgebiete, Leipzig 1888: 202; jedoch galten auch noch nach Einführung des BGB einige landesrechtliche Bestimmungen aus dem ALR. Dem preuss. Landesrecht waren auch nach 1900 vorbehalten gem. Art. 55 EG BGB: Jagdrecht, Fischereirecht, Wildschadenersatz, Waldschutzgesetz, Feld- und Forstpolizeigesetz, Gesetz über die Enteignung von Grundeigentum u.a.; zum ganzen vgl. Seelbach, Grundzüge der Rechtspflege: 22-26.

⁴⁹ Vgl. Karl Gareis: Deutsches Kolonialrecht, Gießen² 1902: 15.

⁵⁰ Vgl. Grohmann, Exotische Verfassung: 215.

⁵¹ Georg Wunderlich: Die Notwendigkeit der Einführung einer Verwaltungsgerichtsbarkeit in den deutschen Schutzgebieten, Berlin 1913; vgl. Jakob Zollmann: Koloniale Herrschaft und ihre Grenzen. Die Kolonialpolizei in Deutsch Südwestafrika 1894 – 1915, Göttingen 2010: 48-54.

⁵² Fritz Sassen: Die staatsrechtliche Natur der deutschen Schutzgebiete, in: Zeitschrift für Kolonialpolitik, Kolonialrecht und Kolonialwirtschaft 8 (1906): 594–620 (617).

⁵³ Grohmann, Exotische Verfassung: 278.

⁵⁴ Otto Köbner: Die Organisation der Rechtspflege: 2; Zur Geltung der ZPO vgl. Sabersky, Der koloniale Inlands- und Auslandsbegriff: 49.

⁵⁵ Vgl. Kurt v. Stengel: Die staats- und völkerrechtliche Stellung der Deutschen „Kolonien“ und ihre zukünftige Verfassung, Berlin 1886 (Beiträge zur Förderung der Bestrebungen des Deutschen Kolonialvereins, Heft 5): 39; E. Kade: Die Anfänge der deutschen Kolonial-Zentralverwaltung, diss.phil. Berlin, Würzburg 1939 (Forschungen zur Kolonialfrage, Bd. 2): 73 (Fn. 11).

keiten das Hanseatische Oberlandesgericht zuständig. § 3 Nr. 4 SGG (1886) erwähnte explizit das HOLG als „Berufungs- und Beschwerdegericht“ für koloniale Rechtsstreitigkeiten (zwischen Deutschen), nicht aber das Reichsgericht. Als Berufungsinstanz in Konsulargerichtsstreitigkeiten war das Reichsgericht zwar mit den rechtlichen Angelegenheiten deutscher Staatsangehöriger in kolonialen Kontexten befasst (§§ 18; 31; 36 KGG). Doch betraf dies nicht die deutschen Kolonien. So nahm das Reichsgericht 1887 ein Urteil des deutschen „Konsulargerichts Sansibar“ zur Berufung an (RGZ 20, 112 [1888]); ein Territorium, das damals noch unabhängiges Sultanat war, aber zunehmend zwischen die widerstreitenden deutschen und britischen Kolonialinteressen in Ostafrika geriet.⁵⁶ Bald darauf entschied das Reichsgericht unter anderem die Frage: „Genießen deutsche Warenzeichen in der britischen Kolonie Trinidad einen Schutz?“ (RGZ 22, 93 [1888])

Mit der Reform des Schutzgebietsgesetzes 1888 wurde die Zuständigkeit des HOLG (und, da dessen Entscheidungen vor dem Reichsgericht angefochten werden konnten, auch dieses) aus der kolonialen Gerichtsorganisation ausgeschlossen, indem durch Kaiserliche Verordnung „als Berufungs- und Beschwerdegericht ein Konsulargericht oder ein Gerichtshof im Schutzgebiet bestimmt“ werden konnte (§ 3 Nr. 9 SGG [1888]). Diese Kaiserliche Ermächtigung, die gerichtliche Zuständigkeit Gerichten in den Schutzgebieten zu übertragen, wurde in den folgenden Jahren genutzt. Es ergingen eine Reihe von Kaiserlichen Verordnungen über die „Rechtsverhältnisse“ in den einzelnen Schutzgebieten.⁵⁷ Das neue Schutzgebietsgesetz von 1900 (RGBl. 1900, S. 812) bestimmte dann in § 3 Nr. 6, dass durch Kaiserliche Verordnung

„die nach dem Gesetz über die Konsulargerichtsbarkeit begründete Zuständigkeit des Reichsgerichts einem Konsulargericht oder einem Gerichtshof in einem Schutzgebiet übertragen und über die Zusammensetzung des letzteren Gerichtshofs sowie über das Verfahren in Berufungs- und Beschwerdesachen, die vor einem dieser Gerichte zu verhandeln sind, mit der Maßgabe Anordnungen getroffen werden [kann], daß das Gericht aus einem Vorsitzenden und mindestens vier Beisitzern bestehen muß“.

Diese Kaiserliche Verordnung erging wenige Monate später und sie legte in § 8 I fest:

„Die nach dem Gesetz über die Konsulargerichtsbarkeit vom 7. April 1900 begründete Zuständigkeit des Reichsgerichts wird für das Schutzgebiet von Togo der Gerichtsbehörde zweiter Instanz im Schutzgebiete von Kamerun, für das Schutzgebiet von Kiautschou dem Kaiserlichen Konsulargericht

in Schanghai, für das Inselgebiet der Karolinen, Palau und Marianen der Gerichtsbehörde zweiter Instanz im Schutzgebiete von Deutsch-Neu-Guinea, für die übrigen Schutzgebiete der in einem jeden derselben errichteten Gerichtsbehörde zweiter Instanz mit der Maßgabe übertragen, daß das Gericht aus dem zur Ausübung der Gerichtsbarkeit zweiter Instanz ermächtigten Beamten und vier Beisitzern besteht.“⁵⁸

In der Rechtspraxis mussten demnach erhebliche Abweichungen auch in Verfahrensfragen hingenommen werden; einige ergaben sich aus der Natur der Sache: An Stelle des Konsuls im KGG trat der vom Reichskanzler zur Ausübung der Gerichtsbarkeit ermächtigte Beamte, an Stelle des Konsulargerichts das nach Maßgabe der Bestimmungen des KGG gebildete Gericht des Schutzgebietes (§ 2 SGG).⁵⁹ Durch kaiserliche Verordnung konnte diesem Gericht die Zuständigkeit der Schwurgerichte übertragen und als Berufungsgericht ein deutsches Konsulargericht oder ein Gerichtshof im Schutzgebiet bestimmt werden. Weitere Regelungen über Abweichungen von den im Deutschen Reich üblichen Verfahren konnten ebenfalls über den Verordnungsweg ergehen.

Wesentlicher als diese Verfahrensabweichungen war für die Rechtswirklichkeit jedoch die grundlegende Tatsache, dass eine Trennung zwischen Verwaltung und Rechtsprechung zwar sachlich anerkannt, personell aber in der kaum dreißig Jahre währenden deutschen Kolonialherrschaft kaum je umgesetzt wurde. Der vom Gouverneur ernannte Bezirkshauptmann, der über keine richterliche Vorbildung verfügen musste, fungierte oft auch als „Richter“. So war die Unabhängigkeit des Verwaltungsbeamten nicht zu gewährleisten. Allen mit der Ausübung der Gerichtsbarkeit betrauten Beamten der Schutzgebiete stand das Recht zu, „für ihren Gerichtsbezirk bzw. einen Teil desselben polizeiliche Vorschriften zu erlassen und die Nichtbefolgung derselben mit Geldstrafe bis zu 150 Mark zu bedrohen[§ 4 KGG].“⁶⁰ In den 1890er Jahren fungiert als Berufungsinstanz gegen solche ‚Urteile‘ der Gouverneur/Landeshauptmann der Kolonie persönlich.⁶¹

⁵⁸ Kaiserliche Verordnung, betreffend die Rechtsverhältnisse in den deutschen Schutzgebieten vom 09.11.1900 (RGBl. 1900, S. 1005).

⁵⁹ Meyer, Lehrbuch: 406; vgl. Czeguhn, Das Verwaltungsrecht: 621-624.

⁶⁰ Meyer, Lehrbuch: 504.

⁶¹ In Deutsch-Ostafrika wurde die deutsche Gerichtsbarkeit recht rege in Anspruch genommen. Vor den in zwei Bezirksgerichte und ein Obergericht geteilten Instanzen waren 1892 170 Zivilverfahren anhängig, von denen 10 noch nicht erledigt wurden. Hinzu kamen 13 Strafsachen. Auffällig ist die genaue Auflistung der Rechtsstreitigkeiten wie Urkundenprozesse, Zwangsvollstreckungen, Mahn- oder Konkursachen etc.: Bei dieser stark vom Handelsrecht geprägten Gliederung liegt der Schluss nahe, dass in DOA Handel und Wirtschaft an die Verwaltung, besonders aber an die Rechtsprechung quantitativ wie qualitativ vollständig andere Anforderungen stellten, als in DSWA oder Kamerun zu Beginn der 1890er Jahre. In DOA mußte auf die bereits bestehenden Handelsbräuche eingegangen werden; andererseits boten die Regelungen des „Allgemeinen Deutschen Handelsgesetzbuchs“ eine hinreichende Lösungskompetenz, die auch die arabischen und indischen Händler zu ‚ihrem Recht‘ kommen ließ, da gemäß kaiserlicher Verordnung auf das bestehende (vorkoloniale) Handelsgewohnheitsrecht in der

⁵⁶ Jonathon Glassman: Feasts and Riot. Revelry, Rebellion, and Popular Consciousness on the Swahili Coast, 1856-1888, Portsmouth 1995.

⁵⁷ Grohmann, Exotische Verfassung: 215 FN 312.

Mit der Ausweitung und Dezentralisierung der deutschen Siedlungsgebiete in den Kolonien Deutsch-Ostafrika (DOA) und -südwestafrika (DSWA) wuchsen die Anforderungen an die Gerichtsorganisation. Eine Aufteilung der Schutzgebiete in Gerichtsbezirke wurde notwendig. 1896 bestanden in Kamerun, DOA und DSWA je zwei oder drei Gerichtsbezirke, wobei nun Richteramt und Bezirkshauptmannschaft getrennt besetzt wurden.⁶² In DSWA etwa übernahm beim Gouvernement in Windhoek der juristisch ausgebildete „Oberrichter“ Paul Richter (der „Doppelrichter“) die zweite Instanz eines „Obergerichts“ war. Die „Denkschrift“ der Kolonialverwaltung für das Jahr 1898 vermerkte dann auch: „Die Thätigkeit an den drei Gerichten erster Instanz [wie auch am Obergericht DSWAs] war während des Berichtsjahres überall eine gesteigerte.“⁶³ – insbesondere stieg die Anzahl der Strafverfahren.⁶⁴ Da nach der Reichsverfassung die Justizhoheit bei den Einzelstaaten lag, die Schutzgebiete aber nicht zum Bundesgebiet gemäß Artikel 1 Reichsverfassung gehörten, hatten die Gerichte der Schutzgebiete „den Charakter von Reichsgerichten.“⁶⁵

Im Einzelnen gliederte sich die deutsche Kolonialgerichtsbarkeit damit in folgende Organe:

1. Der Kaiserliche Bezirksrichter
- (2. Das Kaiserliche Bezirksgericht)
3. Der Oberrichter
- (4. Das Kaiserliche Obergericht)
- [5. Das Reichsgericht]

Die Gerichtsbarkeit wurde in erster Instanz durch den Bezirksrichter und das Bezirksgericht ausgeübt. Der Bezirksrichter war zuständig für die den Amtsgerichten durch das Gerichtsverfassungsgesetz (GVG), sowie durch die Prozess- und Konkursordnungen (ZPO; KO) zugewiesenen Sachen. Hinzu kamen Angelegenheiten der freiwilligen Gerichtsbarkeit, die durch Reichsrecht oder die in Preußen fortgeltenden allgemeinen Landrechte den Amtsgerichten übertragen waren. Nötigenfalls konnte der Bezirksrichter seemannsamtlliche Befugnisse übertragen bekommen. So bei Schiffsunfällen in seinem Bezirk oder bei der Ausstellung von Flaggenzeugnissen gemäß §8 SGG. Außerdem waren sie, soweit nichts anderes bestimmt wurde, die Standesbeamten ih-

res Bezirks.⁶⁶ Für die Strafrechtspflege wurde von den Bezirksrichtern vor allem die Voruntersuchungen, Beschlagnahmung, Durchsuchungen und die Entscheidung über die Festnahme vorgenommen.

Das Bezirksgericht bestand aus dem Bezirksrichter und zwei (Zivilverfahren) oder vier (Strafsachen) Beisitzern.⁶⁷ Nur in diesen Konstellationen konnten Verfahren geführt werden, die gemäß der ZPO und dem GVG den Zivilkammern vorbehalten waren (§ 10 Z.1 KGG). Den Zivilkammern waren als erstinstanzliche Gerichte höherer Ordnung alle Prozesssachen zugewiesen, die nicht den Amtsgerichten zustanden: also alle Streitwerte über 300,-RM, Ehesachen, Handelssachen oder Klagen aus dem Gesetz über den unlauteren Wettbewerb. In Strafsachen übernahm das Bezirksgericht die Funktion des Landgerichts in erster Instanz und war zweitinstanzlich zuständig für Beschwerden gegen Entscheidungen des Bezirksrichters in Strafsachen (§ 10 II KGG).⁶⁸

Der Oberrichter entschied allein über Rechtsstreitigkeiten in Zivil- und Konkursachen, wenn die angefochtene Entscheidung in erster Instanz nicht unter Mitwirkung von Beisitzern ergangen war. Das Obergericht bestand aus dem Oberrichter und vier Beisitzern. Es war zuständig in allen Angelegenheiten, in denen nach dem KGG (1900) die Zuständigkeit des Reichsgerichts gegeben war. Demnach hatte es die Bedeutung einer endgültigen Beschwerde- und Berufungsinstanz in Zivil- und Strafsachen über Entscheidungen der Bezirksgerichte. Erste und letzte Instanz war es auch bei Wiederaufnahmeverfahren in Strafsachen. Für den Fall, dass ein Oberrichter nicht ernannt war, wurden dessen Befugnisse durch den Gouverneur wahrgenommen. Ein Umstand, der die nach wie vor nicht vollzogene Trennung von Verwaltung und Justiz auch den Zeitgenossen vor Augen führte.⁶⁹

Kolonie Rücksicht genommen werden konnte. (vgl. Denkschrift über das ostafrikanische und das südwestafrikanische Schutzgebiet, in: Drucksachen des Reichstages, 9. Legislatur-Periode II. Session 1893/94, Bd. I, Nr. 48., S. 18; zum Handelsgewohnheitsrecht vgl. Hoffmann, Kolonialrecht: 108.

⁶² Wilhelm Külz: Deutsch-Südafrika im 25. Jahr deutscher Schutzherrschaft. Skizzen und Beiträge zur Geschichte Deutsch-Südafrikas, Berlin 1909: 193; zum Alltag im Gericht vgl. den Soldaten R. Carow: Die kaiserliche Schutztruppe in DSWA unter Major Leutwein, Leipzig 1898: 52, der 1896 als Gerichtsschreiber abkommandiert war.

⁶³ Denkschrift über die Entwicklung der Deutschen Schutzgebiete im Jahre 1897/98, in: Drucksachen des Reichstages, 10. Legislatur-Periode I. Session 1898/1900, Bd. I, Nr. 50, S. 144; genaue Zahlen werden nicht mitgeteilt.

⁶⁴ Zur Diskussion strafrechtlicher Bestimmungen der Reichsgesetze und ihrer kolonialen Anwendbarkeit: H. Kraus: Reichsstrafrecht und deutsche Schutzgebiete, Berlin 1911: 19-47.

⁶⁵ Meyer, Lehrbuch: 513.

⁶⁶ Herrmann Edler von Hoffmann: Verwaltungs- und Gerichtsverfassung der deutschen Schutzgebiete, Leipzig 1908: 43; Köbner, Die Organisation: 14.

⁶⁷ DOA: Daressalam, Tabora, Tanga, Moschi

DSWA: Windhuk, Swakopmund, Keetmanshoop, Omaruru, Lüderitzbucht

Kamerun: Duala, Kribi und Lomie, Buea (als Obergericht auch für Togo zuständig)

Togo: Lomé

Samoa: Apia

Karolinen und Marianen: Ponape, Jap, Saipan

Deutsch-Neuguinea: Rabaul (als Obergericht auch für die Karolinen und Marianen zuständig), Friedrich-Wilhelmshafen.

⁶⁸ Seelbach, Grundzüge: 48. Zu den Problemen, die sich aus der Novellierung des GVG 1905 für das koloniale Strafverfahren und die Zuständigkeit von Schöffengerichten ergaben vgl. L. Bendix: Die Änderung des Gerichtsverfassungsgesetzes und die Verfassung der Schutzgebiets- und Konsulargerichte, in: Zeitschrift für Kolonialpolitik, Kolonialrecht und Kolonialwirtschaft 8 (1906): 885–889.

⁶⁹ Vgl. Köbner, Die Organisation: 21; Hoffmann, Verwaltungs- und Gerichtsverfassung: 44; zum Gouverneur als Oberrichter: F. Doerr: Deutsches Kolonialstrafprozessrecht, Leipzig 1913: 21. Für die Verfahrenskosten galten dieselben Grundsätze „wie bei uns“ (F. Doerr: Deutsches Kolonialzivilprozessrecht, Leipzig 1914: 130, dort auch zum Folgenden.): Alle Endurteile mußten regeln, wer die Kosten zu tragen hatte (§ 308 II ZPO). Die Höhe der Gerichtsgebühren richtete sich nach dem Umfang der gerichtlichen Tätigkeit, dem Streitwert und der Instanz, wobei die Sätze des Gerichtskostengesetzes wie in § 73 I KGG durch Verordnung verdoppelt waren.

Anwaltszwang herrschte weder vor den Bezirksgerichten noch vor dem Obergericht.

Das Reichsgericht selbst erhielt seine Zuständigkeit aus §§ 135, 136 GVG für die Fälle des Hoch- und Landesverrats, insofern diese Verbrechen gegen den Kaiser oder das Reich gerichtet waren. Derartige Vorkommnisse in den Kolonien sind allerdings nicht überliefert.

Inwieweit das Reichsgericht über den ihm „angegliederten“ Disziplinarhof auf Grund des Reichsbeamtengesetzes (1873) sowie das von diesem geordnete Disziplinarverfahren auch auf Verfahren gegen Kolonialbeamte einwirkte, bedarf noch näherer archivalischer Untersuchung. Fest steht, dass mit dem Kolonialbeamtengesetz (1910) eine eigene „Disziplinarkammer für die Schutzgebiete“ mit Sitz in Potsdam (erste Instanz) und der „Disziplinarhof für die Schutzgebiete“ mit Sitz in Berlin (zweiter Instanz) installiert wurde.⁷⁰

Von der Festlegung einer obersten Appellationsinstanz im Deutschen Reich hatte die Reichsleitung abgesehen. Zwar wurde neben dem Hanseatischen Oberlandesgericht Hamburg auch ein deutsches Konsulargericht oder ein oberstes Gericht in den Schutzgebieten angeregt, doch war eine Einigung hierüber nicht zu erzielen. Der Bonner Doktorand Fritz Seelbach machte den Vorschlag, einem Senat des Berliner Kammergerichts die kolonialen Revisionen zu übertragen. Die Gründe, die er anführte, zeigen, in welchem Maße bis 1904 das preußische Recht die Rechtswirklichkeit der afrikanischen Kolonien durchdrungen hatte: 1. „in den Kolonien [kommt] immerhin ein beträchtliches Stück Preußisches Recht ... zur Anwendung“ (Das Argument lief darauf hinaus, dass die obersten preußischen Richter, ihr Recht am besten anzuwenden wüssten) und 2. wäre es hilfreich, wenn in diesem Senat Kolonialjuristen mitwirken würden. „Dieses ist aber für Leipzig [als dem Sitz des Reichsgerichts] schwer, für Berlin als Sitz der Kolonialabteilung [des Auswärtigen Amts] dagegen leicht durchführbar.“⁷¹ Erfolg war diesem Gedanken nicht beschieden.

Aber auch von anderen wurde „die Krönung des Gebäudes mit einem obersten Gerichtshofe, der die Einheitlichkeit unserer überseeischen Rechtsentwicklung gewährleisten soll“⁷² gefordert. Vehementere Anläufe unternahm das Reichskolonialamt ab 1909 selbst, da die Steuerverfahren auf Grund der Diamantenfunde in DSWA zu einer erheblichen Steigerung der Streitwerte geführt hatten. Insbesondere das Reichsschatzamt drängte darauf, diese Verfahren nicht den mit Beisitzern (die häufig Kaufleute waren) besetzten kolonialen Obergerichten letztinstanzlich zu überlassen. Der Gesetzentwurf sah einen obersten Reichs-Kolonialgerichtshof für die Europäer vor, der Zivil- und Strafsachen entscheiden

sollte. Er scheiterte jedoch an einer Vielzahl von Kritikpunkten: Zu gering schien die Zahl der zu erwartenden Fälle, zu hoch die veranschlagten Kosten; selbst im Bundesrat hatten sich die Gesandten nicht auf einen Sitz des Gerichts einigen können – Berlin oder Hamburg, später auch ein „Kolonialsenat“ beim Reichsgericht in Leipzig standen zur Debatte. Auch die geplante Besetzung des Gerichts mit einem höheren Verwaltungsbeamten rief ob der Gefahr einer Verwischung von Judikative und Exekutive scharfen Widerspruch hervor.⁷³ Die „mit zunehmender Härte zwischen Parlament und Regierung“ geführte Diskussion eines neuerlichen Entwurfs der Reichsleitung von 1913 verzögerte die Abstimmung bis in den Sommer 1914 hinein.⁷⁴ Der Krieausbruch ließ sämtliche Bemühungen hinfällig werden. Im Ergebnis wird in der Forschung festgehalten, dass die Gerichte in den Schutzgebieten „bis zum Untergang des deutschen Kolonialreichs keiner reichsrechtlichen Kontrolle“ unterlagen.⁷⁵

IV. Reichsgerichtsentscheidungen mit Bezug auf die Kolonien

Auch wenn ein deutsches „Reichskolonialgericht“ bis 1914 nicht zu Stande kam, so kann doch das Stichwort der „fehlenden Kontrolle“ dazu anregen, der Frage nachzugehen, in welchem Rahmen kolonialrechtliche Fragen vor dem höchsten deutschen Gericht, dem Reichsgericht, verhandelt und entschieden wurden; ob also doch eine gerichtliche „Kontrolle“ einzelner kolonialrechtlicher Sachverhalte im Kaiserreich stattfinden konnte. Zwar ist mit Grohmann davon auszugehen dass „[k]oloniale Kompetenzen ... weder die politischen noch die [rechts-]wissenschaftlichen Debatten des Kaiserreichs“⁷⁶ beherrschten. Doch abgesehen von derartigen Relevanzkriterien genügt ein Blick in das „General-Register“ der Entscheidungssammlung des Reichsgerichts in Zivilsachen um festzustellen, dass die deutschen Kolonien durchaus Eingang in die höchstrichterliche Rechtsprechung gefunden haben.⁷⁷

Etwa dreißig Entscheidungen mehrerer Zivilsenate des

⁷⁰ Vgl. Lobe, 50 Jahre Reichsgericht: 64; Näheres zum Disziplinarrecht in den Kolonien B. v. König: Militär und Marine in den deutschen Schutzgebieten, in: Beiträge zur Kolonialpolitik und Kolonialwirtschaft (1900/01): 70-85 (74-78); Art. „Disziplinarbehörden“, in: Deutsches Kolonial-Lexikon (1920), Band I: 467 f. unter Verweis auf § 5 Ausführungsbestimmungen zum KolBG. vom 8.6.1910, RGBl. S. 1091.

⁷¹ Vgl. Seelbach, Grundzüge: 49.

⁷² Köbner, Die Organisation: 36.

⁷³ Vgl. Kurt Perels: Die Errichtung eines Kolonial- und Konsular-Gerichtshofs. Kritische Erörterungen, Hamburg 1910: 13; E. Fleischmann, Der Kolonialgerichtshof, in: DJZ 1910, Sp. 567; Erörterung des Kolonialgerichtshofs im Reichstag, in: Stenographische Berichte des Reichstags 12. Legislaturperiode 2. Session, 72. Sitzung vom 25.4.1910, S. 2670-2679.

⁷⁴ Cornelia Essner: Der Kampf um das Kolonialgericht, in: Historische Mitteilungen 5 (1992): 78-95 (78); Grohmann, Exotische Verfassung: 215-222; vgl. den Gesetzentwurf zur Errichtung eines Kolonialgerichtshofs, in: Drucksachen des Reichstag 1913, Nr. 1174; Paul Königsberger: Zu dem neuen Gesetzentwurf über die Errichtung eines Kolonialgerichtshofs, in: DJZ, 19 (1914), Sp. 165.

⁷⁵ Thomas Kopp: Nichtdeutsche Angeklagte im deutschen Strafverfahren. Ihr Schutz im Normal-, Kolonial- und Militärzustand seit der Reichsgründung 1871, Baden-Baden 1997: 78; F. Doerr: Deutsches Kolonialzivilprozeßrecht, Leipzig 1914: 15 ging fest davon aus, dass der „Kolonialgerichtshof ... die wünschenswerte Zustimmung der gesetzgebenden Faktoren finden [wird].“

⁷⁶ Grohmann, Exotische Verfassung: 3; andere Historiker werden dagegen nicht müde, die Relevanz des Kolonialreichs für die Geschichte des Kaiserreichs zu betonen; Vgl. Sebastian Conrad: Rethinking German Colonialism in a Global Age, in: Journal of Imperial and Commonwealth History 41 (2013): 543-566 (544).

⁷⁷ Entscheidungen des Reichsgerichts in Zivilsachen. General-Register zum 51.-60. Band/61.-70. Band, Leipzig 1906/1910, Stichworte: „Schutzgebetsbeamter“, „Schutztruppe“.

Reichsgerichts von 1888 bis 1932 mit „kolonialem“ Sachverhalt sind in den Bänden 22 bis 137 „RGZ“ veröffentlicht. Diese Zahl mag angesichts von geschätzten 15.000 veröffentlichten zivilrechtlichen Entscheidungen von 1879 bis 1945 in 173 Bänden als eine *quantité négligeable* erscheinen. Und es ist wichtig, gerade als Historiker des deutschen Kolonialismus den eigenen *sense of proportionality* nicht zu verlieren.⁷⁸ Doch zeigt der Inhalt der Entscheidungen, dass wesentliche Fragen des deutschen Kolonialrechts und der Kolonialpolitik auch vor dem Reichsgericht verhandelt wurden. Ex officio war das Reichsgericht also eine (bisher überhörte) gewichtige Stimme in den kolonialen Debatten des Kaiserreichs.⁷⁹

Selbst wenn es hinlänglich bekannt sein mag, sei noch einmal betont, dass die hier behandelten Entscheidungen des Reichsgerichts keinesfalls alle Entscheidungen mit Bezug auf die deutschen Kolonien sein müssen. Dem Abdruck in der erwähnten Entscheidungssammlung ging vielmehr ein internes Auswahlprozedere unter den Reichsgerichtsräten voraus. Übrig blieben jene Reichsgerichtsentscheidungen, die schließlich in der maßgeblichen Textsammlung „Entscheidungen des Reichsgerichts“ abgedruckt wurden: „Die Herausgabe besorgte im Namen der Mitglieder [des Reichsgerichts] eine Redaktionskommission, in die aus jedem Senat ein Senatsvertreter abgeordnet wurde. Welche Urteile für die Veröffentlichung bestimmt werden, entscheidet jedoch allein der Senat, der sie erlassen hatte; ohne dessen Genehmigung dürfen auch keine Kürzungen usw. für den Druck vorgenommen werden.“⁸⁰ Die tatsächliche Rechtsprechung des Reichsgerichts war deutlich umfangreicher: „allein im Jahr 1908 über 4.000 Revisionen plus rund 1.500 Beschwerden.“⁸¹ Schätzungsweise wurden weniger als 10 % der Entscheidungen des Reichsgerichts in die Sammlung aufgenommen.⁸²

Ihre Besprechung des ‚letzten‘ Bandes der Reichsgerichtsentscheidungen aus der Endphase des Nationalsozialismus (RGZ, Bd. 173) leitet Elena Barnert mit der Feststellung ein: „Einen Band aus der Entscheidungssammlung eines Gerichts zu besprechen, ist in etwa so aussichtsreich, als wolle man den roten Faden aus einer Unmenge unterschiedlichster Garnfetzen zusammenknöten.“⁸³ Mit einigem Recht lassen sich ähnliche Zweifel auch für den thematischen Fokus auf die deutschen Kolonien „vor

dem Reichsgericht“ formulieren. Ist es möglich, einen „roten Faden“ zu erkennen in den innerhalb von 44 Jahren vor dem Reichsgericht behandelten (und von ihm veröffentlichten) Streitfällen mit kolonialer Thematik?

1. Sind die deutschen Schutzgebiete „Inland“ oder „Ausland“?

Erklärungsbedürftig scheint zunächst, warum (soweit ersichtlich) lediglich drei Entscheidungen des Reichsgerichts in Strafsachen mit kolonialem Bezug für veröffentlichungswürdig gehalten wurden (innerhalb von insgesamt 78 Bänden, veröffentlicht zwischen 1880 und 1945).⁸⁴ Die in der Entscheidung RGSt 44, 403 (1911) strittige Frage danach, ob „die deutschen Schutzgebiete, besonders Deutsch-Südwestafrika, als Ausland anzusehen“ seien, kann gleichwohl einen Hinweis für die Kriterien der Veröffentlichungspraxis am Reichsgericht geben: Veröffentlicht wurde vornehmlich zu solchen Streitfragen, denen (rechts-)politische und (rechts)wissenschaftliche Relevanz zugebilligt wurde.

Im Falle der deutschen Kolonien war deren möglicher „Auslands-“Charakter unzweifelhaft eine der „dogmatischen Hauptfragen des Kolonialstaatsrechts“.⁸⁵ Dass ein strafrechtliches Verfahren zu den Grundlagen des deutschen Kolonialstaatsrechts zurückführte, war dabei kein Zufall. Die Frage, ob „die deutschen Schutzgebiete ... als Ausland anzusehen“ seien, war angesichts einer langsam steigenden Zahl von (wehrpflichtigen) Deutschen, die sich dauerhaft oder für einen bestimmten Zeitraum in den deutschen Kolonien niederzulassen gedachten (1914 etwa 24.000 deutsche Staatsangehörige, die überwiegende Mehrheit davon Männer⁸⁶) von erheblicher praktischer Relevanz. Denn § 140 RStGB (1871) bestimmte:

„Wer dem Eintritte in den Dienst des stehenden Heeres oder der Flotte sich dadurch zu entziehen sucht, daß er ohne Erlaubniß entweder das Bundesgebiet verläßt oder nach erreichtem militairpflichtigen Alter sich außerhalb des Bundesgebietes aufhält, wird mit einer Geldstrafe von fünfzig bis zu Eintausend Thalern oder mit Gefängniß von Einem Monat bis zu Einem Jahre bestraft.“

Im konkreten Fall hatte ein Graudenzler Leutnant z.S. das Bezirkskommando zwar gebeten, ihn auf zwei Jahre nach DSWA „zu beurlauben“, hatte aber die Antwort nicht abgewartet und war nach Swakopmund abgefahren. Er war daraufhin vom Landgericht Graudenz wegen „unerlaubter Auswanderung“ im Sinne von § 140 I Nr. 2 RStGB für schuldig befunden worden. Das Reichsgericht folgte – unter Verweis auf eine beträchtliche Literaturli-

⁷⁸ Vgl. Hans Ulrich Wehler: Transnationale Geschichte – der neue Königsweg historischer Forschung?, in: Gunilla Budde/Sebastian Conrad/Oliver Janz (Hg.): Transnationale Geschichte. Themen, Tendenzen und Theorien, Göttingen 2006; S. 161-174, der kritisiert, manche Historiker des deutschen Kolonialismus hätten ihren „sense of proportionality“ verloren (168).

⁷⁹ Maßgeblich zu den „kolonialen Debatten“ Birthe Kundrus: Moderne Imperialisten. Das Kaiserreich im Spiegel seiner Kolonien, Köln 2003.

⁸⁰ Lobe, Fünfzig Jahre: 53.

⁸¹ Thomas Henne: Schwierigkeiten einer Geschichte: 73, unter Verweis auf Werner Schubert (Hg.): Sammlung sämtlicher Erkenntnisse des Reichsgerichts in Zivilsachen, Jahrgänge 1900 und 1901, Frankfurt a.M. 1992: 51 (Geschäftsübersicht für das Reichsgericht 1883-1908).

⁸² Fritz Ostler: Wiederauferstehung des toten Reichsgerichts?, in: NJW 1995: 23.

⁸³ Elena Barnert: Schicksalsfäden – Jurisprudenz und Weltanschauung in RGZ 173, in: JuristenZeitung 2012: 114-120.

⁸⁴ Die Überprüfung erfolgte mittels der Datenbank „Die Entscheidungssammlungen der Entscheidungen des Reichsgerichts in Zivilsachen (RGZ) und der Entscheidungen des Reichsgerichts in Strafsachen (RGSt)“ (<http://rgzrgst.staatsbibliothek-berlin.de/>). Die folgenden Stichworte wurden eingegeben: „Kolonie; Kolonien; kolonial; Afrika; Deutsch-Südwestafrika; Windhuk; Schutzgebiet; Schutzgebiedsdienst“. Ich danke Rasmus von Schwerdtner für die erfolgreiche Suche.

⁸⁵ Grohmann, Exotische Verfassung: 91.

⁸⁶ Paul Sprigade / Max Moisel (Hg.): Deutscher Kolonialatlas mit illustriertem Jahrbuch 1914, Berlin (18. Auflage) 1914: 12.

ste zum Kolonialstaatsrecht – dieser Interpretation des § 140 RStGB nicht. Der IV. Strafsenat stellte klar, dass die Schutzgebiete (obgleich in der Definition des „Bundesgebiets“ laut Verfassung nicht enthalten) kein Ausland seien, sondern „der vollen Staatsgewalt des Deutschen Reichs unterstehen. Diese Voraussetzung ist, wenn nicht für alle Schutzgebiete, so doch unzweifelhaft für Südwestafrika gegeben.“ (RGSt 44, 403 [405]) Auch wiesen die Richter daraufhin, dass gemäß § 3 SGG iVm § 19 Nr. 2 KGG „das RStGB in den deutschen Schutzgebieten“ gelte und daher der Auslandsbegriff des § 8 RStGB nicht greifen würde. War doch auch durch diese Einführung des RStGB in den Schutzgebieten „festgestellt, daß die von Deutschen usw. in den Schutzgebieten begangenen strafbaren Handlungen als im Inlande verübt anzusehen sind.“ (RGSt 44, 403 [407]) Nach Verweisen auf das Staatsangehörigkeitsrecht bezogen sich die Reichsgerichtsräte zuletzt auf eine spezielle Kaiserliche Verordnung vom 5.12.1902 „betreffend die Erfüllung der Dienstpflicht bei der Kaiserlichen Schutztruppe für DSWA“, die (§ 8) nicht vom „Auswandern“, sondern vom „Verziehen‘ nach Südwestafrika gesprochen“ habe. Daher sei bei beurlaubten Offizieren, die in DSWA ihren dauernden Aufenthalt zu nehmen beabsichtigten, die Anwendung des § 140 RStGB „nicht tunlich“ (408).⁸⁷

Doch war mit dieser Verneinung des „Auslands“-Charakters der Schutzgebiete keinesfalls ein abschließendes höchstrichterliches Urteil über diese Frage getroffen. Im Gegenteil: Es kam weiterhin „darauf an“. Denn umgekehrt hatte der IV. Zivilsenat drei Jahre später – also kurz vor dem Ende der deutschen Kolonialherrschaft – die Frage zu beantworten, ob „die deutschen Schutzgebiete in Ehesachen als Inland“ gelten würden (RGZ 84, 259 [1914]). Die Klägerin verlangte die Scheidung von ihrem Mann, den sie 1909 in Daressalam geheiratet hatte und der noch immer in DOA wohnte. Die Scheidungsklage ging jedoch beim Landgericht I Berlin ein und nicht beim Bezirksgericht Tabora, dem gemäß § 2 SGG iVm § 10 KGG zuständigen „Landgericht erster Instanz“, welches gemäß § 606 I ZPO auch für Ehescheidungsklagen zuständig war. Der beklagte Ehemann „schützte [daraufhin] die Einrede der Unzuständigkeit des [Land-] Gerichts [I Berlin] vor“. Das Reichsgericht hätte dem Beklagten Recht gegeben, „wenn im Sinne des Abs. 2 § 606 ZPO⁸⁸ die deutschen Schutzgebiete als Inland zu gelten hätten. Beide Vorinstanzen haben dies mit Recht verneint.“ (RGZ 84, 260) Für das Reichsgericht lag es „in der Natur der Sache und wird allgemein anerkannt [Literatur wurde allerdings nicht zitiert], daß die deutschen Schutzgebiete im staatsrechtlichen Sinne nicht ohne weiteres dem eigentlichen Reichsgebiete gleichzustellen sind.“ Es folgte eine Auflistung von Paragraphen des BGB und der ZPO in deren „Sinne ... das heutige Schutzgebiet unzweifelhaft Ausland geblieben“ sei (261).

⁸⁷ Über diesen Fall wurde auch in der Presse berichtet vgl. Die deutschen Schutzgebiete sind Inland, in: Handels- und Industrieanzeiger 1 (1911): 1f.

⁸⁸ § 606 II 1 ZPO (1898) „Ist der Ehemann ein Deutscher und hat er im Inlande keinen allgemeinen Gerichtsstand, so kann die [Scheidungs- etc.]Klage bei dem Landgericht erhoben werden, in dessen Bezirk er den letzten Wohnsitz im Inlande hatte; ...“

Dreißig Jahre nach Beginn der deutschen Kolonialherrschaft stellten die Reichsgerichtsräte dem ‚zivilisatorischen‘ Wirken der deutschen Kolonialherren⁸⁹ ein eher mediokres Zeugnis aus: Dürfe doch „nicht verkannt werden, daß die Gerichtsbarkeit in den deutschen Schutzgebieten, die der Kultur zum Teil noch gar nicht ... erschlossen sind, der Natur der Sache nach nicht mit der Fülle der Garantien umgeben sein kann, mit denen die inländische, reichsdeutsche Rechtsprechung ausgestattet ist.“ Die Rede war von „tiefgreifenden Verschiedenheiten ... hinsichtlich der Vorbildung der Richter, der kollegialen Zusammensetzung der Gerichte, des Instanzenzugs und des Verfahrens [auf Grund des SGG]“ in den deutschen Kolonien. Der IV. Zivilsenat sah sich daher „dazu gedrängt, unter Inland im Sinne dieser Gesetzesstelle [§ 606 II ZPO] nur das eigentliche Reichsinland, nicht auch das deutsche Schutzgebiet zu verstehen“; zumal es von einem „deutschen Ehemann immer angenommen werden darf“, dass er mit der „deutschen Heimat“ in Verbindung stehe und also auch den Eheprozess dort führen könne (262).

Im historischen Rückblick ist daher zu betonen, dass das Reichsgericht bei der Frage nach der Auslands- oder Inlandsstellung der deutschen Kolonien nicht nach einer kategorischen, vielleicht sogar kolonialpolitisch motivierten Antwort suchte, die etwa die wachsende ‚Normalisierung‘ und damit den Inlandscharakter kolonialer Gebiete bevorzugte. Stattdessen blieb es bei Entscheidungen „von Fall zu Fall, je nach Grund und Zweck der betreffenden Einzelvorschrift“ (RGZ 84, 260). Dafür wurde auch in den „Motiven“ zu Gesetzesentwürfen oder in den Verhandlungen und Drucksachen des Reichstags nachgeschlagen. So etwa bei der Klärung der Anwendbarkeit von Bestimmungen zum gewerblichen Rechtsschutz in Konsulargerichtsbezirken. Dortige Niederlassungen deutscher Anteilseigner waren, ebenso wie solche in den Schutzgebieten, in diesem Fall „als inländische Niederlassungen anzusehen“ (§ 23 Warenzeichen-gesetz, zit. in. RGZ 77, 263). Der Gesetz- und Ordnungsgeber ging zur Vermeidung von Unklarheiten bei der Rechtsanwendung nach 1900 mehr und mehr dazu über, die Geltung einzelner Bestimmungen in den deutschen Schutzgebieten explizit zu erwähnen.

2. Die Geltung deutscher Gesetze in den Kolonien – zur Anwendbarkeit deutscher Normen auf koloniale „Verhältnisse“

Gleichwohl ließen sich Streitigkeiten über die Geltung insbesondere solcher Bestimmungen nicht ausschließen, die älter als der deutsche Kolonialbesitz waren und in denen daher die Anwendbarkeit in den Kolonien nicht geregelt war. Die endgültige Entscheidung über diese Frage oblag dem Reichsgericht.

So verhandelte der I. Strafsenat 1910 die Frage, ob die „Kaiserlichen Schutztruppen in den afrikanischen Schutzgebieten zur ‚bewaffneten Macht‘ [im Sinne von § 196 RStGB]“ gehören würden (RGSt 44, 204). Der Ange-

⁸⁹ Vgl. Boris Barth/Jürgen Osterhammel (Hg.): Zivilisierungsmissionen. Imperiale Weltverbesserung seit dem 18. Jahrhundert, Konstanz 2005.

klagte war wegen „verleumderischer Beleidigung“ (§ 187 RStGB) von Schutztruppenangehörigen in DSWA verurteilt worden. Der Staatssekretär des Reichskolonialamts hatte gemäß § 196 RStGB als „amtliche[r] Vorgesetzte[r]“ dieser „bewaffneten Macht“ Strafantrag gestellt. Die Verteidigung argumentierte aber, dass die Schutztruppen nicht unter die „Beamten oder die bewaffnete Macht“ im Sinne des § 196 fallen würden. Das Reichsgericht zitierte zwar ein die „bewaffnete Macht“ definierendes Bundesgesetz von 1867 („Heer, Marine und Landsturm“). Doch wollte es sich auf eine allzu buchstabengetreue Auslegung nicht einlassen. „[D]enn nichts berechtigt zu der Unterstellung, daß das Strafgesetzbuch [1871] den Ausdruck ein für allemal unter Anlehnung an den ursprünglich bestehenden Zustand [1867] ausgelegt wissen will. Hierfür sind vielmehr ... die jeweiligen Verhältnisse maßgebend.“ (RGSt 44, 205) Diese „Verhältnisse“ aber hatten sich (auch juristisch) geändert, da zum Gebiet des Deutschen Reiches (Artikel 1 Reichsverfassung) die Schutzgebiete als „besondere Gebilde hinzugetreten sind“. Das Schutzgebietgesetz (1886) und vor allem das Schutztruppengesetz (1896), das den Kaiser als „obersten Kriegsherrn“ der Schutztruppen auswies, bewiesen „ohne weiteres, daß die Schutztruppen hinsichtlich ihrer öffentlichrechtlichen Natur mit der bewaffneten Macht des § 2 [Gesetz vom 9.11.1867], deren oberster Kriegsherr nach Art. 53 und 63 der Reichsverfassung ebenfalls der Kaiser ist, im wesentlichen auf die gleiche Stufe zu stellen sind.“ Für einen Zweifel an der „militärischen Eigenschaft des Dienstes bei den Schutztruppen“ bestand für die Reichsgerichtsräte kein Anlass; zumal, wie sie betonten, es in DSWA auch eine von den Schutztruppen getrennte „Landespolizei“ gab.⁹⁰ „Aus alledem ergibt sich der Nachweis dafür, daß gegenwärtig die bewaffnete Macht des Reichs nicht mehr wie ehemals nur in Reichsheer, Kaiserliche Marine und Landsturm sich scheidet, sondern daß als vierter wesentlicher Bestandteil die Kaiserlichen Schutztruppen in den Afrikanischen Schutzgebieten ergänzend und begrifflich gleichwertig dazugezogen sind.“ (RGSt 44, 207) Die Anwendung des § 196 RStGB war daher begründet und der deutsche „Obrigkeitsstaat“ konnte gegen die „Beleidigung“ seiner Soldaten vorgehen – welcher Truppengattung auch immer sie angehörten.⁹¹

Schon Jahre zuvor hatte sich der II. Strafsenat mit der Anwendbarkeit des § 196 RStGB auf koloniale Verhältnisse beschäftigen müssen. In einer Beleidigungsklage gegen den sozialdemokratischen *Vorwärts* wegen zweier kritischer Artikel⁹² über das Verhalten des „deutschen

ostasiatischen Expeditionsheers“ (11.1.1901) in China (es war darin von den deutschen Soldaten als „Kannibalen und Hunnen“ die Rede) stand allerdings nicht infrage, ob dieses Expeditionsheer eine „bewaffnete Macht“ im Sinne des § 196 sei. Vielmehr zweifelte die Verteidigung die Vorgesetztenstellung des preußischen Kriegsministers zum Expeditionsheer an.⁹³ Nur aus dieser heraus war er berechtigt, den Strafantrag zu stellen (RGSt 35, 227 [1902]). Hatte die Verteidigung ausgeführt, es fehle an einem Vorgesetztenverhältnis zum Expeditionskorps, weil dessen „Bildung ... von vorherein der gesetzlichen Grundlage entbehrt habe“, so erwiderte das Reichsgericht mit einer minutiösen Auflistung der öffentlich-rechtlichen Bestimmungen über den Krieg in China: Gesetz über den Nachtragshaushalt, 1901, Kaiserliche Ordre, „Kabinettsordre“. Aus diesen Normen schloss der II. Strafsenat auf die „Verpflichtung zur Fürsorge für die Erhaltung des Expeditionskorps“, welche wiederum „untrennbar“ von der Verpflichtung ... [sei,] gegen Mißstände einzuschreiten, welche in dem Verhalten der Truppen im Auslande zu Tage treten.“ (RGSt 35, 230) Zuletzt verwiesen die Reichsgerichtsräte auf die Reichstagsitzungen selbst, in denen der Kriegsminister „kriegsgerichtliches Einschreiten“ in Aussicht stellte. War er aber dazu berechtigt (was in dieser Sitzung auch „von sozialdemokratischer Seite“ im Reichstags, so der implizite Hinweis des Reichsgerichts, nicht in Abrede gestellt worden war⁹⁴), so kam dem Minister „insoweit auch die Eigenschaft eines amtlichen Vorgesetzten im Sinne des § 196 StGB's zu.“ (RGSt 35, 231)

Für die Verteidiger des *Vorwärts* zeigte sich einmal mehr: „das Presserecht [des Kaiserreichs] in puncto Beleidigung war scharf, die Beweislast für Unschuld oder Wahrheit war den Redakteuren zugeschoben.“⁹⁵ Staats- und kolonialrechtliche Erwägungen boten vor dieser Schärfe so wenig Schutz wie andere juristische Argumente. Gegen die (teils „vergeblich“ versuchte) Skandalisierung deutscher Kolonialgewalt in der Presse, die seit den 1890er Jahren das Thema immer wieder aufgegriffen hatte,⁹⁶ setzte die Reichsverwaltung das Strafrecht. Und dieses Strafrecht, so der Historiker Thomas Nipperdey, blieb „[a]n den Grenzen zum Politischen“.⁹⁷

Streitigkeiten über die Geltung deutscher Gesetze in den Kolonien konnten, wie auch das Reichsgericht wusste, „von erheblicher wirtschaftlicher Bedeutung“ sein (RGZ

⁹⁰ Vgl. Zollmann, *Koloniale Herrschaft*: 54-56.

⁹¹ Zum zeitgenössischen Gebrauch des Begriffs „Obrigkeitsstaat“ durch Hugo Preuss und andere vgl. James Retallack: *Obrigkeitsstaat und politischer Massenmarkt*, in: Sven Oliver Müller / Cornelius Torp (Hg.): *Das Deutsche Kaiserreich in der Kontroverse*, Göttingen 2009: 120-135 (124f.); „Vor 1918 benutzten Sozialisten und Linksliberale den Ausdruck als Sammelbegriff für alles, was ihnen am Kaiserreich mißfiel.“

⁹² Zur presserechtlichen Situation im Kontext der Sozialistenverfolgung vgl. Jürgen Wilke: *Grundzüge der Medien und Kommunikationsgeschichte*, Köln 2008: 252-260; Andrea Hartmann: *Majestätsbeleidigung und Verunglimpfung des Staatsoberhauptes* (§§ 94 ff RStGB, 90 StGB). Reformdiskussion und Gesetzgebung seit dem 19. Jahrhundert, Berlin 2005: 90-180.

⁹³ Zwar führte das Deutsche Reich den sogenannten „Boxerkrieg“ 1901 in (und zum Teil gegen) einen souveränen Staat, China. Doch wird der deutsche Kriegseinsatz in Nordchina heute allgemein zur deutschen Kolonialgeschichte gezählt. Vgl. u.a. Sebastian Conrad: *Deutsche Kolonialgeschichte*, München 2012: 50-52.

⁹⁴ Vgl. Ute Wieland / Michael Kascher: Die Reichstagsdebatte über den deutschen Kriegseinsatz in China. August Bebel und die ‚Hunnenbriefe‘, in: Susanne Kuß / Bernd Martin (Hg.): *Das Deutsche Reich und der Boxeraufstand*, München 2002: 183-201.

⁹⁵ Thomas Nipperdey: *Deutsche Geschichte 1866-1918*. Bd. II *Machtstaat vor der Demokratie*, München 1992: 185.

⁹⁶ Frank Bösch: *Grenzen des ‚Obrigkeitsstaats‘*, in: Sven Oliver Müller / Cornelius Torp (Hg.): *Das Deutsche Kaiserreich in der Kontroverse*, Göttingen 2009: 136-153 (145, FN 31): „Dabei stützte sich der *Vorwärts* nicht nur auf Soldatenberichte [aus China], sondern auch auf bürgerliche Journalisten wie den Kriegsberichterstatter des Berliner Lokal-Anzeigers, Missionare und Professoren“.

⁹⁷ Nipperdey, *Deutsche Geschichte*: 185.

71, 208, 211 [1909]). Daher waren Fragen privatrechtlicher Haftung in den deutschen Kolonien kaum weniger von politischen Erwägungen durchdrungen als die Strafrechtspraxis. Die durch das Kolonialrecht gelenkte Kolonialverwaltung hatte vom Gesetzgeber einen impliziten Auftrag erhalten, der dem Recht eine eminente „wirtschaftliche Wichtigkeit“⁹⁸ zusprach. Sollten doch durch das deutsche Engagement die Kolonien den deutschen Anspruch in der Welt auf eine „Weltpolitik“ manifestieren und zu bedeutenden Wirtschaftsfaktoren gemacht werden.⁹⁹ „Denn [so der Gouverneur von DSWA Theodor Leutwein] um ein schlechtes Geschäft zu machen, geht der Staat so wenig wie der einzelne in die Kolonie.“¹⁰⁰ Dass dies – wie in der Forschung allgemein anerkannt ist – schon im Ansatz scheiterte, da der Kolonialismus für das Deutsche Reich ein Zuschussgeschäft blieb, steht auf einem anderen Blatt.

Der Bau der Kolonialbahnen ab etwa 1893 war die erste große, letztlich staatlich finanzierte (oder zumindest subventionierte) Millioneninvestition in den deutschen Kolonien gewesen. Es war unstrittig, dass ohne diese moderne verkehrstechnische Erschließung des kolonialen Hinterlandes die (vermuteten) Rohstoffe und andere Landesprodukte nicht nach Deutschland und weiter auf den Weltmarkt exportiert werden könnten. Vor allem aber waren die Bahnen ein unersetzliches Herrschafts(erhaltungs)instrument der Kolonialherren, das es überhaupt erst ermöglichte, die deutschen Herrschaftsansprüche über einzelne Orte entlang der Küsten hinaus auszudehnen.¹⁰¹

Seit dem preußischen Eisenbahngesetz von 1838 hatte sich das Eisenbahnrecht im Deutschen Bund und im Reich über die Jahrzehnte als eine komplexe juristische Materie etabliert. Der preußische Gesetzgeber „ließ die Eisenbahnunternehmung unabhängig von einem Verschulden für alle Schäden haften, die bei ihrem Betrieb entstanden waren“. Diese „Installation einer Gefährdungshaftung nach modernem Verständnis für – zum Zeitpunkt seiner Einführung noch gar nicht überschaubare – Risiken einer gemeinnützigen, aber letztlich nicht vollständig beherrschbaren technischen Neuentwicklung“ ist in der Forschung, wohl zu Recht, als „außergewöhnlicher legislatorischer Akt“ bezeichnet worden.¹⁰² Das Eisenbahnrecht war Teil des „Rechts in der Industriellen Revolution“¹⁰³ und hatte als solches – zwischen öf-

fentlichem und Privatrecht changierend – dem Reichsgericht mehrfach zu Grundsatzentscheidungen Anlass gegeben.¹⁰⁴ Legendär ist sicher das „Eisenbahnurteil“ (RGZ 1, 247, 252 [1879]) mit seiner zehnzeiligen Definition der „Eisenbahn“. Und ähnlich wie in diesem Fall, so war auch dreißig Jahre später strittig, ob ein die Otavi-Bahn in DSWA betreibender Unternehmer für einen Personenschaden zu haften hätte. Konkret hatte der VI. Zivilsenat 1909 die Frage zu entscheiden, ob die „Bestimmungen des Haftpflichtgesetzes vom 7. Juni 1871 über die Haftung der Eisenbahnunternehmer auch für Bahnen in den deutschen Schutzgebieten“ gelten würden (RGZ 71, 208). § 1 Reichshaftpflichtgesetz besagte (ähnlich wie schon § 25 preußischen Eisenbahngesetz, 1838):

„Wenn bei dem Betriebe einer Eisenbahn ein Mensch getötet oder körperlich verletzt wird, so haftet der Betriebs-Unternehmer für den dadurch entstandenen Schaden, sofern er nicht beweist, daß der Unfall durch höhere Gewalt oder durch eigenes Verschulden des Getöteten oder Verletzten verursacht ist.“

Damit war mit dem „vorherrschenden Verschuldensdogma“ gebrochen und – für einen Spezialfall – „erstmals im gesamten Reich eine Gefährdungshaftung eingeführt“. Doch schloss diese Neuerung, die in der zeitgenössischen rechtswissenschaftlichen Literatur auf „nur geringe Gegenliebe“ stieß,¹⁰⁵ auch die Kolonien ein? Ein beim Bahnbetrieb in DSWA 1905 gestürzter und schwer verletzter Bremser stützte seinen Schadensersatzanspruch auf diese Norm. Doch wurde ihm vom Beklagten entgegengehalten, das Haftpflichtgesetz (1871) würde gemäß § 20 KGG (1900) in Verbindung mit § 3 SGG (1900) in den Schutzgebieten „keine Anwendung ... [finden], weil es dort an den Einrichtungen und Verhältnissen fehle, die für die in § 1 des Haftpflichtgesetzes bestimmte strenge Haftung des Eisenbahnunternehmers als vorhanden vorausgesetzt seien.“ Es war die Rede von „geeignete[n] Schutz- und Sicherheitsmaßregeln“ als „Voraussetzung und Korrelat“ für die strenge Haftung laut Gesetz, die es dem Unternehmer erst ermöglichen würden Gefahren abzuwenden. „Die Möglichkeit bestehe aber in den deutschen Schutzgebieten nicht, jedenfalls nicht in Südwestafrica“ (RGZ 71, 209).

Von einem solch exotisierenden Verständnis des kolonialen Bahnbetriebs ließen sich die Reichsgerichtsräte jedoch nicht überzeugen und hielten dem entgegen: „Die Fortschritte der Technik kommen zum großen Teile auch dem Eisenbahnbetriebe in Südwestafrica zugute“.

⁹⁸ So Köbner: Die Organisation: 3, der selbst seine Einleitung bezeichnend mit einem Abschnitt über „Die koloniale Rechtspflege in ihrer wirtschaftlichen Bedeutung“ beginnt (Herv. J.Z.).

⁹⁹ Vgl. Konrad Canis: Von Bismarck zur Weltpolitik. Deutsche Außenpolitik 1890–1902, Berlin² 1999.

¹⁰⁰ Leutwein, Elf Jahre Gouverneur: Vorwort.

¹⁰¹ Vgl. Horst Drechsler: Südwestafrica unter deutscher Kolonialherrschaft. Bd.2. Die großen Land und Minengesellschaften, Stuttgart 1996; sowie den Artikel „Eisenbahnen“ in: Deutsches Kolonial-Lexikon, Band I, Leipzig 1920: 529 ff.

¹⁰² Olaf von Gadow: Die Zählung des Automobils durch die Gefährdungshaftung. Eine Analyse der Entscheidungen des Reichsgerichts zu § 7 des Gesetzes über den Verkehr mit Kraftfahrzeugen vom 03.05.1909, Berlin 2002: 105.

¹⁰³ Vgl. Miloš Vec: Recht und Normierung in der Industriellen Revolution. Neue Strukturen der Normsetzung in Völkerrecht, staatlicher Gesetzgebung und gesellschaftlicher Selbstnormierung, Frankfurt a.M. 2006; Ina vom Feld: Staatsentlastung im Technik-

recht. Dampfkesselgesetzgebung und -überwachung in Preußen 1831-1914, Frankfurt a.M. 2007.

¹⁰⁴ Claudia Albrecht: Bismarcks Eisenbahngesetzgebung. Ein Beitrag zur „inneren“ Reichsgründung in den Jahren 1871-1879, Köln 1994; Wilhelm Gleim: Das Eisenbahnbaurecht. Die rechtliche Begründung und der Bau der Eisenbahnen in Preussen, Band 1, Berlin 1893; Wilhelm Endemann: Das Recht der Eisenbahnen. Leipzig 1886; ders.: Die Haftpflicht der Eisenbahnen, Bergwerke etc. für die bei deren Betriebe herbeigeführten Tötungen und Körperverletzungen. Erläuterungen des Reichsgesetzes vom 7. Juni 1871, Berlin 1871 (3. Aufl. 1885).

¹⁰⁵ Gadow, Die Zählung des Automobils: 105.

Sie betonten, dass die „dem Eisenbahnbetriebe eigene Gefährlichkeit ... durchaus auch für den Bahnbetrieb in den Schutzgebieten zu[treffen].“ Auch sei das „Bedürfnis, den durch den Bahnbetrieb an Leib oder Leben Verletzten oder ihren Hinterbliebenen Ersatz ... zu sichern, ... in keiner Weise dort geringer als in Deutschland.“ Zwar hoben die Reichsgerichtsräte hervor, dass „das Maß von Verkehrssicherheit, das hier verlangt und geleistet werden kann, in Südwestafrika und anderen Schutzgebieten für absehbare Zeit überhaupt nicht erreicht werden kann oder doch nicht, ohne daß dadurch der wirtschaftliche Erfolg des betreffenden Bahnunternehmens ausgeschlossen würde, erreicht werden könnte.“ Doch wollten sie diese wirtschaftlichen Erwägungen höchstens für das Beispiel gelten lassen, dass „bei einem solchen Unfälle in den Schutzgebieten unter Umständen das Vorliegen höherer Gewalt anzunehmen [sei], wo das bei sonst gleicher Sachlage in Deutschland verneint werden müsste.“ Doch sei aus dieser „Verschiedenheit der Verhältnisse“ nicht zu schlussfolgern, dass das Haftpflichtgesetz in den Kolonien „überhaupt keine Geltung haben solle. Der Wortlaut [von KGG und SGG bot dazu] ... keinen Anhalt.“ Im Gegenteil: Es „stand zur Zeit der Vorbereitung und Beratung des Schutzgebietgesetzes [1900] außer Zweifel, daß die Frage über die Haftung der Unternehmer von Eisenbahnen wenigstens für die wichtigsten dieser Gebiete alsbald praktisch werden würde, und ebenso, daß deren Beantwortung für diese Unternehmer von erheblicher wirtschaftlicher Bedeutung sein würde.“ Hätte aber der Gesetzgeber aus diesen kolonialwirtschaftlichen Erwägungen heraus es für richtig erachtet, dass das Haftpflichtgesetz in den Kolonien nicht gelten solle, so wäre dies im SGG explizit gemacht worden. Da dies nicht der Fall war, war von seiner Anwendbarkeit in DSWA auszugehen – und ebenso war „höhere Gewalt“ bei dem Unfall des Bremsers „ausgeschlossen.“ (RGZ 71, 212).

Die dem Bahnbetriebsunternehmer auferlegte „unbedingte und unmittelbare Haftpflicht“ bei Personenschäden¹⁰⁶ galt demnach ohne Abstriche auch in den deutschen Kolonien, in denen bis 1914 immerhin rund 4.200 Kilometer Schienenwege verlegt worden waren.¹⁰⁷ Zwar wurden während und noch nach dem Gesetzgebungsprozess 1871 „[s]chwere Bedenken ... vom Standpunkte der Wirtschafts-, wie der Rechtspolitik“ insbesondere gegen § 1 des Reichshaftpflichtgesetzes geltend gemacht.¹⁰⁸ Doch zeigte die Rechtspraxis in den darauf folgenden Jahrzehnten, dass diese Gefährdungshaftung nicht zu einem für die Eisenbahnbetreiber ruinösen sozialpolitischen Entgegenkommen gegenüber der Arbeiterschaft (die Bahnarbeiter waren am ehesten den körperlichen Risiken des Bahnbetriebs ausgesetzt) geworden war. Die Rechtsprechung des Reichsgerichts und der Landesgerichte hatte dazu eine „umfangreiche Kasui-

stik“ aufgebaut. Diese machte auch die finanziellen Folgen für die Unternehmen berechenbarer.¹⁰⁹ Einer Geltung des Reichshaftpflichtgesetzes in den Kolonien, wo die Bahnen nach 1905 mehr und mehr in staatliche Regie überführt wurden und deshalb im Streitfall letztlich der Schutzgebietsfiskus Anspruchsgegner war, standen daher wenig wirtschaftliche Bedenken entgegen.

Es war eine Sache, zu bestreiten, dass die „Voraussetzungen“, die eine Norm überhaupt erst ‚anwendbar‘ machen würden, in den Kolonien (bereits) bestehen würden. Der Anspruchsgegner im kolonialen Rechtsstreit konnte aber argumentativ ebenso gut aus der entgegengesetzten Richtung abgewiesen werden, wenn ihm die Nichtbeachtung einer deutschen *lex generalis* vorgehalten werden konnte, die auch in den Kolonien Geltung besaß. Die Bestimmungen des Bürgerlichen Gesetzbuchs (1900) boten sich hier besonders an, sprach doch § 19 Nr. 1 KGG (1900), auf den § 3 SGG verwies, explizit von der Geltung der „dem bürgerlichen Rechte angehörenden Vorschriften der Reichsgesetze“.

Ein Streit aus DSWA über den Kauf von Farmland am Omaruru-Fluss (1906) illustriert dieses argumentative ‚Aufwiegen‘ von *lex generalis* gegen *lex specialis*. Ein Farmer hatte mit der in Berlin geschäftsansässigen *Deutschen Kolonialgesellschaft für Südwestafrika* in deren Swakopmunder Niederlassung einen Kaufvertrag über eine Farm abgeschlossen, der von der dortigen Polizeibehörde „unterschriftlich“ beglaubigt wurde. Der Kaufpreis (5.000 M) war vereinbart, die Zahlungsbedingungen sollten später in Berlin ausgehandelt werden. Der Käufer übernahm die Kosten der Vermessung und der Eintragung im Grundbuch – das zu diesem Zeitpunkt in Omaruru noch nicht angelegt war. Der Kaufpreis wurde bezahlt. Aber die inzwischen in die Rechte des Farmers eingetretene Klägerin (eine Firma) klagte auf Rückerstattung und Nichtigkeitserklärung des Grundstücksgeschäfts, sei doch die Formvorschrift des § 313 BGB nicht beachtet worden:

§ 313 „Ein Vertrag, durch den sich der eine Theil verpflichtet, das Eigenthum an einem Grundstücke zu übertragen, bedarf der gerichtlichen oder notariellen Beurkundung. Ein ohne Beobachtung dieser Form geschlossener Vertrag wird seinem ganzen Inhalte nach gültig, wenn die Auflassung und die Eintragung in das Grundbuch erfolgen.“

Die Beklagte verwies dagegen auf eine Kaiserliche Verordnung zum Grundstückskauf in den Kolonien (RGBl. 1902, S. 283), die Formabweichungen von den reichsgesetzlichen Vorschriften zuließ. Der V. Zivilsenat benötigte kaum zwei Seiten um zu begründen, inwiefern diese Kaiserliche Verordnung hinsichtlich der „Übertragung des Eigentums“ in der Kolonie die gesetzlichen Regelungen des § 313 BGB „außer Anwendung gesetzt“ habe (RGZ 73, 272; 274). An diesem Fall zeigte sich implizit auch die Relevanz der schon 1885 während des Gesetzgebungsverfahrens zum SGG innerhalb der Reichsleitung geführten Diskussion um ein unbedingt zu vermei-

¹⁰⁶ Georg Eger: Das Reichs-Haftpflichtgesetz vom 7. Juni 1871 in der Fassung des Artikels 42 des Einführungsgesetzes zum Einführungsgesetzes zum Bürgerlichen Gesetzbuch, Berlin 1903: 1.

¹⁰⁷ Vgl. Franz Baltzer: Die Kolonialbahnen mit besonderer Berücksichtigung Afrikas, Berlin 1916; Sprigade/Moisel: Deutscher Kolonialatlas: 14.

¹⁰⁸ Endemann, Die Haftpflicht: 1.

¹⁰⁹ Gadow, Die Zähmung des Automobils: 105.

dendes richterliches ‚Prüfungsrecht‘ in kolonialrechtlichen Fragen. Während Reichskanzler Bismarck den parlamentarischen Einfluss minimieren und die Gerichtsbarkeit in den Schutzgebieten allein auf dem Verordnungswege geregelt sehen wollte, plädierte der Staatssekretär im Reichsjustizamt Schelling für „den Weg der Gesetzgebung“. Er entwarf ein Szenario, das den Vorstellungen des Reichskanzlers diametral zuwiderlief. Ausgehend von der Annahme, dass auch inländische Gerichte über „Rechtsstreitigkeiten aus den Kolonien entscheiden würden“, erinnerte Schelling daran, dass diese „nicht daran gehindert“ wären, „die verfassungsrechtliche Gültigkeit der kaiserlichen Verordnungen, auf die die Anwendbarkeit bestimmten materiellen Rechts zurückzuführen sei, in eigener Kompetenz zu prüfen und ... [ggf.] abzulehnen.“ Hier bestand also die reale Möglichkeit „beispielsweise vom Reichsgericht staatsrechtlich bloßgestellt oder sogar in einen ‚kleinen Verfassungskonflikt‘ getrieben zu werden.“¹¹⁰ Im Vergleich dazu schien der ordentliche parlamentarische Gesetzgebungsprozess das kleinere Übel, das dann auch gewählt wurde.

Dabei war die weitgehende Anlehnung des SGG an das schon 1879 vom Reichstag verabschiedete KGG ein Kunstgriff, der es erlaubte, viele der der Reichsleitung genehmen, weil Verordnungs-,affinen‘, Normen auch auf das Kolonialrecht auszudehnen. Im konkreten Fall hatte § 21 KGG die Möglichkeit eröffnet, durch Kaiserliche Verordnung „die Rechte an Grundstücken, das Bergwerkseigentum sowie die sonstigen Berechtigungen, für welche die sich auf Grundstücke beziehenden Vorschriften gelten, abweichend von den nach §. 19 [KGG] maßgebenden Vorschriften“ zu regeln. Von dieser Kann-Bestimmung war 1902 mittels der oben genannten Verordnung Gebrauch gemacht worden. Es war also ein Gesetz gewesen, das es ermöglichte, die „reichsgesetzlichen Vorschriften [des BGB] außer Anwendung [zu] setz[en]“. Die Reichsgerichtsrate hatten demzufolge keine Veranlassung, die Gültigkeit dieser Verordnung anzuzweifeln.

Im Lichte dieser Verordnung von 1902 war lediglich zu prüfen, „inwieweit in den deutschen Schutzgebieten bei Grundstücksveräußerungen § 313 BGB Anwendung“ finden würde. § 18 VO 1902 erklärte die Einigung der Veräußerers und des Erwerbers für erforderlich und ausreichend zur Eigentumsübertragung und schrieb als „Form“ die Beglaubigung durch eine öffentliche Behörde des Schutzgebiets vor. Die Reichsgerichtsrate schlossen, wie zuvor schon die Berufungsrichter am Kammergericht Berlin, aus dieser Vorschrift, „daß nur der dingliche, die Eigentumsübertragung bezweckende Vertrag abweichend geregelt ist, und daß für das obligatorische Grundgeschäft auch in den Schutzgebieten § 313 BGB zur Anwendung kommt.“ (RGZ 73, 274)

Aus der Art und Weise der behördlichen Beglaubigung in DSWA, des Zustandekommens und des Inhalts des Kaufvertrags sowie schließlich der vorbehaltlosen Zahlung des Kaufpreises ersahen die Richter, dass die Parteien sowohl das obligatorische wie das dingliche Geschäft

abschließen wollten. Die von der Klägerin behauptete „Nichtbeobachtung der in § 313 BGB vorgeschriebenen Formen“ war insofern unzutreffend, war doch „in dem formgerechten zustande gekommenen dinglichen Verträge, gemäß dem analog anzuwendenden Satz 2 des § 313 BGB eine Heilung des der vorgeschriebene Form [gerichtliche oder notarielle Beurkundung] entbehrenden obligatorischen Grundgeschäfts zu finden“ (RGZ 73, 275). Die Bestimmungen des § 313 BGB fanden also generell Anwendung in den Schutzgebieten und nur insofern als darin „Einrichtungen und Verhältnisse voraus[ge]setz[t]“ waren „an denen es für den Konsulargerichtsbezirk [in den Schutzgebieten] fehlt“, konnten „andere Vorschriften an deren Stelle getroffen werden“ (§ 20 I KGG). Genau das aber tat § 18 VO 1902 und der ordnungsgemäß zustande gekommene Kaufvertrag war daher gültig. (RGZ 73, 274)

Gleichwohl ist nochmals zu betonen, dass über die privatrechtliche Rechtsprechung in den deutschen Kolonien nur sehr wenig bekannt ist.¹¹¹ Welchen Einfluss hatte die koloniale Produktionsordnung auf die Anwendung des BGB durch die kolonialen Bezirks- und Obergerichte? Darüber nachzudenken scheint lohnend. Sind doch die Wirtschaftsbeziehungen in der viel beschriebenen *situation coloniale*¹¹² teils radikal anders gewesen als jene im metropolitanen Deutschen Reich. Und ist es nicht auffällig, dass es trotz des nun seit bald zwanzig Jahren anhaltenden Booms in der deutschen Kolonialgeschichtsschreibung noch immer keine „koloniale Geschichte des BGB“ gibt?

3. Beamtenfürsorge und Pensionen für den Dienst in den Kolonien

Durchweg viel Verständnis zeigten die Reichsgerichtsrate für die Versorgungsbedürfnisse einzelner Beamter, die im zivilen oder militärischen Kolonialdienst standen oder gestanden hatten. In die Kategorie der Beamtenfürsorge im weitesten Sinne fiel daher auch der größte Teil der hier zu besprechenden Entscheidungen über Streitfälle mit kolonialer Thematik. Nach den vorliegenden Registern und der Durchsicht mittels der angegebenen Suchmaschinen behandelten elf Entscheidungen des Reichsgerichts in Zivilsachen die ordnungsgemäße Versorgung von Kolonialbeamten und -soldaten. Es ging u.a. um Pensionen, Heilkosten, Verstümmelungszulagen oder TROPENDienstunfähigkeit.¹¹³ Daraus folgt auch, dass, wie erwähnt, vor allem der III. Zivilsenat mit kolonialen Ansprüchen befasst war. Denn dieser Senat bearbeitete gemäß der „Zuteilung der Revisionen“ (auf Grund interner Beschlüsse des Reichsgerichts) neben den Rechts-

¹¹⁰ Grohmann, Exotisches Verfassungsrecht: 26 referiert die Diskussion in eigenen Worten.

¹¹¹ Ausnahmen sind Markus J. Jahnel: Das Bodenrecht in „Neu-deutschland über See“: Erwerb, Vergabe und Nutzung von Land in der Kolonie Deutsch-Südwestafrika 1884-1915, Frankfurt 2009 sowie Schaper, Koloniale Verhandlungen: 363-378 zum Ehrerecht in Kamerun.

¹¹² Georges Balandier: La situation coloniale. Approche théorique, in: Cahiers internationaux de sociologie 11 (1951): 44-79 [Die koloniale Situation. Ein theoretischer Ansatz, in: Albertini, Rudolf (Hrsg.): Moderne Kolonialgeschichte, Köln 1970: 106-124].

¹¹³ RGZ 54, 112/3 (1903); RGZ 58, 1; RGZ 58, 328 (1904); RGZ 66, 350 (1907); RGZ 71, 278-289 (1909); RGZ 72, 92; RGZ 80, 52 (1912); RGZ 82, 407-413 (1913); RGZ 86, 6 (1914); RGZ 95, 318-322; RGZ 113, 78-83 (1926).

streitigkeiten aus Miete und Pacht, Dienstverhältnissen, Gemeinschaften und Versicherungsverhältnissen vorrangig das „öffentliche Beamtenrecht etc.“¹¹⁴ Beklagte waren meist ein Schutzgebiets- oder der Reichsfiskus. Die Vorinstanzen gegen deren Entscheidung Revision eingelegt wurde, waren daher überwiegend das Landgericht I Berlin und das Kammergericht Berlin.

Wie allgemein bekannt ist, war das Reichsgericht zwar vorwiegend „[i]n Zivil- wie Strafsachen ... als Revisionsgericht tätig. ... Dem Reichsgericht waren aber auch Streitigkeiten des öffentlichen Rechts zugewiesen.“¹¹⁵ Gab es doch kein eigenes Reichsverfassungs- oder ein Reichsverwaltungsgericht im Kaiserreich. Zwar sprachen sich im Reichstag Nationalliberale und Fortschrittspartei 1912/13 für die Errichtung eines solchen aus. Auch das Reichsgericht war in diese Fragen involviert. Doch kam es vor dem Weltkrieg nicht mehr zu einer Einigung.¹¹⁶ Es blieb daher dem III. Zivilsenat überlassen, auch strittige Fragen zwischen Kolonialbeamten oder -soldaten und deren vorgesetzten Behörden zu klären. Es betrat mit seinen dahin gehenden Entscheidungen – das zeigen gerade die nachfolgend erwähnten Fälle – wenn auch vielleicht kein juristisches Neuland, so doch immerhin gerichtlich noch kaum oder gar nicht vermessene Rechtsgebiete. Ungeachtet aller Anlehnungen an sachlich ähnliche Normen im Reich oder an das Konsularrecht war das koloniale Beamten- und Militärrecht neu, war „im Fluss“, wie Juristen schrieben.¹¹⁷ Es gab sehr wenig Judikatur, und diese war kaum einsehbar.

Erste kolonialbeamtenrechtliche Bestimmungen ergingen 1887. Als die Schutzgebiete 1892 einen eigenen Fiskus erhielten, aus dessen Einkünften die Beamten zu besolden waren, wurde die (nicht mit den Landesbeamten der Einzelstaaten im Reich zu verwechselnde) Kategorie der „Landesbeamten“ geschaffen. Trotz dieser Bezeichnung, die durch die eigenständige Finanzverwaltung der Schutzgebiete notwendig wurde, blieben die Schutzgebietsbeamten ihrer rechtlichen Stellung nach Reichsbeamte,¹¹⁸ wie auch das Reichsgericht anlässlich der Frage feststellte, ob für „die Kolonialbeamten das Reichs-Unfallfürsorgegesetz“ gelte: „Die Schutzgewalt ist dasselbe, wie die Reichsgewalt, der Kaiser übt sie im Namen des Reichs. Der Dienst in den Schutzgebieten ist Reichsdienst, die Schutzgebietsbeamten sind Reichsbeamte nach § 1 RBG mit dem besonderen Merkmal, daß

sie ihr Dienst Einkommen aus Mitteln des Schutzgebiets beziehen.“ (RGZ 86, 6, 10)

In diesen ‚Kolonialbeamtenfällen‘, von denen hier nur einige wenige knapp beleuchtet werden sollen, zeigte sich das Reichsgericht als Teil einer großen sozialpolitischen Maschinerie im Kaiserreich, die einer bestimmten Gruppe, den Beamten und Soldaten, besonderes Wohlwollen entgegenbrachte und dafür Loyalität und unbedingte Disziplin einforderte. Die Wahrung obrigkeitlicher Autorität ging einher mit der angestrebten Immunsierung, insbesondere der unteren Chargen, gegen sozialdemokratische Avancen. In der Klassengesellschaft des Kaiserreichs waren zufriedene Beamte und Soldaten ein befriedendes Element, das – auch aufgrund der finanziellen Absicherung – den eigenen Kindern Aufstiegsmöglichkeiten offenhalten wollte und konnte. Hinzu trat ein kultureller Aspekt: „In keinem anderen Industriestaat der Zeit erreichten die Angehörigen der Militärkaste ein solches Sozialprestige.“¹¹⁹ Den Reichsgerichtsräten war das damit verbundene Denken und Handeln vertraut. Sie waren nicht nur ehemalige Korpsstudenten, sondern fast immer auch mit dem Reserveleutnants-Patent ausgestattet¹²⁰; dem entsprechend begegneten sie klagenden Unteroffizieren mit Sympathie, Offizieren mit Respekt. Kein Widerspruch zur geforderten Loyalität war es dabei, dass der einzelne Kläger sich gegen ‚den Staat‘ wandte und ‚sein Recht‘ gegen eine vorgesetzte Behörde einforderte, wenn diese Pensions- oder Soldzahlungsbestimmungen ‚falsch‘ ausgelegt hatte. All dies war durchaus möglich im Rahmen des ‚Einflusses, den sich die Bürokratie in der Gestalt des ‚Rechtsstaates‘ während des Kampfes mit dem Absolutismus im 18. und frühen 19. Jahrhundert errungen hatte“.¹²¹

Es wurden auch Fälle mit relativ geringem Streitwert zur Revision angenommen (und die Entscheidungen veröffentlicht), wenn nur die juristische Materie die Befassung mit dem Sachverhalt rechtfertigte.¹²² So verlangte ein württembergischer Intendantursekretär, der zu der oben erwähnten „ostasiatischen Expedition“ 1901 nach China abgeordnet worden war und „behufs Abwicklung der Demobilisierungs- und Rechnungslegungsgeschäfte“ noch im Reichsdienst zurückbehalten wurde als das Expeditionskorps bereits aufgelöst war, die Weiterzahlung von Tagegeldern aus Kriegsbesoldungsvorschriften (insgesamt 408 M) (RGZ 58, 328 [1904]). Das preußische Kriegsministerium verweigerte die Zahlung. Das Reichsgericht gab dem Kläger Recht, in dem es zunächst beton-

¹¹⁴ Lobe, 50 Jahre Reichsgericht: 24; vgl. Müller, Der Hüter des Rechts: 70; zur Rechtsprechung des III. Senats über Miet- und Pachtverhältnisse Klemmmer, Gesetzesbindung und Richterfreiheit: 51-124.

¹¹⁵ Pfeiffer, Reichsgericht: 326.

¹¹⁶ Wolfgang Kohl: Das Reichsverwaltungsgericht. Ein Beitrag zur Entwicklung der Verwaltungsgerichtsbarkeit in Deutschland, Tübingen 1991: 107-160.

¹¹⁷ Karl Ritter: Das koloniale Bergrecht, Nürnberg/Leipzig 1912: 5.

¹¹⁸ F. Florack: Die Schutzgebiete, ihre Organisation in Verwaltung und Verfassung, Tübingen 1905: 42; das Reichsgericht verwies in RGZ 86, 6, 8 auf die Ausführungen zu den Kolonialbeamten von Paul Laband: Staatsrecht des Deutschen Reiches, 5. Auflage, 310f.; Hans Haarhaus: Das Recht des deutschen Kolonialbeamten: unter Berücksichtigung des englischen, französischen und niederländischen Kolonialbeamtenrechts, Straßburg 1911: 9f.; I. Pieper: Reichsbeamtengesetz, Berlin 1901: § 19 Anm. 8.

¹¹⁹ Ulrich Herbert: Geschichte Deutschlands im 20. Jahrhundert, München 2014: 49f.

¹²⁰ Zu dieser Prägung und ihrer Relevanz für die Leipziger Kriegsverbrecherprozesse ab 1921 vgl. Thomas Henne: Reserveoffiziere verurteilen keine Offiziere, in: Das Historisch-politische Buch 53 (2005): 225f.; Gerd Hankel: Die Leipziger Prozesse. Deutsche Kriegsverbrechen und ihre strafrechtliche Verfolgung nach dem Ersten Weltkrieg, Hamburg 2003.

¹²¹ Hans-Ulrich Wehler: Das Deutsche Kaiserreich, 1871-1918, Göttingen 1994: 131.

¹²² Der ehemalige Senatspräsident Lobe schrieb dazu: „[A]uch die eigene Neigung des RG kam dem entgegen, sich mehr als nötig [als Revisionsinstanz] in die tatsächliche Würdigung einzulassen, um dem Recht in der einzelnen Sache zum Sieg zu verhelfen.“ Lobe, 50 Jahre Reichsgericht: 20; bzgl. der „Überlastung“ des RG ebd. S. 25f.

te, dass auf die „Expedition die Kriegsbesoldungsvorschrift Anwendung findet“. Zustimmend wurde auf die vorinstanzlichen Ausführungen mit Bezug auf die Reichstagsverhandlungen verwiesen, „daß, obwohl die Expedition keinen Krieg im völkerrechtlichen Sinne führte, und an China eine Kriegserklärung nicht erfolgt war, dieselbe doch in einem dem Kriege durchaus gleichartigen Verhältnisse sich befinde und ihren Angehörigen die Kriegsgebühren zu gewähren seien.“ Der Kläger war nun „zum Zweck der Abwicklung ... zurückbehalten“ und die in Frage stehende Kriegsbesoldungsvorschrift sollte dem Beamten „ein Äquivalent dafür bieten, daß [er], anstatt, wie die übrigen, alsbald in die gewohnten dauernden Verhältnisse des Friedensstandes zurückzukehren, noch die mit der Demobilisierung und Abrechnung zusammenh[ä]ngenden außergewöhnlichen und schwierigen Arbeiten und Mühen zu übernehmen habe“. Sein Anspruch war „daher begründet.“ (RGZ 58, 333)

Der Reichs- bzw. Schutzgebietsfiskus, vertreten meist entweder durch das preußische Kriegsministerium oder das Reichskolonialamt, Oberkommando der Schutztruppen, waren als Anspruchsgegner durchaus hartnäckig. Es gab Fälle in denen die Berechnung der strittigen Pensionshöhe über drei Instanzen hinweg zugunsten des klagenden Kolonialsoldaten a.D. entschieden wurde. Der III. Zivilsenat konnte in solchen Fällen im Verlauf seiner Entscheidung auf die Begründungen des Kammergerichts Berlin verweisen und hier und da ein „mit Recht“ anfügen. So stritt ein ehemaliger Deckoffizier, der ab Mai 1900 erst in der Schutztruppe für DOA und dann in DSWA Dienst tat, bis er im März 1906 wegen „Dienstbeschädigung“ pensioniert wurde, um nicht weniger als die Verdoppelung seiner Pension (von 969 M auf 2083 M jährlich) (RGZ 66, 350 [1907]). Strittig war, ob die in § 9 III Schutztruppengesetz (RGBl. 1896, S. 653) vorgesehene „Steigerung der Pensionserhöhung zur Voraussetzung [hat], daß der Pensionsberechtigte länger als drei Jahre ununterbrochen in Afrika dienstlich verwendet worden ist?“ So argumentierten die Vertreter des beklagten Landesfiskus von DSWA, denn der Soldat war während seines Schutztruppendienstes 1901 für sieben Monate nach Berlin zum Oberkommando der Schutztruppen abkommandiert. Der Kläger aber verwies auf den Gesetzestext, der für die Pensionserhöhung nur die Angehörigkeit zu den Schutztruppen verlange, aber keinen genauen Dienstort oder einen ununterbrochenen Aufenthalt in Afrika vorschreibe.

Der Senat fragte nach „Sinn und Zweck“ der in § 9 III Schutztruppengesetz in Aussicht gestellten Pensionserhöhung und schloss daraus, dass von einer engen Auslegung der „länger als drei Jahre“ dauernden Angehörigkeit zur Schutztruppe keine Rede sein könne: Solle doch, so entnahmen die Reichsgerichtsräte der Begründung zum Gesetz, die „Steigerung der Pensionserhöhung im Abs. 3 ein Mittel sein, die Schwierigkeiten des [Personal] Ersatzes zu überwinden, und durch die in Aussicht gestellten Vorteile für längeres Dienen einen Anreiz zum Eintritt und zum Verbleib im Verbands der Schutztruppe geben.“ (RGZ 66, 354) Es ging also nicht um einen be-

stimmten Dienst in Afrika, der wie die Reichsgerichtsräte ausführten, an anderer Stelle im Schutztruppengesetz mit der Kriegszulage des Reichsmilitärpensionsgesetzes gleichgestellt sei. Denn „[n]ur der Tropendienst [ein Synonym für „Afrika“] kann hinsichtlich der Gefährlichkeit für die Gesundheit mit dem Kriege im Verhältnis zum Heimats- (Friedens-)Dienst auf eine Linie gestellt werden“. Vielmehr ging es in dieser Vorschrift darum, den „auf freien Willensentschlusse beruhenden Eintritt und längeren Verbleib in der Schutztruppe [zu] belohnen“. Es ging dagegen nicht um die Belohnung einer „bestimmten[n] Art dienstlicher Verwendung, die ja im allgemeinen lediglich in der Hand des Kommandos liegt und vom Willen des Schutztruppenangehörigen unabhängig ist.“ (RGZ 66, 355) Der Kläger hatte also nicht durch den fehlenden Aufenthalt in Afrika auf Grund seiner Versetzung zum Oberkommando der Schutztruppen in Berlin „aufgehört“, der Schutztruppe „anzugehören“. Er kam folglich in den vollen Genuss der Pensionserhöhung gemäß § 9 III Schutztruppengesetz.

Wie grundlegend die dem Reichsgericht vorgelegten Fragen nicht nur für die einzelnen Kolonialbeamten oder -soldaten, sondern auch für die die kolonialrechtlichen Normen anwendende Kolonialverwaltung waren, illustriert der Fall eines um die Höhe seiner Pension (1.827 M statt 936 M) streitenden Deckoffiziers bzw. Feldwebels der Schutztruppe für DOA. Der III. Zivilsenat hatte zu klären:

„1. Ist bei Pensionierung einer aus dem Heere zur Schutztruppe übergetretenen und bei dieser zum Deckoffizier beförderten deutschen Militärperson die bei der Schutztruppe erreichte Charge maßgebend? 2. Sind bei Pensionierung eines aus dem Heere hervorgegangenen Deckoffiziers der Schutztruppe die Gebühren eines Deckoffiziers der Marine in analoger Anwendung zugrunde zu legen? 3. Ist bei Berechnung des Dienstalters die in der Heimat vor dem Eintritt in die Schutztruppe zurückgelegte Dienstzeit zu berücksichtigen?“ (RGZ 58, 1 [1903])

Die Reichsgerichtsräte bejahten alle vorstehenden Fragen. Die 1897 die Pension berechnende Kolonialverwaltung wie auch das Berufungsgericht waren hinsichtlich der ersten Frage zur maßgebenden „Charge“ noch davon ausgegangen, dass nicht das Schutztruppengesetz von 1896, sondern jenes von 1891 anzuwenden sei. Dies verwarf das Reichsgericht und wandte in der Folge nur noch das Gesetz von 1896 an um festzustellen, ob der Kläger als Feldwebel oder Deckoffizier zu pensionieren wäre. Die Begründung zum Entwurf des Schutztruppengesetzes (1896) wurde ausführlich zitiert, um festzustellen, welche Berechnungsgrundlagen „vom Gesetzgeber gewollt“ waren. (RGZ 58, 6) Die Reichsgerichtsräte erkannten schließlich auf eine Pension des Deckoffiziers in Höhe von 1597 M.

Allerdings wäre der Eindruck falsch, das Reichsgericht sei den Ansprüchen von Kolonialsoldaten oder Beamten

weit entgegengekommen. So verneinte der III. Zivilsenat einen Anspruch auf „Fortzahlung des mit dem Amt im Schutzgebiet verbundenen Dienststeinkommens, soweit dieses durch das mit der Dienststelle im [deutschen] Heimatstaat verbundene Gehalt nicht gedeckt ist“. (RGZ 54, 112/3 [1903]) Ein 1901 wegen Tropendienstunfähigkeit von Togo in den Schuldienst nach Württemberg zurückgekehrter Lehrer hatte den Landesfiskus Togo auf diese Fortzahlung verklagt. Die Reichsgerichtsräte erläuterten aber, dass die Verpflichtung des Staates zur Gewährung des Dienststeinkommens mit der Beendigung des Dienstverhältnisses erlischt (die Versetzung in den Ruhestand war davon unabhängig und traf auf den Sachverhalt nicht zu). Der „Rücktritt“ in den Württembergischen Landesdienst war „als dauernder und endgültiger beiderseits gewollt“. Auch eine Kolonialverordnung (9.8.1896) die die Anstellung von Beamten regelte, ermöglichte es der Schutzgebietsbehörde, tropendienstunfähig gewordene Beamte, anstatt sie in den Ruhestand zu versetzen, unter Wahrung ihres früheren Dienstalters wieder in den „Dienst des Heimatstaats“ zu versetzen. Hier legte der Senat eine (finanz)politische Begründung über den Sinn diese Bestimmung vor: Diese „bezweck[e]“ die „Vermeidung der Belastung des Kolonialerats mit Pensionen für Beamte, die zum Dienst in heimischen Verhältnissen nach wie vor befähigt sind“. Auch würde dieser „Zweck im wesentlichen vereitelt ..., wenn mit dem Rücktritt in den Heimatsdienst die Lösung des durch die Anstellung im Schutzgebiet begründeten Dienstverhältnisses und folgeweise das Ende der Zahlungspflicht sich nicht verbinde.“ (RGZ 54, 114)

Wie stark sich die Reichsgerichtsräte bei ihren kolonialen Entscheidungen immer wieder auf „die Entstehungsgeschichte des Gesetzes“ und auf die Motive des Gesetzgebers beriefen, zeigt auch der letzte hier zu erwähnende Streitfall um den Ersatz der Heilungskosten eines ehemaligen Kolonialbeamten gemäß dem Beamtenunfallfürsorgegesetz (BUFG) (1886/1901). Ein preußischer Polizeikommissar, der 1905 auf vier Jahre zum Dienst in DSWA beurlaubt worden war, hatte sich dort 1907 im Dienst schwer verletzt und wurde daraufhin vom Gouvernement „nach Deutschland beurlaubt“. Dort erhielt er für sechs Monate seine ‚kolonialen‘ Bezüge weiter (6.900 M p.a.), danach nur noch sein „pensionsfähiges Gehalt“ (3.300 M p.a.). 1909 trat er wieder in den preußischen Staatsdienst zurück, 1912 wurde er, auf Grund der Verletzung, in den Ruhestand versetzt. Er machte nun die Heilungskosten geltend. (RGZ 95, 318) Zuvor schon hatte er bis vor das Reichsgericht erfolgreich um eine höhere Pension gestritten (RGZ 86, 6; RGZ 87, 352).

Im Streit um die Heilungskosten wie Kuraufenthalte und Arzneykosten untersuchte das Reichsgericht, ob der Kläger laut BUFG Anspruch auf Ersatz dieser Kosten ab dem Ausscheiden aus dem Staatsdienst (1912) oder aus dem Kolonialdienst (1909) habe. Der III. Zivilsenat entschied auch unter vergleichendem Verweis auf eine kolonialbeamtenrechtliche Verordnung (1901) und das Kolonialbeamtenengesetz (1910), dass der Kläger die erworbenen Ansprüche auf Ersatz der Heilkosten aus

dem Kolonialdienst bis 1909 nicht einfach verloren habe, weil er wieder in den preußischen Staatsdienst eingetreten war. „Dies würde zu großen Härten führen, was auch bei der Abfassung des Kolonialbeamtenengesetzes anerkannt ist“. (RGZ 95, 321) Daher bestand nach BUFG Anspruch auf Ersatz der Kosten auch für die Zeit ab dem Ausscheiden aus dem Kolonialdienst 1909; die Berechnung der Höhe musste das Berufungsgericht (Kammergericht Berlin) nach der Rückverweisung durch das Reichsgericht allerdings erst noch anstellen.

Es ging in diesem Fall also nicht mehr um eine kolonialrechtliche Materie im engeren Sinne, sondern um einen beamtenrechtlichen Sachverhalt, der zwar aus dem deutschen Kolonialbesitz erwachsen war, für den aber nicht koloniales ‚Spezialrecht‘, sondern die allgemeinen, metropoliten Regelungen ausschlaggebend waren. Auch bei diesem Fall, der erst im Mai 1919 – also nach dem Ende des deutschen Kolonialreichs – entschieden wurde, kamen die Begründungen zu den Gesetzesentwürfen des BUFG wie auch die Parlamentsdebatten im Reichstag zur Sprache, um den Willen des Gesetzgebers zu ergründen. Auffällig ist darüber hinaus, dass in dieser Entscheidung auch auf eine vorhergehende Entscheidung zum Beamtenrecht verwiesen wurde, die mit kolonialen Fragen nichts zu tun hatte (RGZ 92, 395). Diese Möglichkeit, ältere Judikatur zu zitieren, hatten die Reichsgerichtsräte in den anderen hier besprochenen Entscheidungen so gut wie nie, denn die behandelten kolonialen Themen und Rechtsgebiete waren – wie erwähnt – gerichtlich noch kaum oder gar nicht vermessenen.

4. Privatrecht und Kronland. Koloniale Landkonzessionen und Diamantenbergrecht

Fragen zum Boden- und Bergrecht in den deutschen Kolonien waren schon seit Beginn der deutschen Kolonialperiode hoch strittig gewesen, wie die historische Forschung in den vergangenen Jahrzehnten insbesondere für die Fälle Kamerun¹²³ und DSWA¹²⁴ gezeigt hat. Die Reichsleitung hatte ab 1890 riesige Landstriche (zum Teil ausländischen) Landkonzessionären übertragen, die sich vertraglich zur „Entwicklung“ ihres afrikanischen Besitzes verpflichteten. Darunter war nicht nur die Ausbeutung von möglichen Bodenschätzen zu verstehen, sondern auch der Bahnbau und vor allem die Ansiedlung von deutschen Farmern, die den Landgesellschaften einzelne, erst noch zu vermessende, Farmen abkaufen sollten. Dies ging allerdings nur schleppend voran und führte zu erheblichen Beschwerden seitens der Kaufinteressenten, die sich übervorteilt sahen. Ihnen drängte sich der Verdacht auf, dass die Kolonialverwaltung die Landgesellschaften bevorzugt behandle und die

¹²³ Heinrich Krauss: Die moderne Bodengesetzgebung in Kamerun 1884–1964, Berlin 1966; Andreas Eckert: Afrikanisches Land – Deutsches Recht. Landrecht und Landkonflikte in Kamerun, 1884–1914, in: Peter Heine/Ulrich van der Heyden (Hg.): Studien zur Geschichte des deutschen Kolonialismus in Afrika, Pfaffenweiler 1995: 236–258; Andreas Eckert: Grundbesitz, Landkonflikte und kolonialer Wandel. Douala 1880–1960, Stuttgart 1999.

¹²⁴ Harald Sippel: Bodenrecht und Landeigentum in Namibia: Vergangenheit, Gegenwart und Zukunft, in: Apelt, W./ Motte, J. (Hg.): Landrecht. Perspektiven der Konfliktvermeidung im südlichen Afrika, Wuppertal 2002: 33–50; Jähnel: Das Bodenrecht.

Siedler von jeder Mitbestimmung ihrer Angelegenheiten ausschlieÙe.¹²⁵ Die privilegierte Landzuteilung an koloniale Landgesellschaften und Großfarmer stieß wiederholt auf Kritik. So meinte der Geograph Friedrich Ratzel 1898 in seiner *Einführung in die Heimatkunde* zur überseeischen Kolonisation, diese sei „nur der freieren Bethätigung einzelner oder kleiner Gruppen, nicht den Massen zu gute gekommen.“¹²⁶ Der Druck, das verbliebene „Regierungs-“ oder „Kronland“ unter deutschen Farmern zu ‚verteilen‘ wuchs.

Abermals sei darauf verwiesen, dass sowohl die Reichsleitung als auch die Gouverneure den deutschen Kolonialbesitz „zu aller erst als Geschäft“¹²⁷ begriffen. Dem entsprechend ging etwa das Gouvernement von DSWA unter der Leitung von Theodor Leutwein (1894–1905) daran, Land- und Viehbesitz zugunsten deutscher Siedler umzuverteilen. Immer neue Landnutzungsverträge wurden Afrikanern zu diesem Zweck abgepresst, jede Unbotmäßigkeit genutzt, um Vieh und Weiden zu konfiszieren. „Nach preußischem Vorbild wurden die Eigentumsrechte an Land in Grundbüchern dokumentiert.“¹²⁸ Während und nach den Kriegen in DSWA (1904–07) ergingen schließlich ganzen Wellen von Enteignungsverfügungen, die „in Ausübung der Rechte des Siegers“¹²⁹ „einstiges Stammesland“ dem Schutzgebietenfiskus übertragen. Dies alles stand unter der Vorgabe, immer mehr südwestafrikanisches Territorium in „Kronland“ zu verwandeln, das die Verwaltung dann veräußerte, verpachtete oder Siedlern im Rahmen von Erbbauverträgen überließ (etwa 5000 Hektar pro Farm à 0,50 – 1,20 RM pro H).¹³⁰ Die Ansiedlung Deutscher blieb ein vorrangig politisches Ziel des Gouvernements.¹³¹

Kamerun war zwar nicht im eigentlichen Sinne als „Siedlungskolonie“ für deutsche Farmer gedacht; das tropische Klima schien eher geeignet für Plantagenwirtschaft. Doch auch dort vergab die Reichskolonialverwaltung großzügig Landkonzessionen an Privatgesellschaften, die sich im Folgenden aber kaum in der Lage sahen, die

in sie gesetzten Hoffnungen zu erfüllen. So hatte die *Gesellschaft Nordwest-Kamerun* 1899 vom Gouvernement in Duala (in Vertretung der Kolonialabteilung des Auswärtigen Amtes) eine Landkonzession erhalten, die ihr „Kronland ... als Eigentum verlieh“ gegen die Verpflichtung, „öffentliche Wege, Eisenbahnen, Kanäle ... herzustellen und zu betreiben“. Als bis 1910 nichts in dieser Richtung unternommen worden war und es zum Streit um einen Wegebau kam, „trat der Staatssekretär des Reichskolonialamts vom Verträge“ von 1899 zurück. Der Gouverneur erklärte 1911 im Amtsblatt die Konzession für erloschen. Die daraufhin klagende Gesellschaft beantragte, die Nichtigkeit des Rücktritts vom Vertrag festzustellen. Auch war von einer Entschädigung in Höhe von 100.000 M die Rede.

Das Landgericht I Berlin wies die Einrede der Unzulässigkeit des Rechtswegs durch den beklagten Landesfiskus von Kamerun zurück. Das Kammergericht Berlin aber schloss sich der Kolonialverwaltung an und erklärte den Rechtsweg für unzulässig, seien doch „sowohl die Erteilung als auch der Widerruf der Konzession staatshoheitliche Akte“; ebenso seien die Konzessionsvereinbarung und die „dadurch begründeten Rechtsverhältnisse nicht privatrechtlicher, sondern öffentlichrechtlicher Natur“, die einen „Entschädigungsanspruch nicht zur Folge haben können“. (RGZ 80, 19, 21 [1912])

Der V. Zivilsenat widersprach dem Ausschluss des Rechtswegs geradezu emphatisch und antwortete mit einer langen Verweisliste auf Fachliteratur wie auch gemeinrechtliche Bestimmungen und Normen des ALR, die nach der Einführung des BGB teilweise noch fortbestehen würden. Unter Bezug auf eine kaiserliche „Kronlandsverordnung“ von 1896 wurde zunächst die eigentumsrechtliche Qualifikation des Begriffs „[koloniales] Kronland“¹³² erörtert: „Das Kronland wird dort fortgesetzt als ‚herrenlos‘ bezeichnet und behandelt, und das sog. Eigentum erscheint daher als nichts anderes, als ein ausschließliches Aneignungsrecht ... Diese Aneignungsrecht aber fällt als niederes, sog. nutzbares Regal ebenfalls in das Gebiet des Privatrecht.“ Auch „subjektive Berechtigungen, die im öffentlichen Rechte ihren Ursprung haben, sofern sie vermögensrechtlicher Natur sind“ gehörten zu den bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten, die dem Rechtsweg unterlagen (§ 13 GVG). In einer an die Grundsätze des bürgerlichen Rechtsstaats gemahnenden Feststellung betonten die Reichsgerichtsräte, es sei „eine Vorschrift, die den Rechtsweg ausschloÙe, nicht vorhanden.“ (Das Verwaltungsstreitverfahren nach §§ 105 preußisches Zuständigkeitsgesetz 1883 war auf den Sachverhalt „nicht ausdehnbar“) (RGZ 80, 19, 23).

Preußisches Recht habe immer auch die Verleihung von Nutzungsrechten an „Privatbesitzer“ als „Privileg“ ermöglicht. Diese Verleihung sei zwar ein öffentlichrechtlicher Akt, doch könnten auch „durch öffentlichrechtliche Akte, so namentlich durch Gesetz und Privilegien, Privatrechte begründet“ und diese Nutzungsrechte „unbedenklich dem Rechtsweg unterworfen“ werden („Fischereiberechtigungen, Fähr-, Mühlen-, Apotheken-,

¹²⁵ Vgl. Helmuth Bley: *Kolonialherrschaft und Sozialstruktur in Deutsch-Südwestafrika*, Hamburg 1968: 110; 172.

¹²⁶ Friedrich Ratzel: *Deutschland. Einführung in die Heimatkunde*, Leipzig 1898: 308.

¹²⁷ Gesine Krüger: *Kriegsbewältigung und Geschichtsbewußtsein. Realität, Deutung und Verarbeitung des deutschen Kolonialkriegs in Namibia 1904–1907*, Göttingen 1999: 32 über Theodor Leutwein.

¹²⁸ Sippel, *Bodenrecht und Landeigentum in Namibia*: 41.

¹²⁹ L. Sieglin: *Die koloniale Rechtspflege und ihre Emanzipation vom Konsularrecht*, Münster 1908: 27; vgl. Kaiserl. VO vom 26.12.1905; Verfügung vom 23.3.1906; 8.5.1907; 11.9.1907; einen umfassenden juristischen Überblick zur Schaffung von Regierungsland, Regierungsbeihilfen und Landkonzessionen geben L. Pink/G. Hirschberg: *Das Liegenschaftsrecht in den deutschen Schutzgebieten*, Bd.1. *Das Grundstücksrecht*, Berlin 1912: 218–241; J. Kohler, *Gutachten über die Rechtstitel der Deutschen Kolonialgesellschaft mit Berücksichtigung des Eingeborenenrechts*, o.O. 1906.

¹³⁰ Sippel, *Bodenrecht und Landeigentum*: 41.

¹³¹ Horst Drechsler: *Südwestafrika unter deutscher Kolonialherrschaft. Der Kampf der Herero und Nama gegen den deutschen Imperialismus*, Berlin³ 1986 [1. Aufl.1966]: 123; vgl. Friedeburg, *Konservatismus und Reichskolonialrecht*: 376–380; Walter Mogk: *Paul Rohrbach und das „Größere Deutschland“. Ethischer Imperialismus im Wilhelminischen Zeitalter. Ein Beitrag zur Geschichte des Kulturprotestantismus*, München 1972.

¹³² Vgl. Jahnel, *Das Bodenrecht*: 257f. bzgl. DSWA.

Schankberechtigungen“). Geklagt wurde in diesen Fällen „gegen den Staat oder den Fiskus“ (RGZ 80, 19, 25). Dieser Blick auf die preußische Rechtsgeschichte und zahlreiche ältere Entscheidungen des Reichsgerichts führten die Reichsgerichtsräte zu dem Schluss, dass „im vorliegenden Fall“ eine Entziehung der Konzession in Kamerun „durch Gesetz oder durch einen Verwaltungsakt ... nicht in Frage komme“. Über die „Verwirkung von Rechten“ oder die „Nichterfüllung der übernommenen Verpflichtungen“ habe, wie in anderen Fällen, „der Richter zu befinden.“ (RGZ 80, 19, 26)

Dieser Fall führt, neben den Schwierigkeiten, in den Kolonien zwischen privat- und öffentlich-rechtlichen Verhältnissen zu unterscheiden, auch vor Augen, dass Fragen der Verwaltungsgerichtsbarkeit ein besonders problematisches Kapitel des deutschen Kolonialrechts und der gesamten Organisation der Kolonialverwaltung waren. Zur besseren Kontextualisierung sind daher noch einige allgemeine Erläuterungen angebracht.

Der bereits erwähnte weitreichende Ermessensspielraum der lokalen Kolonialbehörden im Verwaltungsalltag auf Grund der allgemein gehaltenen Vorgaben des Gouvernements wurde durch die vor allem in den ersten Jahren zumeist bestehende Personalunion zwischen administrativem, richterlichem und militärischem Amt noch begünstigt. Zwar konnte die europäische Bevölkerung Rechtsschutz gegen Anordnungen der Verwaltung geltend machen, doch war dieser „im Umfang und in seinen Garantien“¹³³ nicht mit dem im Mutterland zu vergleichen, wo die Verwaltungsgerichtsbarkeit „von den Liberalen stets als Palladium der Freiheit verteidigt“¹³⁴ wurde. Eine spezielle koloniale Verwaltungsgerichtsbarkeit, wie sie bis 1890 in ganz Preußen als „freiheitliche Fortführung des Verfassungskompromisses von 1866“¹³⁵ eingeführt war, gab es nicht.

Vielen Zeitgenossen erschien das Abweichen von den bekannten (preußischen) Rechtsinstitutionen als ein möglichst zu vermeidendes Ärgernis, das einstweilen den unwägbareren Verhältnissen der Kolonien geschuldet sei. So relativierte etwa der auf eine zügige Realisierung zielende Vorschlag des Berliner Rechtsanwalts Georg Wunderlich, eine Verwaltungsgerichtsbarkeit der Schutzgebiete in die bisherigen Bezirks- und Obergerichte zu integrieren, zwar die Hoffnung auf eine schnelle Einsetzung von speziellen Verwaltungsrichtern. Doch war es ihm wichtig genug, auszuführen: „Indessen braucht man noch nicht die Vorzüge der preußischen Verwaltungsgerichtsbarkeit preiszugeben. Es handelt sich [bei seinem Vorschlag] nicht etwa um eine Einführung der Zivilprozeßordnung für die Verwaltungsgerichte.“ Vielmehr seien auch in den Schutzgebieten „die bewährten Grundsätze des preußischen Verwaltungsprozesses anzuwenden.“¹³⁶ Und auch andere kamen zu

dem Schluß, das Ziel der Weiterentwicklung sei gleich dem, wie es „im Mutterland längst erreicht ist, eine streng durchgeführte Trennung der Justiz von der Verwaltung.“¹³⁷ Dass aber in Preußen die Gerichtsverfassung gleichfalls „mannigfache ... Einwirkungsmöglichkeiten der aktiven Verwaltung auf die verwaltungsgerichtliche Entscheidungsfindung“¹³⁸ ermöglichte, blieb bei solchen schematischen Gegenüberstellungen unbeachtet.

Es waren vor allem die Diamantfunde im Süden von DSWA ab Mai 1908 und die damit erheblich gestiegenen Streitwerte zwischen Privatpersonen sowie mit dem Schutzgebiets- und dem Reichsfiskus um Steuerbeträge und Schürfrechte, die nicht nur der Frage nach einer kolonialen Verwaltungsgerichtsbarkeit, sondern auch der Idee einer obersten deutschen Revisionsinstanz für Kolonialstreitigkeiten eine neue „Brisanz“ verliehen. Insbesondere auf Grund von Steuerfragen kam es daher gegen Ende der deutschen Kolonialherrschaft vermehrt zu Streitigkeiten verwaltungsrechtlichen Inhalts. Die von Verwaltungsmaßnahmen Betroffenen sahen sich dann der Situation ausgesetzt, wie es Georg Wunderlich zusammenfasste, dass „in den Schutzgebieten ... kein Rechtsschutz der Staatsbürger durch Verwaltungsgerichte gegen die Anordnungen der Obrigkeit gegeben“¹³⁹ war. Im Schutzgebiet wurde dieser Mangel vorrangig von den mit Steuerbescheiden konfrontierten Industriellen und Kaufleuten wahrgenommen; ihre Interessenvertretung, der *Gewerbeverein für Südwestafrika*, sprach sich deshalb nachdrücklich für die Einführung eines Verwaltungsgerichtshofs aus.¹⁴⁰ Vereinzelt überwiesen daher die Gouvernements strittige Steuerangelegenheiten, wegen denen Beschwerde eingelegt worden war, an die ordentlichen Gerichte mit der Begründung, „dass damit ‚den dem Steuerrecht anhaftenden privatrechtlichen Elementen‘ Rechnung getragen sei.“¹⁴¹

Wie erwähnt, war für Streitigkeiten innerhalb der Kolonie nicht das Reichsgericht letztinstanzlich zuständig, sondern – in DSWA – das Windhuker Obergericht. Dieses aber bestand gemäß § 8 I der Kaiserlichen Verordnung über die Rechtsverhältnisse (1900) nur aus einem richterlichen „Beamten und vier Beisitzern“. „Letztere rekrutierten sich häufig aus der Kaufmannsschicht vor Ort und erregten so das Mißtrauen vor allem des Reichsschatzamt in Berlin, das parteiische Entscheidungen zugunsten der in den Kolonien tätigen [Berg- und Land-]Gesellschaften und die Verhinderung der angestrebten Gewinnabschöpfung befürchtete.“¹⁴²

Das Reichsgericht fand gleichwohl Veranlassung, sich mit der Diamantenwirtschaft in DSWA und Deutsch-

einer Verwaltungsgerichtsbarkeit in den deutschen Schutzgebieten, Berlin 1913: 15.

¹³⁷ Florack, Die Schutzgebiete: 45; ebs. Köbner, Die Organisation: 5.

¹³⁸ Stump, Preußische Verwaltungsgerichtsbarkeit: 304.

¹³⁹ Wunderlich, Die Notwendigkeit der Einführung: 12.

¹⁴⁰ Lüderitzbuchter Zeitung Nr. 42, 17.10. 1913; Hauptblatt; zum Bergbau und den Diamanten in DSWA: Emil Zimmermann: Unsere Kolonien, Berlin 1912: 226-239.

¹⁴¹ Jähnel, Das Bodenrecht in „Neudeutschland über See“: 172.

¹⁴² Grohmann, Exotische Verfassung: 215.

¹³³ Hoffmann, Verwaltungs- und Gerichtsverfassung: 22.

¹³⁴ Michael Stürmer: Das ruhelose Reich. Deutschland 1866–1918, Berlin 1998: 405; zur Ausdehnung der Verwaltungsgerichtsbarkeit in Preußen vgl. Ulrich Stump: Preußische Verwaltungsgerichtsbarkeit, Berlin 1980: 35f.

¹³⁵ Stump, Preußische Verwaltungsgerichtsbarkeit: 27.

¹³⁶ Alle Zitate Georg Wunderlich: Die Notwendigkeit der Einführung

land und vor allem mit den Diamantfeldern in DSWA zu befassen. Einer Entscheidung des II. Zivilsenats zum GmbH-Gesetz lag ein Streit über den Verkauf von Geschäftsanteilen an der *Vereinigten Diamantminen Lüderitzbucht GmbH* zugrunde (RGZ 80, 99 [1912]). Der verlangten Rückforderung der Kaufpreiszahlung in Höhe von 25.200 M wegen ungerechtfertigter Bereicherung wurde von Seiten der beklagten Kolonialbank entgegengehalten, der „Handel mit südwestafrikanischen Anteilen von Gesellschaften mbH“ habe sich wie in DSWA „üblich“ abgespielt. Das Reichsgericht anerkannte, dass die Formvorschriften des § 15 GmbH-Gesetz für diese Fälle nicht zwingend sein mussten. „Der Gesetzgeber will den Handel mit Geschäftsanteilen nicht verbieten“. Formvorschriften „sind auf die vom Gesetz bezeichneten Fälle zu beschränken ... [der Gesetzgeber wolle] nicht entgegnetreten, wenn sich dieselben Endziele auf anderem Wege formlos erreichen lassen.“ (RGZ 80, 99, 103)

Aber die Reichsgerichtsräte mussten sich noch konkreter mit der kolonialen ‚Wirklichkeit‘ und der Goldgräberstimmung nach den Diamantentfunden auseinandersetzen: Aus der Metropole reisten 1908 hunderte von Glücksuchern und Bergfachleuten an, um die Diamanten im Wüstensand zu finden, und dies hieß zu Beginn, die Steine im Wortsinn aufzulesen. „H., dessen Witwe und alleinige Erbin die Beklagte“ war, kam im Oktober 1908 für einige Monate nach DSWA, wo er sich an einer „Forschungsreise“ auf die Diamantfelder beteiligte. Hier soll er sich, so der Vorwurf des Landesfiskus von DSWA, „Diamanten in großer Menge angeeignet“ („angeblich“ im Wert von 300.000 M) und „nach Deutschland ausgeführt haben.“ Er habe dabei die „Diamantregie“ („ausschließlich die *Deutsche Kolonialgesellschaft für DSWA*“ war befugt, in einem ausgewiesenen Diamantensperrgebiet Diamanten zu „gewinnen“) und den Zoll umgangen. Der Fiskus verlangte nun „Wertersatz“. Doch der V. Zivilsenat konnte dafür so wenig wie die Richter am Kammergericht eine Anspruchsgrundlage finden (RGZ 81, 237 [1913]).

Die Kaiserliche Bergverordnung für DSWA (1905) folgte dem Grundsatz der „Bergbaufreiheit“. Zwar gab es die Sonderbestimmung zu Gunsten der *Deutschen Kolonialgesellschaft für DSWA* durch die Ausweisung eines Diamantensperrgebiets. Doch selbst wenn „H.“ sich eben dort die Diamanten angeeignet habe, so hatte doch der „Landesfiskus ... innerhalb wie außerhalb des Sperrgebiets an den Diamanten ... ein Eigentumsrecht oder besonderes Aneignungsrecht nicht, und in ein solches Recht des Landesfiskus hat daher auch H. nicht eingreifen können.“ Auch auf „Bergdiebstahl“ wollten die Reichsgerichtsräte nicht erkennen, denn § 90 Nr. 4 der BergVO drohte „nur öffentliche Strafe an, enthält aber keine Vorschrift, die für einen zivilrechtlichen Anspruch des Landesfiskus eine Stütze bieten könnte“. Auch als „Schutzgesetz“ im Sinne von § 823 II BGB taugte § 90 Nr. 4 nicht (Zoll- und Steueransprüche wurden nicht verhandelt), war doch „nicht abzusehen, welche Rechtsgüter gerade des klagenden Landesfiskus es sein könnten, deren Schutz das Gesetz bezweckt“ – und selbst wenn:

§ 823 II gewähre nur einen „Anspruch auf Schadensersatz“, nicht aber den „Anspruch auf Wertersatz für das Eigentum an den jedenfalls nicht dem klagenden Landesfiskus veruntreuten Diamanten.“ Der Fiskus hatte also gegen „H.“ weder ein Einziehungsrecht noch einen Schadensersatzanspruch. (RGZ 81, 237, 240)

Diese ‚Schlappe‘ vor Gericht war eindeutig. Die Kolonialverwaltung war schon davor daran gegangen, den Zugang zu den Diamantfeldern sehr viel stärker polizeilich aber auch rechtlich zu reglementieren. Die „Diamantregie“ wurde derart zu Gunsten des Reichsfiskus und, wie es hieß, zu Gunsten des „Großkapitals“ verschärft, dass sich in DSWA massive Kritik vernehmen ließ, das Reich würde unrechtmäßig Gewinne abschöpfen. Kolonialstaatssekretär Bernhard Dernburg geriet immer stärker in die Kritik. Er trat 1910 schließlich zurück.¹⁴³

V. Schlussbetrachtung

Es gibt eine koloniale Geschichte des deutschen Privatrechts. Sie kann und muss auch mithilfe der Entscheidungen des Reichsgerichts erforscht werden. Die vorhergehenden Ausführungen sind dafür lediglich als erste Bausteine zu verstehen. Dass damit auch die Geschichte dieses höchsten Gerichts im Kaiserreich selbst fortgeschrieben und vervollständigt wird, versteht sich von selbst.

So zeigen die Entscheidungen, dass es vor diesem vorgeblichen „Vollstrecker von Herrschaftsinteressen“ durchaus möglich war, als Individuum gegen die Reichsverwaltung ins Recht gesetzt zu werden. Das unbestreitbare staatliche Interesse an fiskalischer Sparsamkeit musste immer wieder gegenüber den Interessen des einzelnen Klägers an besserer finanzieller Ausstattung zurückstehen. Zugleich sind diese Entscheidungen auch ein Nachweis dessen, was pejorativ als Interessenjustiz bezeichnet werden könnte: Hier sprachen Justizbeamte über Kolonialbeamte Recht und ermöglichten ihnen im Rahmen der Gesetze ein besseres Einkommen. Die Kolonialbeamten, so hieß es, hatten im Dienst für das Reich „in den Tropen“ das „Opfer“ ihrer „Gesundheit gebracht“ und die Reichsgerichtsräte zollten ihnen dafür Respekt (RGZ 66, 350, 355). Andere Mitglieder der wilhelminischen Gesellschaft brauchten vor Gericht nicht auf derartiges Verständnis für ihre Anliegen zu hoffen. Hans Ulrich Wehler betonte schon vor Jahren: dass „diese Klassenjustiz stillschweigend funktionierte, beruhte wesentlich auf der ausbildungsspezifischen Konditionierung der Justizbürokratie“¹⁴⁴

Im Schreiben der Reichsgerichtsräte über die deutschen Kolonien fällt zunächst die, soweit ersichtlich, vollständige Abwesenheit der einheimischen Bevölkerung auf. Afrikaner und die Bewohner der deutschen Südseekolonien bleiben in den Entscheidungen unsichtbar. Auch dies kann als ein „roter Faden“ der Entscheidungen mit

¹⁴³ Vgl. Jahnel, *Das Bodenrecht in „Neudeutschland über See“*: 333; Werner Schiefel: *Bernhard Dernburg 1865-1937. Kolonialpolitiker und Bankier im wilhelminischen Deutschland*, Zürich 1974; Paul Rohrbach: *Dernburg und die Südwestafrikaner. Diamantenfrage. Selbstverwaltung, Landeshilfe*, Berlin 1911.

¹⁴⁴ Wehler, *Das Deutsche Kaiserreich*: 132.

kolonialer Thematik resümiert werden. Die höchstrichterliche Formel „Schutzgewalt ... ist Reichsgewalt“ (RGZ 86, 6, 10) zeigt konkret, wie das Reichsgericht auch in kolonialen Fragen „stets eindeutig Partei für das herrschende System ergriffen“¹⁴⁵ hat – und wie hätte es auch anders sein können? Kolonialkritik war im Kaiserreich überwiegend die Domäne der Sozialdemokratie und der Zentrumspartei,¹⁴⁶ die beide selbst im Reichsgericht wenig Fürsprache fanden.

Gleichwohl ist es nicht abwegig zu fragen, wie die einzelnen Reichsgerichtsräte zu den Kolonien standen. Gab es etwa unter den Richtern am Reichsgericht Mitglieder der *Deutschen Kolonialgesellschaft* in Leipzig (oder andernorts)?¹⁴⁷ Dies mag Rückschlüsse auf das „koloniale Wissen“ der Reichsgerichtsräte erlauben und darauf, wie dieses Wissen über die Kolonien generiert wurde. Ob in der Bibliothek des Reichsgerichts auch Werke zu den Kolonien vorrätig waren, bleibt herauszufinden. Die Literatur zum deutschen Kolonialrecht jedenfalls scheint recht vollständig zur Kenntnis genommen worden zu sein (vgl. etwa RGZ 80, 19, 23). Immerhin weist der heute in Karlsruhe verbliebene Restbestand der Reichsgerichtsbibliothek die „Sachgruppe X - Afrika“ aus.¹⁴⁸ Im Kaiserreich hatten die Kolonien Eingang in die öffentlichen Debatten gefunden, wie sich politisch spätestens 1907 während der sogenannten „Hottentottenwahlen“ zeigte.¹⁴⁹ Und mehr als das, war die (professionelle) Beschäftigung mit den Kolonien auch ein Teil der deutschen Wissenschaftslandschaft geworden.¹⁵⁰ Sie gehören daher auch zur deutschen Wissenschaftsgeschichte – und sind so auch Teil der Wissenschaftsgeschichte des öffentlichen¹⁵¹ und des Privatrechts.

Welche Bedeutung hatte dieses „koloniale Wissen“ in der Rechtspraxis durch die Verwaltung und besonders das

Reichsgericht?¹⁵² Und gab es umgekehrt Rückwirkungen der Gerichtsentscheidungen auf die koloniale Praxis?¹⁵³ Es ist eine etablierte Einsicht der *postcolonial studies*, dass Wissen und Herrschaft miteinander verschränkt sind und dass daher das in Europa produzierte und zirkulierende Wissen über ‚Afrika‘, ‚den Orient‘, ‚die Anderen‘ also, ein ideologischer und legitimierender Begleiter kolonialer Macht und Herrschaft war.¹⁵⁴ Wissenschaftliche Diskurse konnten Herrschaftsdiskurse werden – und umgekehrt.

Relevant sind diese Überlegungen gerade vor dem Hintergrund der markanten Werturteile über die deutschen Kolonien und die deutsche koloniale Tätigkeit in diesen Territorien, die in den Reichsgerichtsentcheidungen gefällt wurden: So, wenn es hieß, die „deutschen Schutzgebiete, [seien] der Kultur zum Teil noch gar nicht ... erschlossen“ (RGZ 84, 262), oder die „Voraussetzung“, dass die Schutzgebiete „der vollen Staatsgewalt des Deutschen Reichs unterstehen“ sei „nicht für alle Schutzgebiete ... gegeben.“ (RGSt 44, 405) Wenn die Reichsgerichtsräte bei Fragen nach der Auslandsstellung der deutschen Kolonien oder nach der Geltung bestimmter Normen immer wieder Antworten in der kolonialen ‚Wirklichkeit‘ suchten (waren einzelne „Schutzgebiete“ schon „der Kultur ... erschlossen“? Unterstanden sie schon „der vollen Staatsgewalt des Deutschen Reiches“?) oder nach dem konkreten „Zweck“ dieser oder jener Norm in deren Entstehungsgeschichte suchten, um über ihre Geltung in den Kolonien zu entscheiden, dann zeigten sie sich selbst und ihren Lesern die Grenzen des zeitgenössischen Rechtspositivismus auf. Mit Dieter Grimm sind darunter jene juristische Interpretationsmethoden zu verstehen, „welche den Sinn von Normen allein aus rechtlichen Faktoren ermitteln wollen, den Rückgriff auf Rechtsideen, Regelungszwecke und Wirklichkeitsbefunde und damit auch die Anleihen bei den Sozialwissenschaften, der Philosophie und Geschichte ablehnen.“¹⁵⁵

Die meisten kolonialrechtlichen Fragen aber waren – auch ob der ‚Unvollständigkeit‘ und ‚Vorläufigkeit‘ kolonialer Normen – nicht generell und mit mathematischer Präzision zu beantworten. Im „Zeitalter des Rechtspositivismus“¹⁵⁶ arbeiteten sich auch zeitgenössische Universitätsjuristen an den Unterschieden zwischen kolonial- und reichsrechtlichen Normen ab. Doch

¹⁴⁵ Müller, Kein Grund zur Nostalgie: 14.

¹⁴⁶ Vgl. Marie-Th. Schwarz: „Je weniger Afrika, desto besser“. Die deutsche Kolonialkritik am Ende des Jahrhunderts, Frankfurt/M. 1999; Benedikt Stuchey: Die europäische Expansion und ihre Feinde. Kolonialismuskritik vom 18. bis in das 20. Jahrhundert. München 2010.

¹⁴⁷ Adam Jones, Professor für afrikanische Geschichte an der Universität Leipzig, kuratierte 1995 die Ausstellung: „Afrika in Leipzig: Erforschung und Vermittlung eines Kontinents 1730-1950“ (Leipzig); vgl. Adam Jones: „Ethnographie als ‚Nebenprodukt‘ der Arbeit der Leipziger Mission in Ostafrika“, in: Claus Deimel/Sebastian Lentz/Bernhard Streck (Hg.), Auf der Suche nach Vielfalt. Ethnographie und Geographie in Leipzig (Leipzig: Leibniz-Institut für Länderkunde 2009), 95-102.

¹⁴⁸ Friederike Dauer: Die Bibliothek des Reichsgerichts (Arbeitshefte der Arbeitsgemeinschaft für juristisches Bibliotheks- und Dokumentationswesen 24) Graz-Feldkirch 2013: 153; vgl. Thomas Henne: Das Reichsgericht – seine Geschichte und seine Bibliothek, in: Mitteilungen der Arbeitsgemeinschaft für juristisches Bibliotheks- und Dokumentationswesen (2007): 1-15.

¹⁴⁹ Vgl. dazu schon Wolfgang Reinhard: „Sozialimperialismus“ oder „Entkolonisierung der Historie“? Kolonialkrise und „Hottentottenwahlen“ 1904-1907, in: Historisches Jahrbuch 97/98 (1978): 384-417; Henning Melber: „... dass die Kultur der Neger gehoben werde!“. Kolonialdebatten im deutschen Reichstag, in: Ulrich van der Heyden/Joachim Zeller (Hg.): Kolonialmetropole Berlin. Eine Spurensuche, Berlin 2002: 67-72.

¹⁵⁰ Vgl. etwa Jens Ruppenthal: Kolonialismus als „Wissenschaft und Technik“. Das Hamburgische Kolonialinstitut 1908 bis 1919, Stuttgart 2007.

¹⁵¹ Vgl. Grohmann, Exotische Verfassung: 89f.

¹⁵² Zur Frage „wie sich die Wissenschaftsgeschichte des öffentlichen Rechts zur Geschichte des öffentlichen Rechts verhält“ vgl. Christoph Schönberger: Wissenschaftsgeschichte als Schlüssel zur Geschichte des öffentlichen Rechts? Bemerkungen zu einem schwierigen Verhältnis, in: Rechtsgeschichte 19 (2011): 285-293 (286).

¹⁵³ Vgl. aber Conrad, Rethinking German Colonialism: 545 der sich kritisch gegen das „paradigm of ‚repercussions‘“ wendet.

¹⁵⁴ Vgl. Ania Loomba: Colonialism. Postcolonialism, London 1998: 43 unter Bezug auf Michel Foucault.

¹⁵⁵ Dieter Grimm: Recht und Staat der bürgerlichen Gesellschaft, Frankfurt a.M. 1987: 349, zit. in Gerhard Sprenger: Rechtsbesserung um 1900 im Spannungsfeld von Positivismus und Idealismus, in: Gangolf Hübinger/Rüdiger vom Bruch/Friedrich Wilhelm Graf (Hg.): Kultur und Kulturwissenschaften um 1900, Bd. II, Stuttgart 1997: 135-163 (138), der angesichts des Facettenreichtums ebd. betont, eine „geschlossene, Inhalt und Standpunkt des Rechtspositivismus des 19. Jahrhundert abschließende Lehre gibt es nicht“.

¹⁵⁶ Nipperdey, Deutsche Geschichte, Bd. II: 103.

konnten auch sie nicht umhin, als über „das Verhältnis des [reichsdeutschen] Rechts zu den anders gearteten wirtschaftlichen und kulturellen Rechtsbedürfnissen der Schutzgebiete“ zu konstatieren, dass dieses „gesetzgeberische Problem“ groÙenteils noch im FluÙ“ sei. Dies änderte freilich nichts an dem Ziel für die Zukunft: Die Angleichung an die „heimische Rechtsanschauung in der [kolonialen] Verwaltung und der Rechtspflege“¹⁵⁷

Für die historische Forschung steht inzwischen fest, dass die „koloniale Rechtspolitik in hohem MaÙe reaktiv, situativ und provisorisch“ war.¹⁵⁸ Die Entscheidungen des Reichsgerichts – dem in anderem Zusammenhang noch für die Weimarer Republik unverhohlener „Rechtspositivismus“ nachgesagt wird¹⁵⁹ – in kolonialrechtlichen Fragen spiegeln diese Situation wider. Die politische Dimension wurde nicht ausgeblendet. Vielmehr stellten die Reichsgerichtsräte gar die Frage nach „der vollen Staatsgewalt“ in den Kolonien. Eine Frage, die nicht aus den Gesetzestexten heraus zu beantworten war, sondern die Einschätzung der politischen Situation in dieser oder je-

ner Kolonie implizierte. Aus diesen Entscheidungen ließ sich daher der zeitgenössische Vorwurf der Freirechtsschule gegen das Reichsgericht, „und ihm folgend unsere ganze Ziviljustiz“, diese würden „immer und immer wieder im philologischen und dialektischen Irrgarten [von Gesetzespositivismus und Begriffsjurisprudenz] herumstolpern“,¹⁶⁰ nicht erhärten. Im Gegenteil, über die Entscheidungen des III. Zivilsenats und dessen „Berufung auf das Leben als Normträger“, heißt es zu Recht: Die „Berücksichtigung der tatsächlichen Lebensverhältnisse ist nicht nur Programm sogenannter Freirechtler, sondern schon in der Vorkriegszeit ein Anliegen auch derer, welche sich dieser Richtung ausdrücklich verschließen.“¹⁶¹

Freilich bedarf es noch weitergehender Forschung zur Gerichtsbarkeit in den deutschen Kolonien, um die „Berücksichtigung der tatsächlichen Lebensverhältnisse“ durch die dortigen Richter besser einschätzen zu können.

¹⁵⁷ Karl Ritter: Das Koloniale Bergrecht, Nürnberg/Leipzig 1912: 5.

¹⁵⁸ Vgl. Schaper, Koloniale Verhandlungen: 47.

¹⁵⁹ Christoph Jahr: Antisemitismus vor Gericht. Debatten über die juristische Ahndung jüdenfeindlicher Agitation in Deutschland (1879–1960), Frankfurt a.M. 2011: 48; vgl. abwägend Klemmer: Gesetzesbindung und Richterfreiheit: 33.

¹⁶⁰ Ernst Fuchs: Recht und Wahrheit in unserer heutigen Justiz, Berlin 1908: 54, zit. in: Gerhard Sprenger: Rechtsbesserung um 1900 im Spannungsfeld von Positivismus und Idealismus, in: Gangolf Hübinger/Rüdiger vom Bruch/Friedrich Wilhelm Graf (Hg.): Kultur und Kulturwissenschaften um 1900, Bd. II, Stuttgart 1997: 135–163 (155).

¹⁶¹ Klemmer, Gesetzesbindung und Richterfreiheit: 124.

“Travail et Progrès”: Labour legislation in Belgian Congo

Benoit Henriët/Bérengère Piret/Nathalie Tousignant (Bruxelles)

Congo. In the 19th century European imaginary, this name alone brings representations popularized by travelogues as a dark continent or a geographical enigma. A flood of literature at the turn of both the twentieth and the twenty-first centuries has documented the violence of the system of exploitation, the doubts regarding the colonial capacities and expertise of the Belgian actors and, last but not least, the very legitimacy of the Belgian presence in the „heart of darkness“¹. Quite recently, two

manifestations in the Brussels public space showed the persistence of this legacy in Belgian colonial imaginary².

Central to European occupation of the African continent, two fluvial basins, the Congo and the Niger, crystallized all ambitions. The Berlin Conference (1884–1885), which formalised the “Scramble for Africa” might be perceived as a quite conventional milestone. However, the Conference launched the systematic conquest and the *mise en valeur*³ of vast territories, sometimes already known to European and non-European missionaries, merchants and armies. Their encounter with local populations, the first journey narratives, and the first anthropological observations of local social, cultural and linguistic systems brought those African populations to the

¹ The title of a very famous novel by Joseph Conrad published in 1899, which tells the experiences of Charles Marlow, as the captain of an ivory company steamboat navigating on the Congo River. The book relied loosely on Conrad’s personal experience and became an icon of the devastations of Leopoldian, and more broadly, European, activities. Among the various publications on Joseph Conrad: J. Stengers, Sur l’aventure congolaise de Joseph Conrad, in Bulletin des séances, Brussels, Académie Royale des Sciences d’Outre-Mer (hereinafter ARSOM), 1971, 744–761; B. Parry, Conrad and Imperialism. Ideological Boundaries and Visionary Frontiers, London, Macmillan, 1983, 162 p.; C. Achebe. An Image of Africa. Racism in Conrad’s Heart of Darkness, in Hopes and Impediments. Selected Essays, New York, Doubleday/Anchor, 1989, 269–274; S. Lindqvist, « Exterminate all the Brutes ». One Man’s Odyssey into the Heart of Darkness and the Origins of European Genocide, New York, The New Press, 1992, 179 p.; D.C.R.A. Goonnetilleke, Introduction, in Joseph Conrad, Heart of Darkness, Toronto, Broadview Press, 1995, 9–47; G. Fincham and M. Hooper (ed.), Under Postcolonial Eyes. Joseph Conrad After Empire, Cape Town, UCT Press, 1996, 216 p.; E. Said, Joseph Conrad and the Fiction of Autobiography, Cambridge, Harvard University Press, 1999, 219 p.

² See La Libre Belgique, December 16th, 17th and 22nd 2015; <http://derefactie.be/cm/vrtnieuws/binnenland/1.2526026>; <https://belafrika.wordpress.com/2015/12/16/info-leopold-ii-lhommage-de-la-ville-de-bruxelles-au-roi-leopold-ii-est-finalement-annule/>. The city of Brussels had planned to celebrate the 150th anniversary of Leopold II’s intronisation. The event, made of a ceremony and a conference of Leopold’s architectural legacy, was cancelled. Leopold II’s equestrian statue, place du Trône, was vandalised (<http://www.dhnet.be/regions/bruxelles/la-statue-de-leopold-ii-vandalisee-5673040f3570ed3894a119d7>).

³ *Mise en valeur* was an expression borrowed by Belgian authorities from the lexical repertoire of the French empire. It was coined in 1921 by Albert Sarraut, minister of colonies, as he envisioned a vast program of public works in AOF, starting a new phase in France’s colonial endeavours. R. Tiquet, De la civilisation par le travail à la loi du travail: Acteurs, économique du contrôle et ordre social au Sénégal (Années 1920–années 1960), unpublished doctoral thesis, Humboldt University Berlin, 2015, p. 11.

European sphere of influence. A global and comprehensive treaty drew borders on maps that needed to be confirmed by expeditions, divided the territory among European powers. Leopold II through the Congo Free State (CFS) (1885-1908) and Belgium, who took over after an international campaign of denunciations of atrocities and several loans to the King, made possible the existence of an imperial project. By the 1860s, Leopold II⁴, King of the Belgians, wanted a colony in Asia or in Africa. He followed in the footsteps of his father, Leopold I, who failed to achieve this diplomatic goal on a very competitive European chessboard. If international talks could not secure leopoldian interests, the exploration of unknown territories in Central Africa opened new avenues. The exploration of the Nile and the Zambezi, and a transcontinental journey from Zanzibar to the mouth of the Congo, rekindled tensions between France and Britain. Operating under the authority of the International Association of the Congo (IAC), Leopold II, as a private operator, financed Henry Morton Stanley (1879-1884). The first duty of legal advisors in leopoldian circles was to build a legal construction to guarantee the international recognition of territories under the control of the IAC, which was formalised by many bilateral treaties signed by Stanley and the local chiefs. Once the IAC territories were recognised by the Berlin Conference, their second duty was to transform the IAC into the Congo Free State and to prepare a founding text, the Charter of the CFS. Their third duty was to invent a judicial colonial pyramid. As with any colonial administration, the CFS, followed by the Ministry for Colonies (established in 1908), hired many jurists in Brussels, in Boma, and then, in Léopoldville. They were in charge of several divisions (e.g. Finances, Internal and Foreign Affairs)⁵.

The Berlin General Act put new obligations to signatory powers through the principle of effective occupation. It meant that Brussels, as the headquarters of leopoldian administration under the motto *Travail et Progrès*, had to develop tools to manage the territory. Which legal environment did the Belgian experience in Central Africa draft and implement? In the Congo Free State, there was no codified customary law, as other extra-European colonial spaces, such as Indochina or Algeria had. Nevertheless, metropolises, such as Brussels, integrated previous customary laws. In the CFS, there was a complex assemblage of Belgian law, international penal law and African customary laws.

Labour is a central aspect of colonial policies and economies. Specifically, labour legislation in colonial law translates values related to civilization as an overarching project: abolition of slave trade and slavery were conceived as the first concrete and visible steps taking on the jour-

ney to civilization. At the same time, labour made local populations enter the industrial and capitalistic economy. In this article, we intend to sketch out a definition of labour in Belgian Congo stemming from its legislative roots. This contribution provides a two-fold approach to document the extent and the complexity of this Belgian experience in Central Africa. We will first present the legal context and the procedures followed for the adoption of norms in Belgian Congo (I. – Making the norm). The implementation of this legal regime at a local level, in agricultural concessions, will help to evaluate the labour legislation in Belgian Congo (II. – Applying the norm).

I. Making the norm in Belgian Congo: Brussels' perspective

Colonial literature mentions Belgium's colonial adventure frequently as an exception in the colonization process. Some preconceived ideas limit our understanding of what really happened. One of these clichés tells the origins of the adventure: the dream of a visionary King. The CFS was managed as a private property of Leopold II, who gave the land into concessions. Secondly, Belgium inherited Congo poisonous legacy in 1908, as the guarantee to loans granted to the King Sovereign of the State of Congo. Thirdly, Belgian Congo brings a small State neutral and artificial to the world affairs. Brussels became a colonial metropolis against her will, managing a colony eighty times bigger than Belgium. Fourthly, the metropolitan administration as well as the general government will use paternalism, inspired by the world of industrialization and the necessity to supervise and acculturate workers.

Beyond those clichés, it is quite obvious that colonial historiography has to be revisited. Tons of published documents and archives (public and private) wait to be analysed. Up to now, no one has taken a closer look at how Belgian Congo actually functioned, how the colonial legislation was voted on, implemented and monitored. It is now time for a scientific analysis of Belgian Congo's legal system to supplement the recent renewal of colonial studies.⁶

Law as a tool of governance in the imperial system. On one hand, a first hypothesis considers the development of colonial law and its implementation as autonomous from Belgian law. On the other hand, some legal historians, such as Bernard Durand, identify the colony as a “field of experimentation”, of legal and judiciary evolutions that could be afterwards transferred to the metropolis. If practice and institutionalization in the colony mean developing an organization similar to the existing one in Belgium, theoreticians of Belgian colonial law would have borrowed from other colonial experiences, mainly British, French and Dutch ones, during a first stage of

⁴ Recent publications on the leopoldian vision include J. Vandermissen, *Konigen van de wereld: Leopold II en de aardrijkskunde beweging*, Louvain, Acco, 2009, 503 p.; V. Dujardin, V. Rosoux, T. de Wilde d'Estmael, M. Van Den Wijngaert and M. Dumoulin (eds.), *Léopold II entre génie et gêne: politique étrangère et colonisation*, Brussels, Racine, 2009, 409 p.

⁵ The place of law in the Belgian African experience is well documented in E. Lamy and L. De Clerck (eds.), *L'ordre juridique colonial belge en Afrique centrale. Eléments d'histoire*, Brussels, ARSOM, 2004, 438 p.

⁶ J. Fabian, *Out of our Minds. Reason and Madness in the Exploration of Central Africa*, Berkeley, University of California Press, 2000, N.-R. Hunt, *A Nervous State. Violence, Remedies and Reverie in Colonial Congo*, Durham, Duke University Press, 2016. A. Lauro, *Coloniaux, Ménagères et Prostituées au Congo belge (1885-1930)*, Brussels, Labor, 2005. G. Vanthemsche, “The historiography of Belgian colonialism in the Congo”, in C. Levai (ed), *Europe and the World in European Historiography*, Pisa, Pisa University Press, 2006.

bricolage.⁷ At the same time, it is necessary to take into account African customary law. Félicien Cattier, law professor (Université libre de Bruxelles) contributed to the first ethnological surveys in Congo. One might insist on the fact that legislation would be adopted according to priorities set by the colonial project (civilization and 'development'). Thus, there might exist an in-between situation. The interactions between general government administration based in Boma then in Léopoldville (nowadays Kinshasa) and metropolitan administration have to be analysed.

In *L'invention des sciences coloniales belges*, Marc Poncelet, following previous contributions on the French situation, asserts the necessity for a governing power to create its own information and documentation in order to build concrete, practical and national knowledge. Geography, ethnology, medicine and law mapped the colonial situation, its boundaries, its peoples and its resources⁸. From recent and ongoing research, there is a transition period between 1906 and 1930. If Marc Poncelet can refer to the 1920s as a „second takeover“, the historian will rather focus on long lasting evolutions leading to a renewal of the judiciary. Before the 1920s, the evolution could be seen as a continuation of the Congo Free State, with concrete elements of “nationalization” of the colonial rule. At the same time, colonial law was developing in Belgian universities either to strengthen and legitimize the King's action or to deny and build up a colonial party opposed to the King and his men, which rallies men from all horizons. Lauren Benton, Jane Burbank and Frederic Cooper, from other perspectives, also suggest that these disciplines form the core of any colonial or imperial management⁹. Because it has been largely demonstrated, this European knowledge of colonial or imperial realities is reliable with respect to some hard facts, but largely, it is invented and imagined¹⁰. The development of colonial law relied on some unspoken hypotheses that most contemporary writers do not question. These preconceived ideas include the racial hierarchy that percola-

ted during the nineteenth and twentieth centuries and the necessity of a European presence in Africa, which was stated to be legitimate due to its economic, industrial, political and ideological superiority. Even from the humanitarian point of view formalised by some anti-slavery militants, there was a moral duty for European, and, generally speaking, Western peoples, to stop the slave trade and to liberate Africans from their chains. Christianisation and free labour may signify a step towards progress. Confronted by oral societies, the law from the European metropolis and the codification of local customs became efficient written tools to guarantee and safeguard the order and the rule of the metropolis. The law embodied in treaties, codes and justice, the judiciary or even mere judgements and case law, established the authority of the Europeans. At the same time, it aided in covering the territory and in controlling the local populations. It created a new legal order that was superimposed upon the pre-existing ones.

In 1908, the status of Congo changes from Independent State to actual colony. Belgium, emerging as a new colonial nation, then decides to move away from the absolutism that was prevailing in the administration of the “Jardin Royal”. A new governmental structure is established including, among others, consulting and advising bodies that aim at helping the Belgian King and his Minister of Colonies in their various administrative missions in Congo. One of these bodies, the Colonial Council or *Conseil Colonial*, rules the legislative process.¹¹

Unlike other colonies such as the French ones e.g., metropolitan laws do not apply to Belgian colony. Since 1893, the Belgian Constitution had indeed stated: “specific laws would rule colonies, overseas belongings or protectorates that Belgium could acquire” (Belgian Constitution, art. 1., al. 4). When Belgium acquires Congo, this legislative specificity is applied and written down in the organic law of the 18th of October 1908 known as the Colonial Charter¹². Accordingly, Belgian laws and orders do not apply in the Belgian Congo, except if they were explicitly promulgated. Apart from laws related to colonial revenue and expenditures, to the making of loans, to international treaty and to mining and railway claim, the colonial legislation does therefore contain no explicit reference to fatherland legislation. Besides the matters mentioned, the Belgian legislator rarely interferes with the colonial system. The Congolese legislative arsenal is therefore mainly reflecting the views the colonial executive power, i.e., the King and the Minister of colonies, both of which benefiting from a subsidiary legislative power¹³. While that solution would be impossible to implement due to the European principle of division of power in the metropolis, it is generally well received by the

⁷ B. Henriët, „Colonial law in the making. Sovereignty and property in the Congo Free State (1876–1908)“, *The Legal History review*, 83 (2015), p. 202–225.

⁸ M. Poncelet, *L'invention des sciences coloniales belges*, Paris, Karthala, 2008, 420 p. This study offers a good range of comparative elements with the French experience: E. Sibeud, *Une science impériale pour l'Afrique? La construction des savoirs africanistes en France 1878–1930*, Paris, EHESS, 2002, 357 p.; P. Singaravelou, *Professer l'Empire. Les « sciences coloniales » en France sous la IIIe République*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011, 412 p.

⁹ L. Benton, *Law and Colonial Cultures: Legal Regimes in World History, 1400–1900*. Cambridge University Press, 2002, 300 p. and *A Search for Sovereignty: Law and Geography in European Empires, 1400–1900*. Cambridge University Press, 2010, 358 p.; J. Burbank and F. Cooper, *Empires in World History: Power and the Politics of Difference*, Princeton & Oxford, Princeton University Press, 2010, 528 p.

¹⁰ B. Anderson, *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, London, Verso, 1991 (1983), 224 p.; M. Foucault, *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969, 294 p.; E. Hobsbawm and T. Ranger, *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992 (1983), 324 p.; E. Hobsbawm, *Nations and Nationalism Since 1780. Programme, Myth, Reality*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, 191 p.; V. Mudimbe, *The Invention of Africa: Gnosis, Philosophy and the Order of Knowledge*, Bloomington, Indiana University Press, 1988, 241 p.

¹¹ P.-O/ de Broux, B. Piret, *Légiférer au Congo belge. Le Conseil Colonial, l'antichambre législative du pouvoir colonial* (to be published).

¹² The first article of this law states indeed that « particular laws rule the Belgian Congo ». This principle is also present in Ruanda and Urundi legislations after the Society of Nations handed their management to Belgium.

¹³ A. Stenmans, *Le statut international et les lois fondamentales du Congo*, in Lamy é. and De Clerck L. (ed.), *L'ordre juridique coloni-*

Congolese white settlers who view in it a “proof of realism”¹⁴. To them, the metropolitan government could simply not deal with colonial matters remotely. Hence, this measure seems to be relic of leopoldian absolutism¹⁵ or, at least, of the omnipotence of administration.

The King exerts legislative power by means of decrees suggested by the Minister of the Colonies who takes hence full responsibility for those texts (Colonial Charter, art. 7). A wide set of topics are considered, from the annual quota of the colonial army (Colonial Charter, art. 16) to the civil and military justice organization (Colonial Charter, art. 17) or the salaries and retirement rates of magistrates (Colonial Charter, art. 18). Because of their large area of competences, these decrees are ubiquitous in the Congolese legislative system – qualified as a “regime of decrees”. Even though this situation characterized the legislation of many other colonies, it was largely criticized. In France, for example, its unstable and confusing nature was pointed out. The French jurist Arthur Girault describes the “chaos of short-lived decrees that repeat or cancel each other, at such a pace that it is sometimes difficult to track them”¹⁶. Belgian reporters see, however, this superiority of decrees as the only way to address unheard situations in the fast-changing colony.

Because of the principle of specificity ruling the colonial legislation, the lawmaker establishes in 1908 the Colonial Council, a special legislative institution (Colonial Charter, art. 25 and 26). The Council has the responsibility to emit an opinion on the appropriateness and juridical validity of all decrees and orders before they are submitted to the Sovereign¹⁷. Even though the opinion of the council is technically not binding, only a few projects of decree have been promulgated without having its course¹⁸. The influence of this institution is so overwhelming that it is referred to as the “legislative antechamber of the colonial government”¹⁹.

While the Council’s central aim is to support the legisla-

al belge en Afrique centrale, Brussels, Royal Academy for Overseas Sciences, 2004, p. 40.

In case of emergency, the King can in addition allow his colonial representative (the General Governor) to temporarily suspend the execution of a decree and to turn regular ordinances in law-ordinances. Such law-ordinances become ineffective after six months if they are not, before that term, approved by a decree.

¹⁴ A. Durieux, *Institutions politiques, administratives et judiciaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi*, Brussels, Bielefeld, 1955, p. 23-24.

¹⁵ J. Stengers, *Belgique et Congo : l’élaboration de la Charte coloniale*, Brussels, La Renaissance du Livre, 1963, p. 19.

¹⁶ A. Girault, *Principes de colonisation et de législation coloniale*, Paris, Larose, 1895, p. 3.

¹⁷ Note however that the Council does not give opinions on projects of laws, ordinances or orders. These types of projects will be submitted to the Belgian State Council from 1946 on. The views of the National Council are also published in the *Comptes rendus analytiques des séances du Conseil colonial* as well as in the commercial editions of the colonial legislation (e.g., the *Codes et lois du Congo belge*).

¹⁸ The first of these, promulgated in 1940, deals with the attribution of an exploitation permit of a mine. Th. Heyse, *L’exercice du pouvoir législatif colonial pendant la période 1940-1945*, in *Bulletin des séances de l’IRCB*, 1946, t. XVII, n°1, p. 279.

¹⁹ A. Durieux, *Institutions politiques, administratives et judiciaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi*, Brussels, Bielefeld, 1955, p. 28-29.

tive action of the executive power, it has also three additional objectives²⁰. First, it is responsible for debating about any question submitted by the King to “provide the government with fortunate solutions about problems of general interest. [...] These problems are of increasing complexity: their occurrence is growing every day and the parliament cannot address all of them separately despite their importance”²¹. Second, the Colonial Council is allowed to ask the government for any information it would need for its own investigations²². Third, it can formulate wishes and suggestions to the government. The number of these suggestions is not limited in theory, but in practice only about ten will be formulated, related to the public works program (1919), the revision of article 22 of the Colonial Charter (1920), the freedom of trade (1933) and the independence of the judiciary (1947)²³.

The structure and activities of the Colonial Council are decided according to the organic and the internal rules of the institution. These rules were designed during the first months of the Council (November-December 1908) and state that this institution has to be steered by the Ministry of Colonies. Should he be absent, the Secretary General of the Ministry would replace him. Fourteen advisors are in addition in the Council (eight named by the King, six by the legislative Chambers), as well as a secretary. The secretary is essentially in charge of writing the minutes of the sittings and to hand requests for information, advices and wishes to the Minister and the King. He also has to make the Council convene as soon as the King submits questions or as the Ministry proposes projects of decrees. Following the president’s instructions, the secretary then decides about the next meeting within eight days and sends to all members a copy of all documents that will be under deliberation. During the sitting, the members of the Council adopt the agenda and start a general discussion about each of the items at the agenda before proceeding to vote²⁴. Members of the Council can also propose amendments for the texts they are advised for. For particularly technical matters such as the age of consent or mining concessions, a member of the Council can examine the question more in detail beforehand, and their conclusions are reported during the plenary session of the Council.

The organic rule of the Council is largely revisited in 1919²⁵. If he is absent, the president will no longer be replaced by the General Secretary of the Ministry, but well

²⁰ *Annales parlementaires*, Chambre des Représentants, 1908, p. 685.

²¹ Brussels, Federal Public Service Foreign Affairs Foreign Trade and Development Cooperation, African Archives (AA), fonds Droit public, institutions politiques et administratives (PPA), 3353, Arrêté du ministre des Colonies, P. Crockaert, du 19/03/1932 concernant le Conseil Colonial.

²² For example PPA, 3353, Note de l’auditeur adjoint, O. Louwers, pour le ministre des Colonies, P. Charles, Bruxelles, 14/01/1935. Concerne : demande de renseignements.

²³ Cf. *Compte-rendu analytique des séances du Conseil colonial*, Brussels, Lesigne, 1908-1962.

²⁴ If there is a tie in the vote, the president benefits from an extra vote. Arrêté royal du 16/11/1908 concernant le règlement organique du Conseil Colonial, dans *Bulletin Officiel*, 1908, p. 117-122.

²⁵ Arrêté royal du 20/09/1919 concernant le règlement organique du Conseil Colonial, dans *Bulletin Officiel*, 1919, p. 547-554.

by the vice-president of the Council (who himself is named by the King). This modification of the organic rule offers stability and efficiency to the Council. In addition, officers of the ministry are still allowed to assist the minister during discussions. After the promulgation of the reform, the Council is strengthened thanks to the presence of two additional auditors (named by the King). They are in charge of the secretarial duties and therefore substitute for the work of the secretary. The auditors have also to ensure that “the propositions of the Council adopted by the Government, as well as the decisions of the Minister of Colonies taken during the Council, are correctly implemented and executed”.

After the revision of 1919, the organic rule and the internal rule of the Council will only be amended twice: first about the communication of documents, and second on the amount of indemnities. Upon request of the members of the Council, the period available to examine decrees and projects is indeed extended, as it was not possible for them to carefully look at these projects given the few days between the convocation and the sitting, taking into account that their activities are “not limited to the works for the Council”²⁶. From 1933 on, the documents to be examined are directly submitted to members as soon as they are received by the secretariat²⁷. On the other hand, salaries will be raised multiple times due to the “increase of workload and responsibilities of members of the Council”²⁸.

The Congolese legislative process is mainly revised on the eve of the independence when a wind of reforms blows the on Congo to get rid of any racial discrimination of the state functioning. The Council of Legislation or *Conseil de législation* is created by the law of 21st March 1959 to replace the Colonial Council in its legislative function. If both are vested with the same attributions and procedures²⁹, their composition is different. The Council of Legislation is composed by the members of the Colonial Council joined by twelve representatives of the “African’s public opinion” that are white settlers and Congolese.

II. Applying the norm. Legalizing coercion: the making of fruit cutters’ employment contracts

If the transition from the Congo Free State to a Belgian possession was intended to instigate more humane and legalist governmental practices, reminiscences of the leopoldian rule were still existing in the colony in the following decades. Many former administrators remained in place, and the confusion between State and private companies interests that infamously characterized the previous era kept on governing the Congo’s economic activities³⁰. Political deciders of the new metropolis wan-

ted the colony to be self-sufficient³¹, but in regards of the scarcity of European presence, its great lack of infrastructure and the weakness of the administration, a major devolution of economic valuation and effective occupation to private parties was inevitable. Until the early 1920s, colonial authorities’ official policy consisted in a State disengagement from the economic sphere along with privatisation of activities formerly controlled by public actors³². In remote areas rich in natural resources – copper, tin, rubber, palm oil... - where the administration was inexistent or barely implemented, chartered companies and concessions could both mobilize enough capital for their insertion into the network of the global economy and concentrate sufficient material resources for their political organization³³. As its predecessor, Belgian Congo remained dominated by large concessions, where a handful of private actors concentrated most economic and political prerogatives into their hands³⁴.

In their quest for new investors, Belgian authorities sent emissaries in 1909 to Lord Leverhulme, founder and director of the British trust Lever Brothers and manufacturer of the Sunlight soaps³⁵, to stimulate his interest in the colony’s vast resources of oil palms³⁶. The ever-increasing demand for palm oil on Western markets was inseparable from technologic progress and new social practices emerging in the wake of the industrial revolution. Used in the first half of the 19th century for the greasing of heavy machineries, it quickly became the key element in the large-scale production of soap³⁷. As the social marker of corporal hygiene rapidly spread from the bourgeoisie and upper classes to Europe’s urban proletariat and rural areas, the demand for soap steadily rose from the 1840s onwards³⁸.

Leverhulme unsuccessfully tried in the previous years to obtain large plantations in British Nigeria and Sierra Leone, his ambitions being quashed by local authorities, which feared that extensive concessions would lead to large-scale unrests within the African peasantry³⁹. In the wake of this refusal, the company was interested by the

Journal of African Studies, 16/2, (1992), p. 326. J. Seibert, “More continuity than change? New forms of unfree labour in the Belgian Congo, 1908-1930”, in J. Van der Linden (ed.), *Humanitarian Intervention and Changing Labor Relations. The Long-term Consequences of the Abolition of the Slave-Trade*, Leiden, Brill, 2011, p.375

³¹ Ibidem, p. 376.

³² J.-L. Vellut, op.cit., p. 23.

³³ J. Hillman, op.cit., p.149-150.

³⁴ At the end of World War I, three quarters of colonial businesses in the Congo were dominated by five holdings. A. Exenberger, S. Hartmann, op.cit., p.26-27.

³⁵ K. Dike Nworah, “The politics of Lever’s West African concessions, 1907-1913”, *The International Journal of African Historical Studies*, 5:2, (1972), p. 248-249.

³⁶ B. Lewis, *So Clean. Lord Leverhulme, Soap and Civilization*, Manchester, Manchester University Press, 2008, p.167.

³⁷ In 1834, the vast majority of British soaps were already made out of palm oil. J. Henderson, D. Osborne, op.cit., p. 63-64.

³⁸ A. Masquelier, *Dirt, Undress and Difference. Critical perspective on the body’s surface*, Bloomington-Indianapolis, Indiana University Press, 2006, p. 6.

³⁹ D. Meredith, “Government and the decline of the Nigerian oil-palm industry, 1919-1939”, *The Journal of African History*, 25:3, (1984), p. 311.

²⁶ PPA, 3353, Note du Directeur général, M. Halewijck de Heusch, Bruxelles, 16/03/1933.

²⁷ Upon reception, the secretariat sends a copy of the documents to the members of the Council. Arrêté royal du 29/04/1933 concernant le Conseil Colonial.

²⁸ PPA, 3353, Courrier des auditeurs du Conseil colonial, 10/06/1955.

²⁹ See the related file: *Voy. la liasse qui y est consacrée* (PPA, 3353).

³⁰ J.-L. Vellut, “Hégémonies en construction: articulation entre Etat et entreprises dans le bloc colonial belge (1908-1960)”, Canadian

prospect of settling in Belgian Congo, and sent two preliminary expeditions to select the five 60-km wide “circles” of rainforest land that the authorities invited them to lease. From these scattered exploitations, only one would prove to hold sufficient palm groves to be economically viable; the “Leverville area”, articulated around the village of Lusanga, on the banks of the Kwilu in the South-West of the colony, close to the Angolan border⁴⁰.

In February 1911, Lever Brothers and the Belgian government signed a convention outlining its future activities in the colony. The consortium had to create a company under Belgian law – the *Huileries du Congo Belge* (HCB) – to manage its new exploitations. HCB representatives had ten years to choose up to 75 000 hectares of land free of previous rights in each circle, where they could harvest natural palm groves or establish plantations. The April 1911 convention set out a legal frame where HCB concessions became places of shared sovereignty between the company and the State. The former was in charge of extracting resources from the forest, building infrastructures and caring for its workers and their relatives. The latter was responsible for police operations, and, more importantly, for ensuring the inscription of indigenous communities into the colonial production scheme.

Workforce in the Leverville concession consisted mostly of fruit cutters, up to several thousand able-bodied men recruited among the local population. Their main task was to collect palm clusters in the groves and bring them back to the company’s posts, where they would be paid in accordance to their harvest. This occupation would immediately become unpopular in HCB’s employment pools: devolved to slaves in pre-colonial times, it was dangerous, tiring and badly paid⁴¹. Still alienated by the hardships of labour under the CFS and decimated by an uncontrollable outbreak of sleeping sickness (*trypanosomiasis*), weakened and traumatized neighbouring communities were also reluctant to engage in a new colonial venture⁴². Their enrolment rested therefore on coercive practices, which involved territorial public servants, indigenous intermediaries and company employees.

Formally, practices of forced labour and coercive recruitment were strictly and repeatedly forbidden, in reiterated laws and directives addressed to local authorities by Ministers, general and provincial governors, as well as district commissioners. Article 2 of the 1908 *Charte Coloniale* forbade forced labour for private companies⁴³. A 1916 circular prohibited territorial administrators and agents of the Kwango to be accompanied by “traders” (commerçants) in their tours of villages⁴⁴. The 1922 legislation on labour contracts even prescribed administrati-

ve fines and possible imprisonment for recruiters who resorted to coercion to round up their workforce⁴⁵. In 1924, the the General Governor (GG) Rutten, the colony’s most senior public servant, stipulated again that it was “out of the question” that the administration would provide help to the HCB by either “forcing the natives to engage or charging our agents to recruit on their behalf”⁴⁶. In a mirroring declaration, Lever Brothers’ chairman also indicated to Elso Dusseljé when he took the direction of the Leverville area that he should not expect any kind of special treatment from the administration regarding recruitment: “we have no right to and cannot expect the government officials to insist on the natives working for us rather than in their own villages or for other employers. It’s up to us to make service so attractive that they prefer to work for us”⁴⁷. However collusion on the field between European actors and co-opted local power brokers ensured that the company would be provided with a sufficient workforce, even outside of legal boundaries. Practically, indigenous chiefs designated contingents of men to be recruited, who were brought up to HCB’s outposts, where they would be registered as workers.

Since fruit cutters mostly entered the service of the HCB through practices of coercion, it is necessary to understand how subsequent labour relation were codified, how involuntary engagement became legalized by the drafting of a contract between employer and employee. Forced practices of recruitment appear in official discourses and administrative dispatches as providing a much-needed thrust to put reluctant populations, ignorant of the benefits of wage labour, to work. Contracts, officially enacting cutters’ engagement to the company, laid on paper their rights, obligations and the duration of their employment. If incentives to work were either illegal or resulted from a broad interpretation of laws and administrative directives, contracts legally determined the advantages – material and moral – that employees could expect in exchange for their labour force. They were, in principle, the beneficial end obtained by questionable means.

Employment contract constitutes the cornerstone of labour relations, determining the modalities of execution and possible rupture of the agreed engagement. Whether in colonial or in metropolitan contexts, such contracts rely on a fictive, idealized legal conception of the labour market, where employer and employee freely negotiate the terms of their relation. Early 20th century Belgian and Congolese legislations do not encompass the socio-economic needs that drive potential workers towards employers. Nor do they give any form of legal existence

⁴⁰ D.K. Fieldhouse, *Unilever Overseas. The anatomy of a multinational, 1895-1965*, London, Croom Helm, 1978, p. 499.

⁴¹ AAB, AIMO 3602, Letter from Bulungu’s Territorial Administrator to Kwango’s District Commissioner, 20 September 1916.

⁴² Fieldhouse (1978, p. 500); Jewsiewicki (1976, p. 49).

⁴³ “Nul ne peut être contraint de travailler pour le compte ou au profit de particuliers ou de sociétés”.

⁴⁴ AAB, AIMO 1654, Rappel du Commissaire de District du Kwango aux administrateurs territoriaux au sujet du recrutement HCB, 27 octobre 1923.

⁴⁵ “Sera puni [...] quiconque usera de violence, de promesses mensongères ou de manœuvres frauduleuses, soit pour recruter les indigènes ou les engager, soit pour s’opposer à leur recrutement ou à leur engagement” Art. 57, Décret sur le contrat de travail entre indigènes et maîtres civilisés, Bulletin Officiel du Congo Belge 1922, Brussels, Hayez, 1922, p.376.

⁴⁶ AAB, AIMO 1654, Lettre du GG Rutten au gouverneur du Congo-Kasaï, 5 janvier 1924.

⁴⁷ MOI 3602, Instructions from Lord Leverhulme to Elso Dusseljé, 8 December 1923.

to private companies as key actors in labour relations. Contracts are always considered as concluded between isolated individuals, theoretically free and equal, mutually agreeing on a monetized remuneration in exchange for the employee's labour power⁴⁸.

The theoretical nature of free engagement in contractual labour relations becomes even more strident in colonial contexts. Written legislations were as foreign in Central Africa as the forms of work it aimed at regulating. Contracts written in French were imposed on illiterate populations who spoke a multitude of Bantu languages. The racial division, both in practice and in law, which presided over the destinies of groups and individual living in Belgian Congo, also implied that the terms of the said contracts were negotiated among Europeans, and that there was no institutionalized channel through which the workers could exert pressure or negotiate the terms of their engagement⁴⁹.

In Belgium, the first law on labour contracts was promulgated in March 1900. Based on the Napoleonic civil code and shaped by the liberal ideas of the French Revolution, it barely offered legal protection to workers. The extent of the self-determination of the clauses of employment negotiated between "free and equal" partners is only limited by obligations such as the payment of salaries, the limitations of the duration of engagement, and restriction on the labour of women and children⁵⁰. The first Congolese legislation on labour contracts dates back to 1910⁵¹. It blended the ruling class's liberal perspective on labour relations with the paternalistic agenda enforced by the young metropolis in its Central African backyard. The legislation was elaborated in Brussels, with little or no involvement of colonial field actors⁵². In principle, limited the duration of engagement to three years instead of seven in the Congo Free State (art.7)⁵³. It also provided sanctions for workers who unilaterally breached their contracts (art. 19)⁵⁴, and the need for recruiters to obtain a permit delivered by a State agent before they could pursue their activities (art. 32)⁵⁵. It also stipulated that employers had to provide housing, food and medical care to their employees, as well as to repatriate them at the end of their engagement (art. 37)⁵⁶.

There was a subsequent codification on the labour con-

tract in March 1922, aimed, inter alia, at harmonizing Belgian and Congolese laws, noticeably by replacing the terms *contrat de louage de services* by *contrat de travail*⁵⁷. This time, legislative modifications were conducted with the participation of prominent private colonial companies and public servants on the field⁵⁸. To satisfy the employers' demands, the new law borrowed from its metropolitan counterpart a new set of obligations for the employee⁵⁹, such as "respecting the time, place and conditions of work specified in the contract", "acting accordingly to the orders given to him" or "respecting rules of discipline issued [for his place of work]" (art. 10)⁶⁰. The need to renew engagement legislation was justified in its introductory report as aimed among other reasons at better protecting employers against "the laziness, the negligence and the indiscipline of the employees"⁶¹. Protecting employers against the bad will of workers by rendering illegal the disregard for internal regulations provided "the government stamp of approval on coercion", often included in the clauses of labour legislation in imperial peripheries⁶². In HCB concessions, working conditions were regulated by both the legislation and the 1911 convention, which provided some additional specifications to the 1910 law, such as the fact that salaries could not be inferior to 25 centimes a day excluding rations (art. 3), and that the company had to ensure the basic education and medical care of its workers and its five circles' inhabitants (art. 4)⁶³.

On the premises of these legal and contractual obligations, company managers and administrative agents had to craft ad hoc agreements to be signed by men recruited as fruit cutters. But the specific nature of labour in the palm groves clashed with the preconceived legal framework imagined to regulate the cutters' work. The maladjustment between principle and practice triggered lengthy discussions in colonial upper circles.

The different types of labour contracts existing in Belgian Congo were quite complex to differentiate from one another, even for the administrators who were in charge of supervising their enforcement. In June 1946, the colony's general government addressed a despatch to all provincial governors on the matter. "I think that a certain confusion exists", stated the GG in its opening. According to the letter, four kinds of contracts existed in the colony.

The *contrat d'entreprise* did not comprise the concepts of

⁴⁸ J.-P. Nandrin, "L'histoire du contrat de travail et la problématique de l'entreprise avant 1914", *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, 15 (1985), p. 41-45.

⁴⁹ A. Gordon, "Contract Labour in Rubber Plantations. Impact of smallholders in colonial South-East Asia", *Economic and Political Weekly*, 36:10 (2001), p. 848.

⁵⁰ J.-P. Nandrin, *op.cit.*, p. 62, 74.

⁵¹ "Rapport du Conseil Colonial sur le projet de décret réglant le louage de services et le recrutement de travailleurs", in *Congo Belge. Bulletin Officiel* 1910, Brussels, Hayez, 1911, p. 680.

⁵² V. Vaessen, "Les législations sur le contrat de travail de 1910 et 1922 au Congo Belge: deux intentions et deux modes de décision opposés", *Revue belge de philologie et d'histoire*, 79:4 (2001), p. 1222-8.

⁵³ "Rapport du Conseil Colonial sur le projet de décret réglant le louage de services et le recrutement de travailleurs", p. 690.

⁵⁴ *Ibidem*, p. 696.

⁵⁵ *Ibidem*, p. 700.

⁵⁶ *Ibidem*, p. 702.

⁵⁷ AAB, AIMO 1654, Note du chef des contentieux, 22 février 1924.

⁵⁸ V. Vaessen, *op.cit.*, p. 1227-8.

⁵⁹ "Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif au contrat de travail entre indigènes et maîtres civilisés", in *Congo Belge. Bulletin Officiel* 1922, Brussels, Hayez, 1922, p. 346-8.

⁶⁰ *Ibidem*, p. 356-7.

⁶¹ *Ibidem*, p. 346.

⁶² A.-L. Stoler, *Capitalism and Confrontation in Sumatra's Plantation Belt, 1870-1979*, Ann Arbor, Michigan University Press, 2011 (1985), p. 28.

⁶³ "Projet de décret approuvant une convention conclue le 21 février 1911 entre le Gouvernement du Congo belge et la Société "Lever Brothers Limited" et ayant pour objet la concession de terres à une société à constituer sous le nom de: "Société Anonyme des Huileries du Congo Belge", in *Annales Parlementaires* 1911, Document parlementaire n°126.

employer and employee, as they were specified in the March 1922 legislation. The worker is free to organize his labour as he wishes, and is paid in accordance to the amount of work provided.

The *contrat de travail à la pièce* (piecework) depended on the 1922 law. Salaries were paid in accordance to the amount of items furnished, or tasks accomplished by the worker during a predetermined time span or after that a predetermined number of items have been furnished. No disciplinary fines can be inflicted on the worker if the delays are overpassed or if all items are not furnished. But if the employer files a complaint, the employee can still be fined or condemned to up to two months of penal servitude by a court of law, in accordance to 1922 decree's art. 47 and 48.

The *contrat de travail à la tâche* differs from the previous one only by the mode of remuneration. The salary is calculated on the base of the number of days during which the employee worked. If he does not properly fulfil his obligations, in addition to the possibility of being condemned by a court in accordance to the 1922 decree as for piecework, the employer can also perform salary deductions up to a third of a month's pay.

Finally, the *contrat de travail à la journée*, à la semaine ou au mois implied that the employer had to provide rations – in kind or in cash – housing, medical care, a blanket and the necessary equipment for the employee's labour no matter if he did or did not work. Salary is paid in accordance to the number of days where the worker was present, unrelated on the amount of work or of items he produced. In case of “laziness or indiscipline”, administrative fines provided by the 1922 legislation could be inflicted upon him⁶⁴.

In the Leverville concession, administrators theoretically distinguished two forms of labour, regulated in principle by two different types of contracts. In December 1931, the Bas-Kwilu territorial administrator, in a letter destined to traders and companies operating within his territory, attempted at reassessing the official distinction between the two main linchpins of the palm oil economy. The fruit cutter on the one hand, originating from outside the area, and who should be hired under the conditions specified in the 1922 decree. Fruit furnishers, on the other hand, living within the concession and working on his lands, had to be paid by the piece⁶⁵. Fruit furnishers were one of the examples provided by the GG in his 1946 letter to illustrate the sort of labour that should be covered by the *contrat d'entreprise*. They had to provide a determined amount of ripe fruits, within a predetermined delay or not⁶⁶. Fruit cutters, according to an August 1931 report, had to provide 200 crates of palm fruits,

each weighing 35 kg, with no predetermined delay, a task usually fulfilled in six months⁶⁷. The former were thought to populate unsupervised and uncontrolled settlements of HCB workers dispersed in the palm groves⁶⁸. The latter, imported from the neighbouring territories, were considered as seasonal workers, going to work on their own – not accompanied by their wives and children – and returning home after their contracts were fulfilled⁶⁹.

Nevertheless, distinctions between cutters and furnishers, the type of contract that should cover their engagement and their mode of remuneration became hotly debated topics in colonial circles. Should the harvest of fruits in palm groves be considered as piecework or timework? Were all HCB workers covered by the paternalistic clauses of the 1922 labour legislation? In 1923, a disagreement emerged between company representatives and the administration on the legality of the piecework contract for fruit cutters introduced by the *Huileries'* management in its Tango area. Such engagements were illegal, the general government argued, because they do not stipulate a salary, which contravenes clauses of the 1911 convention and does not cover the effective nature of fruit cutting⁷⁰. Cutters have to be remunerated on the basis of their work hours, not on the amount of fruits they collected⁷¹. In his answer, the HCB's delegate administrator responded that piecework remuneration did not imply that cutters' contracts were not covered by the 1922 decree, and that the 1911 convention, although stipulating a minimal salary, was silent on the type of contract that should be drafted between employers and employees⁷². The disagreement was fierce, and both parties resorted to their own sets of legal precedents and eminent jurists' analysis to prove their point⁷³. In February 1924, the colony's general counsel settled the dispute at the benefit of the company, arguing that the mode of remuneration did not determine if the engagement resorted from the 1922 legislation, since all forms of labour are covered by the decree, and that piecework would provide a “stimulant to labour” much needed by “the Black” to be efficient⁷⁴.

What was really at stake in this dispute was the HCB's

⁶⁴ AAB, AIMO 1598, Lettre du GG Ryckmans aux gouverneurs de province, 5 juin 1946.

⁶⁵ AAB, AIMO 1855 Lettre de l'administrateur territorial du Bas-Kwilu aux commerçants et industriels du territoire, 14 décembre 1931.

⁶⁶ The resort tot his example to characterize the *contrat d'entreprise* is somewhat puzzling. What is, indeed, the difference between the *contrat à la pièce* and the *contrat d'entreprise* if the worker has to provide a determined amount of items within a determined time span?

⁶⁷ AAB, AIMO 1855, Main d'oeuvre HCB – Nombre d'engagés au sens du décret du 16 mars 1922, 4 août 1931.

⁶⁸ For more information on those settlements, see B. Henriët, “Elusive Natives: escaping colonial control in the Leverville oil palm concession, Belgian Congo, 1923-1941”, *The Canadian Journal of African Studies*, 49:2 (2015), p. 339-61.

⁶⁹ AAB, AIMO 1855, Rapport à M. le gouverneur de la province sur le problème posé par les “HUILERIES DU CB” au sujet du glissement de populations vers leurs zones d'exploitation de palmeraies. (Janvier 1932).

⁷⁰ AAB, AIMO 1654, Lettre du gouverneur du Congo-Kasaï à l'administrateur délégué des HCB, 20 octobre 1923.

⁷¹ AAB, AIMO 1654, Lettre du GG Tilkens au gouverneur du Congo-Kasaï, 11 décembre 1923.

⁷² AAB, AIMO 1654, Lettre de l'administrateur-délégué des HCB au gouverneur du Congo-Kasaï, 5 janvier 1924.

⁷³ The HCB management quoted Dalloz, Baudry-Lacantinerie's *Traité théorique et pratique du droit civil* and the Belgian 1900 legislation on labour contracts. The government resorted to an article of Théodore Heyse, and to the Belgian *Pandectes*.

⁷⁴ AAB, AIMO 1654, Chef du contentieux – Note pour m. Le gouverneur Général, 2 février 1924.

anxiety to be forced to remunerate its fruit cutters no matter the amount of labour they provided. Managers feared that the reluctant and allegedly “lazy” workforce would thrive of the wages and paternalistic benefits the company was legally bound to provide without offering in return sufficient amounts of fruits to ensure the sustained operation of its oil mills.

The debate was not closed by 1924. In February 1932, the Congo-Kasaï governor offered to the HCB the possibility of tying remunerations to a minimal amount of fruit crates to be provided each week, to ensure that the employer could rely on a guaranteed output of palm fruits⁷⁵. But the Congo-Kasaï general commissioner – the governor’s right hand – shunned this proposition. “Labour contract applied to cutters with the imposition of a minimal task is a fiasco. Too many unpredictable elements influence the output – seasons, rains, local conditions of harvest...”⁷⁶.

Such lengthy disagreements and discussions on how palm oil labour should be legally covered illustrate the complexity of fitting a task as specific as fruit cutting into pre-existing European understandings. Colonial legislations on employment contracts were drafted to canvas labour on the grounds of historical precedents known to metropolitan legislators, such as mining or plantation work. But the only activity sufficiently close to fruit cutting was rubber harvest as it was practiced in the Congo Free State: concessionary companies occupying extensive territories and recruiting local communities to provide raw materials coming from dense forest zones. The infamy attached to the experience of the “red rubber”, the abuses it generated, the considerable backlash it provoked and the subsequent transfer of Congolese sovereignty from the Léopold II to the Belgian government turned that only precedent in an experience that must absolutely not be reproduced in the *colonie modèle*. Palm oil employers and the Kwango administrators had to make due with inadequate employment contracts and unenforceable recruitment legislations.

III. A contract model

In 1923, two different types of contracts were drafted for fruit cutters of the Leverville area, declined in five different models. Model 1 and 2 were aimed at individual recruitment, while models A to C were aimed for collective engagements.

Models 1 and 2 specified in introduction the identity and history of the recruit: he had to stipulate his name, nickname, the name of both his parents, and his origin (village, chieftaincy and territory). The worker was hired for a determined amount of time (up to 3 years in model 1, unspecified in model 2), for a labour that was unspecified as well. Payment had to be calculated on a daily basis, and was delivered at the end of the month or after four weeks. The contracts also provided that a daily ration should be given in kind or in cash, including one sixth of the ration on Sunday. The HCB also had to pro-

vide clothes and blankets to its employee. After a 15 days notice, the company could let go of a worker if he was wounded or sick. A fingerprint was sufficient for illiterate workers to sign their contracts⁷⁷.

Models A, B and C provided a legal frame for collective recruitments. They opened on tables containing the workers’ name, their associated identification number in the company’s logbooks, and the territory in which the employees were recruited. Workers were hired for an unspecified number of years, during which they had to perform a minimal number of terms of unspecified labour, with the possibility of enjoying regular unpaid leaves. The company had to fulfil the same obligations towards those workers than in models 1 and 2. Contracts could be resigned after a 15 days notice if recruits were badly and permanently wounded or sick, if they had been condemned in a court of law, or if they proved to be “lazy” or “insubordinate”⁷⁸.

Models 1 and 2 were made for fruit furnishers, while models A to C were aimed at fruit cutters⁷⁹. With the notion of collective recruitment, liberal principles that shaped the theoretical equality and freedom of employers and employees when signing a labour contract becomes even more remote.

The March 1922 decree allowed provincial governors to determine models of workers’ logbooks. For the HCB management, this situation generated “considerable additional costs of printing, inevitable confusions and a lack of unity, while unity is indispensable in a company such as the HCB”⁸⁰. After receiving the assent of the concerned governors, the GG agreed to the management’s proposal⁸¹. It led to the drafting of unified models of contracts – 1, 2, A, B and C – which were submitted for approval to the general government. The administration asked for some modifications that were accepted by the company, such as the extension of the layoff notice to 15 days instead of 8 as provided in the company’s drafts⁸².

The harmonization of labour contracts displaced the pole of negotiation further away from the worker. If, in principle, contracts are considered as one-on-one agreements excluding public powers of negotiations outside of the broad ruled provided by labour legislations, the engagement of fruit cutters works on a different ground. These conventions resulted from negotiations between the administration and the employer, while the employee, legally incapable of either individual or collective bargain, was left out of the process. Harmonization – which supposed that negotiations occurred between Boma – then the colony’s administrative capital – and the HCB’s management – reinforced in principle the supervision of the upper echelons of the administration on labour rela-

⁷⁵ AAB, AIMO 1855, Lettre du gouverneur du Congo-Kasaï au commissaire de district du Kwango, 1er février 1932.

⁷⁶ AAB, AIMO 1855, Lettre du commissaire général Wauters au gouverneur du Congo-Kasaï, 18 mars 1932.

⁷⁷ AAB, AIMO 1855, Modèles de contrats HCB, 1923.

⁷⁸ AAB, AIMO 1855, Modèles de contrats HCB, 1923.

⁷⁹ AAB, AIMO 1654, Lettre de l’administrateur-délégué des HCB au GG Rutten, 29 février 1924.

⁸⁰ AAB, AIMO 1855, Lettre de l’administrateur-délégué des HCB au GG Rutten, 27 septembre 1923.

⁸¹ AAB, AIMO 1855, Lettre du GG Rutten à l’administrateur-délégué des HCB, 21 décembre 1923.

⁸² AAB, AIMO 1855, Télégramme du GG Rutten, 18 octobre 1923.

tions, and left the territoriales out of the picture. As the Congo-Kasaï governor explained in November 1923:

“Enforcing labour legislation is difficult for our territorial agents who, except in a few cases, don’t have any notions of law outside of what they were taught during a few hours of colonial lessons. [...] The uniformity of models considerably eases the task of the untrained personnel in charge of supervising the contracts”⁸³.

Renewing contracts. According to Pierre Ryckmans, a prominent public servant who would become the colony’s longest-serving GG (1934-1946) and who performed an enquiry on working conditions in the Leverville area in early 1931, a saying circulated amongst the HCB’s European staff at the beginning of the thirties: “once a cutter, always a cutter”⁸⁴. The absence of voluntary engagement and the difficulties securing the regular supply of workers on whom the company’s profitability relied implied in all logic that letting go of fruit cutters at the end of their contractual term of engagement was not a viable option for the *Huilieries*.

Company agents put in place several strategies to ensure that cutters would remain bound to their employment as long as possible. “Some [cutters] fear to be bound to life to a painful task that becomes impossible to leave once one is recruited”⁸⁵, mentioned Ryckmans in his report, while Charles Dupont, the Leverville concession general manager, wrote in August 1930 that forced reengagements were “absolutely special to the Lusanga area and I dare to affirm that nowhere else in this colony there is such contempt made of article 2 of the fundamental law providing for the rights of Natives”⁸⁶. The perpetual nature of fruit cutting seemed to have been well understood amongst the Kwango-Kwilu’s communities targeted for recruitment, and exacerbated their repugnance towards engagement. The seldom enthusiasm of the Congolese for the company’s job offers contributed to the increase efforts demanded by the management to their employees, reinforcing in return the rejection of palm oil labour. The “vicious circle” described by Ryckmans was perpetually reinforced by the irreconcilable interests of agents of colonization and the populations they ambioned to rule and put to work.

Along with recruitment, contract renewal can be highlighted as the other process where several coercive practices are put in place to ensure workers’ continuous engagement. And like recruitment, they were in open contradictions of instructions given by metropolitan hierarchies, either public or private, or at least constituted a broad interpretation of them. The 1930 HCB instruction manual stated that cutters “should be encouraged, at the expiration of their contracts, after a holiday

in their villages, to return with their wives and families and settle down permanently within the limits of the HCB area”⁸⁷. But according to Ryckmans’ report, “reenagements are never questioned”, as contracts are automatically renewed at the end of the third year, as they were at the end of the two previous, by providing to the worker a new blanket and a new machete. “A cutter is never free, he cuts until his death or until the director lets him go for old age”⁸⁸. As usual, the future GG provides more details in his private correspondence, relating to his wife Madeleine the details of a conversation with a missionary during his visit of the Kwango:

“I asked him if cutters’ contracts are renewed voluntarily, his answer is no; the native complains that he never knows exactly when his contract is fulfilled; once his contract expires, it is renewed automatically without asking his opinion – and he accepts (et il se soumet) because he his scared of the White man (parce qu’il a du Blanc une sainte terreur)”⁸⁹.

It seems that one of the most usual menaces invoked by territorial agents or recruiters, a menace probably sporadically carried out “as example”, was to forcibly recruit cutters unwilling to be reengaged in the Force Publique, or to incarcerate them. “The cutter feels bound to life because at the expiration of his contract, one threatens him to be taken as a soldier if he refuses, a menace executed more than once”, wrote Ryckmans to his wife Madeleine, while carefully leaving this crucial information out of his report⁹⁰. While in a 1931 article, the French medical doctor Paul Raingard, who was hired by one of the HCB’s competitors, explains, “in the unlikely case of a native resisting the commandants’ menaces and blows, I saw a State agent giving the choice between prison and the contract”⁹¹.

There is a radical difference between metropolitan and colonial labour contracts. Both resort on the fiction of free engagement, based on the liberal idea of contractual labour as resulting from a free negotiation between equals. But in colonial contexts, the public power, left out of labour negotiations in early 20th liberal political conceptions, co-determines with the employer the terms of employment of the colonized. The administration – as the guardian of paternalist endeavours, supersedes and represents indigenous populations in labour negotiations.

The fictive freedom of engagement imported from metropolitan laws into the Belgian Congo overlooks the coercive nature of recruitment. More precisely, its reiterated forbiddance theoretically means its inexistence. Public agents, aware of the obvious coercive nature of recruitment, tolerated because of the allegedly superior interests ensuing from the signature of a labour contract: it

⁸³ AAB, AIMO 1855, Lettre du gouverneur du Congo-Kasaï au GG Rutten, 3 novembre 1923.

⁸⁴ Pierre Ryckmans à Madeleine Ryckmans, 27 janvier 1931, in Vanderlinden (ed.), op.cit., (2011), p. 155.

⁸⁵ AAB, AIMO 1652, Situation de la main d’oeuvre dans le cercle de Lusanga des HCB, 30 janvier 1931.

⁸⁶ Dupont à Dusseljé, 21 août 1930, in Vanderlinden (ed.), op.cit., (2014), p. 23. Article two of the colonial charter forbade forced labour for private companies.

⁸⁷ HCB – Native labour. For the information and guidance of members of the staff, 1930, p. 3.

⁸⁸ AAB, AIMO 1652, Situation de la main d’oeuvre dans le cercle de Lusanga des HCB, 30 janvier 1931.

⁸⁹ Pierre Ryckmans à Madeleine Ryckmans, 10 janvier 1931, in Vanderlinden (ed.), op.cit., (2007), p. 142.

⁹⁰ Ibidem, p. 142.

⁹¹ Raingard, op.cit., p. 38.

introduced the colonized to wage labour (thus provided a taxable population to the administration), participated to colonial economic exploitation and ensured that the worker has access to a minimal net of medical care, housing and basic education. Labour was also considered to act as a civilizing agent, providing against the “lazy atavism” of Congolese males. The labour contract constituted nonetheless a form of “legal whitewashing” of forced recruitment by imposing on the worker the fiction of free engagement. Ryckmans himself noted, “how little free consent there is in these so-called “contracts”⁹². As Romain Tiquet wrote on colonial Senegal, “the contract blurred the categories of forced and free labour”⁹³.

One of the key elements provided to the worker by the fruit cutters’ contract is an administrative recognition of his individual identity. His name, the ones of his father and mother and his village of origin became known to both the recruiter and the administrator, who received a copy of the names of the recruits. The contract gives him access to more rights (at least in principle) and to an altered, bettered status within the sphere of subjecthood. Because of his access to wage labour and the contractual obligations of the company, he is “uplifted” from the undetermined status of *basenji*, the name given in administrative jargon to the Congo’s rural population with little or no contact with colonial forces. As the accession to intermediary echelons in the concession’s administrative hierarchy, as the investment of a discrete amount of power in catechists, fruit cutters under contract are singled out from the “native” mass, they occupy an informal but nonetheless effective status between the *basenji*, and the clique of African intermediaries acting as enforcers of Europeans’ endeavours in the area. The emergence of this informal status also coincided with the elaboration in July 1914 of the legal status of ‘Able-bodied man’, the sole unit that could be officially targeted for recruitment and taxation. Like the social conception of the “head of the household” in late 19th- early 20th century Europe, males were singled out as the single representative of their families⁹⁴. This legal status was also used to dissimulate the participation of women and children to concession labour, both agricultural and industrial.

IV. How unique is the Belgian colonial experience?

For the past twenty years, the federalisation of Belgium, as well as the evolution of bilateral relations between Belgium and its former colony and its former UN-mandated territories, can be read as trends that exemplify the necessity for the Belgian national identity to be fuelled by external action and actors. Colonisation sets a specific record in the development of Belgian external action since 1831. Due to its neutrality until the First World War, the State had limited room to manoeuvre. Belgium, through its royal commitments, investments and the recruitment of nationals, participated in the scramble for

Africa, which was resolved, to some extent, at the Berlin Conference (1884-1885). During the nineteenth century, some people considered overseas expansion to be a necessity for such a small and highly industrialised country. The tenors of capitalism, along with the monarchy, looked for investments, especially in newly opened markets. This *bourgeoisie d'affaires* was connected with the political circles that had conducted the new State since 1831. Although it is difficult to identify and circumvent a colonial party operating as a lobby at several levels, these colonial interests were more diffused in some pillars of Belgian society⁹⁵. They did not manage to create a political movement. Consensus could be reached from time to time, which blurred the ideological lines that existed in Belgian society. As has been documented by Guy Vanthemsche⁹⁶, the colonial dimension is vital to a proper understanding of the domestic arbitrage on political, economic and social issues up to 1960. Moreover, the quest for some form of national identity must be connected to imperial values and rhetoric as the African endeavour expanded. As a divided society, Belgium needed the mirror of its ideal and utopic model colony, Belgian Congo. Building such a project strengthened cohesion, belonging and identification among Belgian groups that were present in Africa or in colonial circles in Belgium⁹⁷. The Belgian national and colonial histories are two faces of the same coin.

The revival of colonial studies⁹⁸ pose new questions for

⁹⁵ A comparison with the French situation might help. An important literature developed during the past decades. See, among others: H. Brunschwig, *Le parti colonial français*, *Revue française d'histoire d'outre-mer*, vol. 46, n° 162 (1959), 49-83; P. Grupp, *Le 'parti colonial' français pendant la Première Guerre mondiale: Deux tentatives de programme commun*, *Cahiers d'Etudes africaines*, vol. 14, cahier 54 (1974), 377-391; Ch.-R. Ageron, *France coloniale ou parti colonial?*, Paris, PUF, 1978, 302 p.; S.M. Persell, *The French colonial lobby, 1889-1938*, Stanford, Hoover Institution Press, 1983, 574 p.; M. Lagana, *Le Parti colonial français. Eléments d'histoire*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1990, 200 p.; J. d'Andurain, *Le 'parti colonial'. Réseaux politiques et milieux d'affaires: les cas d'Eugène Etienne et d'Auguste d'Arenberg*, *Etudes coloniales*, 2006, on-line access <http://etudescoloniales.canalblog.com/print/3538945.html>; J.-Fr. Klein, “Du patronat colonial au patronat impérial. Un changement de paradigme”, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2012/2 (n° 114), 67-81; B. Sèbe, *Heroic imperialists in Africa. The promotion of British and French colonial heroes, 1870-1939*, Manchester, Manchester University Press, 2013, 352 p.

⁹⁶ G. Vanthemsche, *Belgium and the Congo, 1885-1960*, New York, Cambridge University Press, 2012, 289 p.; M. Stanard, *Selling the Congo: a history of European pro-empire propaganda and the making of Belgian imperialism*, Lincoln, University of Nebraska Press, 2012, 387 p.

⁹⁷ Few contributions offer an overview of colonial culture and imaginary: J.-L. Vellut (ed.), *La mémoire du Congo: le temps colonial*, Ghent, Snoeck-Ducaju, 2005, 272 p.; N. Tousignant, *Imaginaires coloniaux dans la Belgique "nouvelle" (1999-2004): enjeux mémoriels*, 32 p. Actes du colloque international *Expériences et mémoire: partager en français la diversité du monde*, Université de Bucarest, 12-16 septembre 2006, [B. Jewsiewicki ed.], on-line access http://www.celat.ulaval.ca/histoire.memoire/colloques/colloque_bucarest_2006.htm; V. Viaene, D. Van Reybrouck and B. Ceuppens (eds.), *Congo in België. Koloniale cultuur in de metropool*, Louvain, Universitaire Pers Leuven, 2009, 352 p.

⁹⁸ A new generation of scholars has (re)opened some fields of investigation that had been left untouched by their predecessors. The history of law, institutions and judicial system in colonial contexts, benefits from this trend, from the expertise and extended publications on similar topics in metropolitan situations. In the French-speaking academic environment, Lille 2 CHJ, Montpellier and

⁹² Pierre Ryckmans à Madeleine Ryckmans, 10 janvier 1931, in Vanderlinden (ed.), *op.cit.*, (2007), p. 131.

⁹³ R. Tiquet, *op.cit.*, p. 301.

⁹⁴ O. Likaka, *Rural Society and Coton in Colonial Zaïre*, Madison, University of Wisconsin Press, 1997, p. 27..

the documentation of the Belgian colonial experience in Central Africa from the 1850s to 1960-1962, especially on the legal system. Making the norm is not elaborating the norm. As a close look at the proceedings of the commission in charge of the 1922 decree revision may suggest, there is a widening gap between Brussels and Léopoldville. Moreover, field experience had limited access

to legislation in the making. The administration and the judiciary lacked constantly the human resources and the financial means to effectively and efficiently surround all Congolese areas. Finally, the elaborated norm was not the implemented one. Legislation created *en chambre* could fall short in district management. Understanding the complex dynamics requires the systematic confrontation of texts and experiences produced in a multi-level governing system, lacking of pro-active retroaction.

Brussels CRHIDI constitute the connected triad of the most recent achievements. See B. Piret, C. Braillon, L. Montel and P.-L. Plasman (eds.), *Droit et Justice en Afrique coloniale. Traditions, productions et réformes*, Brussels, Publications de l'Université Saint-Louis, 2014. 214 p. (coll. Travaux et Recherches).

Kolonialismus als rassistische Utopie Deutsche Besatzungsherrschaft in der Sowjetunion während des Zweiten Weltkriegs

Andreas Zellhuber (Augsburg)

Am 22. Juni 2016 jährte sich der deutsche Überfall auf die Sowjetunion zum 75. Mal, ein Ereignis, das in Politik, Medien und historischer Forschung erheblichen Widerhall fand.¹ Dabei verfolgte das NS-Regime mehrere Kriegsziele: das sogenannte „Unternehmen Barbarossa“ war ein Weltanschauungskrieg zur Auslöschung des „Bolschewismus“, ein Vernichtungskrieg gegen das osteuropäische Judentum und schließlich ein Krieg zur Eroberung von „Lebensraum im Osten“.

Die auf den Angriff folgende deutsche Besatzungsherrschaft in der Sowjetunion zählte trotz ihrer verhältnismäßig kurzen Dauer zweifellos zu den brutalsten und menschenverachtendsten der Geschichte. Allein die Zahl der Opfer in der Zivilbevölkerung ist erschreckend: Der sowjetischen „Außerordentlichen Staatskommission zur Untersuchung der deutschfaschistischen Verbrechen“ zufolge fielen dem NS-Okkupationsregime im Baltikum, in Weißrussland und in der Ukraine vier Millionen Einwohner zum Opfer. Hinzu kommen rund zwei Millionen ermordete sowjetische Juden sowie Hunderttausende verstorbene Zwangsarbeiter.² Für das gesamte durch das Deutsche Reich besetzte Territorium der Sowjetunion geht man von rund 15 Millionen toten Zivilisten und rund 11,4 Millionen Soldaten aus.³

Die schiere Dimension der NS-Verbrechen, die Überlagerung von Eroberungskrieg, Weltanschauungskrieg und Holocaust, die komplexen Zusammenhänge zwischen militärstrategischen, ideologischen und wirtschaftlichen

Motiven des deutschen Angriffs auf die Sowjetunion machen es schwierig, in Bezug auf das kurzlebige deutsche Ostimperium während des Zweiten Weltkriegs den Begriff des Kolonialismus zu verwenden, wie er durch die europäische Kolonialherrschaft in Amerika, Afrika und Asien während des 18. und 19. Jahrhunderts geprägt worden ist.⁴

Dennoch sei hier ein Versuch unternommen, einen kurzen Überblick über die grundlegenden rasseutopisch-ideologischen Voraussetzungen, über Institutionen und Praktiken der deutschen Besatzungsherrschaft sowie über weitergehende Kolonialisierungspläne für das Territorium der Sowjetunion zu schaffen. Dabei wird das Augenmerk weniger auf einem ökonomischen Imperialismus, als vielmehr auf dem Aspekt des damaligen projektierten Siedlungskolonialismus liegen.

I. Rassen und Räume: Der „Osten“ als zentrales Element der NS-Ideologie

Die Fantasien über eine indirekte oder auch direkte Herrschaft des Deutschen Reiches über Osteuropa wurzelten – ungeachtet eines konstruierten Rückgriffes auf einen angeblichen, unspezifischen deutschen „Drang nach Osten“ in Mittelalter und Früher Neuzeit⁵ – in der Zeit des Ersten Weltkrieges. In der berühmten „Kriegszielenkunde“ vom Juli 1915, von über 1000 Intellektuellen des Kaiserreiches unterzeichnet, hieß es bereits unverblümt: „Grenzwall und Grundlage zur Wahrung unseres Volkswachstums aber bietet Land, das Russland uns abtreten muss. Es muss landwirtschaftliches Siedlungsland sein. Land, das uns gesunde Bauern (...) bringt. Land, das einen Teil unseres Bevölkerungswachstums aufzunehmen vermag und deutschen Rückwanderern, die dem feindlichen Ausland den Rücken kehren wollen oder müssen, neue Heimat in der alten Heimat bietet.

¹ Vgl. Gedenken anlässlich des 75. Jahrestag des Überfalls auf die Sowjetunion. 178. Sitzung des 18. Deutschen Bundestages am 22. Juni 2016.

² Vgl. Pavel Polian, *Sowjetische Staatsangehörige im „Dritten Reich“ während des Zweiten Weltkrieges. Gruppen und Zahlen*, in: Babette Quinkert (Hg.), *„Wir sind die Herren dieses Landes“*. Ursachen, Verlauf und Folgen des deutschen Überfalls auf die Sowjetunion, Hamburg 2002, S. 136-153 sowie Elena Zubkova, *Die sowjetische Gesellschaft nach dem Krieg. Lage und Stimmung der Bevölkerung 1945/46*, in: *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, 47, Heft 3 (1999), S. 363-383.

³ Aktuelle Zahlen bei: Jürgen Zarusky, *Systematische Vernichtung*, in: *Das Parlament* Nr. 26/27, 27. Juni 2016, S. 9.

⁴ Vgl. Jürgen Osterhammel, *Kolonialismus. Geschichte – Formen – Folgen*, München 2006.

⁵ Vgl. Wolfgang Wippermann, *Der „deutsche Drang nach Osten“. Ideologie und Wirklichkeit eines politischen Schlagwortes*, Darmstadt 1981.

(...) Land, das dem Geburtenrückgang wehrt, die Auswanderung hemmt und die Wohnungsnot lindert, dessen Neubesiedelung und Eindeutschung auch dem geistigen Proletariat neue Lebensmöglichkeiten schafft.“⁶

Die sich abzeichnende Niederlage in einem Zweifrontenkrieg, die Erfahrung, dass auch einer der modernsten, bevölkerungsreichsten, wirtschaftlich stärksten Staaten der Welt ohne Zugriff auf globale Ressourcen und ohne ein nennenswertes Kolonialimperium in einer militärischen Auseinandersetzung, die zunehmend den Charakter eines Abnutzungskampfes annahm, unterlegen sein musste, führte in den Eliten des Kaiserreiches dann zu der Überzeugung, dass Deutschland für die Beibehaltung bzw. zukünftige Wiedererlangung seiner Weltgeltung einen „kontinentalen Ergänzungsraum“ benötige – einmal aus (kriegs-)wirtschaftlichen Überlegungen, zum anderen aus militärstrategischen Gründen, nämlich um eine erneute „Einkreisung“ des Deutschen Reiches durch die angelsächsischen Seemächte und die Kontinentalmacht Russland zukünftig zu verhindern.⁷

Tatsächlich ließ sich im März 1918 nach dem Frieden von Brest-Litowsk mit einem durch Revolution und Umsturz geschwächten Russland für kurze Zeit eine deutsche Herrschaft über weite Teile Osteuropas errichten. Der Friedensschluss ließ denn auch für kurze Zeit die Hoffnung aufkeimen, nun, mit Konzentration auf nur noch eine Front und versorgt durch die vorgeblich reichen Ressourcen der Ukraine und des Baltikums (das Wort vom „Brotfrieden“ machte die Runde), den Krieg im Westen doch noch zu einem siegreichen Ende führen zu können.⁸

Dass dieser Eindruck getäuscht hatte und der Weltkrieg dennoch verloren ging, änderte nichts an der Tatsache, dass zu Zeiten der Weimarer Republik unter Militärs und Wissenschaftlern, unter Publizisten wie Politikern Pläne für eine wie auch immer im Einzelnen geartete Präpotenz Deutschlands gegenüber den osteuropäischen Ländern ventiliert wurden, wobei das dicht besiedelte, von Industrien geprägte Deutsche Reich durch einen dünn besiedelten, agrarischen Raum ergänzt würde. Neue Forschungsrichtungen wie die politische Geographie und Kartographie, die Geopolitik und die so bezeichneten „Raumwissenschaften“ boten diesen Überlegungen ein scheinbar seriöses Fundament. Für einige Vertreter dieser in nuce dann aber doch ideologisch kon-

taminierten „Wissenschafts“-zweige galt der Raum zwischen Ostsee, Ural, Kaukasus und Schwarzem Meer nämlich als das „Herzland“ der Alten Welt, dessen Besitz über die Vormachtstellung in der Welt entschied.⁹

Zusammen mit der „Mitteleuropa-Idee“ und der Kolonialbewegung, die von der Wiedererlangung der im Frieden von Versailles verlorenen Territorien in Übersee träumte, war von nun an die „große Ostlösung“ einer der drei „imperialistischen Tagträume“ der nationalkonservativen und rechtsradikalen Parteien und Verbände der Weimarer Republik.¹⁰

Tatsächlich sind einige führende nationalsozialistische Politiker schon frühzeitig, gleichsam zu Beginn der Formierung der völkisch-nationalsozialistischen Ideologie in der Übergangsphase zwischen Kaiserreich und Weimarer Republik, mit den Grundkonstanten dieser „Ostlösung“ in Berührung gekommen.¹¹ Heinrich Himmler beispielsweise, Jahrgang 1900, hatte in einer Art jugendlichem Idealismus am 11. November 1919, exakt ein Jahr nach dem Inkrafttreten des Waffenstillstandes, seinem Tagebuch anvertraut, er wolle eines Tages „im Osten, fern vom schönen Deutschland, mein Leben durchleben und durchkämpfen“. Und nach einem Vortrag des Generals Graf Rüdiger von der Goltz über „Finnland, Baltikumfeldzug und Ostfragen“ notierte er: „Das weiß ich bestimmter jetzt als je, wenn im Osten wieder ein großer Feldzug ist, so gehe ich mit. Der Osten ist das Wichtigste für uns. Der Westen stirbt leicht. Im Osten müssen wir kämpfen und siedeln.“¹² Als Gauführer Bayern der Jugendorganisation „Artaman = Ostmark e.V.“ vertrat Himmler auch die Position einer „Umschaltung des Menschenstromes von der Stadt auf das Land, vom Westen nach dem Osten“.¹³

Alfred Rosenberg, der spätere Ostminister, selbst ein gebürtiger Deutschbalte, hatte 1917 als Student in Moskau erst die Februar- und dann die Oktoberrevolution miterlebt. Nach einigen vorbereitenden publizistischen Anläufen, die insbesondere eine Verknüpfung antisemitischer und antibolschewistischer Ressentiments zum Thema hatten, veröffentlichte er zehn Jahre später ein Büchlein mit dem Titel „Der Zukunftsweg einer deutschen Außenpolitik“, in dem er darlegte, dass „Raum und Boden für ein deutsches Geschlecht von 100 Millionen (...) die Lebensfrage schlechthin“ sei.¹⁴ Er forderte

⁶ Zitiert nach Ralph Giordano, Wenn Hitler den Krieg gewonnen hätte. Die Pläne der Nazis nach dem Endsieg, München 1991, S. 190f.

⁷ Vgl. Andreas Zellhuber, „Unsere Verwaltung treibt einer Katastrophe zu...“. Das Reichsministerium für die besetzten Ostgebiete und die deutsche Besatzungsherrschaft in Osteuropa, München 2006, S. 20-25.

⁸ Vgl. Hans-Werner Rautenberg, Zusammenbruch und Neubeginn deutscher Ostpolitik nach dem Ersten Weltkrieg, in: Jürgen Förster (Hg.), Deutschland und das bolschewistische Russland von Brest-Litowsk bis 1941, Berlin 1991, S. 7-24; Seppo Myllyniemi, Die Neuordnung der baltischen Länder 1941-44. Zum nationalsozialistischen Inhalt der deutschen Besatzungspolitik, Helsinki 1973; Abba Strazhas, Deutsche Ostpolitik im Ersten Weltkrieg. Der Fall Ober Ost 1915-1917, Wiesbaden 1993; Winfried Baumgart, Deutsche Ostpolitik 1918. Von Brest-Litowsk bis zum Ende des Ersten Weltkriegs, Wien u.a. 1966.

⁹ Vgl. Mechthild Rössler, „Wissenschaft und Lebensraum“. Geographische Ostforschung im Nationalsozialismus. Ein Beitrag zur Disziplingeschichte der Geographie, Berlin 1990, David T. Murphy, The Heroic Earth. Geopolitical Thought in Weimar Germany 1918-1933, Kent (Ohio) 1997, Frank Ebeling, Geopolitik. Karl Haushofer und seine Raumwissenschaft, 1919 bis 1945, Berlin 1994, Michael Burleigh, Germany turns eastward. A study of Ostforschung in the Third Reich, Cambridge 1988.

¹⁰ Vgl. Ludolf Herbst, Das nationalsozialistische Deutschland 1933-1945, Frankfurt am Main 1996, S. 27-32.

¹¹ Zu den folgenden Ausführungen vgl. Zellhuber, Reichsministerium für die besetzten Ostgebiete, S. 25-60.

¹² Zitiert nach Joseph Ackermann, Heinrich Himmler als Ideologe, Göttingen 1970, S. 198.

¹³ Ebd., S. 196-201.

¹⁴ Zu Rosenberg vgl. Ernst Piper, Alfred Rosenberg. Hitlers Chefideologe, München 2005, bes. S. 19-75. Alfred Rosenberg, Der Zukunftsweg einer deutschen Außenpolitik, München 1927, S. 10.

einen „völkischen Imperialismus“ im Gegensatz zu einem „militärischen“ oder „wirtschaftlichen“, eine wichtige Nuancierung, die aufgrund ihrer rassistischen und kolonisatorischen Implikationen die nationalsozialistische Ostpolitik bei aller Teilkongruenz doch deutlich von den Ostkonzeptionen nationalkonservativer Kreise unterschied.¹⁵ Denn es ging um nichts weniger als die Revision der Geschichte im globalhistorischen Maßstab, wie Rosenberg später ausführte: „Was sich hier jetzt im Osten vollzieht, ist, glaube ich, viel größer und tiefer. Das Jahr 375 [in dem das Gotenreich in der Ukraine von den Hunnen zerstört und die Goten nach Südeuropa verdrängt wurden, AZ] wird liquidiert. (...) Und heute hat das Schicksal es uns ermöglicht, auf dieser Seite der Weltgeschichte wieder den Rang einzunehmen, den das Gotenvolk in den ersten Jahren eingenommen hat. (...) Damals ging eine Weltgeschichte zugrunde und im Jahr 1941 hat mit der Eroberung des Ostens durch Adolf Hitler eine neue Weltgeschichte begonnen.“¹⁶

Hitler selbst war 1922 durch Rudolf Heß auf dessen Lehrer Karl Haushofer und seine „Geopolitik“ aufmerksam geworden, im selben Jahr hatte Alfred Rosenbergs Schrift „Pest in Russland! Der Bolschewismus, seine Häupter, Handlanger und Opfer“ großen Eindruck auf Hitler gemacht.¹⁷ In der Landsberger Festungshaft wurden diese Gedanken konkretisiert und im 14. Kapitel von „Mein Kampf“ unter dem Titel „Ostorientierung oder Ostpolitik“ zu Papier gebracht. „Bodenpolitik“ statt „Kolonialpolitik“ sei die Lösung der Zukunft, „denn nicht in einer kolonialen Erwerbung [in Übersee, AZ] haben wir die Lösung dieser Frage [nach „Lebensraum“ für das deutsche Volk, AZ] zu erblicken, sondern ausschließlich im Gewinn eines Siedlungsgebietes, das die Grundfläche des Mutterlandes selbst erhöht. (...) Damit ziehen wir Nationalsozialisten bewusst einen Strich unter die außenpolitische Richtung unserer Vorkriegszeit. (...) Wir stoppen den ewigen Germanenzug nach dem Süden und Westen Europas und weisen den Blick nach dem Land im Osten. Wir schließen endlich ab die Kolonial- und Handelspolitik der Vorkriegszeit und gehen über zur Bodenpolitik der Zukunft. Wenn wir heute in Europa von neuem Grund und Boden reden, können wir in erster Linie nur an Russland und die untertanen Randstaaten denken.“¹⁸

Diese Argumentationen schufen die, wenn auch im Detail noch vage, Vorstellung eines zukünftigen Rasseutopias als Kernelement und historische Mission der nationalsozialistischen Ideologie und Politik, das „im Osten“ zu suchen war und wahlweise als „Garten Eden“ oder „Land der Zukunft“ geradezu mythisch überhöht wurde.¹⁹ Auffällig und festzuhalten ist dabei allerdings, wie wenig ausdifferenziert dieses nationalsozialistische Bild

des „Ostens“ war, wie wenig unter den Spitzen des NS-Regimes, Alfred Rosenberg vielleicht ausgenommen, bekannt war über seine wirtschaftlichen und geographischen Bedingtheiten, über seine spezifischen kulturellen und ethnographischen Merkmale. Auch war dieser „Osten“ einmal das ehemalige Gebiet des Zarenreiches (ohne Finnland), ein andermal die Sowjetunion, wahlweise mit oder ohne Baltikum, mit oder ohne den kaukasischen Raum, Mittelasien oder Sibirien.

II. Besatzungsbehörden und Besatzungsherrschaft

Trotz der oben geschilderten Bedeutung des „Ostens“ für die NS-Ideologie gab es nach Beginn des Zweiten Weltkriegs keine kohärente Ausgestaltung der deutschen Besatzungsherrschaft, geschweige denn einheitliche Besatzungsbehörden. Die Reste der Tschechei wurden als „Reichsprotektorat Böhmen und Mähren“ in das „Großdeutsche Reich“ eingegliedert, die Slowakei behielt als Vasallenstaat formal ihre Unabhängigkeit, eine gewisse Eigenständigkeit, die Polen wiederum als „Generalgouvernement“ vollständig verlor, während das Territorium um die ostpolnische Stadt Bialystok eine gänzlich eigene Jurisdiktion unter einem deutschen „Chef der Zivilverwaltung“ erhielt.²⁰

Die mit Abstand größten und auch bevölkerungsreichsten Gebiete des eroberten Osteuropa, das Baltikum, Weißrussland und die Ukraine, wurden hingegen einem „Reichsministerium für die besetzten Ostgebiete“ (RMfBO) unterstellt. Minister wurde der bereits erwähnte Alfred Rosenberg, gelegentlich als „Chefidologe der NS-DAP“ bezeichnet. Als Territorialministerium konzipiert, spiegelten sich in ihm staatliche und parteiamtliche Fachbereiche jeglicher Schattierung, sodass sich die Zentralbehörde in Berlin mit ihren nachgeordneten Dienststellen in den Reichskommissariaten Ukraine und „Ostland“ (Baltikum und Weißrussland) zu einer wahren Mammutbehörde mit tausenden von Mitarbeitern auswuchs.²¹

Naturgemäß beanspruchte das RMfBO dabei auch die Federführung auf dem Politikfeld der „Kolonialisierung“. Wenige Tage, nachdem Alfred Rosenberg erfahren hatte, dass das Deutsche Reich die Sowjetunion überfallen und er selbst mit entsprechenden politischen Arbeiten betreut würde, verfasste der Deutschbalte eine Denkschrift, die den Großräumen der Sowjetunion im zukünftigen deutschen Ostimperium sehr unterschiedliche Rollen zudachte. So galt für „Groß-Russland“ neben einer „sehr weitgehenden Wirtschaftsausnutzung“ die

¹⁵ Ebd., S. 13-18.

¹⁶ Rede Rosenbergs anlässlich des Presseempfangs zur Einrichtung des Reichsministeriums für die besetzten Ostgebiete, 18. November 1941, BA, R6/37, Bl. 15-29.

¹⁷ Erschienen 1922 in München.

¹⁸ Adolf Hitler, Mein Kampf, 424. - 428. Auflage, München 1939, S. 741f. Vgl. Zellhuber, Reichsministerium für die besetzten Ostgebiete, S. 30-36.

¹⁹ Vgl. Ebd., S. 56-59.

²⁰ Einzelstudien sind Czeslaw Madajczyk, Die Okkupationspolitik Nazideutschlands in Polen 1939-1945, Berlin 1987 und Detlef Brandes, Umsiedlung, rassische Bestandsaufnahme. NS-„Volkstumspolitik“ in den böhmischen Ländern (Veröffentlichung des Collegium Carolinum, Bd. 125), München 2012. Zu den deutschen Kolonialisierungs- und Siedlungsplänen in diesen Ländern vgl. auch Grzegorz Hryciuk u.a., Umsiedlungen, Vertreibungen und Fluchtbewegungen 1939-1959. Atlas zur Geschichte Ostmitteleuropas, Warschau 2013.

²¹ Vgl. Sebastian Lehnmann u.a. (Hg.), Reichskommissariat Ostland. Tatort und Erinnerungsobjekt, Paderborn 2012, und Zellhuber, Reichsministerium für die besetzten Ostgebiete, S. 61-159. Für das Reichskommissariat Ukraine liegt noch keine umfassende Einzelstudie vor.

„völlige Vernichtung der jüdisch-bolschewistischen Staatsverwaltung, ohne die Errichtung eines zusammenfassenden neuen Staatsapparates zu fördern.“ Das russische Kerngebiet um Moskau würde zu einem gigantischen Ghetto für „unerwünschte Bevölkerungselemente“ umfunktioniert. Demgegenüber wurde Weißrussland als einem „sehr zurückgebliebenen Teil der UdSSR“ mit dem „zweitgrößten Judenreservoir“ die „Erweckung eines Eigenlebens“ zugestanden. Die Ukraine wiederum, der Friede von Brest-Litowsk klang hier durch, stelle eine „mächtige Rohstoff- und die ergänzende Ernährungsbasis für das Großdeutsche Reich“ dar. Überlegungen wurden auch für den Kaukasus, das „Don-Gebiet“ und für die mittelasiatischen Sowjetrepubliken angestellt.

Für das Baltikum hatte der in Tallinn gebürtige Rosenberg besondere Pläne. Nach „Abschiebung größerer Intelligenzschichten“ und der „Aussiedlung rassisch minderwertiger, größerer Bevölkerungsgruppen aus Lettland“ sollten die ehemaligen baltischen Länder „im Laufe einer oder zweier Generationen (...) als neues eingedeutschtes Land dem deutschen Kerngebiet“ angeschlossen werden.²² Es war dort „die Form eines deutschen Protektorats zu erstreben und dann durch Eindeutschung rassisch möglicher Elemente, durch Kolonisierung germanischer Völker und durch Aussiedlung nicht erwünschter Elemente dieses Gebiet zu einem Teil des Großdeutschen Reiches umzuwandeln.“²³

Weitere Gebiete deutscher Besiedelung benannte Hitler selbst auf einer Konferenz am 16. Juli 1941 im Führerhauptquartier in Ostpreußen. Die Krim und ihr Hinterland gehöre dazu, Galizien, das Gebiet der Wolga-Deutschen sowie die Region um Baku. „Grundsätzlich kommt es also darauf an, den riesenhaften Kuchen handgerecht zu zerlegen, damit wir ihn erstens beherrschen, zweitens verwalten und drittens ausbeuten können. (...) Aus den neugewonnen Ostgebieten müssen wir einen Garten Eden machen; sie sind für uns lebenswichtig; Kolonien [in Übersee, AZ] spielen dagegen eine ganz untergeordnete Rolle“, ließ sich der Diktator dort vernehmen.²⁴

Im Ostministerium selbst wurde zwischenzeitlich eine Abteilung „Volkstums- und Siedlungspolitik“ eingerichtet, die unter der Leitung eines Prof. Wilhelm Martin Kinkel verantwortlich war für die Erfassung und Erforschung der deutschen Minderheiten in der Sowjetunion, aber auch für die Betreuung, publizistische Versorgung und politische Lenkung der Volksdeutschen in der Sowjetunion sowie der präsumtiven Kolonisten bzw. „Rücksiedler“. Hier wurden etwa die „Brücke zur Heimat. Blätter für die Volksdeutschen in den besetzten Ostgebieten“ herausgegeben, Staatsbürgerschaften ausgestellt, Siedlungspläne verfasst und vieles mehr. Es müsse „die Erhaltung des übernommenen Bevölkerungs-

standes gesichert und seine Vermehrung gefördert werden“, hieß es in einer entsprechenden Direktive.²⁵ Ein 80-köpfiges „Kommando Dr. Stumm“, der erwähnten Abteilung angegliedert, führte vom Herbst 1941 bis Februar 1943 eine umfangreiche ethnographische, demographische und anthropologische Bestandsaufnahme des Deutschtums in der Ukraine durch, auch mit dem Hintergedanken, mögliche zukünftige Siedlungsschwerpunkte zu prospektieren, und besuchte dabei – von Adelsheim bis Zwiahel – weit über hundert deutsche Ortschaften.²⁶

Allerdings war die „rassische“ Eignung der dortigen Volksdeutschen für die zukünftigen Aufgaben nicht unumstritten. Auch hätte ihre Zahl nicht ausgereicht, denn insgesamt schwebten Rosenberg rund 15 bis 20 Millionen „arischer“ Siedler vor: „Und so hoffen wir, dass dieser große Raum im Osten nicht nur deutsche Kräfte aufnimmt, sondern dass er zur Verfügung steht allen einwandfreien Menschen aus Dänemark, Holland, aus ganz Skandinavien, und dass sich dort die Kräfte als Ingenieure, Landwirte und sonstige Techniker einstellen“, führte er auf einer Pressekonferenz zur Gründung des Ostministeriums im November 1941 aus. Und weiter: „Wir glauben, dass damit auch der Abzug der Kräfte Europas nach den Vereinigten Staaten wieder zurückgedämmt werden kann, ja in fernerer Zeit glauben wir auch, dass viele Kräfte, die einmal Deutschland oder ein germanisches Land verließen, teilweise wieder zurückkehren können, weil ihnen Raum genug zum Bebauen gegeben wird. Und dieser wilde Osten wird nicht nur die Kornkammer Deutschlands, sondern auch die Kornkammer für ganz Europa werden.“²⁷

III. Zahlen, Daten, Siedlungsmarken

Diese zahlreichen Aktivitäten bedeuteten jedoch keineswegs, dass beim Ostministerium die alleinige Kompetenz zur Verwaltung, Ausbeutung und eben „Kolonialisierung“ des sowjetischen Raumes lag, sondern im Gegenteil, die zentrale Bedeutung des Raumes für die NS-Ideologie hatte zur Konsequenz, dass sich daneben eine ganze Reihe weiterer Organisationen des NS-Staates in der Ostpolitik positionierten, eigene Ostabteilungen aufbauten und eigene nachgeordnete Dienststellen oder Kommandos in den durch deutsche Truppen besetzten Teil der Sowjetunion entsandten – eine Spiegelung des polykratischen Ämterchaos im Reich selbst.

Zu den in die NS-Ostpolitik unmittelbar oder mittelbar involvierten Behörden zählten die Wehrmacht selbst, einzelne Ressortministerien des Deutschen Reiches, aber auch die vielen halb staatlichen, halb parteiamtlichen Sonderinstanzen des „Führerstaates“, etwa der „General-

²² Denkschrift Betrifft: UdSSR, Alfred Rosenberg, 2. April 1941, IMT, Bd. 26, 1017-PS.

²³ Instruktionen für einen Reichskommissar im Ostland, 8. Mai 1941 IMT, Bd. 26, 1029-PS.

²⁴ Aktenvermerk Martin Bormanns aus einer Besprechung zwischen Hitler, Rosenberg, Keitel, Göring und Lammers vom 16. Juli 1941, IMT, Bd. 38, L-221.

²⁵ Berücksichtigung der Volksdeutschen bei Anordnungen für die Bevölkerung des Reichskommissariats Ukraine, Georg Leibbrandt, 26. März 1942, BA, R6/172, Bl. 1. Vgl. außerdem Ingeborg Fleischhauer, *Das Dritte Reich und die Deutschen in der Sowjetunion*, Stuttgart 1983.

²⁶ Vgl. Eric J. Schmaltz/Samuel D. Sinner, *The Nazi Ethnographic Research of Georg Leibbrandt and Karl Stumm in Ukraine*, in: *Holocaust and Genocide Studies*, 14, 1 (2000), S. 28-64.

²⁷ Rede Rosenbergs anlässlich des Presseempfangs zur Einrichtung des Reichsministeriums für die besetzten Ostgebiete, 18. November 1941, BA, R6/37, Bl. 15-29.

bevollmächtigte für den Arbeitseinsatz“, die Göring-schen Wirtschaftsbehörden und insbesondere, im Kriegsverlauf zunehmend an Einfluss gewinnend, der Machtapparat Heinrich Himmlers.

Letzterer war im Oktober 1939 zum „Reichskommissar für die Festigung deutschen Volkstums“ (RKFV) ernannt worden und hatte in seiner Planungsstelle bereits kurz nach der Besetzung Polens verschiedene Denkschriften zur „Ostsiedlung“ erarbeiten lassen, die sich zunächst noch auf das Generalgouvernement bezogen. Zwei Tage nach dem Überfall auf die Sowjetunion wurde der Agrarwissenschaftler Prof. Konrad Meyer von Himmler beauftragt, eine Skizze für die Kolonisierung der europäischen Gebiete der Sowjetunion auszuarbeiten. Im September schließlich wurden die RKFV-Kompetenzen auch offiziell auf die besetzten sowjetischen Gebiete ausgedehnt, während Meyer sich an die Erstellung bzw. Aktualisierung des sog. „Generalplan Ost“ machte.²⁸ Gleichzeitig wurden vom Rasse- und Siedlungshauptamt der SS „Rasse- und Siedlungsführer“ ausgesandt, die künftige Siedlungsprojekte vor Ort initiieren sollten.²⁹

Seit Herbst 1941 konzentrierten sich die Siedlungsphantasien für die besetzten Ostgebiete ganz überwiegend auf die Halbinsel Krim. Anfang Dezember, als wesentliche Teile der Halbinsel noch immer unter Kontrolle der Roten Armee standen, war ein erster Erkundungstrupp der Wehrmacht unterwegs, um einen Bericht über Siedlungsmöglichkeiten anzufertigen.³⁰ Im Frühjahr 1942 untersuchten Wissenschaftler des Ostministeriums die Krim hinsichtlich der Frage, warum die einst auf der Halbinsel sesshaften germanischen Goten sich nicht halten können, und kamen zu dem Ergebnis, dass sie weder durch das dortige mediterrane Klima, noch durch eine ethnische Vermischung mit anderen Volksgruppen zugrunde gegangen und ergo die Krim rassenbiologisch für eine deutsche Besiedelung unbedenklich sei.³¹ Daraufhin erneuerte Alfred E. Frauenfeld, ehemaliger Gau-leiter von Wien und nun für das RMfBO Generalkommissar der Krim, seinen Plan, die Südtiroler Optanten auf der Krim anzusiedeln. Die gebirgige, warmgemäßigte Landschaft der Halbinsel biete dieser Volksgruppe beste Voraussetzungen für eine solche Neuansiedlung.³² Ein Ansinnen, das Hitler bereits früher einmal mit dem Hinweis kommentiert hatte, diese bräuchten ja nur einen deutschen Strom, nämlich die Donau, hinunter zu fahren, schon seien sie da.³³ Auf die Krimdeutschen, etwa

50.000 Personen, konnte man indes nicht mehr bauen: sie waren Mitte August 1941 von den sowjetischen Behörden in den Nordkaukasus deportiert worden, um einer möglichen Kollaboration mit dem vorrückenden Feind entgegenzuwirken.³⁴ Alfred Rosenberg, seit einem Besuch auf der Krim in jungen Jahren von deren gotisch-germanischer Vergangenheit fasziniert, erging sich seinerseits in der Schaffung nostalgischer Phantasienamen für die größeren Ortschaften. Simferopol, als zukünftige Hauptstadt auseresehen, würde zu „Gotenburg“, Sewastopol sollte als „Theoderichhafen“ firmieren.³⁵

Nüchterner waren da die Daten und Zahlen, die die Agrarwissenschaftler der Berliner Humboldt-Universität im Auftrag des „Festigungskommissars“ in der neuesten Version des „Generalplan Ost“ verwendeten.³⁶ Die Wissenschaftler hatten errechnet, dass im „Ostsiedlungsraum“ eine Fläche von 193.773 Quadratkilometern zur Verfügung stand, deren Bevölkerung im großen Maßstab ausgetauscht werden sollte: von den knapp 20 Millionen Menschen dort seien annähernd 18 Millionen „nichteindeutschungsfähig“ bzw. „rassisch unerwünscht“. Die autochthone deutsche Bevölkerung wurde mit 451.400 angegeben, die Zahl der „Eindeutschungsfähigen“ schätzte man auf 883.000. Das ergab einen „Siedlerbedarf“ von ca. neun Millionen, da die zukünftigen Siedlungsgebiete vor allem agrarisch strukturiert sein sollten und die Bevölkerungszahl in etwa zu halbieren war. Diese Neusiedler waren zuvorderst aus dem „Alt-reich“ selbst zu rekrutieren, das nach einem „Umbau“ entsprechende Kräfte freisetzen würde. Aber auch an Siedlerkontingente aus den „germanischen“ Ländern war gedacht, zudem schätzte man, dass man 200.000 Deutsche aus Übersee für die anstehende Kolonialisierung Osteuropas gewinnen könne.³⁷

Spätere Versionen des „Generalplan Ost“ erweiterten die abenteuerliche Zahlenakrobatik, nannten 36 Siedlungsstützpunkte, bereits bestehende größere Städte, deren Bevölkerung nach dreißig Jahren zu einem Gutteil „eingedeutscht“ sein würde, und drei „Siedlungsmarken“, nämlich das Baltikum, die Krim und ihr ukrainisches Hinterland (der „Gotengau“) sowie Ingermanland (der Raum südlich von Sankt Petersburg). Diese Räume waren langfristig stetig mit deutschen Kolonisten aufzufüllen und räumlich auszudehnen. Die Siedlerhöfe sollten 40 bis 100 Hektar Fläche umfassen, agrarische Großbetriebe um die 250 Hektar. Insgesamt würden auf diese Weise 360.100 landwirtschaftliche Betriebe entstehen.

²⁸ Tatsächlich handelt es sich um eine Reihe von Planungsskizzen, die v.a. in der Planungsstelle des RKFV im Zeitraum zwischen Februar 1940 und September 1942 ausgearbeitet wurden. Gesammelt veröffentlicht sind die Dokumente und begleitende Stellungnahmen bei: Czeslaw Madajczyk (Hg.), Vom Generalplan Ost zum Generalsiedlungsplan. Dokumente, München u.a. 1994.

²⁹ Vgl. Isabel Heinemann, „Rasse, Siedlung, deutsches Blut“. Das Rasse- und Siedlungshauptamt der SS und die rassenpolitische Neuordnung Europas, Göttingen 2003, S. 417-467.

³⁰ Bericht über die Erkundung von Siedlungsmöglichkeiten auf der Krim durch die Wehrmacht Anfang Dezember 1941, 10. März 1942, abgedruckt in: Müller, Siedlungspolitik, Dok. Nr. 19, S. 171-174.

³¹ Denkschrift Dr. Geigers, 18. März 1942, BA, R6/19, Bl. 4f.

³² Vgl. Alfred E. Frauenfeld, Die Krim. Ein Handbuch, Berlin 1942.

³³ Henry Picker (Hg.), Hitlers Tischgespräche im Führerhauptquartier, Stuttgart 1983, Eintrag vom 2. Juli 1941, S. 406.

³⁴ Vgl. György Dalos, Geschichte der Russlanddeutschen. Von Katharina der Großen bis zur Gegenwart, München 2014, S. 183.

³⁵ Vermerk Rosenbergs über seine Unterredung mit Hitler am 14. Dezember 1941, 16. Dezember 1941, IMT, Bd. 27, 1517-PS.

³⁶ Vgl. Matthias Burchard, Der Generalplan Ost, ein finsternes Kapitel Berliner Wissenschaftsgeschichte, Berlin 1997.

³⁷ Zur vermeintlichen Überbevölkerung in der Sowjetunion aus Sicht deutscher „Volkstumsexperten“ vgl. Götz Aly/Isabel Heinemann, Vordenker der Vernichtung. Auschwitz und die deutschen Pläne für eine neue europäische Ordnung, Neuauflage, Frankfurt/Main 2013, S. 101-104. Der Inhalt des Generalplan Ost vom 15. Juli 1941 ist zwar verschollen, doch ist eine recht umfangreiche Inhaltsangabe überliefert, der die obigen Zahlen entnommen sind. Vgl. <http://gplanost.x-berg.de/gensiedplan.html>, aufgerufen am 20. Oktober 2016.

Nun wurde der Siedlerbedarf mit zwölf Millionen Menschen beziffert, wobei die Deportation bzw. Ermordung von über 30 Millionen Einheimischen diskutiert wurde.³⁸

Weitere Planungen stammten aus dem „Arbeitswissenschaftlichen Institut“ (AWI) der Deutschen Arbeitsfront. Sie erörterten etwa die Frage, wie die reichsdeutsche Wirtschaft umzustrukturieren sein, um die Menge an benötigten Kolonisten überhaupt freizusetzen, und kam dabei zu dem Ergebnis, dass eine massive Automatisierung einerseits und eine Stilllegung von Industrien, die es auch in den auszubeutenden Ostgebieten gab, andererseits von Nöten waren. Das war natürlich insofern widersprüchlich, als dass es ja gerade die agrarromantischen Träumereien der NS-Führungsspitze waren, die das Ziel der Besiedelung Osteuropas hervorgebracht hatten, und es war außerdem in gewisser Weise widersinnig, neue Kapazitäten, etwa in der Kohle- und Stahlindustrie, in einem blutigen Krieg zu erobern, nur um dann die alten Kapazitäten aufzugeben.

Weiterhin wurde im AWI spekuliert, welcher Art die Anreize für die Neusiedler zu sein hätten, etwa der Erwerb sozialen Prestiges, und welcher Art deren Qualifikation. „Politische Aktivisten“ sowie ehemalige Angehörige des Ostheeres würden den Vorzug haben gegenüber „der charakterlichen Bodenständigkeit, der beruflichen Qualität und der vorhandenen bzw. zu erwartenden Kinderzahl.“³⁹

In der Hochphase der Siedlungseuphorie, zwischen Sommer 1941 und Herbst 1942, erging sich Hitler selbst wiederum in detaillierten phantastischen Träumereien. Es gab kaum ein Gebiet, das der Diktator in seinen Tischgesprächen und nachmittäglichen Kaffeerunden nicht streifte, vom Militärwesen über das Bildungswesen und die Gesundheitsfürsorge bis zur Verkehrsinfrastruktur im anvisierten Siedlungsraum. Mal schlug der verhinderte Architekt vor, man müsse die zu bauenden Ostautobahnen zum Schutz vor Schneeverwehungen auf Dämme legen, die man mit Granit oder mit Rotstein, den man, wie der Diktator wusste, in großer Zahl in Flussbetten finde, zu verstärken habe. Dann wieder drohte er, eigenhändig jeden zu erschießen, der die Ausgabe von Verhütungsmitteln in den besetzten Ostgebieten reglementieren wolle. „Die deutschen Stellen und Behörden sollen wunderbare Gebäulichkeiten [!] haben, die Gouverneure Paläste. (...) Um die Stadt herum wird auf 30 bis 40 Kilometer ein Ring gelegt von schönen Dörfern, durch die besten Straßen verbunden. Was dann kommt [nämlich die russischen und ukrainischen Ghettos, AZ], ist eine andere Welt“. Der „Ostraum“ müsse Deutschlands Indien sein, ein „Riesenwall“ solle das neue Großreich gegen die „mittelasiatischen Massen“ abschirmen. „Am Ende ist die beste Mauer immer noch ein lebender Wall“, ließ Hitler sich vernehmen, und prä-

zisierte: „Wir dürfen von Europa keinen Germanen mehr nach Amerika gehen lassen. Die Norweger, Schweden, Dänen, Niederländer müssen wir alle in die Ostgebiete hereinleiten.“ In nur zehn Jahren sollten zwanzig Millionen, in ferner Zukunft hundert Millionen Deutsche im Osten leben, so die Phantasmagorien. Und inmitten all dieser teils abstrusen, teils abscheulichen Einlassungen brachte der Diktator dann doch alle Planungen und Zielsetzungen des nationalsozialistischen „racial engineering“ in Osteuropa auf eine griffige Formel: „Wir stehen vor der großen Zukunftsaufgabe, planmäßige Rassenpolitik zu treiben.“⁴⁰

Erste „Pilotprojekte“ des „Generalplan Ost“ wurden ab Ende 1942 in der Nähe der ukrainischen Stadt Schytomyr umgesetzt. Im Gebiet „Hegewald“ südlich der Stadt siedelten in 27 Ortschaften rund 10.000 Volksdeutsche v.a. aus Wolhynien, ergänzt durch eine Garnison der Waffen-SS. Im Gebiet „Försterstadt“ nördlich Schytomyrs waren es rund 9.000 Siedler. Die Betreuung übernahm die „Volksdeutsche Mittelstelle“ (VoMi), ein Hauptamt der SS.⁴¹ Himmler selbst besuchte den Hegewald mehrfach, auch sah die Gemeinde eine Konferenz des Reichsführers-SS mit dem Ostminister. Beide Siedlungsgebiete gingen Anfang 1944 wieder an die Rote Armee verloren und die Kolonisten mussten, zusammen mit Hunderttausenden Volksdeutschen, denen in Stalins Reich die Deportation, das Arbeitslager und Schlimmeres drohte, nach Westen evakuiert werden.⁴² Mehrfache Versuche, die Evakuierten auf vorgeschobenen Positionen innerhalb der besetzten Ostgebiete wieder anzusiedeln, wurden von den Kriegseignissen eingeholt.⁴³

Ohnehin hatte die Kriegswende im Gefolge der Schlacht um Stalingrad die Voraussetzungen für die Kolonisationspläne erheblich verändert, und zwar nicht nur, weil die militärischen Misserfolge selbst die gedanklichen und tatsächlichen Räume für Siedlungsexperimente wieder schrumpfen ließen, sondern auch deshalb, weil diese Pläne bereits zur Zivilbevölkerung in den besetzten Ostgebieten durchgedrungen waren. Die Unterstützung der Balten, Weißrussen und Ukrainer im Kampf gegen die Sowjetunion war nach Überzeugung der Spitzen des Ostministeriums aber unabdingbar, wollte der Krieg doch noch gewonnen werden.⁴⁴ Für einen solchen „politischen“ Krieg sollten alle derartigen Projekte auf die Nachkriegszeit verschoben werden. Es galt, die negativen Auswirkungen einer immer breiter in der „Öffentlichkeit“ des NS-Staates, also in der Presse, in Reden und auf Tagungen, angekündigten Kolonialisierungsabsicht abzumildern: „Die geplanten Siedlungen können im Osten auch ohne eine weitgehende Beeinträchtigung der Interessen der Bevölkerung vorgenommen werden. [...]

³⁸ Madajczyk (Hg.), Generalplan Ost, passim.

³⁹ Vgl. Michael Hepp, Die Durchdringung des Ostens in Rohstoff- und Landwirtschaft. Vorschläge des Arbeitswissenschaftlichen Instituts der Deutschen Arbeitsfront zur Ausbeutung der UdSSR aus dem Jahr 1941, in: „1999“ Zeitschrift für Sozialgeschichte des 20. und 21. Jahrhunderts, Nr. 4 (1987), S. 96-134. (Online: www.gplanost.x-berg.de/arbeitswissenschaftlichesinstitutDAFb1n1941.doc, abgerufen am 26. Oktober 2016.)

⁴⁰ Picker (Hg.), Hitlers Tischgespräche, u.a. S. 69f., S. 284-290, S. 453ff.

⁴¹ Vgl. Heinemann, Rasse- und Siedlungshauptamt, S. 455-458.

⁴² Vgl. Dalos, Russlanddeutsche, S. 172-218.

⁴³ Vgl. Rolf-Dieter Müller, Hitlers Ostkrieg und die deutsche Siedlungspolitik, Frankfurt am Main 1991, S. 110-114 sowie ausführlich Fleischhauer, Deutsche in der Sowjetunion, S. 193-236.

⁴⁴ Zu den unterschiedlichen nationalsozialistischen Ostkonzeptionen vgl. Zellhuber, Reichsministerium für die besetzten Ostgebiete, S. 48-52 und S. 320-349.

Ich bitte daher, darauf hinzuwirken, dass unvorsichtige, unsere Interessen schädigende Äußerungen unterbunden und vorstehende Gesichtspunkte betont werden.“⁴⁵

Viel Wirkung scheint diese erste Mahnung aus dem Hause des Ostministers nicht gehabt zu haben. Anfang Dezember 1942, als die ersten Wolhyniendeutsche ihre Siedlerhäuser im Hegewald bezogen, verschickte Ostminister Alfred Rosenberg erneut ein Rundschreiben mit einer entsprechenden Sprachregelung an die obersten Reichsbehörden: „Zu vermeiden sind Wendungen, wonach Deutschland im Osten Kolonien errichten und eine Kolonialpolitik betreiben wolle oder das Land und seine Bewohner als Ausbeutungsprojekte betrachte. Diese Ausdrücke werden von der Sowjetpropaganda dahin ausgenutzt, dass Deutschland die Völker des Ostens auf eine Stufe mit Negern stelle. Ferner soll nicht von deutschen Siedlungen oder gar Großsiedlungen und Landenteignungen gesprochen werden, und theoretische Aufsätze darüber, ob man die Völker oder den Boden germanisieren müsse, sollen durchaus unterbleiben.“ Dies stärke nur den „Widerstandswillen der Völker in den besetzten Ostgebiete“.⁴⁶

Das bedeutete freilich nicht, dass Rosenberg nun zu einem dezidierten Gegner dieser Siedlungspläne geworden wäre – im Gegenteil, vom Fernziel wurde nicht abgerückt. Aber der Weg dorthin sollte nicht laut polternd, sondern auf leisen Sohlen beschritten werden: „Was Deutschland in diesem Osten für die ferne Zukunft beabsichtigt, das kann man wohl zwischen vier Wänden in Deutschland bereden, das ist aber nicht ein Objekt öffentlicher Versammlungen. Es ist deshalb nicht notwendig, theoretische Betrachtungen über die sog. Germanisierung des Menschen früherer Zeiten zu sprechen, denn daraus ziehen die Völker des Ostens naturgemäß die Schlussfolgerung, dass, wenn man ihren Boden germanisieren will, man eben diese Menschen wegschicken muss.“⁴⁷ Rosenberg nahm hier Bezug auf eine Verlautbarung in der Zeitschrift „Das schwarze Korps“ der Waffen-SS, in der es geheißt hatte, Aufgabe sei es nicht, „den Osten im alten Sinne zu germanisieren, das heißt den dort vorhandenen Menschen deutsche Sprache und deutsche Gesetze beizubringen, sondern dafür zu sorgen, dass im Osten nur Menschen wirklich deutschen, germanischen Blutes wohnen.“⁴⁸

Doch das wechselnde Kriegsglück war nicht die einzige Hürde für die geplanten Siedlungsprojekte. Denn Erhard Wetzel, Rassereferent im RMfBO, kam in seiner „Stellungnahme und Gedanken zum Generalplan Ost des Reichsführers SS“ neben der ungeheuerlichen Einschätzung, man müsse langfristig wohl 30 Millionen Menschen in den besetzten Ostgebieten „verschrotten“, zu dem kaum überraschenden Ergebnis, dass die Agrarwis-

senschaftler und Kolonialisierungsexperten der SS die bevorstehenden Schwierigkeiten massiv unterschätzt hätten. Gerade in Hinblick auf die Zahl der Siedlungswilligen seien zu optimistische Planungsannahmen zugrunde gelegt. Es gebe einen mangelnden „Siedlungstrieb“ in der reichsdeutschen Bevölkerung, die die Ostgebiete „wegen ihrer weiten Ebenen für zu eintönig und niederdrückend oder für zu kalt und primitiv“ achteten.⁴⁹

IV. Fazit: Der „andere Holocaust“

Die nationalsozialistischen Pläne für eine Kolonialisierung des besetzten Osteuropa wurden von Publizisten auch als „der andere Holocaust“ bezeichnet, hätte die Umsetzung doch unweigerlich zu einem Genozid an einem Großteil der slawischen Bevölkerung Osteuropas geführt.⁵⁰ Dem ist sicherlich zuzustimmen, mehr noch: dieser Genozid, dieser zweite Holocaust neben demjenigen an den europäischen Juden, der rassistisch motivierte Vernichtungskrieg gegen die slawische Bevölkerung, hatte tatsächlich bereits begonnen, wie die eingangs angeführten Opferzahlen unter der Zivilbevölkerung der besetzten Ostgebiete, aber auch der bewusst in Kauf genommene Hungertod von Millionen gefangenen genommener Rotarmisten eindrücklich unter Beweis stellen. Das allerorten, nicht nur im Frontgebiet eines entmenslichten Krieges oder in den Partisanengebieten, sondern auch im vergleichsweise sicheren Hinterland festzustellende brutale, rücksichtslose Vorgehen der deutschen Besatzungsbehörden war eben auch dem Gedanken geschuldet, das Land „gehöre“ bereits den Besatzern und die Vertreibung oder „Ausmerzungen“ der einheimischen Bevölkerung sei eben nur noch eine Formsache.⁵¹ Die oben zitierten, durchaus öffentlichen Verlautbarungen über die „Untermenschen“ und ihre Beseitigung sowie die oben skizzierten Siedlungspläne hatten diese Haltung zweifellos verstärkt, wenn nicht gar hervorgerufen. Auch war es eine Illusion, anzunehmen, dass die dazugehörigen Konzepte eines „deutschen Ostens“ reformierbar wären, wie es in Teilen des Ostministeriums, aber auch in der Wehrmacht gefordert wurde – Kalkül und Dogma waren gerade in diesem für die NS-Ideologie zentralen Element unvereinbar. Ein unter Konzessionen, gar unter Verzicht auf die deutsche Ostkolonisation gewonnener Krieg war namentlich für Hitler um nichts besser als ein verlorener.⁵²

Umgekehrt wiederum war dieses Vorgehen gerade die Achillesferse des deutschen Ostimperialismus, versteifte

⁴⁵ Schreiben Georg Leibbrandts im Auftrag Alfred Rosenbergs an die obersten Reichsbehörden und die betreffenden Wehrmachtstellen, 17. März 1942, BA, R6/171, Bl. 117f.

⁴⁶ Schreiben Rosenbergs an alle Obersten Reichsbehörden, 3. Dezember 1942, BA, R6/208, Bl. 52f.

⁴⁷ Rede Rosenbergs in Bad Schachen, 14. Oktober 1943, BA, R6/6, Bl. 119-144, Zitat Bl. 139.

⁴⁸ Zitiert nach Hepp, Durchdringung des Ostens, S. 3.

⁴⁹ Stellungnahme und Gedanken zum Generalplan Ost des Reichsführers SS, verfasst von Erhard Wetzel, 27. April 1942, abgedruckt in: Madajczyk (Hg.), Generalplan Ost, Dok. Nr. 16, S. 50-81. Zu Wetzel selbst vgl. Andreas Zellhuber, Erhard Wetzel, in: Neue Deutsche Biographie (erscheint 2017), zu den Rasseexperten als Gruppe vgl. Isabell Heinemann, Ambivalente Sozialingenieure? Die Rasseexperten der SS, in: Gerhard Hirschfeld/Tobias Jersak (Hg.), Karrieren im Nationalsozialismus. Funktionseliten zwischen Mitwirkung und Distanz, Frankfurt a. M. 2004, S. 73-95.

⁵⁰ Giordano, Pläne nach dem Endsieg, S. 153-213.

⁵¹ Zu einer quellengestützten Täter- und Opferperspektive vgl. Klaus Michael Mallmann u.a., Deutscher Osten 1939-1945. Der Weltanschauungskrieg in Photos und Texten, Darmstadt 2003.

⁵² Vgl. Zellhuber, Reichsministerium für die besetzten Ostgebiete, S. 320-349.

es doch nur den Widerstand einmal der Rest-Sowjetunion, führte geradezu zu einem Schulterschluss zwischen dem Sowjetregime und der Bevölkerung, und hatte außerdem zur Folge, dass die durchaus vorhandenen Nationalitätenkonflikte im Vielvölkerstaat, die nach Ansicht einiger Ostexperten etwa im RMfBO der Schlüssel zu einem Sieg über die Sowjetunion gewesen wären, nicht in entsprechendem Maße ausgenutzt werden konnten. Die „braunen Kommissare“ zeigten sich schlimmer

als die „roten“, die anfänglich als Befreier begrüßten deutschen Soldaten als Besatzer, die einen Landraub ungeheuerlichen Ausmaßes vorbereiteteten.⁵³ Das projektierte Rasseutopia der Nationalsozialisten erwies sich für die Ukrainer, Balten, Weißrussen und Russen als Dystopie geradezu apokalyptischen Ausmaßes.

⁵³ So nach dem Krieg in einer apologetischen Schrift der Leiter der Abteilung „Ostland“ im RMfBO, Peter Kleist, in: Auch Du warst dabei, Göttingen 1959, S. 278.

Les réformes territoriales entre forces centripètes et dynamiques centrifuges dans le Maghreb contemporain

Khadija Ennaciri (Casablanca)

Dans l'évolution du régime juridique et administratif des collectivités locales au Maghreb indépendant, on voit se préciser d'une manière originale la transformation de la consultation traditionnelle par délégation en un système de représentation à base élective et démocratique. L'organisation territoriale héritée de son passé colonial a évolué dans une plus ou moins grande mesure selon les pays de la région, avec la priorité de la construction d'un État-national fort, centralisé et unifié.

À partir des années quatre-vingt, le vent de la libéralisation soufflant sur l'économie mondiale incite les économies du Sud à s'ouvrir aux capitaux extérieurs et à se privatiser. C'est l'heure des plans d'ajustements structurel mis en œuvre dans de nombreux pays en développement, y compris ceux du Maghreb. À cette époque, les réformes territoriales sont d'autant plus encouragées qu'elles semblent bien adaptées au contexte de réduction des ressources budgétaires. Instrument et modèle d'action publique porté de l'extérieur, la décentralisation a été très largement retravaillée à l'aune des contextes institutionnels et politiques et des conjonctures socio-économiques dans lesquelles elle s'est appropriée, et selon les acteurs publics qui s'en sont emparés. Dans tous les pays de la zone, un écart considérable est à relever entre le cadre juridique de la décentralisation et son application réelle.

Aujourd'hui, ces pays marqués par une forte tradition centralisatrice largement imprégnée par le model colonial, connaissent des pressions multiformes qui plaident pour une reconnaissance des spécificités locales et une territorialisation du pouvoir. Appréhendées différemment selon chaque pays, Les politiques territoriales cohabitent et s'interpénètrent au gré des réformes et des politiques publiques. C'est ainsi que le processus du partage du pouvoir entre le centre et la périphérie s'est marqué par l'instabilité de l'équilibre que doit, théoriquement, générer la décentralisation entre les attractions centripètes du pouvoir central et les dynamiques centrifuges nourries par des revendications et des intérêts locaux. Certes les pays du Maghreb sont relativement hétérogènes sur les plans géopolitique et économique, toutefois ils partagent des enjeux et un destin communs, bien que l'avènement du printemps arabe leur a donné une acuité

particulière dans certains de ces pays plus que dans d'autres.

Comment, alors, ces Etats ont pu, à travers les réformes territoriales, concilier entre un pouvoir étatique que l'on ne conçoit que fort et les transformations en marche des sociétés locales ? Peut-on parler suite à un processus de décentralisation jusque là inachevé, d'un réel pouvoir local dans les pays maghrébins? La question de la réforme territoriale s'impose avec acuité dans le contexte mouvant du « printemps arabe » et d'appels à une transformation de l'organisation des pouvoirs et une reconsidération de la dimension territoriale à travers les réformes constitutionnelles. La question des réformes territoriales a-t-elle trouvé sa place dans la foule des réformes adoptées ces dernières années?

La réponse à ces questions passe par la compréhension tout d'abord, du contexte et des enjeux politiques qui conditionnent les politiques territoriales dans le cadre de la décentralisation et de la régionalisation (I.) pour ensuite pouvoir mesurer la portée et l'ampleur des réformes territoriales introduites suite aux événements du printemps arabe (II.).

I. Les vicissitudes du pouvoir local : une diversité des représentations territoriales face à une autonomie locale improbable

Le dépassement du model colonial de l'organisation territoriale était senti dès les premières années de l'indépendance. Il était question de trouver une solution à l'épineuse question de conciliation entre un pouvoir central que l'on ne conçoit que fort et les multiples revendications locales liées au sous développement, à la participation et à la démocratie locale. Certes, la nature fort centralisée du pouvoir politique a imposé une organisation territoriale qui n'admettrait que des compétences déléguées ou sous tutelle tout en écartant tout processus d'autonomisation aux entités locales¹. Tous les observateurs confirment l'encrage progressif de cette tendance dans les pays du Maghreb nonobstant les aménagements apportés aux cadres locaux.

C'est ainsi qu'au nom de la stabilité et de la sécurité, la

¹ A. Abouhane, « Pouvoir communal et gestion territoriale », in la revanche des territoires. GRET, édition l'Harmattan, 1997, p. 193.

décentralisation peut dans certains contextes y être perçue comme un sujet sensible et un risque d'atteinte à l'intégrité de l'État-nation. À l'exception du Maroc, qui s'est engagé plus activement vers la décentralisation et la régionalisation, les processus ouverts par les autres États de la région relèvent plus d'une déconcentration que d'une décentralisation.

1. La diversité des représentations territoriales marquée par l'hégémonie de l'État

Face aux forces centrifuges qui traversent les États du Maghreb, les pouvoirs centraux n'ont pas pu affirmer une étanchéité aux clivages qui parcourent leurs sociétés. Les réformes territoriales adoptées par les États maghrébins se structurent autour de deux formes de représentations territoriales: une représentation territoriale élue marquée par une vulnérabilité et une représentation territoriale de l'État bien consolidée.

a. Une représentation territoriale élue vulnérable

À l'aube des indépendances, les seules autorités locales existantes étaient, au niveau des départements, les préfets - comme c'est le cas de l'Algérie - ou ils bénéficiaient des pouvoirs très larges en vue d'exercer les attributions des conseils généraux et d'assurer le maintien de l'ordre et, au niveau communal, afin de pallier la disparition des autorités municipales, la procédure de la «délégation spéciale» fut systématiquement mise en œuvre.² La représentation territoriale élue est assurée par les échelons territoriaux de décentralisation dont le nombre varie entre un, deux et trois paliers. Le Maroc compte trois échelons de collectivités locales qui s'emboîtent : les communes, les provinces et préfectures et les régions ; l'Algérie compte deux la commune et la wilaya. La Tunisie compte deux avant la réforme constitutionnelle de 2014 et la Mauritanie compte un seul échelon (la commune).

L'analyse comparative des expériences de décentralisation territoriale des quatre pays du Maghreb, à l'exclusion de la Lybie fait ressortir des similitudes, mais beaucoup de différences en particulier au niveau du statut et des compétences de la collectivité régionale.³

Le palier communal qui est constitué par la commune, consacré par tous les pays en questions, est un niveau décentralisé dirigé par des autorités élues, mais qui assume inégalement les compétences transférées par l'État selon les moyens financiers et humains disponibles. La commune est la collectivité locale la plus favorisée par les législateurs des États maghrébins.

En Algérie, l'histoire de la décentralisation remonte à l'indépendance du pays en 1962. Le territoire est administré par les organes déconcentrés de l'État, à savoir le Wali (préfet) et le chef de Daira (sous-préfet). Dès 1963, le décret 63-189 réorganise les communes issues de la colonisation française, réduisant leur nombre de 1535 à 676 et maintenant la division du territoire en quinze départements. Les pouvoirs des communes sont recentralisés dans le cadre de délégations spéciales désignées par

l'administration, qui se substituent aux conseils municipaux. La nouvelle organisation territoriale se concrétise en 1967 avec l'ordonnance 67-24, qui crée le code communal, organise la commune, spécifie ses attributions et prévoit son financement. Ce code établit que la commune est la « collectivité territoriale politique, administrative, économique, sociale et culturelle de base ». En 1984, une nouvelle loi accroît le nombre de collectivités territoriales. Le pays compte désormais 48 wilayas et 1541 communes. En 1988, le législateur déconcentre la gestion des plans communaux de développement au niveau des Wilayas. Ces plans sont mis en œuvre par les communes, qui doivent soumettre leurs projets de développement à l'approbation du Wali. Ces projets, essentiellement d'infrastructures urbaines, de transport ou d'assainissement, sont fonction de l'enveloppe budgétaire que l'État consacre annuellement aux communes. Dans le prolongement de la Constitution de 1989, qui consacre le pluralisme politique et le principe de la séparation des pouvoirs, le code communal est redéfini par la loi 90-08 en 1990, qui précise que la commune est dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière. En 2011, l'article 3 de la loi du 22 juin 2011 précise aussi que « la commune exerce ses prérogatives dans tous les domaines de compétences qui lui sont dévolus par la loi. Elle concourt avec l'État, notamment, à l'administration et à l'aménagement du territoire, au développement économique, social et culturel, à la sécurité, ainsi qu'à la protection et l'amélioration du cadre de vie du citoyen »⁴

Au Maroc, Les réformes de l'administration territoriale introduites au lendemain de l'indépendance n'envisageaient pas un bouleversement total du système local antérieur, Remy Leveau dans son étude sur l'élite locale marocaine écarte toute fracture qui modifierait brutalement les relations de pouvoir, les effets de domination et les modes institutionnels.⁵

L'État indépendant noue avec les sociétés locales des relations construites largement à partir des mécanismes administratifs mis sur pied par les autorités françaises.

Le problème de l'administration locale était l'un des plus délicats à résoudre par les autorités indépendantes. C'est ainsi que le découpage communal était favorable à la reconstruction des élites locales marquées par un esprit tribal encore vivace et la modification du cadre des rapports entre le pouvoir et les administrés par la mise en place d'un régime juridique et institutionnel susceptible de réussir la réconciliation entre le central et le local.

Depuis, la commune n'a cessé de susciter l'intérêt des pouvoirs publics et des acteurs locaux. Toutefois, le processus dynamique et évolutif de construction communale est entouré d'incertitudes qui planent essentiellement sur la corrélation établie entre sa vocation politique et sa fonction administrative. Certes, la nature politique du pouvoir local est incontestable. La sphère locale qui jouit d'une spécificité fait partie d'un ensemble politique et in-

² Rapport sur les cadres juridiques nationaux de la décentralisation dans les pays du Maghreb. Platforma. 2015

³ Zriouli p

⁴ Rapport sur les cadres juridiques nationaux de la décentralisation dans les pays du Maghreb. Platforma. 2015.

⁵ Remy Leveau : «Le Fellah marocain, défenseur du trône, Presse de la fondation nationale des sciences sociales, 1985, p. 13.

stitutionnel appelé à gérer la complexité que seul un fractionnement du pouvoir politique le permet. Il est donc indispensable d'associer l'administratif et le politique dans la gestion du pouvoir local⁶. Tous les ingrédients que recommande le guide du bon usage de la décentralisation ont été accordés à la commune.⁷ Il est certain qu'avec le temps, la commune a pu s'imposer comme la base de l'édifice territorial. Elle est le support fondamental puisque c'est à son niveau que le processus électoral et participatif est organisé pour servir ensuite de plate forme pour le fonctionnement des collectivités provinciale et régionale.

En Tunisie, l'organisation territoriale a été profondément marquée par la période du protectorat où le modèle colonial d'organisation de l'espace a accordé la priorité majeure au développement de la façade maritime et le développement de agglomérations urbaines qui seront liées par des réseaux de connections avec les zones rurales riches en ressources. Les axes qui structuraient le territoire tunisien répondaient, comme au Maroc et en Algérie, aux impératifs de contrôle et de maîtrise des hommes et des mouvements sociaux mais aussi aux nécessités de transfert des richesses nationales vers les métropoles françaises.⁸

Le nouvel Etat indépendant (1956) s'est engagé dans la rupture avec le système tribal et le développement du découpage civil administratif introduit lors de l'époque du protectorat et il en visait le renforcement de l'autorité de l'Etat et le rôle du centre. Le découpage a suivi depuis des modifications au niveau du maillage, répondant dans certains cas à des préoccupations de sécurité et de contrôle des populations, ou visant dans d'autres une finalité technique et de développement.⁹

Le découpage territorial tunisien s'articule autour de deux logiques : une logique de déconcentration et la logique de décentralisation. Une logique de déconcentration avec un découpage du territoire en gouvernorats chacun d'entre eux subdivisé en délégations et une logique de décentralisation qui prend forme à deux échelles spatiales: Les conseils régionaux, qui ont la même délimitation spatiale que les gouvernorats et les communes ne sont pas toutes urbains dans la mesure où on peut trouver de grands espaces agricoles à l'intérieur des communes.

Il convient de souligner que les communes subissent un encadrement de fait assuré par trois types d'institutions : les gouverneurs, les directions régionales des départements ministériels et les agences nationales. Le gouverneur assure la tutelle des communes mais les relations entre le conseil régional et les communes sont peu claires. L'administration régionale dépend du gouverneur, alors que ses tâches relèvent autant du conseil régional que du gouvernorat¹⁰.

En Mauritanie, la politique de décentralisation est lancée en 1986 avec la création progressive de 216 communes réparties sur le territoire national concrétise la mise en place de 54 communes chefs lieux de moughataas et de 163 communes rurales. Mais avant tout, elle organise la décentralisation municipale en définissant les compétences des communes et leurs modalités d'organisation. „La commune est chargée de la gestion des intérêts communaux. Elle assure les services publics qui répondent aux besoins de la population locale et qui ne relèvent pas, par leur nature ou leur importance, de la compétence de l'État.“ Cela comprend en particulier la voirie locale, la santé primaire, l'eau, l'éclairage public et la gestion des déchets. Les communes ont désormais une personnalité morale et une autonomie financière. Leur situation est très hétérogène: populations variables, potentiels de développement variés. Cette réforme entraîne la suppression de fait de la région comme collectivité territoriale.

Néanmoins, la décentralisation ne prend réellement effet qu'au début des années 90, sous l'influence des organisations internationales et de la libéralisation en cours de l'économie.

Entre 2005 et 2007, la transition démocratique mène à des élections locales, législatives et présidentielles. Les élections locales de fin 2006, premières de l'histoire du pays, viennent couronner le processus de décentralisation. Elles conduisent à la rénovation des conseils municipaux. Un ministère de la décentralisation et de l'aménagement du territoire (MDAT) est créé en 2007. Un livre blanc sur la décentralisation est lancé. Cette évolution est accompagnée de transferts financiers croissants de l'État vers les communes afin de les soutenir dans l'accomplissement de leurs nouvelles missions.

Le palier intermédiaire est constitué par les provinces et les préfectures au Maroc, les Wilayas en Algérie, les gouvernorats en Tunisie et les Wilayas en Mauritanie sont des niveaux de déconcentration. C'est des circonscriptions administratives de l'Etat suffisamment structurés et ayant un rôle administratif et politique majeur assuré par les Wali et les Gouverneurs entant que représentants de l'Etat. Au Maroc les provinces disposent de la qualité de collectivités territoriales.

Le troisième niveau qui est constitué par les régions est celui qui différencie le plus les pays du Maghreb puisque le Maroc présente la singularité d'avoir été le seul à consacrer la région en tant que collectivité territoriale depuis 1992.

En Algérie, La structure régionale (région) n'existe pas du point de vue juridique. L'organisation administrative algérienne reste très centralisée. Les régions algériennes n'ont ni statut juridique, ni représentation institutionnelle, elles ont été créées uniquement dans une perspective planificatrice. Cependant, la circonscription régionale couvrant un espace comprenant plusieurs provinces est tangible dans la mesure où plusieurs services de l'État

⁶ S. Biarez, « Le pouvoir local », *Economica*, 1999, p. 10.

⁷ M. Brahimi, « La décentralisation entre les vents politiques favorables et les contre-vents centralistes des techno-structures », in *État-Nation et perspectives du territoire*, GREP, 1996, p. 64.

⁸ Zriouli p 181

⁹ Amor Belhédi, *Le découpage administratif en Tunisie*, *Revue de Géographie du Maroc*, 1989, vol 13, n° 2, pp. 3-25

¹⁰ Bernard Dafflon, Guy Gilbert, *l'économie politique et institu-*

tionnelle de la décentralisation en Tunisie : Etat des lieux, rapport de la mission de la banque mondiale appui au secteur du développement urbain et régional en Tunisie, Mars 2013.

ainsi que des entreprises publiques et privées sont établis au niveau local.¹¹

Pr ailleurs, la représentation politique réside au niveau intermédiaire (province) à travers l'assemblée populaire de la province, tandis qu'au niveau local, les assemblées populaires communales, selon l'art 16 de la Constitution, constituent «l'assise de la décentralisation et le lieu de la participation des citoyens à la gestion des affaires publiques».¹² Les élections sont pluralistes et le suffrage est universel, direct et secret.

b. Une représentation territoriale de l'Etat bien affermie

La comparaison des processus de déconcentration/décentralisation dans les pays du Maghreb montre que le premier y est largement avancé au détriment du second. Il se déploie jusqu'au niveau des communes, voire au niveau infra communal, avec la représentation du Ministère de l'Intérieur au niveau des quartiers et des douars. Au niveau de l'Etat, l'administration territoriale par l'intermédiaire de ses représentants opère un maillage très étroit qui repose sur une organisation bien maîtrisée.

Au Maroc, l'administration territoriale se caractérise par l'organisation d'un réseau dense d'autorités locales qui couvrent l'ensemble du territoire national. A tous les niveaux, des agents d'autorité constituent les relais du gouvernement central au niveau local. Du haut de la pyramide à sa base, interviennent le Wali pour la Wilaya, le Gouverneur de la Province ou de la Préfecture, le Chef de cercle ou Super Caïd pour le Cercle et le Caïd pour l'arrondissement urbain ou la circonscription rurale. Dans l'exercice de leurs fonctions, ces agents sont assistés par des Khalifa et utilisent dans leurs relations avec la population les services des chioukhs et des makkadmine.¹³

Ce quadrillage du territoire par les agents de l'Etat permet d'assurer un suivi quasi quotidien de l'activité des collectivités locales et de leurs conseils. Ainsi, l'autorité locale est avertie des commissions et participe de droit à chacune d'elles, avec voix consultative. Elle participe aussi aux commissions d'appels d'offre relatives aux marchés publics. L'autorité locale est non seulement avertie des séances des conseils mais elle peut demander l'inscription d'une question à l'ordre du jour. Elle peut également intervenir au cours des débats du Conseil.

L'Algérie et la Tunisie présente la même caractéristique : l'institution du wali occupe une place centrale dans l'administration territoriale.

En Mauritanie, l'introduction en plusieurs étapes de la décentralisation s'est résumée le plus souvent à une décongestion administrative avec un pouvoir central contrôlant l'essentiel du jeu, loin du principal centre de décision qu'est resté Nouakchott. Cette hypercentralisation se traduit par des flux démographiques vers les centres ur-

bains et la transformation de Nouakchott, capitale en un pôle qui s'oppose au reste du pays.¹⁴

2. L'hétérogénéité des cadres juridiques de la décentralisation

Les expériences de décentralisation et de régionalisation des pays du Maghreb semblent assez différenciées dans leurs contenus, leur statut et leurs fonctionnalités au sein des rouages institutionnels, politiques, sociologiques et économiques propres à chaque pays.

La politique de régionalisation au Maroc à abouti, suite à un processus de réforme régionale, long certes mais évolutif, à la consécration de la région, échelon décentralisé et ce depuis 1992. C'est à ce niveau que le Maroc marque une avancée par rapport aux autres pays du Maghreb malgré les réticences de l'Etat envers la consécration d'un pouvoir régional fort et autonome.

Pour les autres pays, il s'agit soit d'une région-programme ou d'un espace de programmation territoriale (cas de l'Algérie), soit d'une région cadre d'action économique (cas de la Tunisie).

Généralement, la décentralisation reste incomplète. Les exécutifs des assemblées restent largement dominés par l'omniprésence du représentant de l'Etat, notamment au niveau intermédiaire et régional, qui exerce un contrôle sur l'ensemble des décisions, et ce à tous les niveaux.

La régionalisation, comme transfert des compétences d'aménagement et de planification à un échelon intermédiaire entre l'Etat et les municipalités et instauration de l'autonomie des services d'administration aux échelles sous-nationales, reste embryonnaire. Cela est particulièrement le cas en Algérie et en Tunisie, où elle reste un niveau d'étude et éventuellement de planification, mais en aucun cas de décision. L'autonomie financière des collectivités locales reste très limitée. L'organisation administrative territoriale s'inscrit dans des systèmes très fortement hiérarchisés qui limitent les possibilités d'initiatives et de coordinations propres aux territoires. Cette culture administrative centralisée limite la possibilité pour les acteurs locaux de définir leurs propres principes et règles d'organisation.

La Tunisie a hérité un système de gouvernance caractérisé par sa centralisation et son autoritarisme, qui favorisent l'émergence du patronage politique et de rapports d'allégeance de la population envers l'Etat. Les gouvernorats fonctionnant comme un prolongement de l'Etat central maintiennent la décentralisation à un niveau largement théorique. Certes, la question de la décentralisation occupe souvent une place importante dans la rhétorique politique, sans pour autant aboutir à une application réelle. L'autonomie des élus locaux et leurs attributions sont extrêmement faibles par rapport à celles du gouverneur qui fut l'homme le plus fort de l'administration territoriale puisque possédant l'autorité sur l'ensemble des fonctionnaires de sa division et concentrant la tutelle sur

¹¹ Voir S. I. Bergh, 'Décentralisation et gouvernance locale dans la région MENA', Med. Méditerranéen Yearbook, 2010, pp. 253-258.

¹² Voir la Constitution de 1996, modifiée par la loi n° 08-19 du 15 novembre 2008, portant révision constitutionnelle, Journal officiel algérien n° 63 du 16 novembre 2008

¹³ J.F Troin (sous la direction) : Maroc, régions, pays, territoires, Maisonneuve-Larose. 2002, 506 pages

¹⁴ Abdoulaye Diagana, « Le développement local en Mauritanie », Hommes et migrations [En ligne], 1286-1287 | 2010, mis en ligne le 29 mai 2013, consulté le 01 octobre 2016. URL : <http://hommesmigrations.revues.org/1759> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.1759

le gouvernorat, les délégations, les communes et les conseils ruraux.¹⁵

En Algérie, la question de la décentralisation est essentiellement perçue par le pouvoir central à travers le prisme de la force et de la vitalité de l'État nation. C'est ainsi que les différentes étapes de réforme territoriale conduisent avant tout à une déconcentration des circonscriptions administratives au détriment d'un véritable partage des pouvoirs et des responsabilités avec des collectivités locales élues. Plutôt que de permettre l'émergence d'une autonomie, elles accroissent la présence de l'État dans les territoires. La décentralisation reste par conséquent un concept largement théorique et rhétorique. Le partage effectif des pouvoirs selon le principe de subsidiarité constitue l'enjeu premier dont découlent ceux qui suivent ci-après.

Selon le code communal, la commune est dotée d'une clause de compétence générale. Ses compétences sont définies de façon très large, ce qui, étant donné ses moyens financiers et humains limités, ne permet pas leur exercice effectif. Dans ce contexte, ce sont principalement les services déconcentrés de l'État qui mettent en œuvre les politiques publiques sectorielles, y compris celles qui relèvent de la compétence des autorités décentralisées. La wilaya est le principal niveau d'administration territoriale. Il constitue à la fois une administration déconcentrée et une collectivité territoriale dotée d'une assemblée populaire. Les communes couvrent l'ensemble du territoire national. C'est le cas du Maroc où les provinces sont à la fois décentralisées et déconcentrées.

En Mauritanie, le territoire est composé de trois échelons administratifs : douze wilayas (régions) et Nouakchott (considérée comme une région), 54 moughataas (départements) et 218 communes. Les deux premiers échelons sont déconcentrés. Le troisième est décentralisé.

Le système de décentralisation instauré depuis 1986 est limité à la commune, qui est la seule collectivité locale décentralisée qui jouit d'une consécration constitutionnelle. Les communes sont administrées par des conseils élus dans les conditions prévues par la loi. Toutefois, le gouvernement garde un droit de regard sur la municipalité en ce sens que les décisions du maire restent soumises à l'approbation préalable du ministère de par le triptyque Approbation-Annulation-Substitution. Le système du contrôle a priori ralentit l'action des communes et limite leur autonomie. La marge de manœuvre de l'équipe municipale est rendue d'autant plus limitée que ses ressources se résument aux seules subventions provenant de l'État qui est censé se réorganiser pour plus d'efficacité en se redéployant au niveau des collectivités territoriales.

En somme, malgré les différences entre les pays du Maghreb, force est de constater que la décentralisation trop timide participe au renforcement de l'État, ne permet pas l'autonomie réelle des territoires qui restent sous la houlette de l'échelon politique central. Les réformes ter-

ritoriales demeurent contrecarrées par des résistances centripètes difficiles d'occulter. Ces réticences vont se manifester avec la vague des réformes politiques et institutionnelles introduites par les États du Maghreb après les événements du printemps arabe.

II. Les réformes territoriales après le printemps arabe, quelle influence des forces centrifuges ?

Le printemps arabe qui a puisé ses racines en Tunisie, a soufflé un vent de liberté et de revendications sociales, économiques et politiques dans la région au sein desquels la société civile a joué un grand rôle mobilisateur. Bien que n'ayant pas touché les cinq pays frontalement, ce mouvement de fond a influencé leurs sociétés et provoqué de nouveaux débats, de nouvelles organisations, sinon de nouvelles résistances en raison des forces opposées à l'œuvre dans ces pays. Les oppositions sociétales entre réformateurs et conservateurs sont fortes. D'un côté, l'influence des modèles rigides importés des pays du Golfe se renforce, de l'autre, plus qu'ailleurs dans le monde arabe, la société civile se structure et veut saisir la chance d'une démocratie nationale et locale. Les réformes engagées marquent des révisions du cadre territoriale de la participation politique.

1. Le renouveau constitutionnel au Maghreb et la question de la réforme territoriale

Le Maghreb, depuis 2011, vit une mutation tant sociale que juridique et, plus précisément, constitutionnelle. En effet, des réformes constitutionnelles considérables ont pu voir le jour. Ces mutations profondes se veulent une réponse aux régimes qui prévalaient par le passé : des régimes autoritaires, à forte concentration du pouvoir, une séparation des pouvoirs relative et de nombreuses atteintes aux droits de l'homme. C'est ainsi que sous l'influence des pressions populaires, les gouvernements ont procédé à des réformes constitutionnelles qui témoignent d'une volonté de démocratisation, même si cette dernière reste limitée, non aboutie, voire précaire. La question de la réforme territoriale a été appréhendée différemment par les pays du Maghreb.

Certes, le degré de décentralisation ne dépend pas seulement du texte constitutionnel. „Certains États présentent des dispositions constitutionnelles très avancées sans que la réalité ne suive, quand d'autres États parviennent à se décentraliser sans modifier le texte constitutionnel.“¹⁶ Mais généralement, dans les États décentralisés, le texte constitutionnel veille à ce que les collectivités territoriales ne soient pas appréhendées comme de simples relais administratifs de l'État. Seule la constitution peut, en effet, permettre cette distinction entre réelle décentralisation et simple déconcentration.

Alors que le territoire local était, jusqu'à il y a peu, principalement le lieu de la légitimation politique, de la construction du « leadership », il est apparu progressivement comme l'espace naturel d'exercice de nombreuses politiques publiques et, donc, comme un lieu d'exercice de la

¹⁵ Ines Labiadh. Décentralisation et renforcement du pouvoir local : La Tunisie à l'épreuve des réformes institutionnelles. Maillages territoriaux, démocratie et élection, Jan 2016, Monastir, Tunisie. <<http://monastir2016.sciencesconf.org/>>. <halshs-01293413>

¹⁶ Nicolas KADA. Constitution et décentralisation: la grande illusion. In réformes constitutionnelles et administration publique. Sous la coordination de Abderrahmane Zanane. Publication de la faculté des sciences juridiques économiques et sociales Suissi. 2013. P 142

responsabilité politique. C'est ainsi que l'accroissement des pouvoirs des collectivités territoriales passe inéluctablement par le renforcement de leur légitimité démocratique. Cette idée a marqué l'évolution du statut de l'élu dans de nombreux pays du Maghreb qui s'est traduite par la diffusion de certaines pratiques telles que le recours au suffrage universel direct pour désigner les responsables des exécutifs locaux et la définition d'un véritable statut des élus notamment à l'échelle communale. Michel Rousset affirme à cet égard qu'« il ne peut y avoir de véritable décentralisation que si les mandataires de la collectivité territoriale sont désignés librement par celle-ci. Le processus le plus normal pour effectuer cette désignation c'est tout simplement l'élection».¹⁷

Au Maroc, l'article premier de la constitution marocaine de 2011 reconnaît que « L'organisation territoriale du Royaume est décentralisée, fondée sur une régionalisation avancée ». L'innovation marquante de la réforme constitutionnelle réside dans la consécration d'un régime constitutionnel des collectivités territoriales qui marque une rupture avec ses précédentes en entourant le pouvoir local et régional d'un ensemble de garanties de nature à imposer au législateur le respect des libertés locales au moment de la translation législative des dispositions constitutionnelles. Les nombres des articles dédiés au fait local est passé de trois articles dans les constitutions précédentes à douze articles.

Parmi les trois paliers territoriaux, il semble que la région est le grand gagnant des réformes territoriales adoptées en juin 2015, vue la refonte considérable qu'a connue son statut par rapport à celui de 1997. Les grands registres de cette réforme touchent essentiellement la légitimité démocratique du conseil et l'élargissement de la sphère de ses compétences, le statut de l'exécutif régional, le renforcement de l'autonomie financière régionale etc.

Le Maroc à travers la réforme de la régionalisation avancée marque une ère nouvelle dans son processus de démocratisation locale. La loi organique sur l'organisation régionale et en application des dispositions constitutionnelles consacre l'élection des membres du conseil régional au suffrage universel direct. Ces élections ont une portée symbolique comme étant les premières échéances locales et régionales après l'adoption de la constitution de 2011 et comme première pierre dans l'édification du grand chantier de la régionalisation avancée sur lequel le Maroc mise économiquement et politiquement.

Certes, le conseil régional n'est qu'un élément de l'architecture régionale résultant d'une superposition d'institutions déconcentrées représentant le pouvoir central à l'échelon régional.¹⁸ Toutefois, l'évolution de son rôle et de ses missions semble significative à deux égards: d'abord à l'égard des attributions considérables qui lui sont reconnues par le législateur, et la place de choix dont dispose la région en matière de développement. C'est ainsi que l'adoption des délibérations du conseil ayant un rapport direct avec le développement régional tel que :

budget, le programme de développement régional, le schéma régional d'aménagement du territoire, la création des sociétés de développement régional, Les contrats Etats/régions, la gestion des services publics régionaux etc. n'est admise qu'à la majorité absolue des membres du conseil régional en exercice. Cette obligation a pour finalité de les impliquer dans la prise des décisions concluantes dans des domaines aussi importants. Ensuite, les élites locales ont pu comptabiliser au fil des années une expérience et une maturité politique leur permettant de mieux gérer les affaires de leurs régions.

En Tunisie, La Constitution du 26 janvier 2014 renouvelle le cadre juridique de la décentralisation. Sa mise en œuvre ouvre un vaste chantier de réformes de la législation et des institutions publiques, qui seuls pourront déterminer le changement réel apporté par la Constitution.

Dans ce cadre, des réformes institutionnelles et politiques étaient entamées en 2011 et la première résultante fut la création de deux nouveaux ministères chargés d'appliquer les orientations de l'Etat en matière de développement et d'atténuation des disparités régionales. L'un s'est chargé de la gouvernance et de la lutte contre la corruption ; l'autre, anciennement rattaché au ministère de l'intérieur, est devenu une structure à part entière, il s'agit du ministère du développement régional qui publie en 2011 un livre blanc intitulé « Tunisie: une nouvelle vision du développement régional ». Ce livre traduit l'évolution dans le traitement de la question du développement régional.¹⁹

Concernant l'organisation territoriale, la constitution engage le pays vers une décentralisation plus avancée avec un échelon supplémentaire, des élections locales et régionales ainsi que le principe de libre administration. L'article 14 de la constitution, consacré à la décentralisation dispose que « L'État s'engage à soutenir la décentralisation et à l'adopter sur tout le territoire national dans le cadre de l'unité de l'État ». En outre, la Constitution qui a introduit le principe de subsidiarité, et consacre les articles 131 à 142 aux autorités locales. L'Article 132 établit que « les collectivités locales jouissent de la personnalité juridique et de l'autonomie financière et administrative; Elles gèrent les affaires locales conformément au principe de la libre administration ».

Au registre de la légitimité démocratique des conseils locaux et régionaux, l'unique article de la constitution de 1959 se rapportant aux collectivités locales reste muet sur la question de l'élection des membres des conseils régionaux et locaux. L'article 133 de la constitution de 2014 corrige ce manquement et généralise le processus électoral aux conseils municipaux, régionaux et conseils des districts. En outre, l'élection au niveau des communes et des départements se fait selon un suffrage direct contrairement à celle au niveau des régions qui devra s'opérer d'une manière indirecte.²⁰

En Algérie et en Mauritanie et à la différence du Maroc et

¹⁷ Michel Rousset : Démocratie locale au Maroc. Collection confluences. 2005 p 15

¹⁸ François Rangeon : le pouvoir régional. In <https://www.u-picardie.fr/labo/curapp/revues/root/>. P 66

¹⁹ Ines Labiadh. Décentralisation et renforcement du pouvoir local: La Tunisie à l'épreuve des réformes institutionnelles. Maillages territoriaux, démocratie et élection, Jan 2016, Monastir, Tunisie. <http://monastir2016.sciencesconf.org/halshs-01293413>

²⁰ Idem

de la Tunisie, la réforme constitutionnelle n'apporte pas de nouveau par rapport à la décentralisation. L'organisation territoriale bâtie autour de deux échelons en Algérie, est maintenue avec une nouvelle disposition sur la démocratie participative des collectivités locales. L'article 16 de la constitution de mars 2016 stipule que « les collectivités territoriales de l'Etat sont la commune et la wilaya. La commune est la collectivité de base. » La constitution maintient le principe de la démocratie électorale comme mode de participation des citoyens à la gestion des affaires locales. L'article 17 illustre bien ce choix en disposant que « l'Assemblée élue constitue l'assise de la décentralisation et le lieu de la participation des citoyens à la gestion des affaires publiques ».

2. Les réticences à l'égard de l'autonomie du pouvoir local

Nonobstant les avancées enregistrées en matière de protection constitutionnelle du pouvoir local, les constituants maghrébins n'ont pas rompu définitivement avec la vision centralisatrice qui domine la relation de l'Etat avec ses relais territoriaux. Au Maroc, ces réticences sont apparentes à deux niveaux :

- La prééminence de la logique de subordination des collectivités locales au pouvoir central. Les collectivités locales ne sont que l'expression territorialisée de l'Etat qui détermine les contours de leur pouvoir et les soumet à une panoplie de procédés de tutelle. Selon la constitution elle-même, les collectivités territoriales participent à la mise en œuvre de la politique générale de l'Etat et à l'élaboration des politiques territoriales à travers leurs représentants à la chambre des conseillers

- la perpétuité de la constitutionnalisation de l'institution du gouverneur et du wali. La constitution tout en renforçant le pouvoir des présidents élus des collectivités territoriales, en retirant aux agents d'autorités notamment le gouverneur et le wali le pouvoir d'exécuter les délibérations des conseils, elle a renforcé leur statut à l'égard du pouvoir élu.

En Algérie, le maintien de l'ordre juridique territorial existant témoigne de la vulnérabilité du mouvement de démocratisation des institutions locales à plusieurs niveaux. Au niveau des rapports organiques entre les structures qui restent fortement imprégnés par la présence du wali désigné comme organe exécutif tandis qu'un véritable régime de décentralisation implique qu'une telle autorité soit et un pouvoir de tutelle administrative et financière lourde.²¹

²¹ Rachid Zouaïmia, « L'introuvable pouvoir local », *Insaniyat* [...] [En ligne], 16 | 2002, mis en ligne le 31 octobre 2012, consulté le 12 novembre 2016. URL : <http://insaniyat.revues.org/7698> ; DOI : 10.4000/insaniyat.7698

L'échelon régional demeure le parent pauvre des réformes territoriales en Algérie dans la mesure où face à la notion de région s'est substituée celle de Wilaya qui est le principal niveau d'administration territoriale. Il constitue à la fois une administration déconcentrée et une collectivité territoriale dotée d'une assemblée populaire.²²

En Tunisie, Le développement économique des régions intérieures nécessite de nouvelles dynamiques. Ne permettant pas la cohésion du territoire national, le découpage en gouvernorats existant doit être remplacé par un découpage en régions économiques dirigées et animées par des conseils régionaux dont les membres sont élus, comme l'y invite la nouvelle Constitution. La décentralisation de ces nouvelles régions économiques nécessite un transfert de certaines compétences de l'Etat ainsi que la création de communes rurales qui contribueront au développement des régions enclavées. Enfin, dans plusieurs régions tunisiennes, des conurbations et des régions métropolitaines se développent, appelant à la création de nouveaux instruments régionaux de planification urbaine. Ces nouvelles structures à l'échelle régionale permettront d'assurer la complémentarité entre décentralisation et développement régional.²³

Le cas de la Libye est spécifique. En fait, dans la période de transition politique que vit le pays actuellement, il est important de préciser que le cadre juridique est rudimentaire et instable. Les conseils locaux actuels sont avant tout des organes de gestion de crise et les interlocuteurs locaux du gouvernement. Ils ne disposent ni de compétences décentralisées, ni d'administrations.

La question de la décentralisation dans la Libye post-Kadhafi suscite les passions entre les partisans et les adversaires du fédéralisme. Dans un climat de forte insécurité, les premiers soutiennent le fait que la décentralisation est incontournable pour surmonter la marginalisation de l'Est du pays héritée de Kadhafi, alors que les seconds craignent que le fédéralisme soit une porte d'entrée vers la désintégration du pays. Il s'agit en effet d'une question au cœur de la transition politique que vit le pays, notamment à travers la préparation d'une nouvelle Constitution.²⁴

²² Rapport sur les cadres juridiques nationaux de la décentralisation dans les pays du Maghreb. Op.cit.

²³ Rapport sur les cadres juridiques nationaux de la décentralisation dans les pays du Maghreb. Op.cit

²⁴ Idem

Zwischen Herrschaft und Emanzipation. Versuch einer geschichtsphilosophischen Auseinandersetzung mit kolonialer Gewalt

Christian Wevelsiep (Bochum)

Die folgenden zwei Texte geben Auskunft über Möglichkeiten der Rechtfertigung des Kolonialismus. Der erste Text ist ein Zeugnis der frühneuzeitlichen abolitionistischen Bewegung der Quäker mit dem Titel: „A Minute Against Slavery, Addressed to Germantown Monthly Meeting, 1688.“

“This is to ye Monthly Meeting held at Richard Worrell’s. These are the reasons why we are against the traffick of men-body, as foloweth. Is there any that would be done or handled at this manner? viz., to be sold or made a slave for all the time of his life? How fearful and faint-hearted are many on sea, when they see a strange vessel, -being afraid it should be a Turk, and they should be taken, and sold for slaves into Turkey. Now what is this better done, as Turks doe? Yea, rather it is worse for them, which say they are Christians; for we hear that ye most part of such negers are brought hither against their will and consent, and that many of them are stolen. Now, tho they are black, we can not conceive there is more liberty to have them slaves, as it is to have other white ones. There is a saying that we shall doe to all men like as we will be done ourselves; making no difference of what generation, descent or colour they are. And those who steal or robb men, and those who buy or purchase them, are they not all alike? Here is liberty of conscience wich is right and reasonable; here ought to be liberty of ye body, except of evil-doers,wich is an other case. But to bring men hither, or to rob and sell them against their will, we stand against. In Europe there are many oppressed for conscience sake; and here there are those oppressed wh are of a black colour. And we who know than men must not comitt adultery, -some do comitt adultery, in separating wives from their husbands and giving them to others; and some sell the children of these poor creatures to other men. Ah! doe consider will this thing, you who doe it, if you would be done at this manner? And if it is done according to Christianity? You surpass Holland and Germany in this thing. This makes an ill report in all those countries of Europe, where they hear of, that ye Quakers doe here handel men as they handel there ye cattle. And for that reason some have no mind or inclination to come hither. And who shall maintain this your cause, or pleid for it. Truly we can not do so, except you shall inform us better hereof, viz., that Christians have liberty to practise these things. rray, what thing in the world can be done worse towards us, than if men should rob or steal us away, and sell us for slaves to strange countries; separating husbands from their wives and children. Being now that this is not done in the manner we would be done at therefore we contradict and are against this traffic of men-body. (...)”¹

¹ Zitiert nach: Meggitt, J. J.: *Early Quakers and Islam: Slavery, Apocalyptic and Christian-Muslim Encounters in the Seventeenth Cen-*

Der zweite Text ist eine Passage aus einem 1895 erschienenen Reisebericht des späteren Gouverneurs Gustav Adolf von Götzen in Deutsch-Ostafrika: „Mit welchem Recht aber drängt man sich jenen Wilden auf und erzieht ihnen künstlich neue, unbekannte Lebensbedürfnisse an? Mit welchem Recht erklärt man seine Besitzrechte über ihre Gemeinwesen, und warum hat man den glücklichen Frieden, der dort herrschte, bevor die Kultur dort hinkam, gestört? Nun, ich meine, man braucht als Antwort auf solche Fragen nicht erst anzuführen, dass die christliche Religion mit dem Gebot ‘Geht hin in alle Welt und lehret alle Völker’ das Hineintragen des Christenthums und der ihm stets folgenden Civilisation in jene Länder vorschreibt, man braucht auch nicht an das Naturgesetz des ‘survival of the fittest’ zu erinnern, um ein Verschwinden oder ein Anpassen solcher Völker an höhere Gesittung zu verstehen. Man braucht nur einfach die Gegenfrage zu stellen: ob es wohl gerecht ist, dass jene Menschen, die nichts zur Fortentwicklung der Menschheit thun, die unproduktiv und träge ihr Leben führen, alleinige Besitzer und Bewohner von ungeheuren, fruchtbaren Ländern bleiben sollen, in denen neben ihnen noch Millionen andere Menschenkinder ihren Lebensunterhalt finden könnten, während in der civilisierten Welt der Raum Jahr für Jahr enger wird für Alle, die da producieren, arbeiten und dafür leben wollen?“²

Der erste Text ist der ältere, er entstammt dem 17. Jahrhundert und ist als frühe christlich-evangelische Kritik des Sklavenverhältnisses zu lesen. Der zweite stellt eine prototypische Version des kolonialen Diskurses im späten 19. Jahrhundert dar, er vollzieht eine Redeform, die Strategien von Ein- und Ausschließung in eine universale Geschichte einbettet. Weniger die Kritik an diesem Diskurs als vielmehr das Verhältnis der beiden Textformen zueinander ist im folgenden in den Mittelpunkt zu rücken. Die Kritik an kolonialer Gewalt, die sich an den strukturellen, rhetorischen und politischen Bedingungen entzündet, ist bereits etabliert. Die Argumentationsstrukturen kolonialer Diskurse verschränkten bekanntlich sozialdarwinistische, biologistische und politische Muster; in den entsprechenden Texten wird meist die koloniale Expansion mit einem kultur-evolutionistischen

Studies on Inter-Religious Relations 59. Uppsala: Swedish Science Press, 2013, p.76; ferner: Williams, William H. „Slavery and Freedom in Delaware, 1639-1865“, Rowman & Littlefield, 1999; Gross, Leonard and Gleysteen, Jan, „Colonial Germantown Mennonites“, Telford, PA: Cascadia, 2007

² Goetzen, Gustav Adolf von: *Durch Afrika von Ost nach West. Resultate und Begebenheiten einer Reise von der Deutsch-Ostafrikanischen Küste bis zur Kongomündung in den Jahren 1893/94.* Berlin 1895, S. 35 zitiert nach Brehl, M.: „Ich denke, die haben ihnen zum Tode verholfen.“ *Koloniale Gewalt in kollektiver Rede.* In: Dabag, M./ Gründer, H./ Ketelsen, U.- K. (Hrsg.): *Kolonialismus. Kolonialdiskurs und Genozid,* Fink, München 2004, S. 185-216, hier 192 f.

Argument verknüpft und ein Maßstab kultureller Höherentwicklung gesetzt, vereinfacht gesprochen wird in kolonialer Rede das entscheidende Kriterium rassistischer Strategien entfaltet: hier intellektuelle und sittliche Höherentwicklung, dort bloß episodische, unbedeutende Völker ohne Existenzberechtigung³.

Die Kritik am Maßstab kolonialer Gewalt ist hier nicht zu wiederholen, aber ein Verhältnis zu thematisieren, das mit jenem Maßstab eng verknüpft ist. Denn in welchem Verhältnis stehen die erwähnten exemplarischen Texte, die auf den ersten Blick entgegengesetzten Positionen entsprechen? Im Gegeneinander beider Texte, obwohl sie unterschiedlichen semantischen und zeitgeschichtlichen Kontexten entstammen, geht es um das ambivalente Verhältnis von Rechtfertigungs- und Legitimationsstrategien des Kolonialismus. Wendet sich der erste Text gegen das Verbrechen der Missachtung des göttlichen Schöpfungsplans und zählt dieser insofern zur frühen abolitionistischen Rhetorik, die sich in den folgenden Jahrhunderten zur einflussreichen Antisklavereibewegung entwickelte, so steht er doch unter einem spezifischen Gesichtspunkt in der Nähe zum zweiten Diskurs. Die Doktrin der Abschaffung der Sklaverei, die im Zusammenhang religiöser Erweckungs- und Moralvorstellungen steht, geht eine innere Allianz mit der kolonialen Eroberung und mithin mit imperialen Strategien ein. In der ambivalenten Beziehung zwischen dem emanzipatorischen Element und der damit gerechtfertigten kolonialen Herrschaftspraxis zeigt sich eine fatale Kontinuität kolonialer Rede. Die Legitimationsrhetorik und das primordiale Denken flankierten die imperiale Moral und leisteten dem Gedanken Vorschub, dass zivilisierende Mission und imperiale Dominanz einer geschichtsphilosophischen Notwendigkeit gleich kämen.

Die beiden erwähnten Texte berühren aber auch zwei konträre wissenschaftliche Positionen: Auf der Ebene der semantischen Analyse die Ideologie- und Diskurskritik, auf einer geschichtsphilosophischen Ebene die Rechtfertigung abolitionistischer Strategien im Sinne eines universalistischen humanitären Engagements. Beide Ebenen verweisen durch kritische Betrachtungen aufeinander: der Diskurskritik gilt die abolitionistische Doktrin vereinfacht gesprochen als Muster einer herrschaftlichen Rechtfertigung, für die geschichtsphilosophische Position ist hiergegen das Beharren auf universalistische Erzählungen in der Geschichte der Gewalt vorrangig.

Die nun folgenden Überlegungen entzündeten sich gewissermaßen an der scheinbaren Unvereinbarkeit dieser Positionen; jenseits einer eindeutigen Stellungnahme oder gar Auflösung sollen geschichtsphilosophische Fragestellungen in den Raum gestellt werden, die sich aus der Dialektik von Emanzipation und Macht ergeben. Sehr vereinfacht gesprochen erweist sich der emanzipatorische Anspruch der Aufklärung als zweifache Leitvorstellung: als Kritik an Herrschaftsverhältnissen und als Begründung einer universalistischen Fortschrittsgeschichte.

³ Hierzu: Brehl 2004; Dabag, M.: National-koloniale Konstruktionen in politischen Entwürfen des Deutschen Reichs um 1900. In: Dabag/Gründer/Ketelsen 2004, S. 19-67

Freilich bleibt jeder Versuch, diese Seiten der Geschichte zu versöhnen, im Dilemma zwischen Herrschaft und Emanzipation stecken. Eine alternative Erzählung müsste insofern andere Sinnkriterien zugrunde legen, sie müsste Strategien historischen Denkens und somit eine Grundlagenreflexionen ermöglichen, die das Verhältnis von Geschichte und Norm in ihren fundamentalen Dimension darstellt. Der folgende Versuch einer geschichtsphilosophischen Grundlegung des Verhältnisses von Moral und Kritik wird anhand von drei Argumentationsschritten entfaltet: an der narrativen Rekonstruktion von Sinn- und Sachgehalt (I.), am Spannungsverhältnis von Objektivität und Standortbindung (II.), sowie zuletzt am Leitbegriff der Emanzipation (III.)

I. Sinnkriterien der Geschichte der kolonialen Gewalt

Offizielle Debatten über die Legitimität der Sklaverei hatten bekanntlich stets unterschiedliche Konjunkturen. Die theologischen, juristischen und philosophischen Argumente durchwirkten die Debatten des 15. und 16. Jahrhunderts, die sich mit den fundamentalen Fragen kolonialen „Rechts“ und den frühen Definitionen von persönlichen Rechten befassten. Papst Pius II. schrieb in einem Brief an den Bischof von Guinea, dass die Versklavung von Schwarzen dann Unrecht sei, wenn sich diese zum Christentum bekennen wollten. Kirchliche Auseinandersetzungen prägten die erste Hälfte des 16. Jahrhunderts: der offizielle Disput von 1519 in Barcelona, das päpstliche Verbot der Versklavung von 1539 sowie die Reaktion des spanischen Königs, diese päpstliche Bulle zu verbreiten – an diesen theologisch-politischen Auseinandersetzungen lässt sich der Beginn eines Diskurses über die Menschenrechte ablesen, der die Geschichte für lange Zeit prägen sollte⁴. Einige Meilensteine dieses Diskurses seien genannt. In dem berühmten Disput zwischen Sepúlveda und dem Bischof Las Casas ging es um nichts geringeres als die Regeln der Menschenrechte. De la Casas sprach mit Blick auf amerikanische Indios von „derechos humanos“⁵, für das sich im *Ius Libertatis* bei den Moralkasuisten des 16. Jahrhunderts weitere Belege finden lassen. Ob die Anfänge des Menschenrechtsgedankens in der Schule von Salamanca oder gar noch weiter in der Geschichte etwa bis zu den mittelalterlichen Naturrechten⁶ zurück verfolgt werden können, ist keine neue oder überraschende Frage. Virulent und durchaus brisant erscheint hiergegen die Frage, an welchem Punkt der Geschichte sich ein Bruch mit den bisherigen Gepflogenheiten einer breit akzeptierten Sklavenpraxis ergab und aufgrund welcher Initiativen. Der Kampf um die Abschaffung der Sklaverei hatte mit den Worten von Egon Flaig im evangelischen Abolitionismus einen wegweisenden Impuls erhalten. Die Welt verdanke die Abschaffung der Sklaverei insofern explizit „der europäischen Kultur“⁷. Verschiedene Dokumente belegen die

⁴ Flaig, E.: Weltgeschichte der Sklaverei. München 2009, S. 164

⁵ Bartolomé de la Casas: Werkauswahl. Band 3/1 Paderborn 1996, S. 82 ff.

⁶ Tierney, B.: The Idea of Natural Rights Atlanta 1997; Welzel, H.: Naturrecht und materiale Gerechtigkeit. Göttingen 1951

⁷ Flaig 2009, S. 199

Rolle der evangelischen Sekten und die kommunikativen Möglichkeiten im geistigen Raum protestantischer Minoritäten. Quäker, Prediger, Gemeinden formten eine antisklavistische Propaganda. Sie empfanden es schockierend und der menschlichen Natur nicht angemessen, ganze Rassen zu versklaven; christliche Freiheit und Sklaverei schlossen sich aus, Sklavenhändler kämen Feinden der Menschheit gleich. Diese Semantik bildete sich in einer Zeit, in der sich die sklavistischen Systeme auf einem Höhepunkt befanden und in der die Plantagensklaverei in den Kolonien aufblühte - dass sie sich ausbreiten und öffentliche Resonanz erhalten konnte, ist auf verschiedene Aspekte zurück zu führen.

Der Bruch, der in dieser historischen Konstellation zu erkennen ist, reicht tief. Wie ist er zu bewerten? Die Initiativen gegen die sklavistische Praxis wie auch die Entfaltung des Menschenrechtsgedankens sind verschiedenen Quellen zu entnehmen, sie haben unterschiedliche Wege eingeschlagen, so dass sich schwerlich von einem Durchbruch, einer strikten Zäsur sprechen lässt. Aber: es lassen sich Positionen innerhalb der historischen Disziplin ausgrenzen, die einen Bruch in der Geschichte der Sklaverei an jenem Punkt verorten, an dem sich abolitionistische Initiativen aus religiösen Quellen entwickelten. Diese religiösen Quellen, für die sich historische Belege aufweisen lassen, geben jedoch Anlass zu einem geschichtsphilosophischen Urteil. Zwar hätten sich in vielen Kulturen unterschiedliche Stimmen Gehör verschafft, die sich gegen die Sklaverei wendeten, aber ausschließlich der „Westen“, insbesondere die evangelischen Sekten in den englischen Kolonien Nordamerikas seien ein der Lage gewesen, einen Abolitionismus zu entwickeln, der nachhaltige Effekte im Kampf gegen die sklavistische Praxis zu erzielen. Egon Flaig nennt den Prediger R. Baxter, den Quäker W. Edmundson oder auch die zitierte Mennoniten-Gemeinde Germantown in Pennsylvania, die für die Zeit radikale Thesen vertraten und in ihrem Urteil insoweit übereinstimmen, dass sie die Sklaverei als unmenschlich, bzw. unchristlich verdammt⁸. Die Argumente bildeten zu jener Zeit eine Minderheitenposition und konnten doch eine erstaunliche Verbreitung und Intensivierung erfahren, insofern im amerikanischen Raum keine kirchliche Hierarchie den Aufbau großräumiger Kommunikationsnetze verhinderte. So verbreitete sich der Widerstand gegen sklavistische Praxis in relativ kurzer Zeit, „organisierte sich interkontinental“⁹, bis er schließlich auch die europäischen Intellektuellenzirkel in Europa erreichte. Für diesen Prozess reklamiert der Althistoriker Flaig einen geschichtsphilosophischen Kern, der auf den tiefsten Bruch der Geschichte verweise. Wir leben in einer sklavenfreien Gesellschaft, schreibt Egon Flaig. Man muss dem zustimmen und gleichsam insistieren, dass es verschiedene Möglichkeiten der Weltbeschreibung gibt, die das Verhältnis der modernen Weltgesellschaft zu den Errungenschaften des Rechts unterschiedlich ausbuchstabieren. „Wir“ - folgt man dieser vereinheitlichenden Semantik - leben zwar in einer internationalen Ordnung, in der sich

Ideen eines kosmopolitischen Rechts bzw. eines Weltbürgerrechts entfalten konnten. Aber bedeutet diese Tatsache, dass es einen gradlinigen Weg des Freiheitsnarrativs gibt, dass wir gewissermaßen vom Gipfel der Vernunft auf vormoderne Zustände der Unfreiheit herab blicken können? Solche Einschätzungen kämen einem geschichtsphilosophischen Fortschrittspathos gleich, das eigentlich einer anderen Zeit entstammt.

Die geschichtsphilosophische Argumentation rückt damit in ein Spannungsfeld von normativen Urteilsfragen und empirischen Gegebenheiten ein, das höchst diffizil ist und im allgemeinen durch vorgefertigte Positionierungen umschiffert wird. Verschiedene Ansätze der Kritik an dem geschichtsphilosophischen Diskurs wären denkbar: dass sich hier das alte paternalistische Argument in neuem Gewande präsentiert, dass mithin die Europäisierung der Erde hier zum wiederholten male mit einer Semantik der Fortschritts umschrieben würde. Aber bei näherer Sicht gibt sich ein geschichtsphilosophisches Problem zu erkennen, das einer ausführlicheren Diskussion wert ist. Die kritischen Punkte sind zunächst kaum zu bestreiten: die abolitionistische Rhetorik, die sich der Abschaffung der Sklaverei verschrieben hatte, bereitete den argumentativen Boden für die Etablierung des europäischen Kolonialismus; damit stehen eine paternalistische Praxis gegen eine jahrhundertelange Geschichte blutiger Gewalt in den vorkolonialen Lebensräumen. Damit steht zugleich eine moralische Weitsicht als Argument gegen die kritisierte Selbstinszenierung, bzw. gegen das zivilisatorische Argument. Ist es möglich, dieser Polarität der Argumente - gegen die Verklärung der zivilisatorischen Mission oder als Argument für den Kampf zur Abschaffung vormoderner Verhältnisse - zu entgehen? Die folgenden Überlegungen sollen den Streit um die koloniale Vergangenheit in eine andere Richtung lenken. Bei aller Klarheit über Rechtfertigungen, Interessen und Brutalitäten, die die koloniale Praxis im Kern überschatten, sind der geschichtsphilosophische Diskurs und die Erkenntnis, dass erst die abolitionistisch-evangelische Rhetorik und der Kampf „des Westens“ für die Rechte Anderer den Bruch mit der gängigen Praxis beförderten, ernst zu nehmen. Man kann es sich in diesem Punkt leicht machen und Geschichtsphilosophie mit nachträglicher Rechtfertigung gleichsetzen und damit die Gleichartigkeit der Argumente in der Gegenwart und in der Hochphase des Kolonialismus kritisieren. Eine alternative Möglichkeit besteht darin, nach den Bedingungen zu fragen, die ein historisches Urteil als solches überhaupt erst ermöglichen, also nach den methodischen Voraussetzungen einer Theorie der Geschichte zu fragen, ohne die historische Darstellungen unvollkommen bleiben. In welcher narrativen Form sind folglich die Bedingungen zu explizieren, die Erkenntnisse über die Vergangenheit hervorbringen und historische Interpretationen über die „Sache“ der Beendigung der Sklaverei ermöglichen?

Theorien der Narration behaupten in diesem Zusammenhang, dass die diversen Interpretationen über die Vergangenheit eine Vielfalt von Formen annehmen, denen zwangsläufig eine narrative Darstellungsform zu-

⁸ Ebd. S. 199-201

⁹ Ebd. S. 200

kommt¹⁰. In der einfachsten Form dieser These wird Geschichte auf ihre narrative Form verwiesen, die sie stets annehmen musste; in anspruchsvollere Weise könnte man behaupten, dass sich im Zuge dieser Perspektiven die Frontstellung zwischen dem Narrativen und dem Theoretischen aufweicht¹¹. Narrative Zugänge zum Historischen stellen spezifische Positionierungen im Verhältnis von Geschichtserfahrung und Sprache dar, sie befreien die ältere historiographische Kritik vom unhaltbaren Glauben an die Wörtlichkeit der historischen Erkenntnis und verweisen auf den Charakter der sprachlichen Konstruktion geschichtlicher Ereignisse. Das eingängige Bild des reinen Körpers des historischen Diskurses, dem ein besonderes Kleid der Sprache überzogen wird, wird hier zugunsten der Einsicht verworfen, dass jede Geschichte zunächst und vor allem „ein sprachliches Kunstwerk ist, das Produkt einer besonderen Art des Sprachgebrauchs“¹². Der Prozess der Herstellung einer historischen Erkenntnis, bzw. der über erweiterte sprachliche Figuren ermöglichte Diskurs der Geschichte ist es, der die „Sache“ der Historie beschreibt. Durch Narration wird der Blick auf die Vergangenheit nicht der Erkenntnis entrückt, sondern die strenge Unterscheidung zwischen fiktionaler und realistischer Schreibweise gelöst. Es geht folglich nicht um die erkenntnistheoretische Analyse einer Beziehung zwischen dem Einsichtsvermögen der Historiker und einer vergangenen Welt, sondern um den unmittelbaren tropologischen Effekt, den jeder Blick auf die Geschichte hervor bringt. In den besonderen Arten des Sprachgebrauchs erweist sich die Geschichte als etwas, über das stets mehr gesagt wird und in dem mehr verborgen bleibt, als in der chronologisch geordneten Reihung erkennbar ist.

Aus der Vielfalt der Streit- und Kritikpunkte, die die Tropologie im Verhältnis zur Geschichte erfahren hat, ist nun ein Aspekt hervor zu heben. Es ist der Vorwurf, dass sich die Geschichtsschreibung in der literarischen, fiktionalen oder metaphorologischen Form von jener Ernsthaftigkeit entferne, die maßgeblich für die existentiellen Erfahrungen in der Mitte der sozialen Grundsituation seien. Mit „Fiktionen“ und „Erzählungen“ könne kaum ernsthafte und gesellschaftlich engagierte Kritik betrieben werden, die halbliterarischen Entwürfe könnten mit den Ohnmachts- und Gewalterfahrungen, von denen es bekanntlich zu viele in der Geschichte gibt, nicht zur Deckung gebracht werden. Das Nachdenken über Geschichte benötigte in dieser Sicht einen authentischen Haltepunkt, eine theoretische Sprache, die der interexistentiellen Ernsthaftigkeit angemessen sei. Die Ernsthaftigkeit realer Erfahrungen und die spielerische Leichtigkeit der literarischen und diskursiven Reflexion könnten nicht auf die Höhe einer gemeinsamen Erkenntnis gebracht werden¹³. Die folgenden Überlegun-

gen können nun als ernstzunehmende Versuche begriffen werden, diese Kritik außer Kraft zu setzen und den Sinn einer Form der Geschichtsschreibung zu rehabilitieren, der sich in der narrativen Organisation der Geschichtsschreibung zum Ausdruck bringen lässt. Die narrative Rekonstruktion der menschlichen Vergangenheit, besonders jene, die menschliche Leidenserfahrungen und historisches Unrecht thematisiert, enthält Bestimmungen von Geschichte, die zwischen Normbegründungen und Normabweichungen bestehen. Narrativität gilt in dieser Perspektive als eine Theorieschranke, die nicht nur den Zusammenhang von empirischer Geschichtsforschung und theoretischer Geschichtsschreibung eröffnet, sondern die Dignität und Eigenständigkeit des Narrativitätskriteriums nachweist¹⁴. Der Werturteilsstreit hatte in einem vergleichbaren Zusammenhang den vermeintlichen Widerspruch verschärft, dass es unvereinbare Theorieformen gebe, die als wissenschaftsadäquate oder geschichtsadäquate Alternativen erscheinen¹⁵. Die Problematik resultierte aus der Unvereinbarkeit der jeweils präferierten Perspektiven, entweder im Hinblick auf die Beurteilung des Bedeutungsgehaltes zeitlicher Handlungssequenzen nach bestimmten Sinnkriterien oder auf der Linie von Verfahren der Urteilsbildung von historischen Tatsachen. Der Werturteilsstreit entzündet sich bekanntlich an dieser Divergenz, bzw. der Nichtüberführbarkeit von Bedeutungs- und Tatsachengehalten, aber er bringt auch eine Spannung zum Ausdruck, von der die folgenden Reflexionen profitieren können und sollen.

Die inhumane Praxis der Sklaverei und die ersten offiziellen Stimmen gegen das sklavistische System sind als historische Erzählungen in einen Gesamtzusammenhang von Zeitfolgen menschlicher Weltveränderung einzufügen. Freilich unter welchen begrifflichen und normativen Bedingungen? Sowohl der Blick auf die Geschichte „von oben“ als auch derjenige „von unten“ wird den Phänomenen nicht gerecht. Denn Theorien, die mit Universalien des Rechts, der menschlichen Freiheit und ähnlichem arbeiten, können nur einen restriktiven Gebrauch der narrativen Vergegenwärtigung machen. Sind die großen Formen der Geschichtsschreibung, die sich an Universalien der menschlichen Weltveränderung abarbeiten, daher in narrativen Kategorien nicht theoriefähig? Diesem Vorbehalt tritt etwa Jörn Rüsen entgegen, indem er Thematisierungen der Geschichte mithilfe von Universalien menschlicher Weltveränderung ermöglicht. Die Erfahrungsschübe und normativen Umorientierungen, die durch menschliches Handeln erst hervor-

¹⁰ Ricoeur, P.: Die lebendige Metapher. München 1986; Ders.: Zeit und Erzählung, Bd. 1 Zeit und historische Erzählung. München 1988

¹¹ White, H.: Metahistory. Frankfurt a. M. 1991

¹² White, H.: Literaturtheorie und Geschichtsschreibung. In: Nagl-Docekal, H.: Der Sinn des Historischen. Geschichtsphilosophische Debatten. Frankfurt a. M. 1996, S. 67-107, hier S. 71

¹³ Hierzu: Bell-Villada, G. H.: Criticism and the State (Political and

Otherwise) of the Americas. In: Criticism in the University. Triquarterly Series on Criticism and Culture, Nr 1, p. 120-148, Evanston 1985; Ankersmit, F. R.: Narrative Logic: A semantic Analysis of the Historian's Language. Den Haag/Boston/London 1983; White, H.: Auch Klio dichtet oder die Fiktion des Faktischen. Studien zur Tropologie des historischen Diskurses. Stuttgart 1986

¹⁴ Rüsen, J.: Wie kann man Geschichte vernünftig schreiben? Über das Verhältnis von Narrativität und Theoriegebrauch in der Geschichtswissenschaft. In: Ders.: Zeit und Sinn. Strategien historischen Denkens. Frankfurt a. M. 2012 (Neuausgabe), S. 106-132

¹⁵ Koselleck, R./Mommsen, W. J./Rüsen, J. (Hrsg.): Objektivität und Parteilichkeit in der Geschichtswissenschaft Theorie der Geschichte, Beiträge zur Historik Band 1. München 1977

gebracht, intensiviert und vorangetrieben werden, folgen weder technischen Regeln, noch historisch-politischen Konzeptionen. Sie verweisen vielmehr auf menschliche Handlungsvollzüge, die eine Divergenz zwischen Absicht und Resultat der Handlungen erfahren lassen, die jeweils kognitiv verarbeitet werden müssen¹⁶. Damit lässt sich eine Zukunftsperspektive erschließen, die die geschichtliche Linie zwischen Vergangenheit und Zukunft nicht stillstellt, sondern in die lebensweltliche Dimension des historischen Bewusstseins zurück nimmt. Der Zusammenhang historischen Wissens erschließt sich mit anderen Worten aus der phänomenologischen Darstellung, exemplarisch aus der bloßen Beschreibung von Unrechts- und Gewaltverhältnissen. Das Beispiel der sklavistischen Praxis steht genau genommen als erfahrenes Unrecht für sich. Es genügen einige Anmerkungen, um die Unmenschlichkeit der damaligen Versklavungspraxis zu erinnern, die einen starken Wirtschafts- und Industriezweig umfasste. Menschen wurden insbesondere auf dem afrikanischen Kontinent gefangen genommen, in Ketten gelegt und in ein Joch gespannt. Die lebensgefährlichen Gewaltmärsche zur Küste, die Fahrten über das Meer in finsternen Löchern unter Deck sowie die Aussicht auf ein Leben in permanenter Gefangenschaft, Demütigung und Entwürdigung bilden die Gesichtspunkte einer inhumanen Praxis aus Sicht der Betroffenen.

Die Leitfrage, die sich an diese unmittelbar einsichtige Gewalterfahrung anschließen kann, müsste an dem Punkt anknüpfen, der sowohl Universalien zeitlicher Weltveränderung – als eine solche Universalie ist die Freiheit und gleich Würde eines jeden einzelnen zu bezeichnen – als auch den Orientierungsrahmen des Handelns, dessen Autoren und Adressaten thematisiert. Sie müsste die Spannung zum Ausdruck bringen, die authentische Erfahrungen in der Lebenswelt und gleichsam die Distanz zu dieser Lebenswelt in einen Zusammenhang bringt. Die sklavistische Praxis und die Perspektive ihrer Abschaffung ist als eine solchermaßen bedeutsame „Geschichte“ zu rekonstruieren.

II. Die Geschichte des Abolitionismus zwischen Objektivität und Parteinahme

Egon Flaig spricht angesichts der bemerkenswerten abolitionistischen Bemühungen von einem der „tiefsten Brüche“ in der Geschichte.¹⁷ Allgemein anerkannt wird die Tatsache, dass das Zusammenwirken der englischen Antisklavereibewegung, der einflussreichen Lobby und den persönlichen Interventionen über den Tag hinaus wies, dass die völkerrechtliche Verurteilung des Sklavenhandels gegen den Widerstand der Kolonialmächte Portugal und Spanien einen humanitären Stein ins Rollen gebracht hatte. Man war sich der fehlenden normativen Rechtsverbindlichkeit bewusst, aber konzentrierte sich auf die Signalwirkung, die die internationale Manifestation des Zivilisations- und Friedengedankens beinhaltete. Wie dieser Bruch mit den bislang geltenden „Nor-

men“ vonstatten ging, ist eine geschichtsphilosophische Frage mit weitreichenden Implikationen. Denn: die Abschaffung des Sklavenhandels ging nicht selbstläufig voran, sondern sie ging auf die Initiativen europäischer Politik zurück, sie brachte damit die Ambivalenz humanitären Eingreifens ebenso zum Ausdruck wie die Widersprüchlichkeit der imperialen Dominanz.

Der geschichtsphilosophische Kern ist in verschiedenen Momenten enthalten, die im folgenden zur Sprache kommen sollen. Es geht zuvorderst um die Frage, unter welchen geschichtstheoretischen Kategorien man das Problem der politischen Verwirklichung humanitärer Ideale versammeln kann. Die Urteilsbildung über das Verhältnis von Abolitionismus und Kolonialismus zerfällt bekanntlich in scheinbar unvereinbare ideologische Positionen – zwischen der Kritik an der legitimatorischen Rechtfertigung des Kolonialismus und der historisierenden Rechtfertigung einer humanitären Praxis. Die eine Position sieht die Anwendung kolonialistischer Praktiken im Geflecht nationalstaatlicher und imperialer Interessen, die durch Rechtfertigungsstrategien kaschiert werden, aber im ganzen die rassistische oder völkische Unterscheidung von Menschengruppen forciert¹⁸. Die andere Position positioniert sich freilich auf einer anderen historischen Ebene, sie fragt weniger nach den Legitimationen imperialer Vormachtstellungen, die sich vor allem zum Ende des 19. Jahrhunderts abzeichneten, sondern sie fragt nach den Bedingungen, welche den frühen abolitionistischen Doktrinen zugrunde lag. Diese Position fragt nach dem Stellenwert und den Wirkungen humanitären Denkens, das sich gegen Widerstände hinwegsetzt und damit die Europäisierung der Erde als moralischen Fortschrittsprozess markiert. An diesem Punkt wird das komplexe Ineinander von Sinngehalt und Sachgehalt der Geschichte, der sich in dem Zusammenhang von Zeitfolgen menschlicher Weltveränderung verdichtet, zum geschichtsphilosophischen Problem. Wie kann man den humanitären Interventionismus mit der imperialistischen Expansion zusammen denken? Gibt es, anders gesagt, politisch-ethische Motive, die wir aus der imperialen Dominanz heraus lösen können? Das Motiv eines Bruchs verweist auf gesellschaftliche Lernprozesse, die schließlich über das Problem der Sklaverei hinaus weisen, sie verweisen auf kognitive Dissonanzen und schmerzhaft Einsichten, die sich aus dem Problem der Missachtung fundamentaler Rechte ergeben. Wie sich dieses sehr spezifische „Lernen aus der Geschichte“ mit einem reflektierten Eurozentrismus der Gedächtnispolitik vereinbaren lässt, gilt es im folgenden zu fragen.

Jede historische Aussage hat einen festen Standpunkt und ist insofern relativ, gleichwohl gibt es ein ebenso überzeugendes Postulat der Unparteilichkeit und Neutralität, das die Geschichtsschreibung verpflichtet. Die Geschichte steht insofern vor zwei konkurrierenden, widersprüchlichen Bedingungen, Überparteilichkeit anzustreben und dabei doch die Rückbindung der eigenen Position an zeitliche Erkenntnis- und Handlungsvoraus-

¹⁶ Rösen, Zeit, 2012, S. 109-113

¹⁷ Flaig, E.: Der tiefste Bruch in unserer Geschichte. In: Frankfurter Allgemeine Zeitung vom 8. Januar 2011, S. Z1

¹⁸ Eckert, A.: Aufklärung, Sklaverei und Abolition“, in: Wolfgang Hardtwig (Hg.), *Die Aufklärung und ihre Weltwirkung* Göttingen 2010 (Geschichte und Gesellschaft Sonderheft 23), S.243-262

setzungen anzuerkennen¹⁹. Dieser Zwiespalt löst sich zwar nicht auf, aber er wird erträglich, wenn man die historischen Interessen auf ihr denkbare Vernunftpotential hin lenkt. Die Vernunftbedingungen in der Geschichte verweisen auf die Wahrheitsfähigkeit und die Zustimmungsfähigkeit von historischen Aussagen; beide Bestimmungen sind jedoch nicht zur Übereinstimmung zu bringen. Es ist das Verhältnis von Sinngehalt und Sachverhalt historischer Ereignisse, das im vorliegenden Fall eine produktive Spannung hervor bringen kann. Denn beide Darstellungsebenen sind vernünftig zu nennen, können aber schwerlich isoliert betrachtet werden. Der wissenschaftliche Charakter mitsamt seines Objektivitätsanspruchs geht in spezifischer Weise mit historischer Sinnbildung und Identitätsbildung einher; das Vernunftpotential in der Geschichte wird freilich erst dann ausgeschöpft, wenn Sinn- und Sachgehalt von Geschichten so realisiert werden, dass „sie sich weder gegenseitig einschränken oder negieren, noch einfach ineinsfallen, sondern sich gegenseitig hervorrufen und steigern.“²⁰ Auf einprägsame Formeln reduziert, ließe sich die Vernunft in der Geschichte demgemäß zwischen der Wissenschafts- und der Geschichtsangemessenheit verorten. Sie bringt sowohl die Zeitspezifität vergangener Ereignisse zum Ausdruck, indem sie in einen übergreifenden zeitlichen Zusammenhang mit gegenwärtigen Lebensverhältnissen gebracht wird; sie bringt zugleich eine Rationalität zum Ausdruck, die sachliche Aussagen allgemeingültig macht. Das eigentliche Problem wird erst dann artikulierbar, wenn das Verhältnis beider Ebenen thematisiert wird, wenn Bedeutungs- und Sachgehalt in ein gemeinsames Bezugssystem gebracht werden sollen. Eben diese Problematik zeigt sich in besonderem Maße, wenn es um Aspekte der Geschichte der Gewalt oder um Aspekte massiver Unrechtserfahrungen geht. Denn die Leidenserfahrungen in der Geschichte sind nicht ohne einen Bedeutungsgehalt denkbar; die Bedingungen, die beispielsweise zu zeitspezifischen sklavistischen Gewaltverhältnissen geführt haben, verlangen nach normativen Sinnkriterien und verweisen etwa auf die Sinnentwicklung des Menschenrechtsgedankens. Aber dieser spezifische Sinn ist gleichsam nicht ohne den Tatsachengehalt historischer Aussagen zu denken, er verlangt also ebenso nach Verfahren der Urteilsbildung, „durch das historische Aussagen intersubjektiv verbindlich auf ihren Tatsachengehalt hin festgelegt werden“²¹. Wie aber können diese Verfahren am Leitfaden der Emanzipation als moralisch verbindliche Sinnkriterien beschreiben werden?

III. Geschichtsphilosophie und der Leitfaden der Emanzipation

Geschichtsphilosophische Fragestellungen werden gegenwärtig selten gestellt. Allenfalls flüsternd werden sie erinnert, seit der Prozess der einen Geschichte und des

sen Erkennbarkeit an ein vorläufiges Ende gekommen sind. Geschichtsphilosophie – diese Kategorie lässt sich schwerlich aus der Mitte einer einheitlichen, historischen Weltanschauung heraus entfalten, sie ist vielmehr Teil voneinander unabhängiger, disparater Zugänge und Problembestände. Gleichwohl gibt es geschichtsphilosophische Themen, die mit spezifischen Formen der Betrachtung und Bewertung einhergehen und Rückfragen an eine philosophische Theorie der Geschichte als Gesamtprozess erzwingen. Ein solches Thema ist (immer noch) die Abschaffung der Sklaverei, im engeren Sinne der Prozess des Abolitionismus, der einer geschichtsphilosophischen Wegweisung oder Weggabelung gleichkommt.

Natürlich: der Terminus Geschichtsphilosophie ist hoch angelegt, suggeriert ein Einblicksvermögen in einen Gesamtprozess, in Wesen, Ursprung und Verlauf der Geschichte, wie sie sich in den eindrucksvollen Theorien des Idealismus eines Schelling, Hegel oder Kant ausdrückte. Diese Form der Geschichtsphilosophie folgt einem Leitfaden der Vernunft, der sich als Geltungsgrund des Wissens ausweist und das gegliederte Gefüge von Erkenntnisfunktionen zu einem umfassenden Erkenntnis- und Urteilszusammenhang zusammen fügt. Eine solche Vernunftstruktur faltet sich in einem wissenschaftlichen Gesamtzusammenhang aus, in dem sinnliche Wahrnehmung, begriffliche Erfassung und systematische Verknüpfung ineinander greifen und damit den Blick auf die gegliederte Entwicklungsgeschichte der Menschheit eröffnen²². Freilich kann man geschichtsphilosophische Perspektiven auch eine Stufe kleiner haben, indem man nicht nach einem totalen Begriff der Geschichte, sondern nach den Bedingungen der Befreiungsgeschichte der Menschheit fragt, indem man Stadien der Vernunftgeschichte unterscheidet und dieses Unterscheidungsvermögen zum Maßstab geschichtsphilosophischer Behauptungen macht. Verbleiben wir im kategorialen Rahmen des Idealismus, ließen sich bekanntlich Stadien der Menschheitsgeschichte differenzieren, die ungetrübte Zustände sinnlicher Wahrnehmungen, Situationen des Bruchs und der Entzweiung sowie Situationen ausprägen, bei denen versucht wird, den Sündenfall der Entzweiung wieder rückgängig zu machen. Lässt sich diesem Blick auf die Bewusstseinsgeschichte der Menschheit eine konkrete historische Analogie entnehmen, die weniger auf spekulative Dialektik zielt, als sich vielmehr am dem Gedanken reibt, dass es gleichsam auf die Befreiungsgeschichte der menschlichen Vernunft und auf die konkrete Befreiung aus zutiefst entwürdigenden Verhältnissen ankommt? Und mit welchen Begriffen könnte eine solche Perspektive gelingen, die nicht auf eine Gesetzmäßigkeit im Geschichtsprozess, sondern auf die geschichtsphilosophischen Momente des Universalismus, die gleichsam als Selbstbefreiung der Menschheit zu lesen sind, zielt? Die folgenden Überlegungen sollen als ein solcher Versuch verstanden werden, eine geschichtsphilosophische Erzählung entstehen

¹⁹ Koselleck, R.: Standortbindung und Zeitlichkeit. Ein Beitrag zur historischen Erschließung der geschichtlichen Welt. In: ders.: *Vergangene Zukunft. Zur Semantik geschichtlicher Zeiten*. Frankfurt a. M. 1985, S. 176 - 211

²⁰ Rösen, 2012, S. 107

²¹ Ebd., S. 109

²² Kant, I.: *Idee zu einer allgemeinen Geschichte in weltbürgerlicher Absicht*. A 400. In: *Werke in sechs Bänden* (hg. von W. Weischedel). Darmstadt 1983 (1784-1795)

zu lassen, deren Dignität außer Frage steht und die zugleich Rückfragen an den „Sinn“ der Geschichte zulässt.

Einen „Sinn“ der Geschichte der kolonialen Gewalt zu entnehmen, bedeutet im allgemeinen, kraft der Identifizierung von Grundgedanken die Deutung von historischer Erfahrung mit Zukunftserwartungen und Gegenwartsinterpretationen zu verbinden. Das Sinnkriterium der Emanzipation bringt in klassischer Diktion die Geschichte als universalen Prozess der Selbstbefreiung des Menschen hervor und ermöglicht eine Orientierung des Handelns an der Vorstellung historisch reflektierten Fortschritts.²³ Emanzipation gerät im Zuge dieser normativen Bestimmung in ein asymmetrisches Verhältnis zur Herrschaft, insoweit Herrschaft als Verhinderungsgrund für die Selbstbestimmung und Selbstentfaltung des Menschen betrachtet wird. Diese Herrschaft, die historischen Unrechtsverhältnissen entstammt, verflüssigt sich und wird verzichtbar im gleichen Maße, wie sich die Überwindung von Herrschaft als realhistorischer Prozess im Sinne eines zu realisierenden Zukunftsentwurfs entwickelt. Das Kriterium der Emanzipation wäre dementsprechend als historische Norm zu bezeichnen, die auf drei zeitlichen Dimensionen menschlichen Handelns bezogen ist: „auf die Vergangenheit als Vorstellung eines realhistorischen Prozesses, auf die Gegenwart als normative Bestimmung aktuellen Handelns und auch auf die Zukunft als Erwartung und Fortsetzung und Steigerung des schon erfolgten und aktuell betriebenen Prozesses.“²⁴

Geschichtsphilosophische Perspektiven erschließen sich im Blick auf die Anthropologie geschichtlicher Zeiterfahrungen und auf den Zusammenhang von Welterfahrung und Weltdeutung. Mit einfachen Worten lässt sich der Zusammenhang beschreiben: Gewalt, Gewaltereignisse und Gewaltträume lassen sich in Relation zu einem Dritten beschreiben. Es gibt einerseits Ereignisse, die, wie Bernhard Waldenfels schreibt, neue symbolische Ordnungen einführen, einen neuen Sinn stiften, Geschichte eröffnen oder Verpflichtungen generieren²⁵. Der Weg, den abolitionistische Initiativen genommen haben, ist insofern geschichtsphilosophisch bedeutsam: Wie eingangs beschrieben, waren es die evangelischen „Sekten“ und religiösen Gruppierungen auf dem amerikanischen Kontinent, die einen humanitären Stein ins Rollen brachten. Die freikirchlichen Publizisten bewegten sich in einer Öffentlichkeit, die religiös orientiert war, sie verbreiteten ihre Botschaften in Predigten, Flugblättern und Druckschriften und bildeten auf diese Weise eine kohärente moralische Position, die erst schrittweise und nicht durchgehend von den Autoren der Aufklärung aufgenommen wurde.²⁶ Die Politik, die den abolitionistischen

Prinzipien folgte, konnte Erfolge für sich verbuchen, die Verfassung von Vermont von 1777 schränkte die Sklaverei ein, nach Pennsylvanias Emanzipationsgesetz sollte die Sklaverei nach einem gewissen Zeitraum verschwinden. Auch im britischen Unterhaus wurden diverse Anträge zur Abstimmung über ein Verbot des Sklavenhandels eingebracht.²⁷

Die sich anschließenden Entwicklungen kamen nicht über Nacht, sondern es etablierte sich eine Rechtspraxis über die Jahrhundertschwelle hinweg, begleitet von Revolutionen, Petitionen und Widerständen. Nachdem im Februar 1815 auf dem Wiener Kongress acht europäische Monarchien die Erklärung zur Ächtung des Sklavenhandels abgegeben hatten, folgten 1817 und 1823 folgten bilaterale Verträge mit Portugal und Spanien, 1823 verbot das Parlament das Auspeitschen, 1833 beschloss das Parlament, die Sklaverei im gesamten Empire abzuschaffen²⁸. Dass die britische Delegation in Wien versuchte, den Widerstand der Großmächte zu überwinden, lag daran, dass sie von der Regierung im eigenen Land unter Druck gesetzt wurde. England wollte in der Frage des Sklavenhandels seine Position durchsetzen – dies belegen die Petitionen, Briefe und Reden, die in ganz Britannien gehalten wurden und insgesamt darauf drängten, die grausame Praxis zu beenden. Die endgültige Abolition erfolgte 1838, die 1841 durch multilaterale Verträge, Überwachung und Blockaden durchgesetzt wurde. Gleichwohl ließen die durchgreifenden Erfolge auf sich warten, denn die sklavistischen Systeme in den USA, Südamerika und der islamischen Welt brachen keineswegs zusammen, sondern unterliefen die geltenden Regelungen²⁹. Der Widerstand gegen die Sklaverei verlief also nicht gleichförmig, sondern unterlag erheblichen soziokulturellen Unterschieden vor allem zwischen der transatlantischen westlichen und der islamisch dominierten Welt. Es war abzusehen, dass die islamischen Länder eine durchgreifende Abschaffung der Sklaverei, wie sie

²³ Baumgartner, M.: Philosophie der Geschichte nach dem Ende der Geschichtsphilosophie. Bemerkungen zum gegenwärtigen Stand des geschichtsphilosophischen Denkens. In: Nagl-Docekal, H. (Hg.): Der Sinn des Historischen. Frankfurt a. M. 1996, S. 151-173

²⁴ Rösen, J.: Geschichte als Aufklärung? Oder das Dilemma des historischen Denkens zwischen Herrschaft und Emanzipation. In: Ders.: Zeit und Sinn. Strategien historischen Denkens. Frankfurt a. M. 2012, S. 30-56, hier S. 35 f.

²⁵ Waldenfels, B.: Topographie des Fremden. Studien zur Phänomenologie des Fremden I. Frankfurt a. M. 1997, S. 121

²⁶ Flaig 2009, S. 201

²⁷ Ferner ist hier der Wiener Kongress von 1814 zu erwähnen, der eine erste Form der zwischenstaatlichen Zusammenkunft war, auf der humanitäre Fragen intensiv diskutiert werden. Zwischen den Intrigen, Skandalen und Streitereien, inmitten der geselligen Vergnügungen in den Ballsälen und Salons kamen in den Konferenzzimmern diffizile moralische Anliegen zur Sprache. Die Praxis der Sklaverei hatte bereits seit längerem eine wachsende Zahl von Kritikern und Reformern hervorgebracht; in Wien wurden offizielle Stellungnahmen und Positionen in diese Richtung gelenkt. Aus Sicht der „Interessengruppen“ ging es hier natürlich um Profit, einträgliche Geschäfte, wirtschaftliche Perspektiven von lukrativem Handel oder befürchtetem Ruin. So sehr manche sich von der Wiener Zusammenkunft einen Rechtsfortschritt erhofften und entscheidende Schritte der Abschaffung avisierten, so sehr musste man doch einsehen, dass die humanitären Initiativen in dem dichten Geflecht von profitablen Geschäften und politischen Interessen hängen bleiben mussten. Eine Abschaffung der einträglichen Praxis war auf die erhoffte Weise nicht durchzusetzen. Die Argumente hatten einen partikular-wirtschaftlichen Charakter. Dass Einkommen sinken und Steuereinnahmen zurück gehen würden, dass Wirtschaftszweige zusammenbrechen, dass Aufstände und Unruhen um sich greifen könnten - diese Punkte veranlassten einzelne Akteure, Reformbestrebungen nicht weiter zu verfolgen. Der Vorschlag Talleyrands', einen Ausschuss der Großmächte zu bilden, der sich mit der Frage des Sklavenhandels befassen sollte, wurde vor allem aufgrund von Protesten Spaniens und Portugals zunächst fallen gelassen. King, D.: Wien 1814. München/Zürich 2014, S. 263-271

²⁸ Flaig, 2009, S. 206 ff.

²⁹ Ebd..

sich in den amerikanischen ehemaligen Kolonien zumindest abzeichnete, nicht erreichen würden. Auf dem afrikanischen Kontinent musste die Abolition mühsam abgerungen werden, da zum einen die einheimischen Eliten von Sklavenhandel und -haltung profitierten und da die staatlichen Gebilde als ganze auf dem permanenten Versklaven beruhten.

Welcher Erzählform ist dieser komplexen Situation angemessen? Ein traditioneller Zugang isoliert Lebensumstände und Verhältnisse Betroffener und schöpft Handlungsregelungen als Sinnstiftungen im Fluss der Zeit, das heißt im Rahmen traditionellen Erzählens wird Zeit als Sinn verewigt. Diese Form der historischen Identitätsbildungen und Selbstverständigung geht von traditionellen Vorgaben und Herkünften aus und sie verdichtet sich in Ursprungsgeschichten, die zum Beispiel den Zweck der Herrschaftslegitimation oder die Stiftung einer Gemeinschaft thematisieren. Freilich wäre eine solche narrative Herangehensweise zu kurz gedacht, wenn sie nicht durch weitere Typologien ermöglicht würde, etwa durch Typen historischen Erzählens mit kritischem und genetischem Schwerpunkt³⁰. Erst kritische Erzählungen richten sich gegen Traditionen und normative Handlungsregelungen; sie verweisen auf die prinzipiell kontrafaktischen Möglichkeiten in Geschichte und Gegenwart. Ein Orientierungsrahmen wird geändert, neue Signifikanten und Signaturen in der sozialen Welt eingeführt; es werden Gegengeschichten erzählt. Brüche im Selbstverständnis der handelnden Subjekte müssen rekonstruiert werden, Handlungsabsichten und Zukunftsvorstellungen mit den Umständen der Zeit verbunden werden. Die Unterbindung des Sklavenhandels durch die britische Flotte im 19. Jahrhundert ist durchaus als ein solcher Bruch zu bezeichnen: die Austrocknung der Sklaverei war etwas Ungewöhnliches, nicht zu Erwartendes. Eine Politik, die teuer für die Handelnden war und gleichsam als Bruch des internationalen „Rechts“ und nationaler Souveränität empfunden wurde.

Es ist insofern schwierig, einzelnen Handelnden und isolierten Ereignissen eine einseitige Kompetenz zur Normveränderung zuzuschreiben. Der langwierige Prozess, bei dem neue Kontinuitätsvorstellungen durch das Weg-

arbeiten anderer geschaffen wurden, ist ein vielfältiger Bruch; ein Bruch in der Geschichte der Ungleichheit zwischen den Menschen, der durch humanitäre Initiativen ermöglicht wurde³¹, aber gleichsam ein zivilisatorischer Bruch zwischen Moral und Politik³². Das kritische Erzählen ist daher eine notwendige Waffe im Kampf um die Erinnerung, bei der Zeit durch Sinn beurteilbar wird, aber es bedarf einer flankierenden Typologie durch genetisches Erzählen, um den Niederschlag von Strukturveränderungen in einzelnen Geschichten aufzufangen. Genetisches Erzählen, das im Kern dialektische Momente umfasst, lässt Kontinuität und Brüchigkeit der Geschichte als Möglichkeiten derselben Sache erscheinen, es bindet Herkunft und Zukunft nicht „zur Einheit veränderungsresistenter Traditionen und Handlungsregelungen zusammen“, sondern es markiert „eine qualitative Differenz, die sie zugleich mit der Vorstellung eines kontinuierlichen Übergangs von der einen Qualität zur anderen überbrückt.“³³

Zusammengefasst erscheint in der Allianz von kritischem und genetischen Erzählen insofern eine geschichtsphilosophisch begründbare Perspektive. Das, was man heute unter dem selbstverständlichen Recht jedes einzelnen versteht, ist als errungene Identität im menschlichen Selbstverhältnis mit der Zeit zur Sprache gebracht worden. Die innere zeitliche Dynamisierung mit all ihren Wertungen und Richtungen ist keine lineare Kette von Daten und Ereignissen, sondern als Wechselspiel von Beschleunigungs- und Verzögerungsphasen, von wechselhaften Perioden zu verstehen, bei dem es zu den unterschiedlichsten Interpretationen zwischen Freiheitsstreben und Gewalt kam. Von diesen „Geschichten“ profitiert eine Gegenwart, die nicht nur die Möglichkeit einer einheitlichen Weltbeschreibung hervor bringt, sondern in der ein allen gemeinsamer Standpunkt des Rechts als Selbstverständlichkeit artikuliert werden kann.

³⁰ Rösen, J.: Die vier Typen des historischen Erzählens. In: Ders.: Zeit und Sinn. Frankfurt a. M. 2012, S. 148-218

³¹ Flaig 2009, S. 199-215

³² Eckert, A.: „Der langsame Tod der Sklaverei. Unfreie Arbeit und Kolonialismus in Afrika im späten 19. und im 20. Jahrhundert“, in: Elisabeth Herrmann-Otto (Hg.), *Sklaverei und Zwangsarbeit zwischen Akzeptanz und Widerstand* (Hildesheim: Georg Olms Verlag, 2011), S. 309-322

³³ Rösen, Typen des Erzählens, 2012, S. 179

Debatte/debat/debate: Das Erbe der deutschen historischen Rechtsschule in Russland: Der geistige Wert des Rechts

Elena Tcaregorodskaja (Sankt Petersburg)

Eines der einzigartigsten Phänomene in der Geschichte des juristischen Denkens ist die historische Rechtsschule, die zu Anfang des 19. Jahrhunderts in Deutschland entstanden ist. Die Hauptidee der historischen Rechtsschule ist, dass das Recht im Bewusstsein des Volkes lebt, wie seine Sprache und Sitten. Nach der Ansicht des Begründers dieser Schule F. K. Savigny, wachse das Recht mit dem Volk fort, es bilde sich mit ihm aus, und sterbe endlich ab, wenn das Volk seine Eigentümlichkeit verliert¹. Das Volk verknüpfe in ein einheitliches Ganzes seine gemeinsame Überzeugung, das gleiche Gefühl der inneren Notwendigkeit. Das Recht entstehe durch innere, still wirkende Kräfte², deren Quelle der Volksgeist sei³. Die geistige Gemeinschaft des Volkes, so F. K. Savigny, gibt dem Recht die eigenartige Originalität, die die kulturellen und nationalen Komponenten einschließt. Sein Nachfolger, G. F. Puchta, ging auch davon aus, dass die Grundlage der Verwandtschaft des Volkes der Volksgeist sei, der die Quelle einer besonderen Volksüberzeugung darstellt. Auf der nationalen, natürlichen Verwandtschaft der Überzeugungen beruhe das Recht, vor allem das Gewohnheitsrecht, so G. F. Puchta⁴.

Somit ist die vorliegende traditionalistische Rechtskonzeption auf der Idee der Kontinuität, der Beständigkeit aufgebaut und auch national determiniert. Zugleich gaben die Vertreter der historischen Rechtsschule dem römischen Recht einen Ehrenplatz bei der Herausbildung der nationalen rechtlichen Kulturen der europäischen Länder, vor allem im Kontext seiner Rezeption⁵. Es entsteht die Frage, ob es keinen Widerspruch zwischen der Theorie der organischen Entwicklung des Rechts, seiner nationalen Bedingtheit und der hohen Wertschätzung der historischen Tatsache der Rezeption des römischen Rechts gibt.

Nach Savignys Meinung war die Rezeption des römischen Rechts keine zufällige und unerwartete historische Erscheinung. Die Geschichte kennt Beispiele für das Verschwinden der Grenzen zwischen dem einen und dem anderen Recht. So erforderte die Herrschaft des römischen Volkes über die unterworfenen Völker im Recht eine gewisse Einheitlichkeit. Dazu musste man gemeinsam neben dem alten, nationalen Recht *ius civile* das allgemeine Recht *ius gentium* anerkennen. Das eigene Recht der Römer und das allgemeine Recht mussten einander näher kommen, das heißt *ius gentium* musste sei-

ne Geltung auf die Römer erweitern. Das wurde dank der Tätigkeit von Prätorien erreicht⁶.

F. K. Savigny leistete einen bedeutsamen Beitrag zu rechtsgeschichtlichen Forschungen des 6.–12. Jahrhunderts. Er widerlegte den zu jener Zeit vorherrschenden Standpunkt in Bezug auf das Verschwinden des römischen Rechts nach dem Untergang des Weströmischen Reichs. Er wies nach, dass nach dem Untergang des Weströmischen Reichs im Jahre 476 das römische Recht, wie es ehemals galt, die germanische Rechtskultur beeinflusste⁷. Savigny meinte, das Recht sei zweifach in den germanischen Staaten ursprünglich gewesen – es habe aus dem germanischen und dem römischen Recht bestanden. Aber nachher habe das Rechtssystem schon auf der Grundlage des römischen Rechts gegolten⁸. Die allmähliche Annäherung der germanischen und römischen Rechtskulturen führte zum Eindringen der letzteren ins germanische Recht. Die Koryphäen der historischen Rechtswissenschaft F. K. Savigny und G. F. Puchta versuchten nicht, die Rezeption des römischen Rechts zu rechtfertigen. Sie strebten danach, diese großangelegte und einzigartige Erscheinung des Rechtslebens zu verstehen und zu erklären. Das römische Recht war für die historische Rechtsschule deshalb so wertvoll, da es eine völlig organische, nationale Entwicklung, ohne Einmischung von außen zeigte. Dies ist das Recht des Volkes mit einer langen Geschichte, das sich fast immer als Gewohnheitsrecht entwickelte. In diesem Recht waren die neu entstandenen Formen mit den alten verbunden⁹. Nach der Ansicht von Puchta sei dem römischen Recht ein doppeltes Leben bestimmt – im Volk, von dem es den Namen habe, und über die Jahrhunderte, die diesem Volk zugemessen seien, hinaus¹⁰.

Es sei betont, dass das Gesetz der Rechtsentstehung aus der inneren Notwendigkeit, aufgrund der allgemeinen Überzeugung, unabhängig von Zufall und Willkür für die Periode der Jugendzeit der Völker absolut ist. Savigny lässt vom Gesetz beim Eintritt bestimmter Stufen der Entwicklung des Volkes Ausnahmen zu. Die Individualität der Vertreter des Volkes, die sich in der Abgrenzung der Tätigkeitsarten, der Wissensgebiete, der sozialen Lage manifestiert, zerstört die Gemeinsamkeit des Bewusstseins, deshalb wird die Rechtsentstehung schwierig. Das Problem wird durch Gesetzgebung und Rechtswissenschaft gelöst¹¹. G. F. Puchta hat die Idee der organischen Rechtsentwicklung des Volkes durch den

¹ F.K. Savigny, *Vom Beruf unserer Zeit für Gesetzgebung und Rechtswissenschaft*, Heidelberg, 1828, S.11.

² *Ibid.*, S.9, 14.

³ F.K. Savigny, *System des heutigen Römischen Rechts*. Bd. I, Berlin, 1840, S.19.A

⁴ G.F. Puchta, *Das Gewohnheitsrecht*. Bd. 1, Erlangen, 1828, S.137, 139, 160.

⁵ F.K. Savigny, *Vom Beruf <...>*, S.28 – 32; F.K. Savigny, *System <...>*, S.71–80; G.F. Puchta, *Vorlesungen über das heutige römische Recht*. Bd. I, Leipzig, 1859, S.2–11.

⁶ F.K. Savigny, *Geschichte des Römischen Rechts im Mittelalter*. Bd. I. Zweite Ausgabe, Heidelberg, 1834, S.22 – 23, 30–31.

⁷ В.М. Хвостов, *История римского права*, Москва, 1919, С.429. (V.M. Khvostov, *Geschichte des römischen Rechts*, Moskau, S.429).

⁸ F.K. Savigny, *Geschichte <...>*, S.118–119.

⁹ F.K. Savigny, *Vom Beruf <...>*, S.28, 32, 35.

¹⁰ G.F. Puchta, *Vorlesungen über <...>*, S.1.

¹¹ F.K. Savigny, *System des heutigen Römischen Rechts*. Bd. I, Berlin, 1840, S.17.

Begriff «Freiheit» ergänzt. Der Freiheit sind Auswahl zwischen verschiedenen Möglichkeiten und Wille eigen. Aber die Freiheit des Menschen ist beschränkt, sie werde durch die Existenz des göttlichen Willens bestimmt. Die Freiheit sei das Fundament des Rechts, so G.F. Puchta, deshalb setzt das Recht den Willen voraus. Zunächst der Wille Gottes, dann der Wille des Menschen¹². Hieraus folgt, dass das Recht von Gott gegeben ist, aber die erzeugenden, das Recht realisierenden Kräfte sind in den Menschen gelegt, oder genauer gesagt ins Volk. Von diesem Standpunkt aus ist die Übernahme des Rechts eines Volkes durch das Recht eines anderen Volkes möglich, und die Rezeption des römischen Rechts erscheint als eine freie, geistige, vom Willen Gottes gelenkte Wahl der europäischen Völker.

Innerhalb jedes Volkes bilden sich verschiedene Gemeinschaften – Städte, Dörfer, Vereinigungen, das hindert jedoch nicht, das Volk als geistiges Ganzes wahrzunehmen. Ähnliches geschieht mit den Völkern – oft sind die Grenzen zwischen ihnen unbestimmt und labil, besonders zwischen den verwandten Völkern, darunter zwischen den Völkern, die territorial einander nahe liegen. Die innere Ganzheit des Volkes und gleichzeitig seine Nähe zu anderen Völkern finden ihre Widerspiegelung in Ähnlichkeiten und Unterschieden der Rechte verschiedener Völker.

Das Recht hat zwei qualitative Bestimmtheiten – eine individuelle (was jedem Volk besonders eigen ist) und eine allgemeine (was auf dem Gemeinsamen der menschlichen Natur gründet)¹³. Nach der Bedeutung sind beide Elemente gleichwertig, indem sich die individuellen Rechtsmerkmale allmählich dem Einfluss des Allgemeinen öffnen, mildern sie sich. Dabei sind nach Puchtas Ansicht die gegebenen Veränderungen im Recht des Volkes (die Vereinigung der individuellen und allgemeinen Elemente) ein Bestandteil des historischen Prozesses der ganzen Menschheit, eben deshalb haben sie den Charakter einer notwendigen historischen Erscheinung¹⁴. Aber häufig stehen das Individuelle und das Allgemeine im Recht einander gegenüber, sie kämpfen gegeneinander, um sich später, eventuell, in einer höheren Einheit aufzulösen¹⁵. Als so eine Einheit kann die Gesetzgebung auftreten. Ein Grund der Übernahme der europäischen Gesetzbücher in die neuere Zeit war beispielsweise der Wunsch, die Schwierigkeiten zu überwinden, die teilweise durch den Konflikt der römischen und deutschen Rechtsinstitute verursacht worden waren¹⁶.

Bei den Vertretern der historischen Rechtsschule befindet sich das Allgemeine im Recht außerhalb der materiellen Welt, es erklärt sich im irrationalen Aspekt. Savigny meinte, dass in jedem Volk ein gewisser allgemeiner Menscheng Geist wirke, der im Volk auf individuelle Weise erscheint. Dieses allgemein menschliche Streben nimmt an der Herausbildung des Rechts jedes einzelnen Volkes

teil, schafft die Voraussetzungen für die Annäherung, Vereinigung, Übernahme der Rechte verschiedener Völker¹⁷. Die Gründe der geistigen Gemeinschaft der Völker sieht Savigny nicht nur in ihrer verwandten Herkunft, aber auch in allgemeinen religiösen Überzeugungen, vor allem den christlichen. Dem Christentum sind laut Savigny alle unsere Gedanken untergeordnet, es sind nicht einfach die Verhaltensregeln, es ist ein Phänomen, das die ganze Welt verändert hat. Christentum gibt uns den allgemeinen Zweck des ganzen Rechts vor, der auf die sittliche Bestimmung der menschlichen Natur hinausläuft, wie sie in der christlichen Anschauung repräsentiert ist¹⁸.

Das Allgemeine im Recht erscheine unmittelbar durch die Anerkennung der sittlichen Würde und der Freiheit des Menschen, die Einschränkung dieser Freiheit durch die Rechtsinstitute¹⁹. Das Recht jedes Volkes, einschließlich das römische Recht, ist ein Mittel, mit dessen Hilfe das sittliche Ziel der menschlichen Natur erreicht wird. Das Streben, höhere Ziele zu erreichen, die vor dem Recht stehen, förderte den Eintritt des römischen Rechts ins Recht der germanischen Völker.

Als Allgemeines im Recht erkennt G. F. Puchta die transzendente Herkunft an. Das Allgemeine im Recht, das charakteristisch für das Recht jedes Volkes ist, hat er darin gesehen, dass die Existenz des Rechts auf der Vorstellung der Menschen von der rechtlichen Freiheit beruhe. Diese Vorstellung hat der Mensch von Gott, das Recht ist eine göttliche Ordnung, die dem Menschen gegeben und von seinem Bewusstsein übernommen worden sei²⁰. Die Vereinigung der Bewusstseine der Völker zu einem überindividuellen Bewusstsein objektiviert die Rezeption des römischen Rechts.

Puchta meinte auch, dass die römischen Juristen das römische Recht zusätzlich vergeistigt, ihm die Unsterblichkeit gegeben und die Kraft mitgeteilt hätten, in andere Zeiten und Völker überzugehen. Das Recht verfügt über die vernünftige Natur, dank der es auf bestimmten Prinzipien gebaut wird. Diese Prinzipien werden von der Wissenschaft entdeckt, die Puchta als die Quelle des Rechts angesehen hat. Die Rechtswissenschaft äußert sich in theoretischer und praktischer Tätigkeit der Juristen. Die Universalität dieser Rechtsquelle für viele Völker, der rationale Charakter des Rechts haben ihren Beitrag zur erfolgreichen Rezeption des römischen Rechts geleistet. Deshalb nennt Puchta noch einen Grund des Eintritts des römischen Rechts in die Länder, die es nicht kannten, und der besteht laut Puchta in seinem wissenschaftlichen Wert, der dem geistigen Aufschwung jener Zeit entsprach, und in der wissenschaftlichen Überzeugung von seinem allgemeinen europäischen Charakter²¹.

In den Ländern, in die das römische Recht im Mittelalter hineingebracht wurde, wurde es oft schlecht verstanden. Die Rechtsgelehrten suchten die Situation zu verbessern.

¹² G.F. Puchta, *Cursus der Institutionen*. Bd. I. Leipzig, 1881, S.4-8.

¹³ F.K. Savigny, *System* <...>, S.52.

¹⁴ G.F. Puchta, *Cursus* <...>, S.26-27.

¹⁵ F.K. Savigny, *System* <...>, S.52, 54 -55.

¹⁶ *Ibid.*, S.103.

¹⁷ *Ibid.*, S.19-21.

¹⁸ *Ibid.*, S.33, 53 – 54.

¹⁹ *Ibid.*, S.55.

²⁰ G.F. Puchta, *Cursus* <...>, S.14.

²¹ G.F. Puchta, *Vorlesungen* <...>, S.2, 4, 5, 7, 41.

Da die Juristen natürliche Repräsentanten des Volkes, «Depositarien des nationalen Rechtsbewusstseins» sind, so werden in ihnen die Volksüberzeugungen konzentriert²². In ihrer Tätigkeit, die auf das Volk gerichtet ist, passten die Juristen das fremde römische Recht dem Recht ihres eigenen Volkes an.

Also gingen die Vertreter einer der Richtungen der historischen Rechtsschule – die Romanisten – davon aus, dass das von den europäischen Völkern rezepierte römische Recht ihrem Volksgeist entsprach. Sie betrachteten die Rezeption als eine geistige Bewegung, die von höherem Gesetz der Notwendigkeit gelenkt, und in dem die Freiheit der Völker realisiert wurde. Die Rezeption selbst stellte für sie das Ergebnis des allgemeinen menschlichen Zusammenlebens dar, wo sie doch ein Teil der allgemeinen kulturellen Entwicklung der Völker war.

Eine entgegengesetzte Haltung bei der Einschätzung der Rezeption des römischen Rechts haben die Germanisten (eine weitere Strömung in der historischen Rechtsschule) eingenommen. Die Germanisten nahmen die Rezeption nur als eine Episode im deutschen Rechtsleben wahr. Außerdem kam nach ihrer Meinung infolge unbedingter (absoluter) Rezeption des römischen rechtlichen Materials die nationale Komponente der deutschen Rechtswirklichkeit zu Schaden²³. Sie kritisierten den Standpunkt der Romanisten, der zur Überzeugung führte, dass der germanische Volksgeist der schöpferischen Originalität (vor allem im Recht) beraubt ist und seine Eigentümlichkeit sich nur im Fremden zeigt. Auch glaubten sie, dass die Tätigkeit der Juristen zum Aufzwingen des römischen Rechts dem deutschen Volk, zur Latinisierung der Praxis tatsächlich geführt hat²⁴.

In seiner Kritik der naturrechtlichen Konzeption hat F. K. Savigny nicht berücksichtigt, (wie O. Gierke glaubte), dass die naturrechtliche Konzeption das gleiche Ergebnis eines weltweiten historischen Prozesses war, wie die Rezeption des römischen Rechts. Und ihr Einfluss auf das Leben war vermutlich so positiv wie die Rezeption. Der Verzicht auf das Naturrecht brachte im Endergebnis Missgunst gegenüber dem erneuerten nationalen Recht²⁵.

Diese Behauptung von O. Gierke ist mit den Aussagen vieler russischer vorrevolutionärer Juristen gleichlautend. Der russische Rechtsgelehrte und Philosoph P. I. Novgorodtsev hat den konzeptionellen Kern der historischen Rechtsschule auch in der Kritik der Lehrsätze der naturwissenschaftlichen Theorie gesehen: «Lehre von der willkürlichen Einsetzung des Rechts», «Möglichkeit, ein System von den für alle Zeiten und Völker gleichermaßen geltenden Regeln zu finden», «Streben danach, einem subjektiven Rechtsideal die unmittelbare Rechtskraft zu geben»²⁶. In seiner Monografie «Die Historische Rechtsschule, ihre Herkunft und das Schicksal. Die Er-

fahrung der Charakteristik der Grundlagen der Schule von Savigny in ihrer konsequenten Entwicklung»²⁷ hat Novgorodtsev bemerkt, dass die Theorie der nationalen Rechtsentstehung der historischen Rechtsschule keine Negation der allgemeinen Forderungen des Naturrechts war, weil sie die Gemeinsamkeit von bestimmten positiven Rechten nicht beseitigte. Sie diente als Gegengewicht zur Abstraktheit des Naturrechts, aber einzelne Schlussfolgerungen der historischen Rechtsschule von der Gemeinsamkeit des Rechts machten sie dem Naturrecht näher²⁸. Bei der ganzen Gründlichkeit, seinem Streben danach, das Lernen von Savigny und Puchta tief durchzudenken (einschließlich der Analyse des Einflusses der philosophischen Ansichten auf die historische Schule), und es als ein System zu präsentieren, ist das Werk von Novgorodtsev etwas einseitig – der Wissenschaftler als Anhänger der Theorie des Naturrechts hat sie beharrlich in einer Reihe mit der historischen Schule aufgestellt, und demonstrierte dadurch den Mangel an Konsequenz in den Ansichten von Savigny und Puchta.

Die Monographie von Novgorodtsev «Die Historische Rechtsschule, ihre Herkunft und das Schicksal» bleibt die einzige bedeutende Arbeit, die der historischen Schule im vorrevolutionären Russland gewidmet ist. Die meisten russischen Juristen, vor allem der soziologischen Orientierung, wurden von ihr jedenfalls beeinflusst und in ihren Forschungen zum Thema der historischen Schule hielten sie an der von Novgorodtsev angegebenen Richtung.

Ein weiteres, die historische Rechtsschule erforschendes Werk war der Artikel von P. L. Karasewitsch «Die Historische Schule auf dem Rechtsgebiet», in dem der Autor behauptet, dass jeder Jurist sich in den Rechtsforschungen nach ihrer These über die organische Rechtsentstehung und -entwicklung und über die Verbindung des Rechts mit dem Volksleben richten soll²⁹.

Bei der Analyse der Ansichten der Vertreter der rechtssoziologischen Richtung in Russland über die Rechtsschule werden wir Folgendes bemerken: Die der Lehre von Savigny und Puchta gewidmeten Werke der russischen «Juristen-Soziologen» sind in einer Richtung gehalten, und zwar wurde die Idee der Gesetzmäßigkeit der Rechtsentstehung positiv bewertet, die These darüber, dass das Recht nicht Produkt ausschließlich des Staates ist, die historische Methode wurde bei der wissenschaftlichen Forschung vorgenommen, das der historischen Schule zugeschriebene Postulat über die passive Rolle der Persönlichkeit, des Staates und der Gesellschaft bei der Rechtsbildung wurde kritisiert.

Ebenso wie Novgorodtsev hat der die soziologische Rich-

²² Ibid., S.42.

²³ Georg Beseler, *Volksrecht und Juristenrecht*, Leipzig, 1843, S.41 – 43.

²⁴ Ibid., S.18.

²⁵ O. Gierke, *Die historische Rechtsschule und die Germanisten*, Berlin, 1903, S.15 – 16.

²⁶ Новгородцев П.И. *Историческая школа юристов, её происхождение и судьба*. СПб., 1999. С. 13.

²⁷ Zum ersten Mal wurde dieses Werk in 1896 veröffentlicht. Nochmals wurde es nach 100 Jahre in Sankt-Petersburg in 1999 neu herausgegeben

²⁸ П.И. Новгородцев, *Историческая школа юристов, её происхождение и судьба*. Санкт-Петербург, 1999, С. 80, 85, 95. (P.I. Novgorodtsev, *Die Historische Rechtsschule, ihre Herkunft und das Schicksal*, St.-Petersburg, 1999, S. 80, 85, 95.)

²⁹ П.Л. Карасевич, *Историческая школа в области права // Московские университетские известия*. 1870. № 7, С. 389. (P.L. Karasewitsch, *Die historische Schule auf dem Rechtsgebiet // Die Moskauer Universitätsnachrichten*. 1870. № 7, S. 389).

tung vertretende Jurist N. M. Korkunow die historische Schule künstlich dem Naturrecht nähergebracht. Im Unterschied zu den anderen russischen Autoren hat er besonders betont, dass die Idee der organischen Rechtsentwicklung laut der Lehre von Savigny und Puchta eine Idee der Negation der Evolution, des Fortschritts, eine Idee der Wiederholung des Alten ist. Er hat ihr wissenschaftliches Verdienst darin gesehen, dass sie die Frage der Rechtsherkunft gestellt hat, und den Grundstein der wissenschaftlichen Entwicklung der privaten Rechtsfragen gelegt hat. Korkunow hat die historische Schule ungerechterweise dafür kritisiert, dass für sie das Recht ein Produkt der Geschichte nicht der ganzen Menschheit ist, sondern eines Volkes³⁰.

Der russische Jurist - Soziologe S. A. Muromtsev meinte, dass die Idee von Savigny über die gesetzmäßige Rechtsentwicklung «so einen Weg ermöglicht hat, wo die Hoffnung auf die Zukunft mit dem Respekt vor der Vergangenheit vereint wurden»³¹. Der Hauptvorwurf von Muromtsev ist, dass die Idee der gesetzmäßigen geschichtlichen Rechtsentwicklung nicht entsprechend ausgearbeitet war, da Savigny keine bestimmten Rechtsregeln formuliert hat, das Gesetz der inneren Notwendigkeit unklar definiert hat. Seiner Meinung nach hebt der Gedanke von Puchta über die von außen gegebene Volksrechtsüberzeugung eine Idee der Autonomie der menschlichen Tätigkeit im Lauf der Rechtsbildung auf. Hieraus ist «das müßige und ziellose Vegetieren» der höchste Zustand. Der Begriff «der gemeinsamen Rechtsüberzeugung» hat eine andere Bedeutung als Savigny und Puchta es ausgedrückt haben. Die allgemeine Rechtsüberzeugung ist ein psychologisches Moment, das als Voraussetzung für die Ausbildung aller Rechtsnormen dient. Auch macht Muromtsev kritische Bemerkungen über eine übertriebene Bedeutung des Gewohnheitsrechts. Er glaubte, dass die Lehre von Savigny und Puchta nicht entwickelt ist, nicht durchgearbeitet ist, infolgedessen «zur Rechtswissenschaft der Nebel beigetragen hat, der den Prozess der Rechtsbildung bedeckt hat, in seinen Details, und sie für eine lange Zeit von den Forschern verborgen hat»³².

Der Historiker und Soziologe N. Kareev hat insgesamt die Lehre von Savigny und Puchta in gleiches Licht wie Novgorodtsev und Muromtsev gesetzt – die Unbestimmtheit der Ideen, der Mangel an der Begriffserklärungen des Gesetzes der inneren Notwendigkeit, der allgemeinen Rechtsüberzeugung des Volksbewusstseins, die Negation der schöpferischen Selbstständigkeit der Persönlichkeit in der Rechtsentwicklung³³.

Der Rechtswissenschaftler B. N. Tschitscherin, der kein Vertreter der soziologischen Richtung in den Rechtswissenschaften war, schätzte die wissenschaftliche Eigenart der historischen Rechtsschule, den Umstand, dass sie die historischen Forschungen des politischen Lebens der Völker angestoßen hat, aber seiner Meinung nach wird sie durch kein tiefes philosophisches Verständnis gekennzeichnet³⁴.

Unter dem Einfluß von Novgorodtsev hat der russische Philosoph und Jurist E. N. Trubetskoy den begrifflichen Charakter der historischen Rechtsschule in ihrem negativen Verhalten zur Theorie des Naturrechts gesehen. Trubetskoy hat die Reihenfolge der historischen Schule abgelehnt – er hat behauptet, dass durch die Verneinung der Theorie des Naturrechts die historische Schule ihr tatsächlich nahetrete. Für den unbedingten Vorteil dieser Richtung glaubte Trubetskoy, dass die Lehre von Savigny und Puchta das freie Schaffen des Menschen in der Rechtsbildung verneint, die Bedeutung des nationalen Elementes in der Rechtsentwicklung (als Ergebnis wird die Rechtsrezeption unmöglich gemacht) und die Gewohnheit im Vergleich zum Gesetz überbewertet³⁵.

Solche Wahrnehmung im Bezug auf die historische Schule scheint ziemlich seltsam. «Die Enzyklopädie des Rechts», in der er episodisch seinen Blick auf die Lehre von Savigny und Puchta fasste, wurde in 1908 zum ersten Mal veröffentlicht. Trubetskoy war ein religiöser Mensch, zu dieser Zeit war er mit der religiösen Problematik von der Philosophie begeistert – ab 1905 war er der Gründer und der aktive Teilnehmer der Moskauer religiös-philosophischen Gesellschaft zum Andenken an Wladimir Solowjow.

Ogleich der Mitgliederbestand der Gesellschaft sehr gemischt war, war die orthodoxe Religion die Hauptweltanschauung der Teilnehmer – zu ihren Sitzungen hielten die Vorträge S. N. Bulgakov, N. A. Berdyajev, V. P. Sventsitsky, S. M. Solowjov, S. L. Frank, P. A. Florensky, L. Shestov. Der Aufenthalt unter solchem kulturellen Milieu könnte den Weg zum tieferen Verständnis der historischen Rechtsschule eröffnen. Jedoch entging eine wichtige Episode in den Überlegungen von Savigny und Puchta der Aufmerksamkeit von Trubetskoy – das Recht hat den göttlichen Ursprung, die Rechte der europäischen Völker sind ursprünglich vom christlichen Geist durchgedrungen, und dadurch sind sie trotz der nationalen Eigenart vereinigt; das Recht ist in einem historisch-kulturellen Kontinuum aufgenommen und der Göttlichen Ordnung untergeordnet.

L. I. Petrazhitzky, der das Recht wie die Gesamtheit der Phänomene der Psychologie betrachtete, hat die Lehre von Savigny und Puchta in der Forschung der Varianten

³⁰ Н.М. Коркунов, История философии права. Пособие к лекциям. Изд-е 6-ое, Санкт – Петербург, 1915, С. 359-361. (N.M. Korkunow, Die Geschichte der Rechtsphilosophie. Das Lehrbuch zu den Vorlesungen, St.-Petersburg, 1915, S. 359-361).

³¹ С. Муромцев, Образование права по учениям немецкой юриспруденции / Немецкая

историческая школа права, Челябинск, 2010, С. 231 (S.A. Muromtsev, Die Rechtsbildung nach der Lehre der deutschen Rechtswissenschaft / Die deutsche historische Rechtsschule, Chelyabinsk, 2010, S. 231). Die Werke wurde zum ersten Mal in 1896 in Moskau veröffentlicht.

³² Ibid. S. 233-234, 236-237, 239-240, 243-245, 247-249.

³³ Н. Кареев, Два взгляда на процесс правообразования /

Немецкая историческая школа права, Челябинск, 2010, С. 322-323, 324 (N. Kareev, Zwei Ansichten über den Prozess der Rechtsbildung/Die deutsche historische Rechtsschule. Chelyabinsk, 2010, S. 322-323, 324).

³⁴ Б.Н. Чичерин, История политических учений. Ч. IV, Москва, 1885, С.419, 430, 438-439. (B.N. Tschitscherin, Die Geschichte der politischen Lehren, Moskau, 1885, S. 419, 430, 438-439).

³⁵ Е.Н. Трубецкой, Энциклопедия права, Санкт-Петербург, 1998, С. 58-63, 82-83, 86. (E.N. Trubetskoy, Die Rechtsenzyklopädie, St-Petersburg, 1998, S. 58-63, 82-83, 86).

der Theorie des allgemeinen Willens aufgenommen. Er bemerkte, dass sich der Begriff «die allgemeine Überzeugung» von Savigny und Puchta vom Begriff «der allgemeine Wille» nicht unterscheidet. Die beiden Begriffe haben «den mystischen Charakter des Lebenszeichens des nationalen Geistes». Petrazhitzky meinte, dass wie die anderen Theorien des allgemeinen Willens, die Lehre von Savigny und Puchta an der Zweideutigkeit leidet – die Identifizierung in einigen Fällen des allgemeinen und individuellen Willens, dessen Produkt die Gesetze sein können³⁶.

So wird in den Werken der russischen Juristen-Soziologen der Vorrevolutionsperiode (bis 1917), sowie einiger Juristen, die weder zur soziologischen, noch zur historischen Richtung in der Rechtswissenschaft gehörten, die die deutsche historische Rechtsschule erforschten, das Streben deutlich verfolgt, ihre Hauptideen festzulegen: Die Lehre von der organischen Rechtsentwicklung, die Konzeption der nationalen Einzigartigkeit des Rechts jedes Volkes, die Ausstattung der professionellen Juristen mit dem ausschließlichen Recht auf Rechtsschaffen.

Dabei wurde keine Aufmerksamkeit darauf gelenkt, dass diese Ideen nicht zwingend waren – in den Lehren von Savigny und Puchta wurden immer die Abweichungen davon zugelassen. So mit der Festhaltung der These von der organischen Rechtsentwicklung haben Savigny und Puchta (der Letzte in höherem Grad) auch die Möglichkeit die Rechtsentwicklung unter dem Einfluss des Willens des Gesetzgebers anerkannt³⁷. Wie ist es oben schon gezeigt, neben der Einhaltung der Eigenart des Rechts jedes Volkes bemerkten Savigny und Puchta die übernationale Gemeinsamkeit der Rechte der europäischen Völker, wo das römische Recht und das Christentum die Schlüsselrolle gespielt haben.

Aus dem Blickfeld der russischen Forscher ist ein wichtiger, für das Verständnis der historischen Rechtsschule Kontext ausgefallen. Durch die Richtung nach der Geschichte des Rechts haben Savigny und Puchta ein tiefes Verständnis des Lebens erreicht. Sie haben die Fülle der göttlichen Gegenwart in der Welt, die Manifestation der Persönlichkeit Gottes in Seinen Beziehungen mit dem Menschen gesehen. Das Recht jedes Volkes ist der Göttlichen Ordnung untergeordnet. Nachdem er von Gott das Recht und die Qualität des freien Willens bekommen, ist der Mensch berufen, diese Qualität zu entwickeln, durch das Recht zur Ähnlichkeit Gottes zu gelangen. Deshalb haben die Rechte aller europäischen Völker die einheitliche göttliche Grundlage, die durch das Christentum geäußert ist. Das Christentum ist das Zentrum des historischen Raums der europäischen Völker. Aber so eine Vision ist genauso real, wie sie auch kaum noch fassbar ist. Sie wird von der inneren Erfahrung gegeben. Die meisten russischen vorrevolutionären Juristen waren

in der Politik beschäftigt, hatten die Pläne der politischen Transformation des Landes, und die geistigen Konnotationen der Lehre der historischen Rechtsschule harmonierten nicht mit ihrer aktiven öffentlichen Position. Die Nutzung der Kategorien des Volksgeistes, des Volksbewusstseins, der allgemeinen Rechtsüberzeugung, die den grossen Anstoß seitens der russischen Juristen erregt hat, ist ein Hinweis auf eine andere Realität, die mit der physischen Welt nicht verbunden ist. Es wird unter den Juristen als unprofessionell angesehen, über Gott zu reden, weshalb man ihm eine Gegenwart im Recht oft abspricht.

Die Lehre der historischen Rechtsschule hat keine Gestalt eines vollkommenen philosophischen Systems. Savigny und Puchta haben keinen selbständigen Wert auf die Philosophie des Rechts und die Philosophie der Geschichte, die Rechtstheorie gelegt; die Darlegung dieser Fragen hat sich in den Kern der hauptsächlichen, in der Regel, historische Sujets eingefügt. Außerdem war die Präsentation dieser Ansichten nicht ausgedehnt und detailliert, im Gegenteil – sehr kurz. Es ist möglich, dass dieser Umstand bei der adäquaten Interpretation der untersuchten Texte der historischen Schule auch störte. Nichtsdestoweniger ist die philosophische und theoretisch-rechtliche Problematik in den Werken von Savigny und Puchta unterschätzt.

Die grösste wissenschaftliche Resonanz haben die Ideen der deutschen historischen Rechtsschule in den Werken der russischen Juristen der sogenannten historischen Richtung gefunden. Es scheint notwendig, das Thema des Einflusses der deutschen historischen Rechtsschule auf die russische Wissenschaft und die Praxis zusätzlich zu berühren. Die Achtung vor der Geschichte, die von der historischen Rechtsschule postuliert ist, hat mit den Hauptzielen der öffentlichen Ideologie von Russland – «die orthodoxe Religion, die Autokratie, die Völkerschaft» übereingestimmt, was zur Behauptung des historischen Standpunkts in der russischen Rechtswissenschaft beigetragen hat. In 1835 war laut der Hinweise des Ministeriums für Volksbildung «das Naturrecht» in dem Statut der Russischen Universitäten aus den obligatorischen Disziplinen der juristischen Fakultäten ausgeschlossen, das ideologisch die Französische Revolution des 8. Jahrhunderts vorbereitet hat, was die wissenschaftliche Forschungen ins Fahrwasser der Untersuchung der Geschichte des russischen Rechts und der russischen Gesetze gelenkt hat. Die Politik der zaristischen Regierung in den Ausbildungseinrichtungen hat zur Entwicklung der historischen Rechtswissenschaft ebenfalls beigetragen.

Mit dem Ende des XIX. Jahrhunderts beginnt eine andere Ausbildung der Professoren und Dozenten der juristischen Fakultäten – nach der Ausbildung an den juristischen Fakultäten in Russland, schickte die Regierung die Studenten zum Praktikum an die deutschen Universitäten zwecks «des Bekanntmachens mit den führenden Bereichen der Rechtswissenschaft». Viele der Ausgebildeten in Deutschland haben nach Rückkehr nach Russland die historische Richtung in der Rechtswissenschaft geleitet - K. Newolin, W. Znamenskiy, S. Znamenskiy, P.

³⁶ Л.И. Петражицкий, Теория права и государства в связи с теорией нравственности, Санкт-Петербург, 2000, С. 239-241. (L.I. Petrazhitzky, Die Rechts- und Staatstheorie in Zusammenhang mit der Moraltheorie, St. – Petersburg, 2000, S. 239-241).

³⁷ F.K. Savigny <...>, S. 41-42; Г.Ф. Пухта, Энциклопедия права, Ярославль, 1872, С. 43 (G.F. Puchta, Die Enzyklopädie des Rechts, Jaroslawl, S.43).

Blagoweschtschenskiy, S. Ornatskiy, Y. I. Barshev, S. I. Barshev, N. D. Ivanischev, P. D. Kolmykov, N. I. Krylov, V. N. Leschkov, D. I. Meyer, I. W. Platonov³⁸.

Die Vorstellungen vom nationalen Charakter des Rechts entdecken wir, zum Beispiel, bei V. N. Leshkov: «National – es ist ewig, notwendig, mit Blut und Fleisch, mit dem ganzen Wesen des Volkes verbunden». Die Gesetze sollen die vernünftige Gründung im Volk bekommen³⁹. «Die Geschichte des Rechts ist die Geschichte der Ideen»⁴⁰, die über den Menschen zu den Bedingungen des Einsehens und der Anerkennung herrschen. In seinem Werk «Das russische Volk und der Staat. Die Geschichte des russischen Gesellschaftsrechts bis zum XVI-II Jahrhundert» zeigt Leschkov am historischen Beispiel, dass jedes Volk eine eigene besondere Idee hat, die den Geist und das Schicksal des Volkes erklärt⁴¹.

S. I. Barshev dachte daran, dass das innere, göttliche, moralische Gesetz ein Kriterium der Einschätzung des menschlichen Handels ist, «er seinen Vertreter im Gewissen des Menschen hat»⁴², und dieses Gesetz in der christlichen Lehre formuliert ist. Mit dem moralischen Gesetz können die menschlichen Gesetze nicht im Widerspruch stehen. Nach dem gründlichen Nachdenken über Verbrechen und Strafe im Strafrecht, erklärt Barshev, dass in diesem Problem die geistige Erfahrung des Menschen aktualisiert wird – die Notwendigkeit der Wahl zwischen Gut und Böse. Mit Respekt vor der Freiheit des Menschen hat Gott ihn an diesen Scheidewege gestellt⁴³.

Laut S. Ornatskiy ist das Recht «der reinste Begriff» für alle Länder, für die ganze Menschheit, für jeden Menschen, und kann und soll ein Gesetz der Ewigen Wahrheit sein. Seit der Zeit des Sündenfalls hat sich das Gesetz der Ewigen Wahrheit für die Menschen in die abstrakte Idee verwandelt, deshalb sind die menschlichen Gesetze für die Bestimmung unseres Verhaltens notwendig. Aber das menschliche Gesetz kann mit dem Gesetz der Ewigen Wahrheit nicht im Widerspruch stehen. Ornatskiy verbindet das Wesen des Gesetzes der Ewigen Wahrheit mit dem christlichen Glauben. Unter Verwendung eines Musters des römischen Rechtes schreibt der Autor, dass nur nach dem Eintritt des christlichen Glaubens in das Römische Reich, das römische Recht die Qualität der Allgemeinheit erworben hat und

es identisch von allen europäischen Völkern aufgenommen war⁴⁴.

Es ist nötig zu betonen, dass K. A. Newolin das metajuristische Wesen des Rechts sah und es auf der theologischen Grundlage aufzubauen versuchte. Für ihn stützt sich die Qualität des Menschen auf die Einigkeit mit dem Gott, die Beziehungen der Menschen kommen aus den Beziehungen mit dem Gott. Dadurch wird die Einheit des Menschengeschlechtes und die geistige Einheit aller Leute geschafft. Nach Newolin sind die Gesetze eine Wahrheit (justitia), deren Idee sich in der Göttlichen Sphäre aufhält. Gott zeigt sich in der physischen Welt (in der Natur) und in der moralischen Welt (in der Gesellschaft), im letzten Fall durch den Willen und das Bewusstsein der Menschen. So öffnet sich die Idee der Göttlichen Wahrheit in der Gesellschaft, die über den Willen und über das Bewusstsein verfügen. Jedes Volk entwickelt die Idee der Wahrheit eigenartig. Aber insgesamt wird die Idee der Wahrheit vom ganzen Menschengeschlecht gesehen⁴⁵.

Die Konzentration der wissenschaftlichen Aufmerksamkeit von den Vertretern der russischen historischen Rechtswissenschaft auf die metajuristische Grundlage ist ganz erklärbar – die meisten von ihnen hatten die theologische Ausbildung, das Priesterseminar und die geistige Akademie absolviert. Doch ist die Analyse dieser Problematik in ihren Werken zurückhaltend genug. Obwohl sie von der deutschen historischen Rechtsschule beeinflusst wurden, die Vorlesungen von Savigny besuchten, die Ideen von dem Göttlichen Anfang, von dem nationalen Charakter, von der organischen Entwicklung des Rechts, von der Wichtigkeit der Gewohnheit haben sich nicht in den Werken der russischen Juristen der historischen Richtung entwickelt, umso mehr waren sie nicht mit dem neuen Inhalt ausgefüllt und schöpferisch verarbeitet.

Ausführlicher, besser begründet und stilistisch interessanter über die geistige Quelle des Rechts, über seine nationale Komponente, kann man nicht in den Werken der russischen Juristen des 19. Jahrhunderts, sondern in den Werken der Slawophilen durchlesen. Das Slawophilentum – die philosophisch-religiöse und literarische Strömung, die sich in den vierziger Jahren des 19. Jahrhunderts in Russland bildete. Ihre Vertreter – A. S. Khomyakov, I. V. Kireyevsky, die Brüder I. S. und K. S. Aksakov, J. F. Samarin, A. A. Kireev waren an der Idee der nationalen Eigenart Russlands orientiert. Sie ließen die Möglichkeit der Rezeption der Leistungen des westlichen wissenschaftlichen Gedankens in Russland unter

³⁸ И.В. Акчурина, Историческое направление в русском правоведении XIX века, Дисс.....к. ю. н. Саратов, 2000, С. 99-104, 107-108 (I.V. Akchurina, Die historische Richtung in der russischen Rechtswissenschaft des XIX. Jahrhunderts, Die Dissertation auf die Bewerbung der akademischen Würde des Kandidaten der Rechtswissenschaften, Saratov, 2000, S. 99-104, 107-108).

³⁹ В.Н. Лешков, Русский народ и государство. История русского общественного права до XVIII в., Москва, 1858, С. II-III, 19. (V.N. Leshkov, Das russische Volk und der Staat. Die Geschichte des russischen öffentlichen Rechtes bis zum XVIII Jahrhundert, Moskau, S. II-III, 19).

⁴⁰ Ibid. S. 35.

⁴¹ Ibid. S. 89.

⁴² С.И. Баршев, Общие начала теории и законодательств о преступлениях и наказаниях, Москва, 1841, С. 2 (S.I. Barshev, Allgemeine Grundsätze der Theorie und Gesetze über Verbrechen und Strafen, Moskau, 1841, S.2).

⁴³ Ibid. S. 33.

⁴⁴ С.Н. Орнатский, Об отношении между общим и частным в законодательстве и законоведении // Журнал Министерства народного просвещения, 1839. № 8, С. 68-69, 78, 80, 108 (S.N. Ornatskiy, Über die Beziehung zwischen dem Allgemeinen und dem Privaten in der Gesetzgebung und der Rechtswissenschaft / Die Zeitschrift des Ministeriums der Volksbildung, 1839. № 8, S. 68-69, 78, 80, 108).

⁴⁵ К.А. Неволин, Энциклопедия законоведения. История философии законодательства, Санкт – Петербург, 1997, С. 33-34, 37-38 (K.A. Newolin, Die Enzyklopädie der Rechtswissenschaft. Die Geschichte der Philosophie der Gesetzgebung, St. – Petersburg, S. 33-34, 37-38).

Berücksichtigung des orthodoxen Bewusstseins zu⁴⁶. Dabei waren sie mit der deutschen Philosophie gut bekannt und vermutlich mit der deutschen historischen Rechtsschule. Kireyevsky, zum Beispiel, besuchte an der Berliner Universität nicht nur die Vorlesungen von Hegel, sondern auch von Savigny⁴⁷. Die Ideen der deutschen Philosophen und die bekannten Postulate der deutschen historischen Rechtsschule wurden von den Slawophilen bei der Ausarbeitung der eigenen Konzeptionen berücksichtigt. Sie haben die Opposition in Bezug auf die westliche Kultur nicht eingenommen, sondern sind im Gegenteil für die Annäherung des Westens und Ostens eingetreten, da sie sich auf den christlichen Universalismus gegründet haben. Die Slawophilen, die «eine eigentümliche Entwicklung der patristischen und russischen asketischen Tradition»⁴⁸ darstellten, haben dem Christentum die grundlegende Bedeutung bei der Ausarbeitung der philosophischen Konzeptionen beigelegt.

Von I. S. Aksakovs Standpunkt aus ist der Volksgeist schöpferisch frei und steht in Wechselbeziehung zu der inneren Freiheit, der Wahrheit und dem Gewissen. Umsonst versucht die Wissenschaft oder «jene...verschlossene, auf allen Seiten gefeilte und fertiggestellte Theorie, die für eine Wissenschaft sich ausgiebt» in den Rahmen des staatlichen Mechanismus das Leben des Geistes hineinzupressen und die organische Lebenskraft dem Zwangsanfang unterzuordnen, der formalen, bedingten Wahrheit. Hier entsteht das allgemeine Thema des Wertes des Gesetzes und des Rechts. Aksakov widerlegt das Axiom, das ein Jurist dem Gesetz (dem guten oder dem schlechten) zu gehorchen haben. Er glaubt, dass der Inhalt des Gesetzes, sein Entsprechen dem Niveau der öffentlichen Moral für einen Juristen wichtiger ist. «Das Recht ist nicht etwas, das für sich selbst existiert», es ist nicht fähig zur Äußerung der Fülle des Lebens, weshalb es in der untergeordneten Position zum Leben und zur Idee einer höheren moralischen Gerechtigkeit sein soll⁴⁹. Natürlich, predigte Aksakov nicht die Anarchie und das respektlose Verhalten zum Gesetz, er trat nur für das kritische Verhalten zum Gesetz ein. Seiner Meinung nach sind am engsten mit der moralischen Entwicklung des Volkes die Gewohnheiten verbunden, aber sie können die moralische Kraft verlieren, wenn es die Juristen zu-

lassen, sie durch die westeuropäischen Wurzeln habende Wissenschaft zu verarbeiten⁵⁰. Hier wird bei Aksakov ein anderer Blick auf die Möglichkeiten und die Bedeutung der Rechtswissenschaft, als bei der deutschen historischen Rechtsschule gezeigt. Aksakov verarbeite anders die Bedeutsamkeit des Staates im Unterschied zu den Vertretern der historischen Rechtswissenschaft in Russland. Für Aksakov ist der Staat notwendig, aber was ist höher als ein beliebiger Staat – das öffentliche und persönliche Ideal, nach dem man streben muss⁵¹. Und nach Nevolin findet der Mensch die moralische Freiheit nur im Staat, außerhalb dessen der Mensch das echte moralische Leben nicht führen kann⁵².

A. S. Khomyakov unterteilt das Gesetz in das äußerliche Gesetz, das nichts anderes als Kraft ist, und das innere Gesetz, das anerkannt vom Menschen selbst ist. Das Letzte – die vom Menschen anerkannte moralische Pflicht. Aber das Verständnis von der Pflicht ist nicht subjektiv und willkürlich, es wird durch die weltweite moralische Wahrheit, die vom konkreten Menschen philosophisch oder religiös angenommen ist, bestimmt⁵³. Im ersten Fall haben wir eine formale Gesetzmäßigkeit, in zweitem – eine geistige wahrhaftige Gesetzmäßigkeit⁵⁴. Die strengsten Gesetze können nicht die Gewohnheit beschützen, die aus dem inneren Leben des Volkes kommt. Die Bedingung ihrer Erhaltung – die innere Überzeugung und das Volksgefühl⁵⁵. Die Gewohnheit – «die einzige feste Stütze der Gesellschaftsordnung». Das Gesetz – etwas Äußerliches, gemischt in das Leben, aber die Gewohnheit dringt das gesamte Volksleben durch. «Der Zweck jedes Gesetzes – zur Gewohnheit zu transformieren, ins Fleisch und Blut des Volkes überzugehen, und keine schriftlichen Dokumente zu brauchen»⁵⁶.

In Abweichung vom Thema dieser Arbeit ist es nötig zu sagen, dass die deutsche historische Rechtsschule einen großen Einfluss auf die rechtlichen Forschungen des XIX Jahrhunderts, auf die Gesetzgebung und die Rechtspraxis in Russland ausgeübt hat.

⁴⁶ Архимандрит Августин (Никитин), Русские, славянофилы и немецкое лютеранство // Начало. Журнал института богословия и философии, 1997, № 5 (Archimandrit Augustine (Nikitin), Die Russen, die Slawophilen und das deutsche Lutherium // Anfang. Die Zeitschrift des Institutes der Theologie und der Philosophie, 1997, № 5).

⁴⁷ И.В. Киреевский, Письмо родным 3/15 марта 1830 г. // И.В. Киреевский, П.В. Киреевский, Полн. собр. соч. Т.3. Калуга, 2006, С. 44 (I.V. Kireyevsky, Der Brief zu den Verwandten 3/15 März 1830 // I.V. Kireyevsky, P.V. Kireyevsky, Die Gesamtausgabe der Werke, Bd.3, Kaluga, 2006, S. 44).

⁴⁸ Архимандрит Августин (Никитин), Русские, славянофилы и немецкое лютеранство // Начало. Журнал института богословия и философии, 1997, № 5 (Archimandrit Augustine (Nikitin), Die Russen, die Slawophilen und das deutsche Lutherium // Anfang. Die Zeitschrift des Institutes der Theologie und der Philosophie, 1997, № 5)

⁴⁹ И.С. Аксаков, Доктрина и органическая жизнь // Полное собр. соч. Т.2, Москва, 1886, С. 18-20 (I.S. Aksakov, Die Doktrin und das organische Leben // Die Gesamtausgabe der Werke, Bd.2, Moskau, 1886, S. 18-20).

⁵⁰ И.С. Аксаков, О двух началах права, действующих в русской жизни: писанный закон и народный обычай // И.С. Аксаков, Полное собр. соч. Т.4, Москва, 1886, С. 650-651 (I.S. Aksakov, Über zwei Rechtsgrundsätze, die im russischen Leben gelten: das festgeschriebene Gesetz und die Volksgewohnheit // Die Gesamtausgabe der Werke, Bd.4, Moskau, 1886, S. 650-651).

⁵¹ И.С. Аксаков, Доктрина и органическая жизнь // Полное собр. соч. Т.2. Москва, 1886, С. 19 (I.S. Aksakov, Die Doktrin und das organische Leben // Die Gesamtausgabe der Werke, Bd.2, Moskau, 1886, S.19).

⁵² К.А. Неволин, Указ.соч. С. 350 (K.A. Newolin. Ibid. S. 350).

⁵³ А.С. Хомяков, Мнение иностранцев о России // Полное собрание соч., Москва, 1900. Т.1, С.14-15 (A.S. Khomyakov, Die Meinung der Ausländer über Russland // Die Gesamtausgabe der Werke, Moskau,1900, Bd.1, S.14-15).

⁵⁴ А.С. Хомяков, Мнение русских об иностранцах // Полное собрание соч., Москва,1900. Т. 1, С. 53-54 (A.S. Khomyakov, Die Meinung der Russen über die Ausländer // Die Gesamtausgabe der Werke, Moskau,1900, Bd.1, S.53-54).

⁵⁵ А.С. Хомяков, К сербам. Послание из Москвы // Полное собрание соч., Москва, 1900. Т. 1, С. 394-395 (A.S. Khomyakov, Zu den Serben. Das Sendschreiben aus Moskau // Die Gesamtausgabe der Werke, Moskau,1900, Bd.1, S.394-395).

⁵⁶ А.С. Хомяков, По поводу Гумбольдта // Полное собрание соч., Москва,1900. Т. 1, С. 164 (A.S. Khomyakov, Anlässlich Humboldts // Die Gesamtausgabe der Werke, Moskau,1900, Bd.1, S.164).

Im Allgemeinen hat die deutsche historische Rechtsschule die theoretischen Werke in der Rechtswissenschaft ins Leben gerufen, die bis zu den 20-30er Jahren des 19. Jahrhunderts in Russland fehlten. Seit den 30er Jahren des 19. Jahrhunderts wurden unter der Ägide der Russischen Akademie der Wissenschaften, des Departements der Volksbildung die archäologischen Expeditionen mit dem Ziel der Erhebung und Verarbeitung der schriftlichen Rechtsdenkmäler organisiert. Vom Gesichtspunkt der Theorie des organischen Rechts wurden die Fragen des Entstehens und der Manifestation des russischen Rechts untersucht. Seit der zweiten Hälfte des XIX Jahrhunderts wurden in der wissenschaftlichen Forschung die Methoden des historischen Vergleiches und historisch-genetischen Vergleiches (auf dem Gebiet des slawischen Rechts) intensiv verwendet. Die russischen Juristen-Historiker haben die Theorie unter Verwendung des historischen Vergleiches des russischen Rechts mit den westeuropäischen und slawischen Rechten bereichert⁵⁷.

Die wissenschaftliche Aufmerksamkeit auf die deutsche historische Rechtsschule in Russland hat den Grundstein zu einer rechtlichen, ethnographischen, soziologischen und historischen Forschungen verschiedener Gewohnheiten von der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts gelegt⁵⁸. Zum Beispiel, wurden die ethnographischen Expeditionen nach verschiedenen Regionen des Russischen Reichs organisiert, und die Daten davon wurden der wissenschaftlichen Entwicklungen auf dem Gebiet der Gewohnheiten in der Volkslebensweise zugrunde gelegt. Die Handelsbräuche, die Bauernbräuche wurden in die Sammlungen eingeschrieben, die im Gerichtsverfahren verwendet wurden und einige rechtliche Fragen subsidiär geregelt haben⁵⁹.

Man kann sagen, dass die deutsche historische Rechtsschule zusammen mit anderen Faktoren (kulturelle, sozial - wirtschaftliche, rechtliche Reformen in Russland der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts) dazu beitrug, dass eine der Richtungen der Rechtswissenschaft in Russland zur Seite der Soziologie verschoben war. Die Einstellung der historischen Schule darauf, dass das nicht organisierte Recht in der Gesellschaft wichtig ist, hat sich in die soziologischen Strömungen im Recht versetzt, die ihre Priorität behaupteten. Die Vertreter der soziologi-

schen Richtung in der Rechtswissenschaft haben sich an die sozialen Tatsachen gerichtet, aus denen, ihrer Meinung nach, das Recht anfängt. Die Entwicklung der Soziologie in Russland war mit den Juristen verbunden, die Verbreitung des soziologischen Wissens wurde in den juristischen Fakultäten der russischen Universitäten verwirklicht. Die Priorität in der Entwicklung der Rechtssoziologie gehört zu den russischen «Juristen-Soziologen». Der Begriff «Rechtssoziologie» ist in die wissenschaftliche Wendung vom Schüler von L. I. Petrazhitzky - N. S. Timashev in seinem Buch «Einführung in die Rechtssoziologie», das in den USA im Jahre 1939 herausgegeben war, eingeführt⁶⁰.

Um die Rolle der deutschen historischen Rechtsschule in Russland der Vorrevolutionsperiode (bis 1917) zusammenzufassen, kann man behaupten, dass es keine konzeptionellen wissenschaftlichen Werke gab, die die Tradition der deutschen historischen Rechtsschule fortsetzte; die Anwendung von den Forschern an diese Schule hatte meistens den episodischen Charakter. Diese Tendenz wurde mit größerer Intensität in der sowjetischen Periode der Rechtswissenschaft geerbt und geäußert. Die deutsche historische Rechtsschule wurde in der sowjetischen Wissenschaft im Mittelpunkt des vulgären Marxismus bewertet, wenn die Forschungen zur Ideologie geopfert wurden. Das kritische Verhalten gegenüber der historischen Schule wurde durch K. Marx bestimmt, der ihre Methode wie die unkritische Apologie aller historisch gegebenen Ordnungen und Autoritäten charakterisiert hat⁶¹. Die Ideen der historischen Schule von der organischen Rechtsentwicklung, seiner national Determiniertheit, der Wichtigkeit der Gewohnheit und insbesondere von den christlich universellen Grundsätzen des Rechts haben in den ideologischen Rahmen nicht eingeschrieben. In Russland gingen die wissenschaftlichen Rechtskonzeptionen der sowjetischen Periode davon aus, dass der Staat und das Recht die Oberbauformen sind, die durch die Basisbeziehungen (die Produktionsbeziehungen) bedingt sind. Von diesem Standpunkt versteht man das Recht als die Zwangsermittlungen des Staates, als die obligatorischen Vorschriften der Gewalt, woraus das Recht zum Gesetz gleichgesetzt wird.

Als Bestätigung der gebrachten Wörter richten wir uns an den Beispielen. In der sowjetischen Wissenschaft gab es keine abgesonderten Entwicklungen, die der deutschen historischen Rechtsschule gewidmet waren. Die Erwähnung davon ist in den Werken anwesend, die die westlichen rechtlichen Konzeptionen betreffen, dabei enthalten sie keine gründliche Analyse der Thesen der historischen Schule. In diesen Untersuchungen wurde es betont, dass die Konzeption der historischen Schule an

⁵⁷ Н.В. Акчурина Н.В. Указ. соч. С. 110-118, 131 (I.V. Akchurina, Ibid., S.110-118, 131).

⁵⁸ С.С. Крюкова, Обычное право в научном наследии ранней исторической школы права в Германии // Этнографическое обозрение, 2000, № 3, С. 144 (S.S. Kryukova, Das Gewohnheitsrecht im wissenschaftlichen Erbe der frühen historischen Rechtsschule in Deutschland // Ethnographische Rundschau, 2000, № 3, S. 144)

⁵⁹ Н.С. Илларионов, Обычное право. Ч. 1: Очерк отношений обычного права к законодательствам, Харьков, 1894, С. 18; А.Х. Гольмстен, Учебник русского гражданского права, Санкт-Петербург, 1913, С. 26; О.Н. Ефименко, Приданое по обычному праву крестьян Архангельской губернии, Санкт-Петербург, 1872, С. 43-45; Н. Лазовский, Личные отношения супругов по русскому обычному праву, Москва, 1883, С. 20-21; Е.Т. Соловьев, Гражданское право. Очерки народного юридического быта. Вып. 1, Казань, 1888, С. 141-143. М.И. Дуганов, Местные обычаи в наследовании у крестьян, Киев, 1912, С. 10; Свод Законов Российской империи. Т. XI, ч. 2, Санкт-Петербург, 1903.

⁶⁰ В.И. Бочкарева, Становление и развитие социологии права в России (вторая половина XIX - начало XX в.) // Журнал социологии и социальной антропологии, 2000. Том III. № 2, С. 170 (V.I. Botschkarjova, Das Entstehen und die Entwicklung der Rechtssoziologie in Russland (die zweite Hälfte XIX - der Anfang des XX Jahrhunderts) // Zeitschrift für Soziologie und Sozialanthropologie).

⁶¹ К. Маркс, Ф. Энгельс. Собр. соч. Изд. 2-е, т. 1, Москва, 1955, С. 85-86, 416 (K. Marx, F. Engels. Die Gesamtausgabe der Werke, Bd. 1, Moskau, 1955, S. 85-86, 416).

den Klasseninteressen angepasst ist⁶²; betont wurden die politischen Bedingungen Deutschlands, unter denen sich die Schule gebildet hat; ihre Negation der Kodifizierungstätigkeit⁶³; der konservative Charakter der Schule, ihre Idealisierung der Vergangenheit⁶⁴; es wurde anerkannt, dass die Schule auf die spätere Entwicklung des westlichen Rechtsdenkens einen wichtigen Einfluss hatte, aber keine treuen Nachfolger in der modernen Rechtswissenschaft erhalten hat⁶⁵. In der späteren sowjetischen Periode hat sich der Zugang zur Einschätzung der historischen Schule ein wenig gemildert, die Aufmerksamkeit wurde auf ihre Neuerung gelenkt – die Schule hat zur breiten Einführung der Idee der Rechtsentwicklung beigetragen, obwohl das Recht irrational interpretiert wurde⁶⁶.

Zum Beispiel, S. F. Kechekyan in seinem Artikel «Hegel und die historische Rechtsschule» vergleicht die Ansichten von Hegel und der Vertreter der deutschen historischen Rechtsschule über die Kodifizierung, die Rolle des Gewohnheitsrechts, über die Frage des nationalen Charakters des Rechts, vergleicht ihr Verhalten zu allem, was sich historisch entwickelte. Die Waagschale hat sich natürlich zu Hegel geneigt, der Autor nennt die Vertreter der deutschen historischen Rechtsschule «die reaktionären Romantiker» und ihren Historismus – «scheinbar»⁶⁷. Doch ist diese Arbeit vom ideologischen Einfluss nicht frei, was der Objektivität und der Tiefe der Forschung Schaden gebracht hat.

Einiges Plätschern des wissenschaftlichen Interesses für die deutsche historische Rechtsschule wird schon in der nachsowjetischen Periode beobachtet – es erscheinen die Werke, die ihr gewidmet sind, meistens im Format des Zeitschriftenbeitrags, der Dissertation. Ein Zeugnis davon ist der in Sankt-Petersburg am 11. Dezember 2015 unter der Ägide der Präsidentenbibliothek «Boris Nikolaevich Jelzin» stattgefundenen Rundtisch «Das Recht und der Staat in ihrem Verhältnis: das theoretische Erbe der historischen Rechtsschule. Zum 200. Jahrestag der «Zeitschrift für geschichtliche Rechtswissenschaft». Während des Rundtisches wurden die Vorträge von Hans-Peter

Haferkamp, den schwedischen, ebenso den russischen Wissenschaftlern (zum Beispiel den Vortrag von N. Malysheva «Die historische Schule versus jus naturalism: zur Kritik der Konzeption Naturrechts Samuel Pufendorfs») angehört⁶⁸.

Wir wenden uns an die modernen Überlegungen in Russland zum Thema der deutschen historischen Rechtsschule. Baev V.G. betrachtet die deutsche historische Rechtsschule im Kontext der politischen Bedingungen in Deutschland in 1815-1848. Der Autor achtet auf die theoretischen Lehrsätze davon, und verweist auf den bedingungslosen Vorteil der Schule – das postulierte Prinzip des Historismus. Aber er meint, dass die These der Schule über das nationalbedingte Recht durch historische Praxis nicht bestätigt wurde und durch die Zeit nicht geprüft wurde – das Recht zeigt oft den transnationalen Charakter. Dabei berücksichtigt der Forscher nicht die Überlegungen von Savigny und Puchta über die allgemeinen Grundsätze des Rechts der europäischen Völker⁶⁹.

Kryukova S. S. hat eingestandenermaßen die Ansichten der Vertreter der deutschen historischen Rechtsschule über das Gewohnheitsrecht vom Standpunkt des heutigen Wissens und der praktischen Aktualität dieser Frage im modernen Russland inventarisiert⁷⁰. N. Y. Andreev ist einer der wenigen Autoren, der den Versuch unternommen hat, die allgemeinen Berührungspunkte der Slawophilen und der Vertreter der deutschen historischen Rechtsschule in den Fragen der Bedeutsamkeit der Gewohnheit und der Volksteilnahme in der Gesetzgebung zu bezeichnen⁷¹.

Nach Meinung von Issajew I. A. romantisierte die deutsche historische Schule des Rechtes die Geschichte des römischen Rechtes und seinen Einfluss auf das europäische Recht. Der Autor kritisiert die historische Rechtsschule in der Frage der Rezeption des römischen Rechts vom Standpunkt von R. Jhering – «die romantischen Rechtswissenschaftler» haben den historischen Kontext des römischen Rechts nicht klargestellt, im Ergebnis ist es unmöglich das Wesen seiner Normen und Institute zu verstehen. Den Kern des römischen Rechts war nicht die Idee, aber der Wille. Der universelle Charakter des römischen Rechts entsteht aus seiner Fähigkeit, die technischen und methodischen Verfahren in den Rechtssystemen zu übertragen. Der Autor hat eine Tatsache

⁶² П.И. Стучка, Введение в теорию гражданского права, Москва, 1927, С. 111 (P.I.Stutschka, Die Einleitung in die Theorie des bürgerlichen Rechts, Moskau, 1927, S. 111).

⁶³ И.А. Емельянова, Историко – правовая наука России XIX в. История русского права. Ч.2, Казань, 1988, С. 53-54 (I.A.Jemeljanova, Die historisch – rechtliche Wissenschaft Russlands des XIX Jahrhunderts. Die Geschichte des russischen Rechts. Teil 2, Kazan, 1988, S. 53-54).

⁶⁴ Р.О. Халфина, Современные буржуазные концепции права: некоторые общие черты // Советское государство и право, 1979. № 11, С. 111 (R.O.Chalfina, Die Modernen bürgerlichen Konzeptionen des Rechts: einige allgemeine Merkmale // Sowjetische Staat und Recht, 1979. № 11, S. 111).

⁶⁵ В.А. Туманов, Буржуазная правовая идеология, Москва, 1971, С. 127-128 (V.A. Tumanov, Die bürgerliche Rechtsideologie, Moskau, 1971, S. 127-128).

⁶⁶ А.Б. Зеленцов, Эволюция исторического направления в буржуазной философии права // Правоведение, 1982. № 2, С. 71 (A.B. Selenzov, Die Evolution der historischen Richtung in der bürgerlichen Rechtsphilosophie // Rechtswissenschaft, 1982, № 2, S.71).

⁶⁷ С.Ф. Кечекьян, Гегель и историческая школа права // Правоведение, 1967. № 1, С. 104-109 (S.F.Ketschekjan, Hegel und historische Rechtsschule // Rechtswissenschaft, 1967, № 1, S. 104-109).

⁶⁸ Президентская библиотека им. Б.Н. Ельцина. Президентская библиотека устанавливает научные контакты с зарубежными вузами (Der Präsidentenbibliothek «Boris Nikolaevich Jelzin». Die Präsidentenbibliothek stellt die wissenschaftlichen Kontakte mit den ausländischen Hochschulen fest) // <http://www.prlib.ru/events/Pages/Item.aspx?itemid=1519>

⁶⁹ В.Г. Баев, Историческая школа права: теория и политическая практика в Германии в 1815 – 1848 г.г. // Современное право. 2006. № 6 (V.G. Baev, Die Historische Rechtsschule: die Theorie und die politische Praxis in Deutschland in 1815 – 1848 // Modernes Recht, 2006. № 6).

⁷⁰ С.С. Крюкова. Указ. соч. (S.S. Kryukova. Ibid.).

⁷¹ Н.Ю. Андреев. Анализ правовых доктрин славянофилов и немецкой исторической школы права // Вестник Воронежского университета, 2013. № 2 (N.Y. Andreev. Die Analyse der Rechtsdoktrinen der Slawophilen und der deutschen historischen Rechtsschule // Informationsblatt der Universität Vornonezh. 2013. № 2).

zurückgestellt, und zwar, dass Savigny und Puchta die Hauptgründe der Universalität des römischen Rechts in die metaphysische Sphäre getaucht haben⁷².

Unter Erwähnung der bedeutenden Vorzüge der modernen Werke über die deutsche historische Rechtsschule ist es doch erforderlich festzustellen, dass sie die in der Vorrevolutionsliteratur schon erforschten und bekannten Fragen betrachten, - der historische Abbruch hat sich in den wissenschaftlichen Forschungen gezeigt. Meistens wird die Revision und die Archivierung des vorhandenen Wissens durchgeführt. Es ist schwierig, sich vom Eindruck zu befreien, als ob wir ein altes und längst gelesenes Buch aufschlagen und es zu lesen beginnen.

Im Gegensatz zu dem obigen sind die interessanten Dissertationen von Djatschek T. I. und Aslamov I. E. getrennt zu erwähnen. Es ist nötig zu betonen, dass beide Autoren die Themen der einheitlichen Grundlage des Rechts verschiedener Völker und der Tiefgründe der Rezeption des römischen Rechts nicht problematisieren.

Die Dissertation von Djatschek T. I. «Die Rechtslehre von Georg Friedrich Puchta: der dogmatische Aspekt» ist das einzige Werk in Russland, das der Lehre Puchtas gewidmet ist. Aber darauf beschränkt sich ihre Einzigartigkeit nicht - der Autor analysiert zum ersten Mal in Russland ausführlich und konsequent die Ansichten Puchtas über die Rechtsdogmatik und stellt ihre Verbindung mit der vorangehenden und nachfolgenden Entwicklung der dogmatischen Methode in der Rechtsgeschichte fest. Djatschek T. I. betont die Neuheit der Ideen Puchtas über das Rechtssystem - die Erfindung von ihm von einem solchen Rechtssystem, das selbst fähig ist, die neuen rechtlichen Begriffe zu erzeugen; die Vision der aktiven Rolle der Wissenschaft in der Bildung des Rechtssystems. Die Systemmethode, die Puchta beschrieben hat, hat das Entstehen solcher genauen gesetzgebenden Technik, wie die Technik des BGB, ermöglicht⁷³.

Die Dissertation von Aslamov I. E. «Die Geschichtsphilosophie der deutschen historischen Rechtsschule» ist auf die Bestimmung der geschichtsphilosophischen Problematik in den Werken von Savigny und Puchta im Vergleich mit anderer derzeitiger westeuropäischer Geschichtsphilosophie gerichtet. Der Autor zeigt, dass Savigny und Puchta basierend auf den gemeinsamen theoretischen Thesen der historischen Rechtsschule verschiedene Varianten des Geschichtsverständnisses ausgearbeitet haben. Die Schlussfolgerung von Aslamov ist auch interessant, und zwar, dass Savigny und Puchta ein interdisziplinäres Herangehen aus der Taufe hoben - sie machten einen Versuch, «zu bestimmen, nach welchen

Regeln verschiedene Disziplinen, die mit dem gleichen Material arbeiten, zusammenwirken müssen». Außerdem richtet sich der Autor auf das Problem der Übersetzungen von einigen Werken von Puchta im XIX. Jahrhundert auf Russisch (zum Beispiel «Die Geschichte des römischen Rechts», die in Moskau in 1864 herausgegeben wurde), die keinen authentischen Text, sondern eine Interpretation des Originals sind⁷⁴.

Wir stimmen dieser Schlussfolgerung zu, die standfeste Forschungstradition in Bezug auf die deutsche historische Rechtsschule in Russland hat nicht formiert⁷⁵. Deshalb ist die in letzter Zeit erschienene Tendenz von dem Interesse für einen der bedeutenden Strömungen in der Geschichte des rechtlichen Gedankens begrüßenswert und es soll sich Mühe gegeben werden, die Nachfolge in ihrer Entwicklung zu halten.

Die positive Schätzung der Rezeption des römischen Rechts von den Vertretern der deutschen historischen Rechtsschule, vor allem von Savigny und Puchta, hat die metaphysischen Grundlagen des Rechts sichtbar gemacht. Nach den historisch-rechtlichen Forschungen entdeckten sie die im Recht manifestierte Weisheit, und demonstrierten dadurch ein tiefes Verständnis des Lebens. Ihre Schlussfolgerungen zeugen davon, dass das Recht mit den irrationalen Phänomenen gefüllt ist, dass der Kontext, in dem es existiert, wesentlich breiter ist, als es geglaubt wird. Für die juristische Sphäre, die in Praktizismus vertieft ist, für die Juristen, die in die engen Rahmen der professionellen Termini gedrückt sind, öffnet die neue Interpretation des Rechts die Augen auf die überempirischen Werte. In dem spiritualistischen Koordinatensystem wird das Recht lebendiger. In den Werken der obengenannten vorrevolutionären russischen Autoren, insbesondere der Slawophilen und der Juristen der historischen Richtung, gibt es einen ständigen Appell an die objektiven, nach ihren Überzeugungen, Werte - die «Wahrheit», «Gerechtigkeit». Unbedingt hilft diese Überzeugung hinter der Abstraktheit der Rechtsnorm das lebendige Ereignis zu sehen, die Aufmerksamkeit auf den Kontext der Umstände zu konzentrieren, von der Formalität wegzugehen. In diesem Falle wird das reale Leben vom Recht nicht abgelehnt; das Recht ist fähig, die ganze Vielfältigkeit des Bildes des Lebens «zu sehen». Die gleichartige Überzeugung verabsolutiert das Recht nicht und macht es humaner. Jedoch hat die Suche der theologischen Anfänge des Rechts im russischen System der juristischen Ansichten der Vorrevolutionsperiode zur Entgegensetzung des Rechts zu den genannten Werten gebracht, tatsächlich war es von den ewigen Werten abgegrenzt, denen sich das Recht unterwerfen soll. Das Recht ist immer nur das Mittel, aber das echte Ziel ist die Wahrheit. Die Gründe dieser Rechtsauffassung, die eigentlich eine axiologische Bedeutsamkeit des

⁷² И.А. Исаев, «Дух римского права» и историческая школа права // История государства и права, 2012. № 13 (I.A. Isaev, «Der Geist des römischen Rechts» und die historische Rechtsschule // Geschichte der Staat und Recht, 2012, № 13).

⁷³ Т.И. Дьячек, Правовое учение Георга Фридриха Пухты: догматический аспект, Диссертация уч. степ. к.ю.н., Санкт-Петербург, 2009, С. 45-46, 57-58 (T.I. Dyachek, Die Rechtslehre von Georg Friedrich Puchta: der dogmatische Aspekt, Die Dissertation auf die Bewerbung der akademischen Würde des Kandidaten der Rechtswissenschaften, St.-Petersburg, 2009, S. 45-46, 57-58).

⁷⁴ И.Е. Асламов, Философия истории немецкой исторической школы права. Диссертация уч. степ. к. философ. наук, Москва, 2012, С. 12-16, 21-22, 24, 98-99 (I.E. Aslamov, Die Philosophie der Geschichte der deutschen historischen Rechtsschule, Die Dissertation auf die Bewerbung der akademischen Würde des Kandidaten der Rechtswissenschaften, Moskau, S. 12-16, 21-22, 24, 98-99).

⁷⁵ И.Е. Асламов И.Е. Указ.соч. С. 10 (I.E. Aslamov, Ibid. S. 10).

Rechts kürzt, werden in der russischen Rechtstradition geheimgehalten – historisch fehlte in Russland das Verhalten zum Recht wie zum Kulturgut. Solche Merkmale der westlichen Rechtstradition, wie die Unabhängigkeit, die Kontinuität, die Geschichtlichkeit, der Rechtspluralismus, die Oberhoheit des Rechts über die Politik waren gebührendermaßen in der russischen Rechtskultur nicht entwickelt. Die Vorstellung davon, dass das Recht den selbständigen Platz unter den Werten belegt, hat sich im russischen Rechtsbewusstsein nicht eingebürgert. Auf der Ebene der Rechtsanwendung wurde es durch die Ausnahmen aus dem Recht dank der höheren Ziele, auf der philisterhaften Ebene – im verächtlichen Verhalten zum Recht, auf der abstrakt-wissenschaftlichen Ebene – in der Entgegensetzung des Rechts und der höchsten Werte ausgedrückt. Dabei waren die vorrevolutionären russischen Philosophen, Juristen, Publizisten, die aus

dem religiösen Verständnis des Rechts gestammt haben, mit dem rechtlichen Nihilismus nicht bekannt, im Gegenteil, haben sie mit ihm gekämpft. Dennoch hat die geistige Interpretation des Rechts im Rahmen der russischen Rechtskultur eine eigenartige Farbe erworben.

Doch befreit die Betrachtung des Rechts vom Gesichtspunkt einer religiösen Weltanschauung, einerseits, vom utilitaristischen Verständnis des Rechts, aber kann, andererseits, zur scharfen Entgegensetzung des Rechts und der religiös-ethischen Werte führen. Deshalb wäre es bei der Begründung des Rechts wünschenswert, nach dem Gleichgewicht zwischen den polaren Ansichten zu streben. Aber diese Forschungsaufgabe ist kaum erreichbar, denn wie Maurice Druon in «Den Tagebüchern Zeus» geschrieben hat, «was ist das Gleichgewicht, wenn nicht das ständig korrigierte Ungleichgewicht?»

Vorschau

Rechtskultur steht Autoren aller einschlägigen Wissenschaftsdisziplinen ohne Ansehen des universitären Status offen. Kriterien sind allein Themenbezug und Qualität eines Aufsatzes.

Die nächsten Themenhefte der jährlich erscheinenden Zeitschrift werden folgende Themenfelder behandeln:

Rechtsrezeption (2017)

Insolvenz/Schulden/Kredit (2018)

Rechtsharmonisierung / Rechtsvereinheitlichung (2019)

Redaktionsschluss ist jeweils der 15. Oktober.

Rechtskultur is open to authors of all recognized areas of study irrespective of their university status. All that matters is that an article be of very high quality and in tune with the theme of the respective journal

Future topics of the annual journal will be:

Reception of Law (2017)

Bankruptcy/Debts/Loan (2018)

Harmonisation of law / Unification of law (2019)

The deadline for submissions is October 15th.

Rechtskultur est destinée aux auteurs de toutes les disciplines scientifiques pertinentes, sans considération de leur statut universitaire. Les seuls critères sont le lien avec le thème du cahier et la qualité de l'article

Les prochains cahiers thématiques de la revue annuelle traiteront des thèmes sui-vants :

Réception du droit (2017)

Insolvabilité/Dette/Crédit (2018)

Unification du droit / Harmonisation du droit (2019)

La date de clôture de rédaction est chaque fois le 15 octobre.

Bereits erschienen

Rechtskultur 1 (2012): Justizgeschichte des Bürgerlichen Zeitalters / Legal history of the Bourgeois Era / Histoire de la justice à l'époque Bourgeoise; ISBN: 978-3-86646-409-4; 49,00 Euro

Rechtskultur 2 (2013): Methode der Rechtsgeschichte und ihrer Nachbarwissenschaften beim Umgang mit rechtshistorischen Quellen / Which methods do legal history and related areas of study use with their sources? / Méthode de l'histoire du droit et des disciplines connexes au traitement des sources de l'histoire du droit; ISBN: 978-3-86646-417-9; 49,00 Euro

Rechtskultur 3 (2014): Strafrechts- und Kriminalitätsgeschichte / History of crime and criminal law / Histoire du droit pénal et de la criminalité; ISBN: 978-3-86646-427-8; 49,00 Euro

Rechtskultur 4 (2015): Wirtschaftsrechtsgeschichte / History of commercial law / histoire du droit économique; ISBN: 978-3-86646-430-8; 49,00 Euro

Leserservice & Bestellungen

www.Edition-Rechtskultur.de
eine Reihe der H. Gietl Verlag & Publikationsservice GmbH, Regensburg
E-Mail: info@Edition-Rechtskultur.de
Fax. ++49 (0)9402/9337 - 24
Tel. ++49 (0)9402/9337 - 0

Impressum

Verlag: Edition Rechtskultur in der H. Gietl Verlag & Publikationsservice GmbH, Pfälzer Str. 11, 93128 Regensburg

Herausgeber: Ignacio Czeguhn - Lukas Gschwend - Dirk Heirbaut - Martin Löhnig - Antonio Sánchez Aranda

Redaktion: Lehrstuhl Prof. Dr. Martin Löhnig, Universität Regensburg, rechtskultur@ur.de

Satz & Layout: Simon Naczinsky, Thomas Hornberger (Regensburg)

ISBN: 978-3-86646-434-6, Preis: 49,- Euro

Aboservice: info@edition-rechtskultur.de; H. Gietl Verlag & Publikationsservice GmbH, Pfälzer Str. 11, 93128 Regensburg, Tel.: +49 9402 9337 0, Fax: +49 9402 9337 24

www.edition-rechtskultur.de

© Edition Rechtskultur 2017